Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
1.	2013-GC-4	Divers *Verschiedenes*	Communications *Mitteilungen*				
2.	2013-GC-40	Divers *Verschiedenes*	Assermentations *Vereidigungen*				
3.	2015-DICS-37	Loi *Gesetz*	Pédagogie spécialisée *Sonderpädagogik*	2e lecture *2. Lesung*	Katharina Thalmann-Bolz Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
4.	2017-DICS-33	Rapport *Bericht*	Subventions cantonales en faveur de la culture (Rapport sur le postulat 2015-GC-19) *Kantonale Subventionen für die Kultur (Bericht zum Postulat 2015-GC-19)*	Discussion *Diskussion*	Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
5.	2015-DFIN-30	Loi *Gesetz*	Modification de la loi sur l'impôt sur les successions et les donations *Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer*	Entrée en matière, 1re et 2e lectures *Eintreten, 1. und 2. Lesungen*	Julia Senti Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		II

N°	**Signature** ***Signatur***	**Genre** ***Typ***	**Affaire** ***Geschäft***	**Traitement** ***Behandlung***	**Personnes** ***Personen***	**Remarques** ***Bemerkungen***	**Cat.** ***Kat.***
6.	2017-DFIN-33	Loi *Gesetz*	Modification de la loi sur les impôts cantonaux directs et de la loi sur les impôts communaux *Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern*	Entrée en matière, 1re et 2e lectures *Eintreten, 1. und 2. Lesungen*	David Bonny Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
7.	2017-CE-139	Rapport *Bericht*	Communication de l'administration cantonale – Quels coûts pour quel contenu ? (Rapport sur le postulat 2015-GC-114 de la CFG) *Kommunikation der Kantonsverwaltung – Was ist der Preis für welchen Inhalt? (Bericht zum Postulat 2015-GC-114 der FGK)*	Discussion *Diskussion*	Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Message 2015-DICS-37 28 novembre 2016

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de loi sur la pédagogie spécialisée. Après une introduction qui présente de façon circonstanciée le cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, ainsi que le processus de son élaboration, les articles particuliers sont commentés.

Toutes les fonctions citées dans le présent message s'entendent au féminin comme au masculin.

1. Introduction **2**
1.1. Le cadre juridique et conceptuel de la pédagogie spécialisée 2
1.2. Les grandes lignes du dispositif cantonal 4
1.3. L'organisation de la pédagogie spécialisée 6

2. Commentaires des articles **7**

3. Incidences financières et en personnel **19**
3.1. Education précoce spécialisée EPS 20
3.2. Mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité 20
3.3. Période scolaire 20
3.3.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée 20
3.3.2. Auxiliaires de vie scolaire 21
3.3.3. Soutien en matière de troubles des apprentissages (DYS) 21
3.3.4. Mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie scolaire) 21
3.4. Période postscolaire 21
3.4.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée pour le secondaire post-obligatoire 21
3.4.2. Mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité 21
3.4.3. Transition école – orientation professionnelle 21
3.5. Incidences financières et en personnel 21
3.5.1. Résumé et planification des nouveaux postes 21
3.5.2. Cantonalisation des services d'intégration 22
3.5.3. Autres coûts planifiés 22
3.6. Répartition des coûts entre le canton et les communes 23
3.6.1. Nouveaux postes 23
3.6.2. Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI 24
3.6.3. Autres coûts planifiés liés à l'introduction du projet de loi 25
3.6.4. Récapitulation générale 25

4. Les effets sur le développement durable **25**

5. La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'euro compatibilité du projet **26**

6. Soumission aux référendums législatif et financier **26**

7. Suite définitive à des interventions parlementaires **26**

1. Introduction

1.1. Le cadre juridique et conceptuel de la pédagogie spécialisée

La pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation. Elle s'inscrit dans un ensemble de normes de niveau international, national, intercantonal et cantonal.

Ainsi, la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur pour la Suisse le 15 mai 2014, consacre à son article 24 le droit à l'éducation: «*les Etats Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux*» et à la lettre e: «*les Etats Parties veillent à ce que des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration*».

La Convention relative aux droits de l'enfant prévoit que les enfants handicapés devraient être intégrés à la société à tous les niveaux, comprenant l'accès à l'éducation (art. 23) et sans discrimination (art. 2) «*eu égard aux besoins particuliers des enfants handicapés, l'aide fournie […] est gratuite chaque fois qu'il est possible, compte tenu des ressources financières de leurs parents ou de ceux à qui l'enfant est confié, et elle est conçue de telle sorte que les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, […] à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel*».

Au niveau national, en plus des droits définis dans la Constitution à son article 8 sur la non-discrimination, la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) stipule à son article 20 alinéa 2 que les cantons «*encouragent l'intégration des enfants et adolescents handicapés dans l'école régulière par des formes de scolarisation adéquates pour autant que cela soit possible et serve le bien de l'enfant ou de l'adolescent handicapé*».

Suite à la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), l'entière responsabilité de la formation scolaire spéciale et des subventions aux institutions pour personnes handicapées a été transférée de la Confédération aux cantons. Alors qu'ils assumaient déjà une part de l'offre en matière de pédagogie spécialisée, les cantons ont ainsi repris de l'assurance-invalidité (AI) la totalité de la responsabilité formelle, juridique et financière de cet important domaine. Depuis 2008, l'ensemble du domaine de la pédagogie spécialisée est donc entièrement de la compétence du canton.

Une disposition transitoire de la Constitution fédérale (art. 197 ch. 2) garantit le maintien des prestations de l'assurance-invalidité par les cantons pendant trois ans au minimum, mais en tous les cas jusqu'à ce que ces derniers disposent de leur propre stratégie.

Pour coordonner et assurer ce transfert de tâches aux cantons, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a adopté le 25 octobre 2007 un accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Cet accord a pour but d'assurer une harmonisation minimale entre les cantons quant à l'accès à des prestations de base sur l'ensemble du territoire suisse. Il prévoit également une terminologie uniforme, des standards de qualité pour la reconnaissance des prestataires et une procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels les plus lourds. Le Grand Conseil a ratifié l'accord intercantonal, sans opposition, le 16 décembre 2009. Cet accord est entré en vigueur le 1er janvier 2011, après avoir été ratifié par dix cantons. A ce jour, l'accord intercantonal a été ratifié par seize cantons, dont tous les cantons romands.

Les cantons sont tenus de mettre en œuvre dans leur législation le droit à la formation et à la formation spéciale, tel qu'il ressort de la Constitution et des lois fédérales, ainsi que le principe de l'intégration – visant à favoriser les formes de scolarisation dans l'école régulière – tel qu'il ressort de la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés (LHand). Ces bases légales supérieures sont, par ailleurs, fondées sur les conventions internationales précitées, textes qui sont la traduction d'une tendance forte du projet de société des démocraties modernes, visant la prise en compte des minorités, notamment des personnes en situation de handicap, le respect du droit de la personne humaine et la reconnaissance de ses besoins, ainsi que la levée des obstacles et la participation garantie à toutes les dimensions de la vie sociale.

Il y a lieu également de souligner préliminairement que ce projet de loi, qui se veut avant tout un projet de loi scolaire, c'est-à-dire organisant l'enseignement spécialisé dans notre canton et décrivant les prestations de nature pédagogique, s'inscrit certes dans la législation scolaire au sens large mais aussi s'insère de manière coordonnée dans la politique de la personne en situation de handicap, qui a fait l'objet de lignes directrices et d'un plan de mesures 2016–2020 adoptés par la Direction de la santé et des affaires sociales, et sur laquelle reposent deux avant-projets de lois importantes, portant sur la personne en situation de handicap (AP-LPSH) et sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles pour mineur-e (AP-LIFAP), qui ont été soumis à consultation en 2015.

Afin de définir et de préciser le cadre général, le canton s'est doté d'un concept cantonal de pédagogie spécialisée. Le concept repose sur l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007 et s'inscrit dans le cadre de la politique menée au niveau national et international dans le domaine du handicap. Il s'inspire également des réflexions menées dès 2008 dans les quatorze

sous-groupes de travail cantonaux ainsi que dans le groupe faîtier institués par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport. Il décrit les lignes principales de l'organisation, des responsabilités, des offres et des procédures en matière de pédagogie spécialisée pour le canton de Fribourg. Dans sa séance du 16 mars 2015, le Conseil d'Etat a approuvé le concept ainsi que ses modalités de mise en œuvre. Le projet de loi est, en quelque sorte, la transposition juridique du concept cantonal, lequel a fait l'objet d'un large consensus parmi les partenaires du domaine de la pédagogie spécialisée.

Du 25 juin au 15 octobre 2015, un avant-projet de loi sur la pédagogie spécialisée, issu des travaux de l'un des sous-groupes de travail, a été mis en consultation. Bien accueilli, l'avant-projet de loi a suscité des remarques et des propositions de modification visant à le rendre encore plus compréhensible, notamment en reprenant des définitions figurant dans l'accord intercantonal. Il a été proposé très largement que la répartition financière Etat/communes soit modifiée, pour la rendre similaire à celle prévalant dans la loi scolaire. Enfin, la consultation a révélé une inquiétude sur la question de savoir si les moyens financiers mis à disposition seraient suffisants pour financer l'ensemble du dispositif, qui n'a pas fait l'objet de critiques quant à son amplitude et à sa structure, l'offre étant jugée très majoritairement comme suffisante.

Le présent projet de loi repose notamment sur les principes énoncés dans l'accord intercantonal. A son article 2, l'accord précise que *les solutions intégratives sont préférées aux solutions séparatives, ceci dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaire*. Pour sa part, le canton de Fribourg dispose d'un concept d'intégration depuis 1999 déjà. Il est dès lors légitime de vérifier si des recherches destinées à établir une évaluation objective des expériences réalisées ont été conduites dans le canton ou plus largement au niveau national. Considérant l'engagement financier pour réaliser une recherche scientifique sur la durée, de tels travaux n'ont pas pu être conduits uniquement au niveau du canton. En revanche, sous l'égide de l'Institut de Pédagogie Curative de l'Université de Fribourg, les professeurs R. Sermier Dessemontet, V. Benoit et G. Bless ont réalisé un travail de recherche financé par le Fond National Suisse de recherche (FNS) sur la thématique de l'intégration d'élèves avec une déficience intellectuelle. Des élèves fribourgeois ont été concernés par ces travaux. Les questions de recherche concernaient:

1. l'efficacité concernant le développement des performances scolaires et du comportement adaptatif;
2. l'effet de l'intégration sur les développements des performances scolaires des élèves sans handicap;
3. l'attitude des enseignants face à l'intégration.

Dans leurs conclusions, ces trois chercheurs indiquent que les résultats de leurs travaux viennent soutenir les tendances actuelles en faveur de l'intégration scolaire des élèves ayant une déficience intellectuelle. L'intégration scolaire à plein temps dans les classes primaires avec du soutien pédagogique spécialisé semble être une alternative pertinente à leur scolarisation en école spécialisée puisqu'elle leur permet dans l'ensemble de faire tout autant, voire plus de progrès. De plus, elle ne freine pas les autres élèves de la classe dans leurs apprentissages, quel que soit leur niveau. L'étude a également montré que le sentiment de compétence perçu à enseigner aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers est le facteur qui influence le plus fortement les attitudes des enseignants envers l'intégration scolaire. Par conséquent, il existe un réel intérêt à développer ou à renforcer le sentiment de compétence des enseignants en formation initiale et continue.

Plusieurs recherches internationales publiées dans la littérature scientifique ont également été conduites sur ces thématiques liées à l'intégration. Laws et al (2000) ont notamment étudié les effets de l'intégration sur la réussite scolaire d'enfants et adolescents atteints de trisomie 21. Laws et al ont trouvé que les enfants concernés et intégrés dans des classes d'enseignement général ont obtenu des scores significativement plus élevés et ont fait davantage de progrès académiques que leurs pairs scolarisés dans des écoles spécialisées. Turner et al (2008) signalent pour leur part dans leurs travaux qu'en comparant des groupes d'enfants intégrés avec des groupes d'enfants en écoles spécialisées, il y avait plus d'élèves qui avaient développé des compétences de lecture chez les sujets en intégration que parmi les élèves fréquentant des écoles spécialisées.

Enfin, une dernière recherche conduite par I. Noël (Haute école pédagogique de Fribourg) durant l'année scolaire 2006/07 sur la question «A qui profite l'intégration? Intégration scolaire d'enfants en situation de handicap: perception par les enseignantes et les enseignants titulaires des apports pour les autres enfants de la classe» arrive aux conclusions suivantes. Il apparaît clairement que les mesures d'aide fournies à l'enfant intégré peuvent bénéficier à d'autres enfants si elles sont exploitées à bon escient et que la situation d'intégration bénéficie également largement au maître titulaire.

Pour clore ce passage consacré à la recherche, depuis l'entrée en vigueur du concept d'intégration dans le canton de Fribourg en 1999, le service d'intégration francophone a suivi environ 680 élèves tandis que le service d'intégration germanophone indique une fourchette d'élèves entre 250 et 300 ayant bénéficié de mesures intégratives. Il n'existe par contre aucune étude longitudinale comparant les mesures d'aide qui ont été mises en place en regard du parcours scolaire des élèves qui en ont bénéficié et leur avenir au terme de la scolarité obligatoire.

Ainsi, la loi sur la pédagogie spécialisée est-elle à appréhender comme une loi spéciale, loi d'application de principes supérieurs, découlant pour l'essentiel de choix antérieurs, mais

complétant la loi sur la scolarité obligatoire adoptée en 2014 et s'insérant dans une politique cantonale de la personne en situation de handicap. Elle est la réponse pédagogique dans le cadre plus large d'une politique cantonale qui se veut au service de la personne en situation de handicap et de son intégration dans la société.

1.2. Les grandes lignes du dispositif cantonal

L'offre cantonale en matière de pédagogie spécialisée recouvre les domaines du préscolaire, de la scolarité obligatoire (11 années Harmos) et de la post-scolarité. Durant la scolarité obligatoire, elle concerne l'école ordinaire et l'école spécialisée. Le pilotage financier et la surveillance de qualité sont assurés par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS). La pédagogie spécialisée regroupe:

> des mesures d'aide en éducation précoce spécialisée (EPS) sous la forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Elles sont proposées de la naissance au début de l'entrée de l'enfant à l'école obligatoire. Elles peuvent être exceptionnellement prolongées au maximum pour une durée de 2 ans après l'entrée à l'école obligatoire;
> des mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) pour les élèves qui présentent un risque d'échec et/ou des difficultés qui compromettent leur développement et/ou des troubles d'apprentissage. Ces mesures sont proposées de l'entrée à la fin de l'école obligatoire;
> des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) pour les élèves qui sont en situation de handicap. Ces mesures peuvent être proposées sous forme de scolarisation intégrative de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles peuvent être également octroyées en écoles spécialisées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans);
> des mesures de prise en charge à caractère résidentiel en écoles spécialisées octroyées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans);
> des mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité sont proposées de la naissance de l'enfant à 20 ans; des mesures pédago-thérapeutiques de psychologie sont proposées exclusivement durant la scolarité obligatoire;
> des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) fournies par des centres de compétences. Ces mesures sont proposées aux enfants et élèves en situation de handicap visuel ou auditif. Ces mesures sont proposées de la naissance à la fin de l'école obligatoire.

A ces mesures, s'ajoutent des aides aux élèves en difficultés de comportement sous forme de soutiens à l'établissement scolaire (mesures SED). Ces mesures sont proposées durant l'école obligatoire et ne font pas partie des mesures de pédagogie spécialisée. Elles relèvent directement des services de l'enseignement obligatoire et de la loi scolaire.

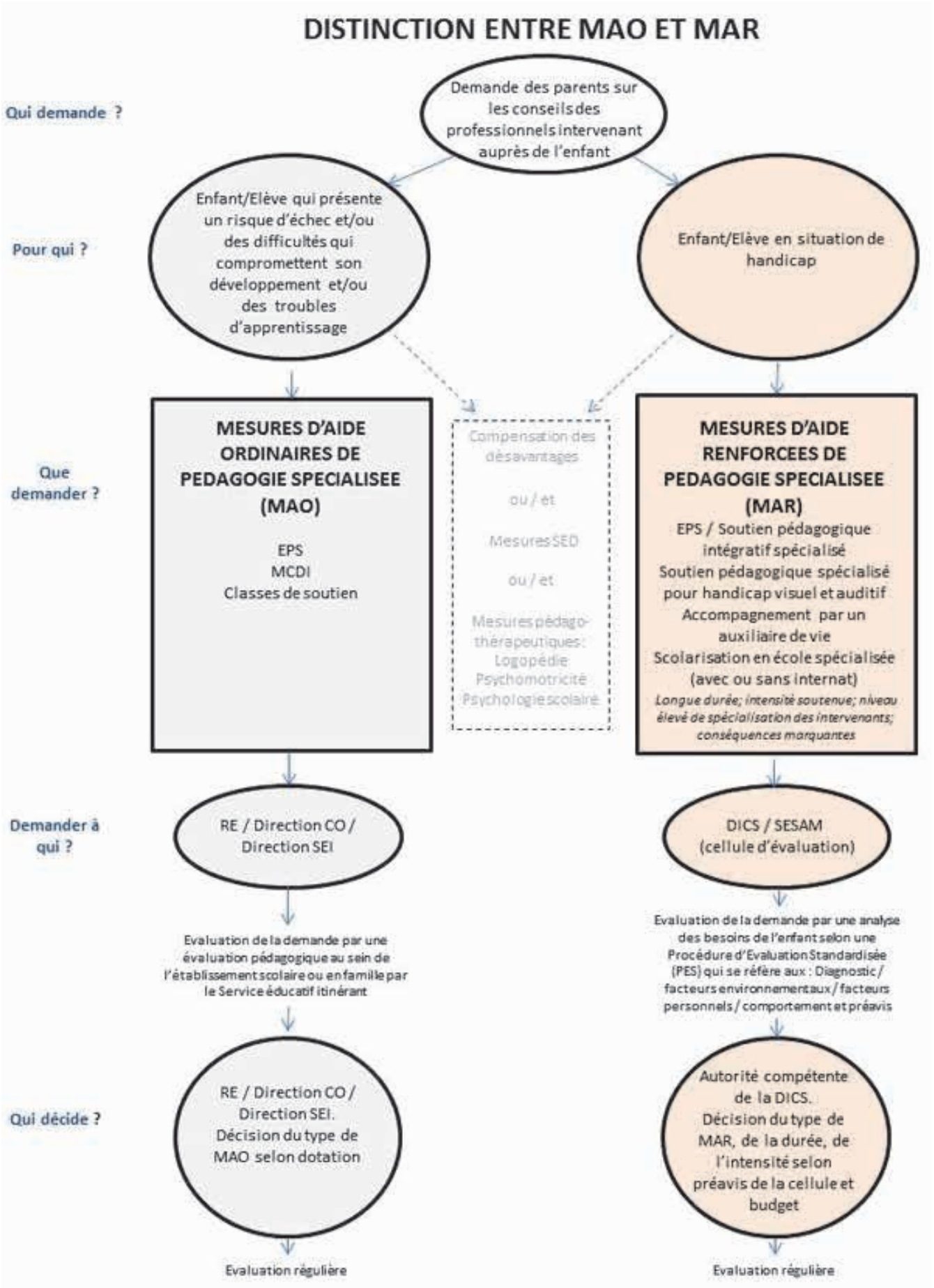
Lorsqu'aucune école spécialisée ne correspond aux besoins de l'élève, l'école fribourgeoise permet à celui-ci d'être orienté vers une école spécialisée d'un autre canton.

Il y a lieu de relever que selon la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand) du 13 décembre 2002, des mesures destinées à atténuer les désavantages liés à un handicap peuvent être attribuées à des enfants et des jeunes. Elles font l'objet du projet cantonal de «Compensation des désavantages» qui fixe le cadre règlementaire à l'école obligatoire et au secondaire 2. Elles ne font pas partie de l'offre de la pédagogie spécialisée.

Quelle est la différence entre les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO)? Les MAR se distinguent des MAO par les critères suivants (selon l'accord intercantonal):

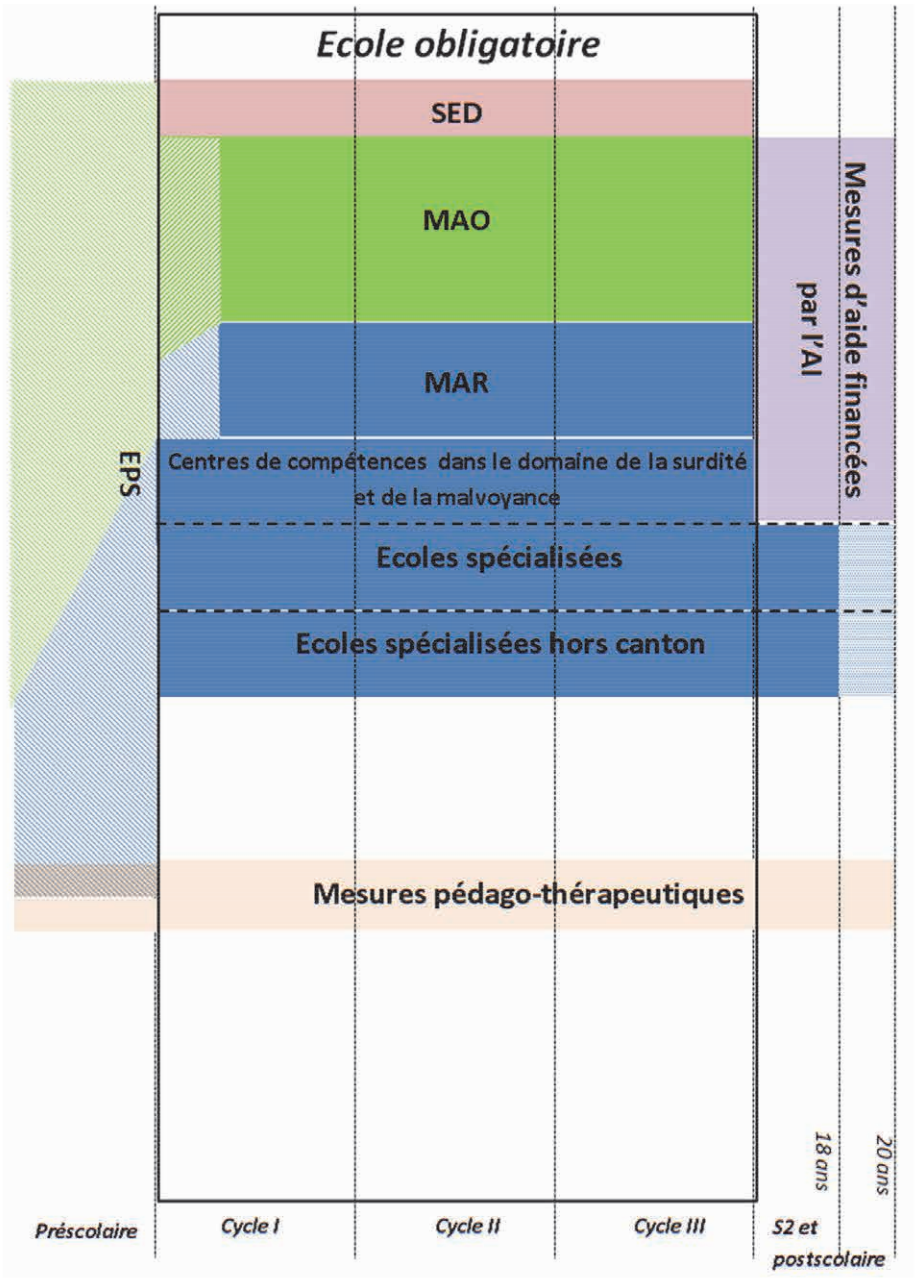
> une longue durée;
> une intensité soutenue;
> un niveau élevé de spécialisation des intervenants;
> des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune.

Les MAR et les MAO sont attribuées par des autorités et selon des procédures différentes, qui sont schématisées dans le tableau ci-après:


DISTINCTION ENTRE MAO ET MAR
Qui demande ?
Demande des parents sur les conseils des professionnels intervenant auprès de l'enfant
Pour qui ?
Enfant/Elève qui présente un risque d'échec et/ou des difficultés qui compromettent son développement et/ou des troubles d'apprentissage
Enfant/Elève en situation de handicap
Que demander ?
MESURES D'AIDE ORDINAIRES DE PEDAGOGIE SPECIALISEE (MAO)
EPS
MCDI
Classes de soutien
Compensation des désavantages
ou / et
Mesures SED
ou / et
Mesures pédago-thérapeutiques :
Logopédie
Psychomotricité
Psychologie scolaire
MESURES D'AIDE RENFORCEES DE PEDAGOGIE SPECIALISEE (MAR)
EPS / Soutien pédagogique intégratif spécialisé
Soutien pédagogique spécialisé pour handicap visuel et auditif
Accompagnement par un auxiliaire de vie
Scolarisation en école spécialisée (avec ou sans internat)
Longue durée; intensité soutenue; niveau élevé de spécialisation des intervenants; conséquences marquantes
Demander à qui ?
RE / Direction CO / Direction SEI
DICS / SESAM (cellule d'évaluation)
Evaluation de la demande par une évaluation pédagogique au sein de l'établissement scolaire ou en famille par le Service éducatif itinérant
Evaluation de la demande par une analyse des besoins de l'enfant selon une Procédure d'Evaluation Standardisée (PES) qui se réfère aux : Diagnostic / facteurs environnementaux / facteurs personnels / comportement et préavis
Qui décide ?
RE / Direction CO / Direction SEI. Décision du type de MAO selon dotation
Autorité compétente de la DICS. Décision du type de MAR, de la durée, de l'intensité selon préavis de la cellule et budget
Evaluation régulière
Evaluation régulière

1.3. L'organisation de la pédagogie spécialisée

Le schéma suivant résume l'organisation de l'école fribourgeoise:



SED : Soutien aux établissements scolaires dans la prise en charge des difficultés comportementales ; MAO : mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée ; MAR : mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée ; EPS : éducation précoce spécialisée; Cycle I : 1^{H} à 4^{H} ; Cycle II 5^{H}-8^{H} ; Cycle III : 9^{H}-11^{H} ; AI : assurance invalidité ; S2 : secondaire 2.

: MAR : MAO : Mesures pédago-thérapeutiques : Mesures SED : Assurance invalidité

Le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) s'appuie sur un dispositif cantonal existant pour la scolarisation des enfants et des élèves à besoins éducatifs particuliers (selon la définition de l'accord), atteints d'un trouble ou d'une déficience. A grands traits, sur la base des données de l'automne 2015, ce dispositif se résume de la manière suivante:

> avant l'école, environ 400 enfants bénéficient d'éducation précoce spécialisée;
> un réseau de classes spéciales d'institutions de pédagogie spécialisée privées ou d'institutions de pédagogie spécialisée communales subventionnées accueille quelque 900 élèves;
> environ 600 élèves en situation de handicap sont scolarisés dans les établissements de la scolarité obligatoire;
> près de 7800 enfants ou élèves ont accès aux mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychologie et psychomotricité en milieu scolaire). Certains apparaissent

plusieurs fois dans les statistiques en cas de mesures combinées (exemple: logopédie et psychologie scolaire). Selon les recherches et les statistiques connues, 20% des élèves ont des difficultés.

Le projet de loi vise à généraliser les bonnes pratiques identifiées par une analyse des forces et limites du dispositif existant: il s'inscrit donc dans la continuité et ne modifie pas fondamentalement une organisation satisfaisante.

Le projet matérialise, par ailleurs, le concept fribourgeois de pédagogie spécialisée requis par la Constitution fédérale et l'accord intercantonal.

Il oriente la compréhension du handicap comme résultante entre des troubles et/ou déficiences individuels et l'environnement dans lequel évolue l'enfant ou l'élève. Il introduit ainsi des mesures permettant de lever les obstacles environnementaux et de favoriser sa participation, tout en veillant à ce que chacun progresse selon ses possibilités.

Une des caractéristiques de ce nouveau contexte légal intercantonal est le passage de la logique d'assurance sociale à celle de mandat public de formation. Cela signifie notamment que l'octroi de prestations se définit non seulement en relation avec les besoins du bénéficiaire potentiel, mais également par l'apport de compétences spécialisées au système de formation.

Au travers de l'élaboration de l'accord intercantonal, les cantons ont voulu établir des objectifs communs, dont les trois principaux sont les suivants:

> définition de l'offre de base en matière de pédagogie spécialisée,
> promotion de solutions intégratives,
> détermination et utilisation d'instruments communs (terminologie commune, standards de qualité, procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels).

Si l'accord se centre prioritairement sur la procédure d'accès aux mesures dites renforcées, à savoir destinées aux enfants et aux élèves dont l'activité ou la participation sont limitées durablement dans leur environnement, au point de compromettre leur avenir en raison d'une déficience, d'un polyhandicap ou d'un trouble invalidant, le présent projet de loi veille à mettre en cohérence ce dispositif avec les procédures d'accès aux mesures dites ordinaires. Les mesures ordinaires sont sous la responsabilité de l'école ordinaire (prévues dans la loi scolaire) mais elles sont signalées dans l'accord intercantonal comme dans le concept.

Le projet assure un continuum avec les dispositions de la loi scolaire, afin d'aboutir à une meilleure coordination en matière de décisions d'orientation et de certification. La loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) est une loi spéciale, connexe et complémentaire à la loi sur la scolarité obligatoire (LS). Alors que la LS régit l'enseignement et son organisation dans une approche collective, la LPS est centrée sur la réponse individualisée aux besoins des bénéficiaires, ainsi que l'organisation qui doit se mettre en œuvre autour d'eux. Ces derniers ne sont pas seulement des enfants ou élèves en situation de handicap, mais plus largement des personnes ayant des besoins particuliers: appuis spécialisés, mesures pédago-thérapeutiques ou autres.

2. Commentaires des articles

Chapitre I: Dispositions générales

Art. 1: Objets et principes de base

L'objet du présent projet de loi est de fixer un cadre général à la pédagogie spécialisée, soit notamment la détermination de l'offre et des modalités de sa mise en œuvre. Il fait expressément référence au concept cantonal pour la pédagogie spécialisée, qui fixe les grandes lignes et les choix du canton de Fribourg en cette matière. Le second alinéa mentionne sans les citer exhaustivement les autres lois fédérales, intercantonales et cantonales. Il s'agit, pour l'essentiel, des textes suivants: l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS; RSF 411.0.1), la loi du 19 juin 2008 concernant le financement des mesures de nature pédago-thérapeutique dispensées par des prestataires indépendants agréés, ainsi que la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (loi sur le personnel, LPers; RSF 122.70.1). Il convient aussi de relever que les futures lois cantonales sur la personne en situation de handicap (LPSH) et sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles pour mineur-e (LIFAP) constitueront également un cadre général à la thématique de la personne en situation de handicap.

Concernant l'action des communes dans le domaine de l'offre de pédagogie spécialisée précisée par l'accord intercantonal, ces dernières sont chargées d'assurer un service en matière de psychologie, de logopédie et de psychomotricité (art. 63 al. 1 LS). Elles peuvent cependant charger des centres régionaux d'assumer ces tâches (art. 63 al. 2 LS).

Art. 2: Buts de la pédagogie spécialisée

La pédagogie spécialisée poursuit aussi l'atteinte de certains buts. Elle vise principalement (al. 1) à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale possible. Ce sont là des buts également poursuivis par l'école en général et l'on peut rapprocher cet article de l'article 3 de la loi scolaire, qui précise

que l'école amène les élèves à développer au mieux leurs potentialités.

Le contexte de prise en charge et de scolarisation doit être adapté le mieux possible à la réalité (al. 2): c'est aussi une contribution importante de la pédagogie spécialisée.

Enfin, la pédagogie spécialisée a aussi pour but (al. 3) de contribuer à valoriser et à développer les compétences, professionnelles et sociales, de tous les professionnels du système public de formation, qui sont appelés à œuvrer dans l'école fribourgeoise.

Art. 3: Principes de base

Les principes généraux définis dans cet article s'inspirent largement de ceux fixés dans l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée (ci-après l'accord).

Le premier principe (mandat public de formation; lettre a) consacre le changement radical que constitue, du fait de la RPT, le passage d'un système d'assurance au système de formation. Ainsi, l'enfant ou le jeune est-il désormais un élève – ou un élève en devenir – avec des besoins particuliers et non plus un assuré relevant des assurances sociales fédérales. Ce principe implique que les pouvoirs publics mettent en place les dispositifs nécessaires et adéquats pour remplir leur mandat public de formation, envers des enfants en âge préscolaire ou des élèves dont il est avéré que leur avenir serait hypothéqué, sans mesures complémentaires à celles que se doit de prendre l'école dite «régulière» ou «ordinaire».

L'inscription des mesures de pédagogie spécialisée dans le cadre large de la formation implique par ailleurs que les conséquences des troubles ne sont prises en compte que dans la mesure où elles entravent ou hypothèquent le développement de l'enfant et la possibilité pour un enfant ou un élève d'atteindre les standards de formation. Cela vaut également pour les mesures de psychologie, psychomotricité et logopédie.

Le principe de l'intégration (lettre b) est non seulement fixé dans l'accord intercantonal, mais aussi dans de nombreux textes au niveau international, national et cantonal. Il constitue un changement de paradigme majeur justifiant les principaux changements au niveau des prestations prévues par le projet de loi.

Cet article consacre aussi un principe méthodologique, à savoir l'importance de mobiliser les ressources non seulement de l'enfant en âge préscolaire ou de l'élève, mais aussi des personnes qui l'encadrent. Ce principe est ainsi le fondement des mesures indirectes prévues par le projet de loi, mesures qui s'adressent aux parents et aux professionnels qui encadrent les enfants en âge préscolaire ou les élèves. Il implique aussi, conformément aux principes de subsidiarité et de responsabilité individuelle inscrits dans la Constitution fédérale (art. 5a, 6 et 41), que tout ce qui est utile, nécessaire et possible pour limiter le recours à des prestations doit être mis en place.

La lettre c consacre le principe de gratuité. L'article 62 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit la gratuité de l'enseignement de base dans les écoles publiques. Il en va ainsi de même dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Le principe de gratuité est applicable uniquement à la scolarité au sens strict. Les parents participent dès lors aux frais liés aux fournitures scolaires, à certaines activités scolaires (cf. art. 10 al. 3 de la loi scolaire et art. 9 de son règlement) et parascolaires et versent les contributions fixées dans l'arrêté du Conseil d'Etat du 19 décembre 2000 fixant la contribution aux frais des personnes prises en charge dans les institutions de pédagogie spécialisée.

La lettre d a trait à la place des parents et de l'élève dans le cadre des différentes procédures. Les dispositions concernant l'accès aux mesures définissent clairement leur intervention aux différentes étapes des procédures. Cette obligation repose sur l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU ainsi que sur l'article 2 de l'accord intercantonal. Ils ont, dans tous les cas, expressément le droit d'être entendus dans le cadre des processus de décisions. Il ne s'agit pas seulement de convoquer les parents pour les informer des décisions prises mais bien de les associer, lors des séances préalables à la décision, qui rassemblent les réflexions des membres du réseau, au processus menant à la décision. Cependant, s'ils peuvent être entendus et sont associés aux procédures ou processus sans qu'il leur soit concédé un droit de codécision, ils n'ont ainsi pas le droit de choisir le prestataire de la mesure pédagogique ou pédagothérapeutique, y compris dans le cas de figure où la mesure est prodiguée par un prestataire privé/indépendant agréé – une telle décision revêtant un caractère organisationnel. Cette restriction au libre choix du prestataire, expressément prévue par l'accord, a pour but de permettre aux cantons d'assurer une surveillance adéquate des prestataires auxquels ils ont délégué l'exécution de prestations, au travers des critères qualités de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Il s'agit d'une conséquence naturelle du changement de paradigme évoqué ci-dessus: le canton n'est plus un assureur qui rembourse les prestations. Le fait que la pédagogie spécialisée fasse partie intégrante du système de formation implique que le canton doive pourvoir à une formation spéciale suffisante, dans le respect du principe de la proportionnalité, et en assumer la responsabilité, soit en la dispensant de manière directe, soit en déléguant cette tâche à des prestataires privés. Lorsqu'il délègue l'exécution de prestations, le canton a la responsabilité d'exercer ses compétences de surveillance afin de garantir la qualité des prestations prodiguées.

Il découle de ce qui précède que seules les prestations dispensées par des prestataires désignés par l'autorité compétente sont prises en charge dans le cadre du projet de loi. Il n'y a ainsi aucun droit au remboursement d'une prestation équivalente dispensée par un prestataire tiers.

Art. 4: Définitions

Au-delà des définitions techniques qui sont intégrées dans les différentes dispositions du projet de loi, une attention particulière doit être portée à la notion d'» élève «qui est au centre du projet de loi. La définition de l'élève inclut tant le mineur que le jeune adulte majeur qui suit un apprentissage. Dans la mesure où le champ de la pédagogie spécialisée couvre les 0–20, ans avec un changement légal de statut dès leur majorité à 18 ans, le projet de loi mentionnera le terme «enfant» pour la période préscolaire et «élève» pour les bénéficiaires majeurs âgés de 18 à 20 ans révolus. La définition des parents est celle inscrite dans la loi sur la scolarité obligatoire.

Chapitre 2: Offre de pédagogie spécialisée et transports scolaires

Art. 5: Période préscolaire

Les mesures de pédagogie spécialisée s'adressent à des enfants de la naissance jusqu'à l'entrée à l'école obligatoire, ce qu'il est convenu d'appeler la période préscolaire. Les mesures d'éducation précoce spécialisée (EPS) peuvent se poursuivre, dans des cas exceptionnels, encore deux ans après l'entrée à l'école obligatoire. Les mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité peuvent se poursuivre jusqu'à la fin de la 1H.

Les prestations EPS sont dispensées par des pédagogues en éducation précoce spécialisée et s'adressent aux enfants avant le début de la scolarité, en vue d'établir si leur développement est limité ou compromis au point de ne pas pouvoir, selon toute vraisemblance, suivre l'enseignement de l'école régulière sans soutien spécifique. Ces prestations individuelles sont demandées par les parents, en principe conseillés par les médecins pédiatres.

L'offre en éducation précoce spécialisée (EPS) comprend des mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR).

> La gestion des MAO est de la compétence de la direction du service prestataire. La mise en œuvre de ces mesures se fait de manière flexible pour répondre aux besoins.
> Les MAR octroyées à l'enfant sont dispensées par le service prestataire ou par les centres de compétences dans le domaine de la malvoyance ou de la surdité après évaluation par la cellule d'évaluation.

Les MAO en éducation précoce spécialisée (EPS) s'adressent à des enfants qui présentent un développement à risque.

Les MAR en éducation précoce spécialisée (EPS) s'adressent à des enfants en situation de handicap et/ou en danger (négligence avérée, maltraitance, abus) et dont les besoins ont été évalués selon la procédure d'évaluation standardisée (PES).

L'accord intercantonal concerne les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers. Pour les situations des enfants avec un développement à risques et/ou en danger, une étroite collaboration avec le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), selon une procédure précise et harmonisée, est prévue.

L'offre couvre aussi les prestations de logopédie et de psychomotricité (lettres b et c): ces prestations pédago-thérapeutiques ont pour objectif d'accompagner les processus de développement et/ou d'apprentissage des enfants en âge préscolaire. Elles sont destinées aux enfants en âge préscolaire (voire jusqu'à la fin de la 1H) chez lesquels l'acquisition de compétences sociales, les développements moteur, affectif, langagiers et communicationnels, nécessitent une aide thérapeutique spécifique pour tendre à rallier la norme développementale attendue pour un âge donné, voire, secondairement, les objectifs attendus de l'école. Ces prestations sont demandées par les parents et font l'objet d'une palette d'interventions possibles (thérapies individuelles ou de groupe, séances de coaching, guidance parentale, etc..). Elles sont dispensées par des prestataires indépendants agréés.

Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions: par une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton. Les relations avec les prestataires agréés sont également réglées par conventions. Les prestataires sont actuellement les suivants:

> Service éducatif itinérant (SEI) de la Fondation Les Buissonnets (éducation précoce spécialisée (EPS) et psychomotricité);
> Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne;
> Institut St-Joseph, section surdité;
> Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
> Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen;
> Prestataires agréés (logopédie).

Art. 6: Période scolaire

Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. C'est la concrétisation du principe d'intégration, indiqué à l'article 3 du projet de

loi. Exceptionnellement, lorsqu'existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans engager des ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci est scolarisé dans une école spécialisée. L'enseignement doit être profitable pour l'élève lui-même tout en tenant compte des incidences sur l'environnement direct de la classe. Dans les situations où l'intégration n'est pas ou plus profitable, des orientations en écoles spécialisées sont alors proposées dans le respect de la procédure décrite aux articles 27 et suivants du projet de loi. Le principe de proportionnalité doit être respecté dans l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers.

Il y a lieu de rappeler que les MAO, la loi scolaire les traitant, se distinguent notamment des appuis scolaires par le fait qu'elles impliquent l'existence d'un trouble ou d'une déficience, qu'elles sont dispensées par du personnel spécialisé et qu'elles sont octroyées de manière complémentaire ou subsidiaire à ce que l'école régulière se doit d'entreprendre, au terme d'une évaluation pédagogique ou pédago-thérapeutique permettant de décider si les conditions d'octroi sont réunies.

Chaque établissement scolaire de l'école ordinaire dispose d'une offre de base en matière de MAO déterminée par un facteur qui tient compte du nombre d'élèves ainsi que par une clé de répartition déterminée par les services de l'enseignement. Les ressources totales à disposition pour les MAO seront maintenues à l'entrée en vigueur du projet de loi. Ces MAO, qui sont couvertes par la loi scolaire, sont attribuées par le responsable d'établissement primaire/directeur du cycle d'orientation sur préavis des professionnels intervenant auprès de l'élève.

Les MAO s'adressent à des élèves qui présentent un risque d'échec et/ou des difficultés qui compromettent leur développement et/ou des troubles d'apprentissage. Ces mesures sont proposées de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles font l'objet d'une évaluation selon une procédure prédéfinie. Elles sont régulièrement analysées.

Les MAR s'adressent à des élèves en situation de handicap et dont les besoins ont été évalués selon une procédure d'évaluation standardisée (PES). Elles sont octroyées à l'élève par l'inspectorat spécialisé sur le préavis de la cellule d'évaluation. Elles se font prioritairement de manière intégrative. Les MAR sont octroyées pour une première durée définie et évaluées régulièrement par la cellule d'évaluation.

1La DICS collabore avec les centres de compétences dans le domaine de la malvoyance et de la surdité. Ces centres offrent un soutien à l'école ordinaire ou à l'école spécialisée. Ce soutien peut se réaliser soit sous forme de guidance et conseils, soit sous forme de soutien auprès de l'élève. L'octroi de ces aides se réalise après l'analyse des besoins de l'élève dans son environnement par la cellule d'évaluation selon la procédure d'évaluation standardisée (PES). La collaboration avec ces centres de compétences est réglée par un contrat de prestation établi par la DICS.

Les MAR en école spécialisée recouvrent l'enseignement, dans certains cas la prise en charge à caractère résidentiel ainsi que les mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie). Elles s'adressent à des élèves en situation de handicap et dont les besoins ont été évalués selon la procédure d'évaluation standardisée (PES). En fonction des besoins spécifiques de certains élèves, certaines écoles spécialisées peuvent s'adjoindre les services de professionnels du domaine médical. Les MAR sont octroyées pour une première durée définie et évaluées régulièrement par la cellule d'évaluation.

Les mesures de logopédie s'adressent à des élèves qui présentent des difficultés de langage et de communication évaluées selon les critères déterminés par la DICS. Les mesures de psychomotricité s'adressent aux enfants qui présentent des troubles psychomoteurs graves. Les mesures de psychologie scolaire font partie de l'offre pour la période scolaire. Les psychologues scolaires peuvent intervenir pour des bilans 6 mois avant l'entrée de l'enfant à l'école obligatoire. Dans la règle, ces mesures sont dispensées par les thérapeutes des services auxiliaires scolaires (SAS) lorsqu'elles sont offertes au sein des établissements scolaires de l'école ordinaire et par les thérapeutes rattachés aux écoles spécialisées pour les élèves qui y sont scolarisés.

Le personnel des SAS demeure sous la responsabilité des directeurs/responsables des services auxiliaires scolaires. Une coordination est assurée entre le directeur/responsable des SAS et le responsable d'établissement primaire/directeur du cycle d'orientation dans le but de gérer la participation du personnel des SAS à la vie de l'établissement scolaire dans le cadre de sa mission thérapeutique. En tous les cas, les thérapeutes travaillent en étroite collaboration avec les parents et les enseignants sous forme de thérapies individuelles ou en groupe ou encore de guidance aux parents ou aux enseignants.

Les relations entre les prestataires et le canton sont régies par conventions: par une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton. Les communes continuent à déterminer leurs rapports avec les services auxiliaires scolaires. Elles peuvent, si elles le souhaitent, appliquer ce dispositif juridique mis en place par le canton pour ses relations avec les institutions de pédagogie spécialisée.

Les prestataires sont actuellement les suivants:

> Centre Educatif et Pédagogique (CEP) à Estavayer-le-Lac;
> Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) à Romont;
> Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) à Riaz;
> Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV) à Villars-sur-Glâne;
> Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) à Bulle;
> Flos Carmeli – classes de langage à Fribourg:
> Schulheim – Les Buissonnets à Fribourg;
> Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets à Fribourg;
> Institut Les Peupliers au Mouret;
> Institut St-Joseph à Villars-sur-Glâne;

A cette liste, il convient d'ajouter les institutions de pédagogie spécialisée hors canton concernées ainsi que les services de logopédie, de psychologie et de psychomotricité des communes.

Enfin, la lettre d) de l'alinéa 2 prévoit l'accompagnement d'un élève par un auxiliaire de vie dans les actes non pédagogiques.

Art. 7: Période postscolaire

Les voies de formation du degré secondaire 2 et de formation professionnelle initiale sont ouvertes aux élèves présentant des besoins éducatifs particuliers s'ils en remplissent les conditions ordinaires d'accès. Toutefois, on tiendra compte des mesures de compensation des désavantages dont certains seront bénéficiaires (alinéa 1).

Les offres de pédagogie spécialisée pour la période postscolaire concernent des élèves dès la fin de leur scolarité obligatoire à l'âge de 18 ans (exceptionnellement 20 ans) ayant été évalués par un bilan professionnel de l'assurance invalidité (AI).

Par besoin éducatif particulier, on entend le besoin de l'une des prestations décrites dans le projet de loi. Cette terminologie, qui est reprise de l'accord intercantonal, est formulée, dans la version allemande, par les termes «besonderer Bildungsbedarf» (besoin de formation particulier). Le terme «éducatif», figurant dans la version française, doit être ainsi compris dans son acception large, recouvrant non seulement des besoins «pédagogiques» mais également des besoins «pédago-thérapeutiques» requérant des prestations de logopédie et de psychomotricité. Cette acception recouvre, en outre, des besoins en lien avec la formation, tels que ceux nécessitant l'intervention de personnes assumant une fonction d'aide à la formation relevant de l'AI.

Ces offres s'appuient sur le droit, spécifié dans l'accord intercantonal, de tout élève rencontrant des entraves à son développement d'obtenir une formation initiale avec des mesures de pédagogie spécialisée adaptées à ses besoins.

Le passage de la scolarité obligatoire à la période postscolaire fait l'objet d'une attention soutenue et interdisciplinaire pour tous les élèves qui ont une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée.

A la fin de la scolarité obligatoire, plusieurs orientations sont possibles en fonction des besoins de l'élève (alinéa 2):

> prolongation de la scolarité en école spécialisée;
> passage en centre de formation professionnelle spécialisée;
> passage en formation duale (AFP ou CFC) ou poursuite des études dans une école du secondaire post-obligatoire.

La Confédération via l'assurance invalidité (AI) continue à financer la formation professionnelle initiale qu'elle soit en système dual, à plein temps ou en école. La formation secondaire II se situe en dehors du périmètre de la RPT et de l'accord intercantonal. Il revient à l'assurance invalidité (AI) de financer les frais de formation supplémentaires engendrés par un handicap. Les demandes pour de telles offres sont à adresser par les parents à l'assurance invalidité (AI).

Les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes pédago-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent guidance, soutien et conseils aux recteurs/directeurs, aux enseignants titulaires ainsi qu'à l'ensemble des personnes intervenant auprès de l'élève à besoins éducatifs particuliers.

L'ensemble de ces mesures visent une autonomie maximale de l'élève ainsi que son intégration future dans le monde du travail que celui-ci soit en milieu protégé, en économie libre ou en formation tertiaire (hautes écoles et universités).

Outre les conditions liées à l'âge et au domicile, le champ d'application du projet de loi pose l'exigence d'un besoin éducatif particulier, autrement dit que les conditions d'accès aux mesures de pédagogie spécialisée soient remplies, et que ce besoin soit engendré par un trouble ou une déficience.

Art. 8: Conditions-cadre en matière de prestations de transports scolaires

La question des transports scolaires est réglée par la loi scolaire (art. 17), pour les élèves au bénéfice d'une mesure de scolarisation intégrative.

Seuls les frais de transports nécessaires à la fréquentation de l'école spécialisée sont pris en charge. Les frais de transports en lien avec les mesures pédago-thérapeutiques ne sont pas pris en charge.

Chapitre 3: Autorités

Art. 9: Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur cet enseignement comme sur l'enseignement ordinaire. Il adopte notamment le concept cantonal.

Art. 10: Directions et Services

Deux Directions du Conseil d'Etat sont en charge de la pédagogie spécialisée: la DICS pour l'éducation précoce spécialisée, pour l'enseignement obligatoire et du deuxième degré, et la DEE pour la formation professionnelle initiale.

La DICS assume le pilotage financier et la surveillance de qualité du système.

Art. 11: Inspectorat

A ce jour, le canton compte deux inspectrices de l'enseignement spécialisé, réparties par région linguistique.

Cet article détermine les attributions premières des inspecteurs spécialisés. Leurs tâches et responsabilités ainsi que leur statut seront définis plus précisément dans le règlement d'exécution et le descriptif de fonction (cahier des charges) approuvé par le Conseil d'Etat. En effet, selon la LOCEA, il revient aux Directions de fixer l'organisation des unités qui leur sont subordonnées, conformément aux règles générales adoptées par le Conseil d'Etat. L'inspectorat prend une part importante à la qualité du fonctionnement des écoles spécialisées et de la formation qui y est dispensée, ainsi qu'au développement de l'école en général, sous l'impulsion de la DICS et des Services. Il conseille les écoles ordinaires dans ses aspects pédagogiques, didactiques et éducatifs spécialisés. Il sera particulièrement attentif au contrôle de la qualité des prestations des enseignants spécialisés intervenant à l'école ordinaire auprès d'élèves bénéficiaires de mesures d'aide renforcée de pédagogie spécialisée, ceci en étroite collaboration avec les responsables d'établissement primaire/directeurs de cycle d'orientation.

Art. 12: Directions des écoles spécialisées

Il convient que les directions des écoles spécialisées soient considérées comme des autorités scolaires (responsables d'établissement, directeurs), de façon à ce qu'elles puissent exercer leurs compétences à l'égard des élèves qui fréquentent les classes spécialisées placées sous leur responsabilité.

Chapitre 4: Personnel de la pédagogie spécialisée

Art. 13: Formation initiale

Cette disposition est reprise de l'accord intercantonal (art. 9), mais spécifie en plus les compétences de la DICS pour les professions qui n'ont pas de titres officiellement reconnus sur un plan intercantonal ou fédéral.

Art. 14: Engagement

Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé, qui interviendra en classe ordinaire, ainsi que les auxiliaires de vie, sont engagés par la DICS. Ils sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat et accomplissent leur mission conformément aux principes de la future loi sur la pédagogie spécialisée et de la loi sur la scolarité obligatoire.

L'alinéa 3 précise que les frais liés à l'engagement de ces personnels (traitements) sont répartis conformément aux articles 66 et suivants de la loi sur la scolarité obligatoire, soit que les communes supportent, sous déduction de la part de l'Etat fixé à l'article 67 LS, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de l'école primaire (art. 66 LS), et sous déduction de la part de l'Etat fixée à l'article 72, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de leur école du cycle d'orientation (art. 71 LS).

Les enseignants et le personnel de la pédagogie spécialisée œuvrant au sein des institutions de pédagogie spécialisée (al. 4) sont engagés par ces dernières. Les institutions de pédagogie spécialisée ont le choix de soumettre leur personnel à une convention collective de travail ou à la loi sur le personnel de l'Etat et ses prescriptions particulières et complémentaires (règlement sur le personnel enseignant RPens, par exemple).

Art. 15: Autorisation d'enseigner

Le diplôme d'enseignement ou encore l'engagement d'un enseignant inclut implicitement l'octroi d'une habilitation à enseigner dans tel degré scolaire. L'alinéa 1 formalise de manière explicite l'autorisation d'enseigner. Désigner le contrat d'engagement comme l'expression de cette autorisation évite de devoir éditer un document supplémentaire, source de bureaucratie inutile.

L'autorisation d'enseigner prend naturellement fin à l'échéance du contrat comme l'indique l'alinéa 2. Le retrait de l'autorisation d'enseigner constitue par contre une mesure administrative définie à l'article 16 valable sur le territoire cantonal même si c'est un autre canton qui l'a prononcée.

Art. 16: Retrait de l'autorisation d'enseigner

La résiliation du contrat d'un enseignant spécialisé par licenciement met un terme à ses rapports de service dans un cercle scolaire déterminé ou dans une institution de pédagogie spécialisée déterminée. L'enseignant a cependant toujours la possibilité de postuler dans un autre cercle scolaire du canton, dans un autre canton ou dans une école privée. Il existe parfois des motifs de licenciement si graves que la DICS se doit de prendre une mesure plus conséquente, à savoir le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'enseigner sur tout le territoire cantonal. Ces motifs concernent par exemple des infractions pénales impliquant des élèves et des infractions ou des comportements totalement incompatibles avec la fonction et les qualités attendues d'un enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école. Il peut également s'agir de problèmes avérés de dépendances ou de troubles de la santé mentale rendant impossible la continuation de la profession en dépit des mesures d'aide pouvant être proposées à la personne concernée. Cette mesure de retrait répond à un intérêt public majeur résidant dans la protection des enfants et de l'école en tant qu'institution de pédagogie spécialisée.

Le retrait de l'autorisation d'enseigner ne doit pas être assimilé au retrait du diplôme d'enseignement, car ce dernier, reconnu à l'échelon national, ne peut être retiré que par le canton qui l'a octroyé. Or, les enseignants n'ont pas tous un diplôme délivré par la DICS. Par ailleurs, le retrait du diplôme empêche son titulaire de faire valoir ses compétences dans la recherche d'un nouvel emploi en dehors de l'enseignement. L'autorisation d'enseigner quant à elle peut être retirée aussi bien auprès des titulaires de diplômes délivrés par la DICS qu'auprès de titulaires de diplômes délivrés par d'autres organes, et elle n'a aucune incidence sur la possession de ces titres.

Enfin, seule la DICS peut prononcer une telle mesure, y compris à l'encontre des enseignants des institutions de pédagogie spécialisée.

Le retrait prononcé par un autre canton à l'encontre d'un enseignant rend l'engagement de cet enseignant impossible dans notre canton. De même, si un enseignant est actif dans deux cantons, le retrait prononcé par l'autre canton s'applique également dans notre canton.

L'alinéa 2 précise que l'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'au terme d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat, impliquant notamment le droit d'être entendu. Le retrait peut également avoir lieu lorsque l'enseignant démissionne en raison de l'un des motifs mentionnés à l'alinéa 1.

Aux alinéas 3 et 4, afin de permettre aux autres cantons et aux écoles privées de s'en informer, il est prévu que le retrait de l'autorisation d'enseigner soit automatiquement communiqué à la CDIP en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner, conformément à l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (RSF 410.4), art. 12bis. Pour des raisons liées à la sécurité juridique et à la protection de la personnalité des enseignants concernés, la mesure n'est communiquée que lorsqu'elle est devenue exécutoire, à savoir lorsqu'elle ne peut plus être contestée par un recours. Cette inscription s'effectue en outre dans le respect des principes de la loi sur la protection des données.

Chapitre 5: Protection des données et du domaine privé

Art. 17: Données collectées

Ces dispositions, conformes à la loi sur la protection des données (LPrD), doivent permettre le traitement des données personnelles des bénéficiaires de prestations de pédagogie spécialisée selon le principe de la proportionnalité, à savoir que ne sont traitées que les données nécessaires et pertinentes à l'application du projet de loi.

Art. 18: Protection du domaine privé

Cet article traite de l'interdiction qui est faite de communiquer des informations à des tiers sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

Art. 19: Accès aux données

De façon à assurer le meilleur traitement des données, leur accès sera réglementé, conformément aux dispositions et directives en la matière de l'Autorité cantonale.

Art. 20: Transmission des données

La transmission des données sensibles collectées dans le cadre de l'application du projet de loi ne peut se faire, conformément aux principes de la protection des données, que pour les données absolument nécessaires au bénéficiaire de la transmission et dans l'unique intérêt de l'enfant ou de l'élève qui a besoin d'aide. La loi scolaire et le présent projet de loi donnent mission aux directions d'établissement (responsables d'établissement primaire et directeurs ou directrices d'école du cycle d'orientation) et aux directions des écoles spécialisées de veiller à la mise en œuvre et au suivi des mesures de soutien. Il ne leur serait pas possible d'accomplir cette tâche s'ils ne pouvaient obtenir des informations sur les besoins spécifiques de l'enfant à suivre. Il en est de même pour le corps enseignant à qui l'on confie les enfants au bénéfice d'une mesure et à qui l'on demande d'adapter l'enseignement et l'encadrement aux besoins particuliers de ces enfants. Outre les personnes précitées, les médecins et les thérapeutes tombent également sous la notion des «professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève».

Il est important de préciser que les dispositions spécifiques sur le secret professionnel et le secret de fonction, à l'égard de tout tiers non autorisé par la loi ou les parents eux-mêmes, prévues notamment par la loi fédérale sur les professions de la psychologie et la loi sur le personnel de l'Etat sont applicables.

L'alinéa 3 réserve la législation sur la protection de l'enfant qui exige de l'école d'aviser les autorités de protection (Justices de paix) lorsqu'un enfant semble avoir besoin d'aide.

Titre II: Organisation de l'offre en matière de pédagogie spécialisée

Chapitre 1: Prestataires de services

Art. 21: Organisation de l'offre

Suite à la RPT, le canton est seul responsable des questions liées au concept pédagogique, à la planification ainsi qu'aux modes de financement et d'organisation des prestations liées à la formation scolaire spéciale.

S'agissant des prestations de formation scolaire spéciale, le canton est tenu de répondre aux besoins des enfants dans le cadre du mandat public de formation de l'article 62 alinéas 2 et 3 de la Constitution fédérale.

La présente disposition tend à ancrer dans la loi le principe de la planification des besoins du point de vue quantitatif et qualitatif. Lors de l'analyse périodique des besoins, les principes et buts énoncés dans le projet de loi doivent orienter le processus. Ainsi, la priorité est donnée à l'intégration, aux mesures indirectes, à l'adaptation de l'environnement dans le but de favoriser l'intégration. Elle se fonde sur une répartition équitable de l'offre – par un système d'allocations de ressources – qui tienne compte des besoins des élèves et des infrastructures existantes, sans qu'il soit nécessaire de susciter de nouvelles infrastructures. Elle tend à répondre aux besoins des ressortissants fribourgeois tout en tenant compte des possibilités de collaborations intercantonales.

Ce processus permettra de maintenir, d'ajuster et/ou réorienter l'offre existante, voire le développement d'une nouvelle offre. En particulier, il permettra de définir et de quantifier la nécessité de recourir à des prestataires privés. Le cas échéant, il permettra de justifier de besoins liés à l'évolution démographique, toutefois sans automatisme, puisque l'octroi des moyens budgétaires y relatifs relève de la compétence du Conseil d'Etat, respectivement du Grand Conseil.

Art. 22: Collaborations intercantonales

Cette disposition tend principalement, grâce à cette collaboration, à rationaliser l'offre institutionnelle entre cantons.

Elle rappelle par ailleurs l'importance de la collaboration intercantonale, spécifiquement dans des domaines de prise en charge qui ne concernent que très peu d'enfants en âge préscolaire ou d'élèves.

Art. 23: Prestataires

Les prestations de pédagogie spécialisée sont exclusivement dispensées par l'Etat, par les communes et par des institutions de pédagogie spécialisée reconnues par la DICS.

Le canton peut aussi agréer des prestataires privés, principalement en période préscolaire et postscolaire.

Concernant l'action des communes dans le domaine de l'offre de pédagogie spécialisée précisée par l'accord intercantonal, ces dernières sont chargées d'assurer un service en matière de psychologie, de logopédie et de psychomotricité (art. 63 al. 1 LS). Elles peuvent cependant charger des centres régionaux d'assumer ces tâches (art. 63 al. 2 LS).

Chapitre 2: Institutions de pédagogie spécialisée et contrats de prestations

Le canton de Fribourg bénéficie depuis de nombreuses années d'un réseau important et de qualité d'institutions de pédagogie spécialisée qui offrent des écoles spécialisées. Ces institutions de pédagogie spécialisée sont appelées à accueillir les élèves qui ne peuvent fréquenter l'école ordinaire ou régulière, pour les raisons indiquées à l'article 6 du projet de loi.

Art. 24: Institutions de pédagogie spécialisée

Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions (une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations) pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton.

Concernant les établissements privés ou parapublics, l'alinéa 2 mentionne de façon exhaustive les conditions à remplir pour obtenir la reconnaissance formelle en tant qu'établissement de pédagogie spécialisée et définit un certain nombre de modalités de fonctionnement.

Seuls peuvent être reconnus les établissements privés qui remplissent les conditions pour obtenir une autorisation d'exploiter au sens de l'article 15 de l'ordonnance sur le placement d'enfants (OPE).

La CDIP a adopté le 25 octobre 2007 des standards de qualité uniformes sur la base desquels les cantons reconnaissent les prestataires dont les prestations sont financées ou subventionnées par les pouvoirs publics, auxquels il est ici fait référence.

Selon ces critères, peuvent être reconnus les prestataires qui:

> octroient des prestations en fonction du type et de l'étendue des besoins éducatifs particuliers et des handicaps du groupe cible;
> assurent pour tous les enfants en âge préscolaire ou les élèves un projet éducatif individualisé, fondé sur un diagnostic, conduit de manière continue et faisant l'objet d'une vérification régulière en regard de son efficacité;
> respectent les droits de l'enfant en âge préscolaire et de l'élève;
> garantissent l'implication des titulaires de l'autorité parentale;
> assurent la collaboration avec d'autres professionnels impliqués;
> disposent des qualifications requises ou respectivement d'un personnel dont les qualifications correspondent aux prestations à fournir;
> assurent et développent systématiquement la qualité des prestations;
> disposent d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des enfants en âge préscolaire et des élèves.

Pour le surplus, les établissements qui offrent des prestations d'internat sont encore soumis aux conditions de reconnaissance de la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI).

Les prestataires institutionnels actuels pour la période préscolaire sont:

> le Service éducatif itinérant (SEI) de la Fondation Les Buissonnets (éducation précoce spécialisée (EPS) et psychomotricité);
> le Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne;
> l'Institut St-Joseph, section surdité;
> le Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
> la Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen,

et pour la période scolaire:

> le Centre Educatif et Pédagogique (CEP) à Estavayer-le-Lac;
> le Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) à Romont;
> le Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) à Riaz;
> le Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV) à Villars-sur-Glâne;
> les Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) à Bulle;
> Flos Carmeli – classes de langage à Fribourg;
> le Schulheim – Les Buissonnets à Fribourg;
> le Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets à Fribourg;
> l'Institut Les Peupliers au Mouret;
> l'Institut St-Joseph à Villars-sur-Glâne;
> les institutions de pédagogie spécialisée hors canton concernées.

Les dispositions de la loi scolaire concernant les dispositions générales, le fonctionnement général de l'école, les parents, les élèves, sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée. Cette application est analogique, c'est-à-dire que certaines dispositions doivent être adaptées à la situation propre à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés. De plus, une exception, concernant l'application particulière du calendrier scolaire pour un secteur du HER Les Buissonnets, doit être admise. En effet, en raison du rythme journalier particulier des élèves lourdement handicapés scolarisés au secteur A, des besoins de continuité des thérapies données sur place en étroite collaboration avec le secteur scolaire et les groupes de l'internat, du rythme annuel à adapter aux besoins spécifiques de ce secteur, les élèves du secteur A disposent d'un calendrier scolaire adapté, plus long que celui des autres élèves du canton.

Art. 25: Convention-cadre pluriannuelle

La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la DICS et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.

En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des élèves en situation de handicap, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle, ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leur besoin.

Art. 26: Contrat annuel de prestations

Le contrat annuel de prestations précise en particulier l'objet et le but de la subvention, les prestations effectivement attendues, le montant de la subvention, les bases et modalités de calcul, les charges et conditions imposées au bénéficiaire et les conséquences du non-respect des obligations, conformément à la législation cantonale en matière de subventions.

En particulier, le contrat annuel indique notamment les ressources allouées en tenant compte des ressources propres de l'institution de pédagogie spécialisée et, le cas échéant, des autres subventions, publiques ou privées, qu'elle perçoit, à l'exception de dons à affectation spécifique et conforme à la volonté du donateur.

Titre III: Accès à l'offre en matière de pédagogie spécialisée

Art. 27: Période préscolaire

La demande d'accès aux mesures pouvant être offertes en période préscolaire se fait par les parents. Pour l'éducation précoce spécialisée ordinaire et la psychomotricité, la demande doit être déposée auprès du service prestataire, à savoir le Service éducatif itinérant (SEI) qui décide. Pour l'éducation précoce spécialisée renforcée, la demande doit être déposée auprès de la cellule d'évaluation qui émet un préavis à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide. Enfin pour la logopédie, les parents s'adressent au préalable à un logopédiste agréé et déposent avec lui une demande auprès du spécialiste en logopédie du service. Ce dernier établit une évaluation clinique à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

Art. 28: Période scolaire a) Mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée

Les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée pour les élèves sont dispensées à l'école ordinaire que fréquentent ceux-ci. La loi scolaire est applicable.

Art. 29: b) Mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée

Les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée pour les élèves qui sont en situation de handicap peuvent être proposées sous forme de scolarisation intégrative de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles peuvent être également octroyées en écoles spécialisées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans).

Art. 30: c) Accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée

L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée est demandé par les parents auprès de la cellule d'évaluation. Cette demande est attestée par la signature des parents. Elle est formulée par le corps enseignant en concertation avec les parents et les thérapeutes selon une procédure prédéfinie par la DICS. Elle peut également émaner d'instances médicales. Elle est traitée par le biais d'une cellule d'évaluation indépendante de l'établissement scolaire (ordinaire et spécialisé) qui a l'avantage d'avoir un regard externe. Ce regard externe est d'ailleurs exigé par l'accord intercantonal, afin d'éviter que le prestataire soit le décideur.

A titre exceptionnel, la demande peut également émaner des professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève (y compris les instances médicales), sans le concours des parents. Il s'agit d'une compétence subsidiaire exceptionnelle qui ne doit s'appliquer que comme ultime moyen, lorsque les besoins éducatifs particuliers sont clairement avérés, mais les parents bloquent toute démarche en vue de l'octroi d'une mesure d'aide de pédagogie spécialisée.

Lorsque la cellule d'évaluation reçoit une telle demande, elle la transmet à l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e qui peut ordonner, le cas échéant, les bilans et les diagnostics nécessaires, également contre la volonté des parents. Dans ce cas, les frais d'examens sont à la charge de l'Etat.

Art. 31: d) Cellule d'évaluation

La cellule d'évaluation est une instance pluridisciplinaire. Elle se compose de personnes qui représentent d'une part le domaine scolaire et d'autre part le domaine pédago-thérapeutique. En fonction des situations à analyser, elle peut s'adjoindre des experts ou expertes. Ainsi, elle peut solliciter le concours d'un médecin, d'un thérapeute, d'un autre spécialiste de la santé, ou de la protection de l'enfance.

C'est la même cellule qui analyse toutes les demandes de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) qu'elles concernent la période préscolaire, scolaire ou post-scolaire.

Selon l'accord intercantonal, les membres de la cellule d'évaluation analysent les demandes de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée selon une procédure d'évaluation standardisée (PES). Cette procédure permet d'évaluer les besoins de l'enfant ou de l'élève. La procédure d'évaluation standardisée prend en considération les compétences et difficultés de l'enfant ou de l'élève mais aussi les caractéristiques environnementales (familiales et scolaires) dans lesquelles il vit. De ce point de vue, la procédure d'évaluation standardisée s'appuie sur l'approche du handicap défendue par l'Organisation Mondiale de la Santé OMS. L'application de cette procédure garantit une égalité de traitement pour toutes les demandes. Elle propose le type de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (mesures de scolarisation intégratives ou en école spécialisée) qui correspond le mieux aux besoins de l'enfant ou de l'élève. Elle désigne également les prestataires susceptibles de réaliser ces mesures et, pour les mesures de scolarisation intégratives, précise le nombre d'unités de soutien.

Art. 32: e) Décision, attribution et réévaluation des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée

La cellule d'évaluation donne son préavis à l'inspectorat spécialisé qui le porte à la connaissance des parents avant de prendre sa décision. La décision est ensuite transmise aux parents et aux personnes qui en ont fait la demande.

Les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée sont octroyées pour une première durée définie et réévaluées par la cellule d'évaluation en principe tous les deux ans selon une

procédure qui peut être simplifiée (al. 2). La réévaluation de la mesure peut conduire à son maintien, à sa modification ou à sa cessation. Par mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, on entend par exemple l'engagement d'un auxiliaire de vie scolaire.

Art. 33: f) Projet pédagogique individualisé

Il s'agit de fixer dans cet article le principe d'un «projet individualisé de pédagogie spécialisée» pour tous les élèves bénéficiant de mesures renforcées, ceci afin de conserver dans tous les cas l'ambition de les faire progresser et de permettre un suivi individualisé et pluridisciplinaire des bénéficiaires de pédagogie spécialisée tout au long de leur scolarité. Ce projet individualisé comprend autant les éléments liés à l'enseignement et aux adaptations nécessaires du programme scolaire que les indications pédago-thérapeutiques ou les mesures éducatives.

Art. 34: g) Plan individuel de transition

Pour tout élève au bénéfice de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée, il est élaboré un plan individuel de transition deux ans avant la fin de la scolarité obligatoire afin d'ajuster au mieux ses compétences aux exigences du monde du travail ouvert ou protégé ou au degré scolaire subséquent. Ce plan individuel de transition est élaboré sous la responsabilité de l'assurance invalidité (AI). Lorsque l'assurance invalidité (AI) n'intervient pas, ce plan individuel est réalisé sous la responsabilité de la «cellule d'orientation professionnelle spécifique». L'Etat se préoccupe de mettre en place des mesures d'insertion professionnelles pour ces élèves. Les conseillers en orientation, dépendants du SOPFA, interviennent lorsque les élèves en situation de handicap sont intégrés dans l'école ordinaire. Lorsqu'ils fréquentent les institutions de pédagogie spécialisée, cette tâche est en principe assumée par les conseillers de l'office cantonal AI.

Les élèves au bénéfice d'une mesure de «compensation des désavantages» doivent également faire l'objet d'un plan de transition lors du passage de l'école obligatoire au postscolaire.

Art. 35: h) Mise en place et suivi des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée

Dans le cadre de mesures de scolarisation intégratives, les mesures d'aide sont sous la responsabilité du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation et coordonnées par ceux-ci avec l'enseignant spécialisé. La mise en œuvre se réalise par l'équipe pédagogique. Une étroite collaboration est indispensable entre le corps enseignant et les personnes qui dispensent les mesures d'aide ainsi qu'avec l'inspectorat de l'enseignement spécialisé. L'objectif du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation et de l'équipe pédagogique consiste à améliorer les capacités intégratives de la classe et de l'établissement à l'aide de l'ensemble des mesures d'aide. Conformément à l'article 51 de la loi scolaire, le responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation est responsable de la conduite du personnel. En conséquence, les enseignants spécialisés intervenant à l'école ordinaire et faisant partie du personnel de l'Etat, sont également placés sous la responsabilité hiérarchique du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation.

Dans le cadre de sa mission, l'enseignant ordinaire est responsable de la gestion de la classe dont fait partie l'élève avec besoins éducatifs particuliers et de la prise en compte des besoins de cet enfant pour que celui-ci fasse partie intégrante de la classe et de l'établissement dans tous les apprentissages et les événements de la vie scolaire.

L'enseignant spécialisé est responsable du projet pédagogique de l'élève à besoins éducatifs particuliers. Il met en place les adaptations nécessaires pour atteindre les objectifs de ce projet. Dans le cadre d'une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée, le projet pédagogique individualisé s'inscrit dans le plan d'intervention dont l'enseignant spécialisé assure le suivi. Il est chargé du soutien et du conseil aux enseignants ordinaires.

Le responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation veille à favoriser une atmosphère respectueuse de l'hétérogénéité des élèves et à mettre en place les adaptations nécessaires pour que l'élève à besoins éducatifs particuliers fasse partie intégrante de l'établissement.

Enfin, il y a lieu de rappeler que les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes pédago-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent aide, guidance, soutien et conseils aux inspecteurs, aux responsables d'établissement, aux directeurs de CO, aux enseignants titulaires, aux enseignants spécialisés, aux thérapeutes ainsi qu'à l'ensemble des intervenants liés à l'élève à besoins éducatifs particuliers. Ils interviennent pour que les besoins de celui-ci et des différents partenaires soient pris en compte. Ces soutiens concernent également les directions et le personnel des écoles spécialisées.

Art. 36: Période postscolaire

Le chapitre 6 du concept cantonal précise les modalités de l'organisation et des offres pour la période postscolaire. Le concept précise que le passage de la scolarité obligatoire à la période postscolaire doit faire l'objet d'une attention soutenue et interdisciplinaire pour tous les élèves qui ont une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée et qui remplissent les critères pour poursuivre leur formation dans un établissement du secondaire supérieur. Sur le plan purement financier, le canton n'assume plus les coûts liés aux aides dont les élèves ont besoin. Le financement des prestations d'aide à la formation post-obligatoire est supporté par l'assurance-invalidité (AI) à l'exception des élèves qui prolongent leur

scolarité en institution de pédagogie spécialisée comme le précise l'article 38 al. 4 du projet de loi. En effet, la formation au secondaire supérieur se situe en dehors du périmètre de la RPT et de l'accord intercantonal. Les demandes de prestations d'aides à la formation sont à adresser par les parents à l'assurance invalidité. Toutefois, le concept cantonal précise encore que les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes pédago-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent guidance, soutien et conseils aux recteurs/directeurs, aux enseignants titulaires ainsi qu'à l'ensemble des personnes intervenant auprès de l'élève à besoins éducatifs particuliers, afin d'assurer un passage harmonieux de la scolarité obligatoire à la période postscolaire.

La demande d'accès aux prestations pouvant être offertes en période postscolaire se fait par les parents. Pour la logopédie et la psychomotricité, les parents s'adressent au préalable à un logopédiste agréé ou un psychomotricien agréé et déposent avec lui une demande auprès du spécialiste en logopédie ou en psychomotricité du service. Ce dernier émet un préavis à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

Pour une prolongation de scolarisation en institution de pédagogie spécialisée, la demande doit être déposée auprès de la cellule d'évaluation qui établit une évaluation clinique à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

Titre IV: Financement de l'offre en matière de pédagogie spécialisée

Art. 37: Institutions de pédagogie spécialisée reconnues

L'Etat et les communes prennent en charge le déficit d'exploitation des institutions de pédagogie spécialisée reconnues admis par l'Etat. Ils participent au financement des investissements par la prise en considération, dans le compte d'exploitation, des charges d'intérêt et d'amortissement. Le financement est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

A noter que le domaine des personnes en situation de handicap et des institutions de pédagogie spécialisée a fait l'objet d'une analyse dans le cadre des travaux de désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes (DETTEC). La pédagogie spécialisée fait actuellement l'objet d'un financement partagé entre le canton et les communes. Au même titre que pour l'ensemble de la scolarité obligatoire, la répartition proposée par le présent projet pourrait donc éventuellement être amenée à évoluer à terme dans le cadre de la mise en œuvre du DETTEC.

Art. 38: Autres prestations

Les mesures d'éducation précoce spécialisées sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Les mesures pédago-thérapeutiques de logopédie pour la période préscolaire et postscolaire, le cas échéant la période scolaire, dispensées par des prestataires indépendants agréés sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Les mesures pédago-thérapeutiques de psychomotricité dispensées par des prestataires indépendants pour la période préscolaire et postscolaire sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Lorsqu'elles sont dispensées par les services auxiliaires scolaires (SAS), les mesures pédago-thérapeutiques concernant les élèves de l'école ordinaire sont financées par le canton et les communes selon les dispositions de la loi scolaire.

Art. 39: Prestataires d'autres cantons

Les prestations fournies par d'autres cantons sont financées selon les modalités prévues conventionnellement entre les cantons, soit selon les modalités prévues par la convention intercantonale sur les institutions sociales du 13 décembre 2002 (CIIS), son règlement et ses directives.

Le financement de ces prestations est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Art. 40: Répartition intercommunale

La part mise à la charge de l'ensemble des communes (55%) est répartie entre elles en proportion du chiffre de leur population dite légale, selon le système actuellement pratiqué.

Art. 41: Paiement

C'est l'Etat qui paie tous les frais scolaires, c'est-à-dire qui fait l'avance. Il récupère périodiquement les montants dus par chaque commune.

Art. 42: Participation financières des parents ou de l'élève majeur

Cette disposition donne une base légale permettant de solliciter une participation financière des parents ou de l'élève majeur, le cas échéant de son curateur, pour des prestations sortant du cadre scolaire au sens strict.

Ainsi, d'une part, l'article 10 al. 3 LS s'applique directement dans les cas où les élèves restent intégrés dans l'école ordinaire et, d'autre part, par renvoi, pour les élèves dans des institutions de pédagogie spécialisée. Lorsque les élèves sont en internat, une participation financière peut également être demandée pour les frais de pension. Une participation financière des parents peut également être demandée pour couvrir les frais de prise en charge dans une unité d'accueil temporaire.

Le règlement déterminera les prestations qu'il est possible de solliciter, en s'inspirant de l'arrêté du Conseil d'Etat du 19 décembre 2000 fixant la contribution aux frais des personnes prises en charge dans les institutions de pédagogie spécialisée (RSF 834.1.26).

Titre V: Voie de droit

Art. 43: Décision du corps enseignant ou de l'institution de pédagogie spécialisée, réclamation

Lorsqu'une décision touche un élève sans affecter son statut (par exemple le refus d'un congé ou une mesure éducative), la réclamation est exclue. Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 47) sont réalisées. Il est important que les réclamations soient rapidement traitées de façon à ce que les parents sachent sans retard à quoi s'en tenir.

Art. 44: Décision de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e, recours

Les décisions des inspecteurs spécialisés sont celles qu'ils prennent à la suite d'une réclamation ou celles qu'ils prennent de par la législation scolaire. Lorsqu'une décision n'affecte pas le statut de l'élève, le recours est exclu, par exemple lorsque l'inspectorat ordonne des bilans ou des diagnostics sur la base de l'article 30 al. 4. Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 47) sont réalisées.

Il est à relever que conformément à la jurisprudence fédérale en matière scolaire, un éventuel recours n'aura pas d'effet suspensif. Cela signifie que la décision contestée s'applique nonobstant le dépôt d'un recours, sous réserve d'une décision contraire de la DICS.

Art. 45: Décisions communales

Il est fait référence ici aux articles 131 et 153 et suivants de la loi sur les communes. Les décisions d'un conseil communal ou d'un comité d'association sont susceptibles de recours auprès du préfet (art. 153 al. 1 LCo), à moins qu'un règlement ne prévoie au préalable la voie de la réclamation auprès du conseil communal ou du comité d'association (art. 153 al. 3 LCo).

Art. 46: Différends administratifs

Il est fait référence ici (al. 1) à l'article 157 de la loi sur les communes.

A l'alinéa 2, afin de recouvrir tous les cas de différends possibles, il est prévu une voie de droit spéciale à la DICS pour les différends éventuels entre autorités communales et un inspecteur spécialisé ou entre institutions de pédagogie spécialisée et un inspecteur spécialisé.

Art. 47: Plainte des parents

Ce premier alinéa permet aux parents de se plaindre des manquements d'un enseignant, de l'organe directeur d'une institution de pédagogie spécialisée, d'un inspecteur spécialisé lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte. La plainte n'est toutefois possible que lorsqu'un acte ou une omission atteint personnellement et gravement les parents ou leur enfant et viole la loi ou les règlements.

La plainte ne peut être déposée qu'après avoir utilisé les éventuelles voies de droit internes des institutions de pédagogie spécialisée.

La plainte peut (al. 3), cas échéant, amener l'autorité à prendre des mesures à l'égard des personnes visées. L'autorité n'est cependant pas tenue d'informer le plaignant sur les mesures prises. Elle doit par contre lui communiquer si sa plainte est fondée ou non.

Des frais tels que les dépenses occasionnées pour l'instruction de la plainte peuvent être mis à la charge de l'auteur d'une plainte téméraire ou abusive (al. 4).

L'alinéa 5 prévoit que la décision imputant des frais ainsi que la décision déclarant la plainte irrecevable ou mal fondée peuvent faire l'objet d'un recours du plaignant.

Il appartient enfin (al. 6) au Conseil d'Etat de régler plus en détail la voie de la plainte.

Titre VI: Dispositions transitoires et finales

Pas de commentaire.

3. Incidences financières et en personnel

La mise en œuvre du projet de loi est prévue en coordination avec la mise en œuvre de la nouvelle loi scolaire et de son règlement d'application. Le déploiement du projet de loi est planifié sur la période de 2017 à 2019 en fonction des possibilités financières de l'Etat. Ce chapitre décrit tout d'abord les principes généraux en matière de financement et ensuite, domaine par domaine, les effets du projet de loi en matière financière et en EPT.

Les principes suivants sont appliqués en matière financière:

> Les ressources affectées à la pédagogie spécialisée sont déterminées sur la base du budget annuel octroyé aux services de l'enseignement.
> Des priorités devront être posées dans l'attribution des ressources entre les enfants et les élèves en fonction de

l'urgence et de l'importance de leurs besoins tels qu'ils sont déterminés par la cellule d'évaluation.

> Le montant global de ces ressources devrait rester stable d'une année à l'autre et suivre l'augmentation de la population scolaire.

> Le principe des vases communicants sera appliqué dans la mesure des possibilités: toute diminution de l'offre dans les écoles spécialisées (qui se concrétiserait par un transfert d'élèves à l'école ordinaire) devrait se traduire par une augmentation identique de l'offre de pédagogie spécialisée dans l'école ordinaire. Vice-versa, toute diminution de l'offre de pédagogie spécialisée dans l'école ordinaire (qui se concrétiserait par un transfert d'élèves vers les écoles spécialisées) devrait se traduire par une augmentation de l'offre dans les écoles spécialisées. L'application de ce principe est liée à une analyse des besoins de l'entité qui va accueillir les élèves. Ce principe ne sera pas automatiquement appliqué. Les ressources qui seraient ainsi dégagées pourront être redéployées en fonction des besoins.

> Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions. Celles-ci comprennent une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations. Les communes continuent à déterminer leurs rapports avec leurs prestataires. Elles peuvent, si elles le souhaitent, appliquer ce dispositif juridique.

> Les relations avec les écoles spécialisées sont également régies par conventions. Le montant versé à chaque école sera défini au moment de l'élaboration des contrats annuels de prestations individuels sur la base d'une dotation de principe prenant en compte, d'une part, la typologie des élèves accueillis ainsi que d'éventuels troubles associés et, d'autre part, les différentes prestations dispensées.

3.1. Education précoce spécialisée EPS

Le budget actuellement alloué au Service éducatif itinérant est inchangé. Aucun budget supplémentaire n'est prévu pour l'EPS. Il n'y a pas d'incidence financière. La répartition du budget entre les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée et les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée est définie par la DICS dans le cadre du contrat de prestations qui sera établi avec le Service éducatif itinérant.

3.2. Mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité

Le budget total actuellement alloué pour les prestataires indépendants est inchangé. Il n'y a donc aucune incidence financière. Pour les activités de prévention notamment, il est envisagé de répartir le budget annuel réservé à la logopédie préscolaire par convention établie avec des logopédistes agréés.

Le Service éducatif itinérant se verra confier les interventions en psychomotricité préscolaire. Ceci se concrétisera par l'engagement d'un psychomotricien pour 0.2 EPT.

3.3. Période scolaire

3.3.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée

L'offre de base en matière de mesures d'aide ordinaires spécialisées est couverte par les MCD/MCDI qui représentent 99.44 EPT au 1er janvier 2014. Ne sont pas compris dans cette dotation: tous les appuis ordinaires autorisés par les directions d'établissement (appuis de branche, appuis de langue, mesures pour élèves à haut potentiel intellectuel, mesures SED, etc...).

Les mesures d'aide renforcées seront dispensées par les enseignants spécialisés des actuels services d'intégration (Fondation glânoise CESL/G-SI Romont et SI Schulheim Les Buissonnets) ainsi que par les enseignants engagés par le canton sous les actuels «appuis SESAM[1]». Il faut au total 80.22 EPT pour couvrir les besoins en MAR, dont 67.59 EPT sont déjà présents au budget 2014. Il faut donc créer 12.63 EPT[2] d'enseignement spécialisé (le plan financier de l'Etat 2015–2018 intègre déjà 4.21 EPT en 2016 et 4.21 EPT en 2017).

Le transfert au canton des enseignants spécialisés engagés par les services d'intégration de la Fondation glânoise CESL/G-SI Romont et du SI Schulheim Les Buissonnets (57.22 EPT au total au 1er janvier 2014) aura pour conséquence une diminution de la subvention cantonale aux écoles spécialisées puisque ces deux services seront cantonalisés. Cette diminution est estimée à CHF 8 400 540 (base budget 2014). Ne sont pas compris dans cette dotation: les centres de compétences dans les domaines de la malvoyance et de la surdité.

3.3.2. Auxiliaires de vie scolaire

Le concept prévoit l'engagement d'auxiliaires de vie scolaire pour 12 EPT d'assistants sociaux éducatifs.

3.3.3. Soutien en matière de troubles des apprentissages (DYS)

Le dispositif du concept est complété par l'engagement de 0.35 EPT pour renforcer le soutien de l'école ordinaire en matière de troubles des apprentissages (DYS).

[1] Concernant les «appuis SESAM», la dotation correspond en réalité à des appuis pour l'enseignement spécialisé déjà à disposition du SESAM pour un total d'unités d'enseignement équivalent à 23 EPT (budget en francs). Déduction faite de la dotation réellement inscrite au budget 2014 de 10.37 EPT, un rattrapage de 12.63 EPT est nécessaire. Cette dotation de 12.63 EPT correspond donc à la création de la dotation prévue en enseignement spécialisé.

[2] Voir note de bas de page n°1.

3.3.4. Mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie scolaire)

Le montant alloué par l'Etat aux communes pour les services auxiliaires scolaires fait l'objet d'une forfaitisation. En l'état actuel, les dotations suivantes ont été fixées: 1 EPT de logopédie pour 660 élèves, 1 EPT de psychologie pour 1100 élèves et 1 EPT de psychomotricité pour 3300 élèves.

Le système de subventionnement des services auxiliaires sera revu. Il sera basé sur un forfait calculé en fonction du coût horaire par type de prestations, du nombre d'heures total admis par type de prestations, pondéré par le nombre d'élèves par degré scolaire.

La dotation des services auxiliaires scolaires sera augmentée de 0.40 EPT pour renforcer les responsables pédago-thérapeutiques des services auxiliaires scolaires.

3.4. Période postscolaire

3.4.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée pour le secondaire post-obligatoire

Une enveloppe globale annuelle de CHF 50 000 est prévue pour les établissements du secondaire post-obligatoire (S2, général et professionnel) qui accueilleront des élèves à besoins particuliers pour garantir les frais scolaires non couverts par l'AI et pour d'éventuelles décharges.

3.4.2. Mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité

Le budget total actuellement alloué pour les prestataires indépendants est inchangé. Il est envisagé d'établir des conventions avec les prestataires agréés.

3.4.3. Transition école – orientation professionnelle

Un EPT est prévu pour l'engagement d'un conseiller en orientation par le SOPFA pour renforcer le conseil en orientation pour les élèves intégrés ne bénéficiant pas des prestations de l'AI.

3.5. Incidences financières et en personnel

L'ensemble des incidences financières est présenté dans les tableaux ci-après (tirés du concept) sur la base d'une entrée en vigueur de la loi qui avait été estimée au 1er août 2016. L'entrée en vigueur ultérieure de la loi reporte de fait les dates prévues dans les tableaux.

3.5.1. Résumé et planification des nouveaux postes

La mise en œuvre du projet de loi nécessite la création des postes de travail suivants:

Planification EPT - Concept ES Enseignement Spécialisé							TOTAL	CONCEPT (NV POSTES)	CONCEPT (TRANSFERTS)
Nbre EPT - Personnel administratif	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Adjoint administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Collaborateur administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Logopédiste DYS (augmentation postes existants)	0.35	0.35					0.35	0.35	
Totaux	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	0.00	2.35	2.35	0.00
Collaborateurs auxilliaires		*-2.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*			
Nbre EPT - Inspectorats	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Néant	0.00						0.00	0.00	
Totaux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Nbre EPT - Traitement enseignement	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Enseignants spécialisés - rattrapage EPT "appuis SESAM"	12.63	4.21	4.21	4.21			12.63	12.63	
Assistant socio-éducatif (auxiliaire de vie scolaire)	12.00	4.00	4.00	2.00	2.00		12.00	12.00	
Enseignants spécialisés - Services d'appuis, "appuis SESAM" (reprise EPT)	10.37	10.37					10.37		10.37
Enseignants spécialisés - Services d'intégration (reprise EPT)	57.22	57.22					57.22		57.22
Enseignants spécialisés - MCD/MCDI (reprise EPT)	99.44	99.44					99.44		99.44
Totaux	191.66	175.24	8.21	6.21	2.00	0.00	191.66	24.63	167.03
Nbre EPT - Concept - Autres postes	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Psychomotricien préscolaire	0.20	0.20					0.20	0.20	
Responsable pédago-thérapeutique SAS	0.40	0.40					0.40	0.40	
Conseiller en orientation SOPFA	1.00		1.00				1.00	1.00	
Totaux	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	0.00	1.60	1.60	0.00
Totaux	**195.61**	**178.19**	**9.21**	**6.21**	**2.00**	**0.00**	**195.61**	**28.58**	**167.03**

3.5.2. Cantonalisation des services d'intégration

Le transfert des 57.22 EPT d'enseignement des services d'intégration (enseignants spécialisés et responsables pédagogiques) provoque une diminution de la subvention cantonale annuelle allouée aux écoles concernées selon tableau ci-après (base budget 2014).

	SI Romont	SI Schulheim	Total
EPT enseignement	44.42	12.80	57.22
Salaires	5 043 491.05	1 477 273.86	6 520 764.91
Charges sociales	1 021 081.05	318 061.55	1 339 142.60
Total	**6 064 572.10**	**1 795 335.41**	**7 859 907.51**
Frais de formation*	17 000.00	5 205.20	22 205.20
Frais de déplacement	110 000.00	59 311.15	169 311.15
Frais divers	4 673.75	56 471.52	61 145.27
Frais administration et direction	189 594.10	98 376.10	287 970.20
Total	**321 267.85**	**219 363.97**	**540 631.82**
Total général	**6 385 839.95**	**2 014 699.38**	**8 400 539.33**

*Les frais de formation sont intégrés en tant que «autres coûts planifiés» selon tableau ci-après puisqu'ils ont été déduits de la subvention.

Les frais de déplacement n'ont pas été reportés. Le concept prévoyant l'attribution d'enseignant spécialisé par école/cercle scolaire, le déplacement des enseignants spécialisés sera réduit. Les moyens actuellement attribués aux déplacements des maîtres de classe de développement itinérants devraient suffire pour couvrir les frais résiduels.

Les autres frais divers, d'administration et de direction ne sont pas reportés.

Dans le calcul des effets de la cantonalisation des services d'intégration, il est tenu compte dans la projection de l'estimation des coûts relatifs aux paliers salariaux annuels et de l'indexation salariale (2016: 0,70%, 2017: 1,60%, 2018: 1,00%, 2019: 1,00%).

Le transfert des assurés de caisses de pension privées à celle de l'Etat de Fribourg a fait l'objet d'une analyse. Le personnel enseignant du SI Romont est déjà assuré auprès de la caisse de pension de l'Etat contrairement au personnel enseignant du SI Schulheim qui sera transféré à la caisse de pension de l'Etat suite à la cantonalisation. Compte tenu des projections et des analyses menées par la fondation Les Buissonnets, aucune incidence financière n'est attendue pour ce transfert, mis à part les frais administratifs pour réaliser cette opération (calculs des transferts, nouveaux certificats, nouveaux calculs pour les assurés et bénéficiaires restants, séances extraordinaires du conseil de fondation, etc.). Ces frais administratifs sont estimés à CHF 20 000 et sont compris dans les «autres coûts planifiés» du concept (prévu sur la rubrique «Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept»).

3.5.3. Autres coûts planifiés

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Coûts totaux
Reprise des frais de formation des services d'intégration	22 200	22 200	22 200	22 200	88 800
Frais de formation	25 000	25 000	25 000	25 000	100 000
Frais d'informations sur le concept ES	20 000	8 000	8 000	0	36 000
Mandat pour évaluation externe	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept et de la loi	20 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Enveloppes pour le Secondaire 2	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
Total	**142 200**	**120 200**	**120 200**	**112 200**	**494 800**

3.6. Répartition des coûts entre le canton et les communes

Les différents calculs de répartition tiennent compte de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire le 1er août 2015.

Le calcul des coûts salariaux est basé sur la classification des postes en fonction de leur nature et avec le palier 10.

Les charges sociales sont incluses dans les coûts salariaux et calculées sur la base de 21% tout comme un forfait de 10% (frais généraux pour nouveaux postes EPT, calculés sur les coûts salariaux y compris charges sociales).

Les montants sont cumulés dès la création du poste, les salaires sont indexés à raison de:

> 2016: 0,70%
> 2017: 1,60%
> 2018: 1,00%
> 2019: 1,00%.

3.6.1. Nouveaux postes

Le coût total des nouveaux postes cumulés sur 4 ans, charges sociales et frais généraux compris, s'élève à **CHF 9,961 mios**.

Ce montant se compose de la façon suivante:

Coût des nouveaux postes liés à l'enseignement: CHF 9,082 mios[1]

> Canton: CHF 4,954 mios
> Communes: CHF 4,128 mios

	Coûts 2016		Coûts 2017		Coûts 2018		Coûts 2019		Total	
Répartition	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton
Cycle 1 et cycle 2	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	457'449	457'449	929'536	929'536	1'319'146	1'319'146	1'422'329	1'422'329	4'128'460	4'128'460
	914'898		1'859'072		2'638'292		2'844'659		8'256'921	
CO	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0		0		0		0		0	
Frais généraux		91'490		185'907		263'829		284'466		825'692
Totaux	457'449	548'939	929'536	1'115'443	1'319'146	1'582'975	1'422'329	1'706'795	4'128'460	4'954'152
	1'006'387		2'044'979		2'902'121		3'129'125		9'082'613	

[1] Les coûts liés à la dotation prévue pour le rattrapage des 12.63 EPT pour les appuis «SESAM» ont été introduits dans le calcul global du concept afin de permettre la création formelle de ces postes. Dans les faits, les coûts liés à ces postes apparaissent déjà dans les comptes de l'Etat et sont déjà imputés aux communes par le biais du «pot commun». En ce sens, ils ne représentent pas de coûts supplémentaires tant pour le canton que pour les communes.

Coût des nouveaux postes hors enseignement: CHF 0,879 mio

> Canton: CHF 0,687 mio
> Communes: CHF 0,192 mio

		Coûts 2016		Coûts 2017		Coûts 2018		Coûts 2019		Total	
Répartition		Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton
Nouveaux postes administratifs		0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
		0	51'905	0	52'735	0	53'262	0	53'795	**0**	**211'697**
		51'905		52'735		53'262		53'795		**211'697**	
Autres EPT	Répartition	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%		
	Psychomotricien préscolaire	15'134	12'382	15'376	12'580	15'530	12'706	15'685	12'833	**61'725**	**50'502**
		27'516		27'957		28'236		28'518		**112'227**	
Autres EPT	Répartition	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	Responsable pédagogique SAS	31'963	31'963	32'474	32'474	32'799	32'799	33'127	33'127	**130'363**	**130'363**
		63'926		64'949		65'598		66'254		**260'726**	
Autres EPT	Répartition	0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
	Conseiller en orientation SOPFA	0	0	0	97'040	0	98'011	0	98'991	**0**	**294'042**
		0		97'040		98'011		98'991		**294'042**	
Total Autres EPT		47'097	44'345	47'850	142'095	48'329	143'516	48'812	144'951	**192'088**	**474'908**
		91'442		189'945		191'845		193'763		**666'996**	
Totaux Postes hors enseignement		47'097	96'250	47'850	194'830	48'329	196'779	48'812	198'746	192'088	686'605
		143'347		242'681		245'107		247'558		878'693	

3.6.2. Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI

La cantonalisation des services d'intégration SI représente un transfert de 57.22 EPT d'enseignement des écoles spécialisées vers le canton. En contrepartie, une diminution annuelle de la subvention cantonale allouée aux deux écoles concernées est attendue. Les effets de cette cantonalisation péjorent la situation du canton de **CHF 0,641 mio** et améliorent la situation des communes de **CHF –2,803 mios.**

Reprise des services d'intégration (SI)	Année 2016		Année 2017		Année 2018		Année 2019		Total	
Salaires enseignants, yc charges sociales	7'914'927		8'041'566		8'121'981		8'203'201		32'281'675	
Autres frais	540'632		540'632		540'632		540'632		2'162'527	
Total	**8'455'559**		**8'582'198**		**8'662'613**		**8'743'833**		**34'444'202**	
Répartition frais des écoles spécialisées	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**
Clé de répartition	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%
Salaires enseignants, yc charges sociales	4'353'210	3'561'717	4'422'861	3'618'705	4'467'090	3'654'892	4'511'761	3'691'441	17'754'921	14'526'754
Autres frais	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	1'189'390	973'137
Total communes/canton	4'650'557	3'805'001	4'720'209	3'861'989	4'764'437	3'898'176	4'809'108	3'934'725	18'944'311	15'499'891
Total	**8'455'559**		**8'582'198**		**8'662'613**		**8'743'833**		**34'444'202**	
Réduction de subventions ES	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**
Salaires enseignants, yc charges sociales	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Autres frais	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
Total	**-4'650'557**	**-3'805'001**	**-4'720'209**	**-3'861'989**	**-4'764'437**	**-3'898'176**	**-4'809'108**	**-3'934'725**	**-18'944'311**	**-15'499'891**
Réaffectation des EPT dans EE/EP	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**
Clé de répartition	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
Salaires enseignants, yc charges sociales	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total communes/canton	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Total	**7'914'927**		**8'041'566**		**8'121'981**		**8'203'201**		**32'281'675**	
Coûts de la réaffectation des EPT	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**
Salaires enseignants, yc charges sociales	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de formation (calculés dans autres coûts planifiés)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**3'957'463**	**3'957'463**	**4'020'783**	**4'020'783**	**4'060'991**	**4'060'991**	**4'101'601**	**4'101'601**	**16'140'838**	**16'140'838**
Reprise des services d'intégration - Récapitulation	**Année 2016**		**Année 2017**		**Année 2018**		**Année 2019**		**Total**	
	Communes	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**	**Communes**	**Canton**
Réduction subvention cantonale - Salaires enseignants, yc ch.soc.	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Réduction subvention cantonale - Autres frais	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
Coûts réaffectation EPT - Salaires et ch.soc.	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Coûts réaffectation EPT - Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts réaffectation EPT - Frais formation SI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	-693'094	152'462	-699'426	158'794	-703'447	162'815	-707'508	166'876	-2'803'474	640'946
	-540'632		-540'632		-540'632		-540'632		-2'162'527	

3.6.3. Autres coûts planifiés liés à l'introduction du projet de loi

D'autres coûts sont également planifiés pour un total de **CHF 0,495 mio**. Ces coûts sont repris à 100% par le canton. Ils consistent en:

Autres coûts	Canton
Reprise des frais de formation des services d'intégration	88 800
Frais de formation	100 000
Frais d'informations sur le concept ES	36 000
Mandat pour évaluation externe	20 000
Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept et de la loi	50 000
Enveloppes pour le Secondaire 2	200 000
Total des coûts à la charge du canton	**494 800**

La reprise des frais de formation des services d'intégration (CHF 0,089 mio) est calculée dans la partie «cantonalisation des services d'intégration». Les enseignants spécialisés étant intégrés dans les écoles/cercles scolaires, il n'y a pas lieu de prévoir l'aménagement de places de travail supplémentaires. D'autres coûts liés notamment à la mise à disposition de locaux pour les services d'intégration et les transformations de bâtiments scolaires non adaptés à l'accueil d'élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont difficilement estimables, tout comme l'effet d'une éventuelle adaptation des effectifs lors de l'intégration d'élèves.

3.6.4. Récapitulation générale

Effets financiers totaux pour le canton et les communes à la suite de l'introduction du projet de loi. Mise en œuvre prévue de 2016 à 2019, calcul sur 4 ans.

Récapitulation	Canton	Communes
Coûts des nouveaux postes d'enseignement	4,954	4,128
Coûts des nouveaux postes hors enseignement	0,687	0,192
Effets de la cantonalisation des services d'intégration	0,641	-2,803
Autres coûts planifiés liés à l'introduction concept et loi	0,495	0,000
Total (en mios)	**6,777**	**1,517**

Résumé des EPT et des effets financiers totaux pour le canton et les communes — Récapitulatif par année:

Total EPT	EPT	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Personnel enseignement	24.63	8.21	8.21	6.21	2.00	24.63
Personnel administratif	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	2.35
Autres postes	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	1.60
Cantonalisation des SI	57.22	57.22	0.00	0.00	0.00	57.22
Reprise appuis SESAM	10.37	10.37	0.00	0.00	0.00	10.37
Reprise MCD/MCDI	99.44	99.44	0.00	0.00	0.00	99.44
Total EPT	195.61	178.19	9.21	6.21	2.00	195.61

Total des coûts du concept	2016		2017		2018		2019		TOTAL		TOTAL
	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	
Coûts des nouveaux postes d'enseignement	548'939	457'449	1'115'443	929'536	1'582'975	1'319'146	1'706'795	1'422'329	4'954'152	4'128'460	9'082'612
Coûts des nouveaux postes hors enseignement	96'250	47'097	194'830	47'850	196'779	48'329	198'746	48'812	686'605	192'088	878'693
Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI	152'462	-693'094	158'794	-699'426	162'815	-703'447	166'876	-707'508	640'947	-2'803'475	-2'162'528
Autres coûts planifiés liés à l'introduction du concept	142'200	0	120'200	0	120'200	0	112'200	0	494'800	0	494'800
Total par année	939'851	-188'548	1'589'267	277'960	2'062'769	664'028	2'184'617	763'633	6'776'504	1'517'073	8'293'577
Total par année (canton + communes)	751'303		1'867'227		2'726'797		2'948'250		8'293'577		8'293'577

4. Les effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable (art. 197 LCG) ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision légale. Les effets de cette révision se déploient principalement sur le domaine sociétal et légèrement sur les domaines économique et environnemental.

Ils se concentrent essentiellement sur les aspects suivants liés notamment à la cohésion sociale et à l'égalité des chances:

> principe d'intégration;
> passage d'un système d'assurance à un système de formation;
> scolarisation dans l'établissement spécialisé le mieux adapté aux besoins de l'élève; soit en classe ordinaire, soit en classe spéciale auprès d'institutions de pédagogie spécialisée subventionnées par l'Etat;
> le projet de loi assure une cohérence de 0 à 20 ans durant les périodes préscolaire, scolaire et postscolaire.

5. La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'euro compatibilité du projet

La présente loi est conforme au droit fédéral et ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

6. Soumission aux référendums législatif et financier

La présente loi est soumise au référendum législatif.

Le montant cumulé des charges financières sur 5 ans étant inférieur au seuil du référendum financier obligatoire, qui est de 35 390 557 francs (ordonnance du 13 juin 2016, ROF 2016_079), mais en revanche supérieur au seuil du référendum financier facultatif, qui est de 8 847 639 francs, la présente loi est soumise au référendum financier facultatif.

7. Suite définitive à des interventions parlementaires

La présente loi et son message donnent une suite définitive au postulat Françoise Morel/André Masset no 322.06 relatif aux services auxiliaires scolaires.

Botschaft 2015-DICS-37 28. November 2016

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik. Nach einer Einleitung mit eingehender Darstellung der Hintergründe dieses Gesetzesentwurfs und seiner Entstehung folgt ein Kommentar zu den einzelnen Artikeln.

1. Einführung **28**
1.1. Der rechtliche und konzeptuelle Rahmen der Sonderpädagogik 28
1.2. Die Leitplanken des kantonalen Konzepts 30
1.3. Die Organisation der Sonderpädagogik 32

2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen **33**

3. Finanzielle und personelle Auswirkungen **47**
3.1. Heilpädagogische Früherziehung (HFE) 47
3.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik 47
3.3. Obligatorische Schulzeit 48
3.3.1. Sonderpädagogische Massnahmen 48
3.3.2. Assistenzpersonen 48
3.3.3. Unterstützung bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche) 48
3.3.4. Pädagogisch-therapeutisches Angebot (Logopädie, Psychomotorik und Schulpsychologie) 48
3.4. Nachschulbereich 48
3.4.1. Sonderpädagogische Massnahmen an den Mittelschulen 48
3.4.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik 48
3.4.3. Schulischer Übergang – Berufsberatung 48
3.5. Finanzielle und personelle Auswirkungen 49
3.5.1. Übersicht und Planung neuer Stellen 49
3.5.2. Kantonalisierung der Integrationsdienste 49
3.5.3. Weitere geplante Kosten 50
3.6. Kostenverteilung Kanton – Gemeinde 50
3.6.1. Neue Stellen 50
3.6.2. Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste 51
3.6.3. Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Einführung der Gesetzesvorlage 52
3.6.4. Gesamtübersicht 52

4. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung **53**

5. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht **53**

6. Unterstellung unter das Gesetzes- und Finanzreferendum **53**

7. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse **53**

1. Einführung

1.1. Der rechtliche und konzeptuelle Rahmen der Sonderpädagogik

Die Sonderpädagogik ist Teil des öffentlichen Bildungsauftrags. Sie ist eingebettet in einen Rahmen von internationalen, nationalen, interkantonalen und kantonalen Bestimmungen.

Im Übereinkommen der Vereinten Nationen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen, das am 15. Mai 2014 für die Schweiz in Kraft getreten ist, wird in Artikel 24 das Recht auf Bildung verankert: So sollen «*die Vertragsstaaten ein integratives Bildungssystem auf allen Ebenen*» gewährleisten, und sicherstellen, dass «*in Übereinstimmung mit dem Ziel der vollständigen Integration wirksame individuell angepasste Unterstützungsmassnahmen in einem Umfeld, das die bestmögliche schulische und soziale Entwicklung gestattet, angeboten werden*» (Buchstabe e).

Das Übereinkommen über die Rechte des Kindes sieht vor, Kinder mit Behinderungen auf allen Ebenen in die Gesellschaft zu integrieren. Dazu gehört auch der Zugang zur Bildung (Art. 23) ohne jede Diskriminierung (Art. 2) «*In Anerkennung der besonderen Bedürfnisse eines behinderten Kindes ist die […] gewährte Unterstützung soweit irgend möglich und unter Berücksichtigung der finanziellen Mittel der Eltern oder anderer Personen, die das Kind betreuen, unentgeltlich zu leisten und so zu gestalten, dass sichergestellt ist, dass Erziehung, Ausbildung, […] Vorbereitung auf das Berufsleben und Erholungsmöglichkeiten dem behinderten Kind tatsächlich in einer Weise zugänglich sind, die der möglichst vollständigen sozialen Integration und individuellen Entfaltung des Kindes einschliesslich seiner kulturellen und geistigen Entwicklung förderlich ist*».

Auf nationaler Ebene wird in Artikel 8 der Bundesverfassung die Rechtsgleichheit («*Niemand darf diskriminiert werden*») verankert. Zusätzlich sollen die Kantone gemäss Artikel 20 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG) die Integration fördern: «*Sie fördern, soweit dies möglich ist und dem Wohl des behinderten Kindes oder Jugendlichen dient, mit entsprechenden Schulungsformen die Integration behinderter Kinder und Jugendlicher in die Regelschule*».

Im Zuge der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) wurde die gesamte Verantwortung für den Sonderschulunterricht und die Beiträge an Institutionen für Menschen mit Behinderungen vom Bund an die Kantone übertragen. Die Kantone, die schon vorher einen Teil des sonderpädagogischen Angebots erbracht haben, übernahmen somit von der Invalidenversicherung die volle fachliche, rechtliche und finanzielle Verantwortung für diesen wichtigen Bereich. Seit 2008 liegt folglich der gesamte Bereich der Sonderpädagogik vollständig in der Zuständigkeit der Kantone.

Eine Übergangsbestimmung in der Bundesverfassung (Art. 197 Ziff. 2) verpflichtet die Kantone, die bisherigen Leistungen der IV mindestens drei Jahre lang weiterhin zu gewähren, aber auf jeden Fall bis sie über ihre eigenen Sonderpädagogikkonzepte verfügen.

Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) hat am 25. Oktober 2007 eine *Interkantonale Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik* verabschiedet, um diesen Aufgabentransfer im Bereich der Sonderpädagogik zu koordinieren und zu begleiten. Dieses Sonderpädagogik-Konkordat soll eine Mindestharmonisierung für den Zugang zum sonderpädagogischen Grundangebot in der gesamten Schweiz gewährleisten. Es sieht zudem eine einheitliche Terminologie, gemeinsame Qualitätsstandards und ein standardisiertes Abklärungsverfahren zur Ermittlung des dringendsten individuellen Bedarfs vor. Der Grosse Rat genehmigte das Sonderpädagogik-Konkordat am 16. Dezember 2009 einstimmig. Nachdem zehn Kantone dem Konkordat beigetreten sind, ist dieses am 1. Januar 2011 in Kraft getreten. Bisher zählt das Konkordat 16 Mitgliedskantone, darunter sämtliche Westschweizer Kantone.

Die Kantone sind verpflichtet, in ihrer Gesetzgebung das sich aus der Verfassung und der Bundesgesetzgebung ergebende Recht auf Bildung und auf Sonderschulung umzusetzen und dabei den Grundsatz der Integration zu verwirklichen. Gemäss diesem im Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG) verankerten Grundsatz soll die Integration von Kindern und Jugendlichen mit Behinderung in die Regelschule mit entsprechenden Unterrichtsformen gefördert werden. Diese übergeordneten gesetzliche Grundlagen beruhen auf den oben erwähnten internationalen Übereinkommen, die diesen Bereich betreffen: Sie setzen den Rahmen für eine moderne demokratische Gesellschaft, welche Rücksicht nimmt auf Minderheiten, besonders auf Menschen mit Behinderungen, und die Menschenrechte achtet, auf die Bedürfnisse der Menschen eingeht, Barrieren beseitigt und die gesellschaftliche Teilhabe gewährleistet.

Auch ist darauf hinzuweisen, dass dieser Gesetzesvorentwurf in die Schulgesetzgebung im weitesten Sinn eingebettet ist, da er den Sonderschulunterricht im Kanton regelt und pädagogische Leistungen beschreibt. Gleichzeitig ist er aber auch Teil der Politik zugunsten von Menschen mit Behinderungen und wird mit dieser koordiniert. Für diesen kantonalen Politikbereich hat die Direktion für Gesundheit und Soziales Leitlinien und einen Massnahmenplan 2016–2020 sowie zwei wichtige Gesetzesvorlagen erarbeitet: den Vorentwurf für das Gesetz über Menschen mit Behinderung (BehG) und den Vorentwurf für das Gesetz über die Sondereinrichtungen und die professionellen Pflegefamilien für Minderjährige (SPPG). Dazu wurde im 2015 eine Vernehmlassung durchgeführt.

Der allgemeine Rahmen der Aufgaben im Bereich der Sonderpädagogik wird in einem vom Kanton erarbeiteten

Konzept festlegt und erläutert. Dieses kantonale Konzept orientiert sich an der Interkantonalen Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik (Sonderpädagogik-Konkordat) und ordnet sich in die nationale wie auch internationale Behindertenpolitik ein. Es stützt sich ebenfalls auf die Arbeiten und Überlegungen der 14 kantonalen Untergruppen und der von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport eingesetzten Steuergruppe, die sich seit 2008 mit diesem Thema befasst haben. Das Konzept beschreibt für den Kanton Freiburg die Grundsätze für die Organisation und Verantwortlichkeit, das Angebot und die Abläufe im Bereich der Sonderpädagogik. Der Staatsrat hat das Konzept sowie die Modalitäten für dessen Umsetzung in seiner Sitzung vom 16. März 2015 genehmigt. Die Gesetzesvorlage ist gewissermassen die rechtliche Umsetzung des kantonalen Konzepts, das bei den Partnern im Bereich der Sonderpädagogik breite Zustimmung fand.

Ein Gesetzesvorentwurf über die Sonderpädagogik, der aus den Arbeiten einer der Untergruppen hervorging, wurde vom 25. Juni bis 15. Oktober 2015 in die Vernehmlassung gegeben. Zu diesem Gesetzesvorentwurf, der insgesamt gut aufgenommen wurde, wurden Anmerkungen und Änderungsvorschläge vorgebracht, um die Verständlichkeit zu verbessern. Zudem wurden auch die Definitionen aus dem Sonderpädagogik-Konkordat übernommen. Sehr oft wurde vorgeschlagen, die finanzielle Aufteilung von Staat und Gemeinden zu ändern und an die im Schulgesetz geltende Regelung anzugleichen. Auch zeigte sich bei der Vernehmlassung, dass eine gewisse Besorgnis herrscht, ob die bereitgestellten Mittel für die Finanzierung des gesamten Angebots ausreichen. Dessen Umfang und Struktur wurde jedoch nicht beanstandet, das Angebot wurde von der grossen Mehrheit als genügend erachtet.

Der vorliegende Gesetzesentwurf beruht im Wesentlichen auf den Grundsätzen des Sonderpädagogik-Konkordats. In Artikel 2 dieser Vereinbarung wird erklärt, dass *unter Beachtung des Wohles und der Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerinnen und Schüler sowie unter Berücksichtigung des schulischen Umfelds und der Schulorganisation integrative Lösungen separierenden Lösungen vorgezogen* werden. Der Kanton Freiburg verfügt bereits seit 1999 über ein Integrationskonzept. Zunächst wurde daher geprüft, ob im Kanton oder auf nationaler Ebene Untersuchungen durchgeführt worden sind, um die gesammelten Erfahrungen objektiv zu begutachten. Da eine langfristige wissenschaftliche Studie mit einem erheblichen finanziellen Aufwand verbunden ist, war es nicht möglich, solche Arbeiten allein auf kantonaler Ebene zu realisieren. Hingegen haben die Professoren Sermier Dessemontet, V. Benoit und G. Bless unter der Leitung des Heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg eine vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) finanzierte Studie zum Thema der schulischen Integration von Kindern mit einer geistigen Behinderung durchgeführt. Dabei wurden auch Freiburger Schülerinnen und Schüler untersucht. Die Forschungsfragen bezogen sich auf:

1. die Wirksamkeit in Bezug auf die Entwicklung der Schulleistungen und der adaptiven Fähigkeiten;
2. die Wirkung der Integration auf die Entwicklung der Schulleistungen der Mitschülerinnen und Mitschüler ohne Behinderung;
3. die Einstellung der Lehrpersonen zur Integration

In ihren Schlussfolgerungen gaben die drei Forscher an, dass die Ergebnisse ihrer Arbeiten den gegenwärtigen Trend zur schulischen Integration von Schülerinnen und Schülern mit einer geistigen Behinderung stützen. Die vollzeitliche schulische Integration in die Primarklassen mit sonderpädagogischer Unterstützung scheint eine sinnvolle Alternative zum Unterricht in einer Sonderschule zu sein, denn dies ermöglicht den betroffenen Schülerinnen und Schülern insgesamt gleich gute oder sogar bessere Fortschritte. Zudem werden dadurch Mitschülerinnen und Mitschüler ohne Behinderung in ihrer Lernentwicklung nicht gehemmt, egal welches Niveau sie haben. Die Studie hat auch gezeigt, dass die Einstellung der Lehrpersonen zur schulischen Integration am stärksten davon beeinflusst wird, ob sie sich selbst als kompetent in Bezug auf den Unterricht von Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf wahrnehmen. Daher sollte ihre Kompetenzwahrnehmung durch Aus- und Weiterbildung gefördert werden.

Daneben wurden noch mehrere internationale Studien zu Themen in Zusammenhang mit der Integration durchgeführt, die in der Fachliteratur veröffentlicht sind. Eine Studie von Laws et al. (2000) befasste sich unter anderem mit den Auswirkungen der Integration auf den schulischen Erfolg von Kindern und Jugendlichen mit Down-Syndrom (Trisomie 21). Dabei wurde festgestellt, dass die in Regelklassen integrierten Kinder signifikant bessere Ergebnisse und bessere Lernfortschritte erzielten als gleichbetroffene Kinder in Sonderschulen. In den Arbeiten von Turner et al. (2008) stellte sich bei einem Vergleich heraus, dass bei der Gruppe von integrierter Kindern mehr Schülerinnen und Schüler Lesekompetenzen entwickelten als bei der Gruppe von Kindern in einer Sonderschule.

Und schliesslich ist noch eine letzte Studie von I. Noël (Pädagogische Hochschule Freiburg, Schweiz) zu nennen, die im Schuljahr 2006/07 durchgeführt wurde. Diese Studie[1] befasst sich mit der Frage, wer von der Integration profitiert und wie die Lehrpersonen deren Auswirkungen auf die übrigen Kinder der Klasse wahrnehmen. Sie ist zu folgendem Schluss gelangt: Es zeigt sich klar, dass die Unterstützungsleistungen für integrierte Kinder auch den anderen Kinder zugutekommen können, wenn sie ganz bewusst genutzt und eingesetzt

[1] I. Noël: «A qui profite l'intégration? Intégration scolaire d'enfants en situation de handicap: perception par les enseignantes et les enseignants titulaires des apports pour les autres enfants de la classe».

werden, und dass auch die Klassenlehrperson weitgehend von der Integration profitieren kann.

Zum Abschluss dieses Abschnitts über die Forschung noch einige Zahlen: Seit das Integrationskonzept im Kanton Freiburg 1999 in Kraft getreten ist, hat der französischsprachige Integrationsdienst rund 680 Schülerinnen und Schüler betreut; nach Angaben des deutschsprachigen Integrationsdienstes haben zwischen 250 und 300 Schülerinnen und Schüler von integrativen Massnahmen profitiert. Es existiert jedoch noch keine Langzeitstudie, bei der untersucht wird, wie sich die eingeführten Unterstützungsmassnahmen auf die Schullaufbahn der Schülerinnen und Schüler, die davon profitiert haben, und ihre Zukunft nach Abschluss der obligatorischen Schule auswirken.

Das Gesetz über die Sonderpädagogik ist somit als Spezialgesetz zu verstehen, als Ausführungsgesetz übergeordneter Grundsätze, die sich im Wesentlichen aus früheren Entscheidungen ergeben. Es ergänzt das 2014 genehmigte Gesetz über die obligatorische Schule und ist Teil einer kantonalen Politik zugunsten von Menschen mit Behinderungen. So gesehen ist es eine pädagogische Lösung, die in den weiteren Rahmen einer kantonalen Politik zum Wohle von Menschen mit einer Behinderung und deren Eingliederung in die Gesellschaft eingebettet ist.

1.2. Die Leitplanken des kantonalen Konzepts

Das kantonale Angebot gilt für den Vorschulbereich, die obligatorische Schule (11 HarmoS-Schuljahre) und den Nachschulbereich. Während der obligatorischen Schule deckt das Angebot die Regelschule und die Sonderschule ab. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) ist zuständig für die finanzielle Steuerung und die Qualitätssicherung. Das sonderpädagogische Angebot umfasst:

> Heilpädagogische Früherziehung (HFE) in Form von niederschwelligen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massahmen (VM). Diese werden ab Geburt bis zum Eintritt des Kindes in die obligatorische Schule (Einschulung) angeboten. In Ausnahmefällen können sie verlängert werden, aber höchstens bis zwei Jahre nach Schuleintritt.
> Niederschwellige Massnahmen (NM) für Schülerinnen und Schüler, bei denen die Gefahr eines Schulversagens droht und/oder die in ihrer Entwicklung gefährdet sind und/oder bei denen Lernbehinderungen auftreten. Diese Massnahmen werden ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten.
> Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) für Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung. Diese Massnahmen können in integrativer Form ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit eingesetzt werden. Sie können auch in Form einer Sonderschulung bewilligt werden, und zwar ab Schuleintritt bis zum Alter von 18 Jahren, in Ausnahmefällen bis 20 Jahren.
> Interne Unterbringung in sonderpädagogischen Einrichtungen ab Einschulung bis zum 18. Altersjahr (ausnahmsweise bis zum 20. Altersjahr).
> Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik werden ab Geburt des Kindes bis zum 20. Altersjahr angeboten. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Psychologie werden ausschliesslich während der obligatorischen Schulzeit angeboten.
> Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM), die von Förderzentren erbracht werden. Diese Massnahmen sind für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung bestimmt und werden ab Geburt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten.

Zusätzlich zu diesen Massnahmen erhalten Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten auch Hilfe in Form einer Unterstützung der Schule vor Ort. Diese sogenannten SED-Massnahmen (SED = Soutien aux établissements scolaires dans la prise en charge des difficultés comportementales) werden während der obligatorischen Schulzeit angeboten und sind nicht Bestandteil der sonderpädagogischen Massnahmen. Sie fallen direkt in die Zuständigkeit der Ämter für obligatorischen Unterricht und der Schulgesetzgebung.

Wenn im Kanton keine Institution den besonderen Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers gerecht zu werden vermag, können diese eine ausserkantonale Sonderschule besuchen.

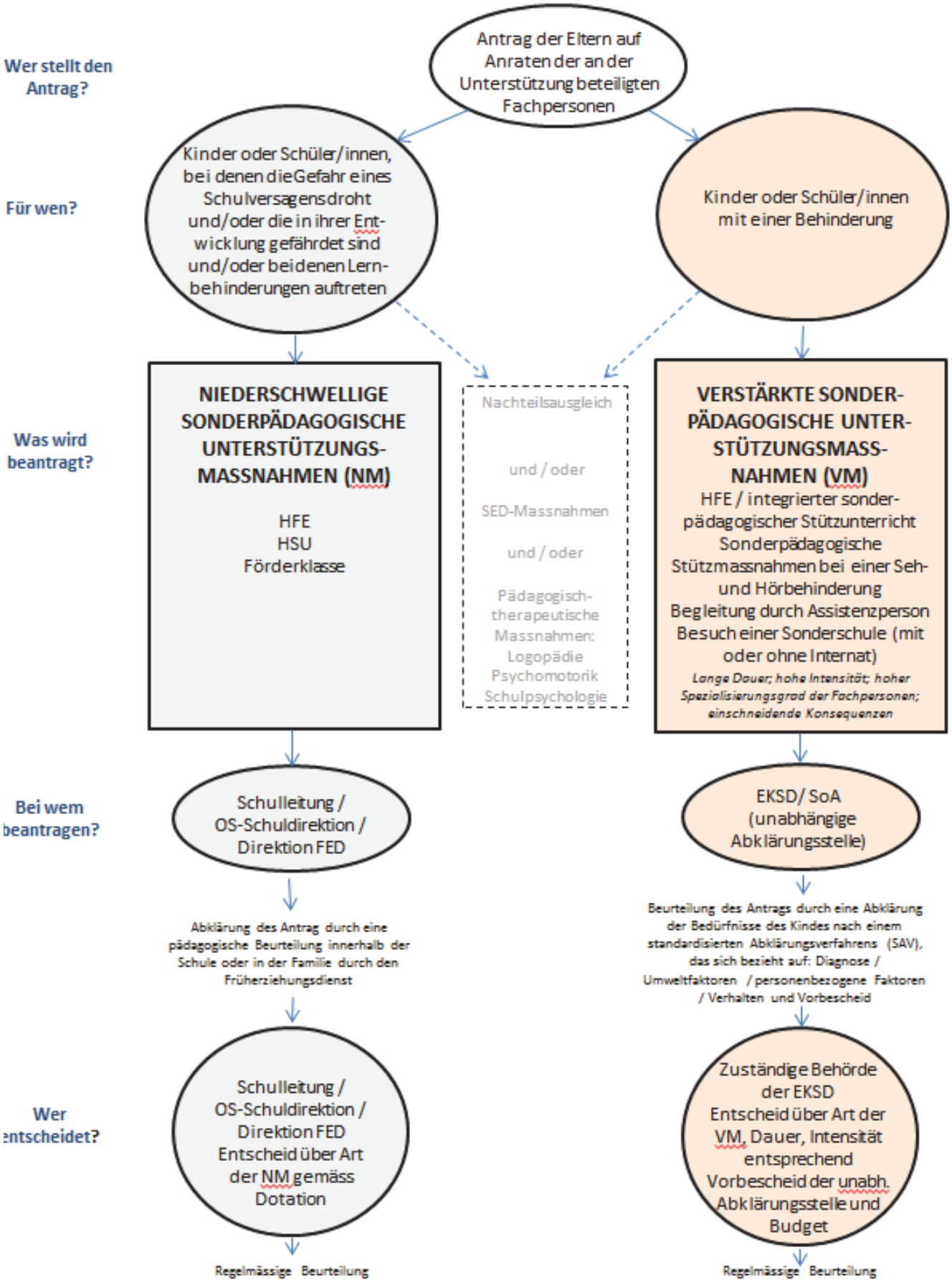
Gemäss dem Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG) vom 13. Dezember 2002 können Kindern und Jugendlichen Massnahmen gewährt werden, um behinderungsbedingte Nachteile auszugleichen (sogenannte Nachteilsausgleichsmassnahmen). Sie sind Gegenstand des kantonalen Projekts «Nachteilsausgleich», das den grundsätzlichen Rahmen von der obligatorischen Schule und bis zur Sekundarstufe 2 vorgibt. Diese Massnahmen gehören nicht zum sonderpädagogischen Angebot.

Was ist der Unterschied zwischen verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) und niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM)? VM unterscheiden sich von den NW durch folgende Merkmale (gemäss Sonderpädagogik-Konkordat):

> lange Dauer,
> hohe Intensität,
> hoher Spezialisierungsgrad der Fachpersonen sowie
> einschneidende Konsequenzen auf den Alltag, das soziale Umfeld oder den Lebenslauf des Kindes oder des Jugendlichen.

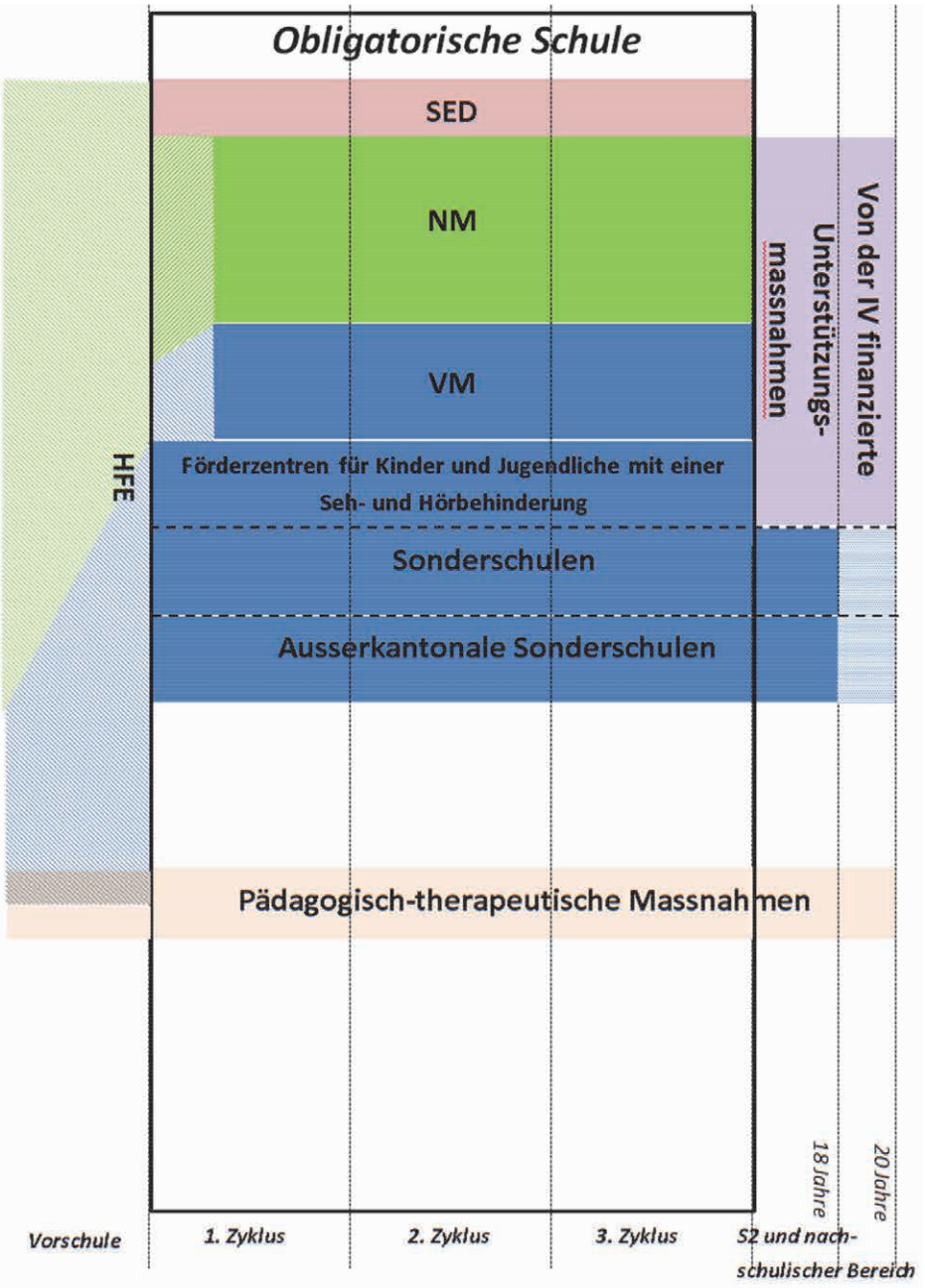
Die VM und die NW werden von den Behörden nach einem unterschiedlichen Verfahren gewährt. Diese Verfahren lassen sich schematisch wie folgt darstellen:

Unterscheidung von NM und VM



1.3. Die Organisation der Sonderpädagogik

Nachfolgend eine schematische Darstellung der Organisation der Freiburger Schule:



SED: Unterstützung für Schulen in der Betreuung verhaltensauffälliger Schülerinnen und Schüler; NM: niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen; VM: verstärkte sonderpädagogische Massnahmen; HFE: Heilpädagogische Früherziehung; 1. Zyklus: $1^{H}-4^{H}$; 2. Zyklus: $5^{H}-8^{H}$; 3. Zyklus: $9^{H}-11^{H}$; IV: Invalidenversicherung; S2: Sekundarstufe 2.

: VM : NM : Pädagogisch-therapeutische Massnahmen : SED-Massnahmen : Invalidenversicherung

Der Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG) stützt sich auf ein bestehendes, leistungsfähiges Angebot zur Schulung von Kindern sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf (gemäss der Definition des Sonderpädagogik-Konkordats), die eine Störung oder eine Behinderung aufweisen. Dieses Angebot lässt sich anhand der neuesten Daten (Herbst 2015) wie folgt zusammenfassen:

> Vor der Schule erhalten rund 400 Kinder heilpädagogische Früherziehung.
> Ein Netz von Sonderklassen in subventionierten privaten oder kommunalen sonderpädagogischen Einrichtungen betreut rund 900 Schülerinnen und Schüler.
> Etwa 600 Schülerinnen und Schüler mit Behinderungen werden in Klassen der obligatorischen Regelschule unterrichtet.

> Fast 7800 Kinder bzw. Schülerinnen und Schüler erhalten pädagogisch-therapeutische Massnahmen (Logopädie, Psychologie und Psychomotorik an Schulen). Gewisse Schülerinnen und Schüler tauchen in der Statistik mehrmals auf, da sie kombinierte Massnahmen erhalten (z. B. Logopädie und Schulpsychologie). Gemäss den bisher vorliegenden Studien und Statistiken weisen 20% der Schülerinnen und Schüler Unterstützungsbedarf auf.

Der Gesetzesentwurf will bewährte Praktiken, die mit einer Analyse der Stärken und Schwächen des bestehenden Systems ermittelt wurden, allgemein einführen. Er knüpft somit an Bestehendes an und verändert die bewährte Organisation nicht grundlegend.

Der Gesetzesentwurf setzt zudem das Freiburger Sonderpädagogik-Konzept um, wie dies in der Bundesverfassung und der interkantonalen Vereinbarung verlangt wird.

Darin wird Behinderung verstanden als Folge von Störungen und/oder persönlichen Beeinträchtigungen sowie dem Umfeld, in dem sich die Kinder sowie Schülerinnen und Schüler entwickeln. Das Gesetz führt Massnahmen ein, mit denen sich die umweltbedingten Barrieren beseitigen und die Partizipation der Kinder und Jugendlichen fördern lassen, wobei darauf geachtet wird, dass alle ihre Entwicklungsmöglichkeiten ausschöpfen können.

Eine der Besonderheiten dieses neuen interkantonalen Rechtsrahmens für die Sonderpädagogik ist der Paradigmenwechsel von einer Sozialversicherung zu einem öffentlichen Bildungsauftrag. Diese bedeutet namentlich, dass die Vergabe von Leistungen nicht nur anhand der Bedürfnisse der potentiellen Leistungsbezüger bemessen wird, sondern dass dabei auch der Beitrag von spezifischen Kompetenzen des Bildungssystems einbezogen wird.

Mit der Erarbeitung des Sonderpädagogik-Konkordats wollten die Kantone sich gemeinsame Ziele setzen; die drei wichtigsten davon sind:

> Festlegung des sonderpädagogischen Grundangebots,
> Förderung integrativer Lösungen,
> Bestimmung und Anwendung gemeinsamer Instrumente (einheitliche Terminologie, gemeinsame Qualitätsstandards und ein standardisiertes Abklärungsverfahren zur Ermittlung des individuellen Bedarfs).

Das Sonderpädagogik-Konkordat konzentriert sich in erster Linie auf das Zulassungsverfahren zu den sogenannten verstärkten Massnahmen, also die Massnahmen für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler, deren Betätigung oder Partizipation in ihrem Umfeld dauerhaft eingeschränkt ist. Dies führt dazu, dass ihre künftige Entwicklung aufgrund einer Beeinträchtigung, einer Mehrfachbehinderung oder einer zur Invalidität führenden Störung gefährdet ist. Der vorliegende Gesetzesvorentwurf trägt dafür Sorge, dass dieses Angebot mit den Zulassungsverfahren zu den sogenannten niederschwelligen Massnahmen abgestimmt wird. Die niederschwelligen Massnahmen fallen in die Zuständigkeit der Regelschule (wie dies im Schulgesetz vorgesehen ist), werden aber sowohl im Sonderpädagogik-Konkordat wie auch im Konzept erwähnt.

Der Vorentwurf knüpft an die Bestimmungen des Schulgesetzes an, um eine bessere Koordination der Beurteilungen und der Schullaufbahnentscheide zu erreichen. Das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) ist ein Spezialgesetz, das mit dem Gesetz über die obligatorische Schule (SchG) verbunden ist und dieses ergänzt. Während das Schulgesetz den Unterricht und dessen Organisation gesamthaft regelt, ist das SPG auf die individuelle Deckung der Bedürfnisse der Begünstigten sowie auf die Organisation des damit verbundenen Angebots ausgerichtet. Zu den Begünstigten gehören dabei nicht nur Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung, sondern auch ganz allgemein Personen mit besonderen Bedürfnissen nach sonderpädagogischen Stütz- und Fördermassnahmen, pädagogisch-therapeutischen Massnahmen oder anderen Massnahmen.

2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

1. Kapitel: Allgemeine Bestimmungen

Art. 1: Gegenstand und Grundsätze

Dieser Gesetzesentwurf soll den allgemeinen Rahmen der Sonderpädagogik festlegen, so insbesondere das Angebot und die Modalitäten für die Umsetzung des Konzepts. Er bezieht sich ausdrücklich auf das kantonale Sonderpädagogik-Konzept, das die Grundsätze und das Grundangebot des Kantons Freiburg in diesem Bereich festlegt. Im zweiten Absatz wird auf die übrigen Bundes-, interkantonale und kantonale Gesetzgebung verwiesen, ohne diese jedoch ausführlich zu nennen. Es handelt sich im Wesentlichen um folgende Rechtstexte: Die interkantonale Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik, das Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG; SGF 411.0.1), das Gesetz vom 19. Juni 2008 über die Finanzierung der von zugelassenen privaten Anbietern ausgeführten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen sowie das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG). Zudem werden auch die künftigen kantonalen Gesetze über Menschen mit Behinderung (BehG) und über die Sondereinrichtungen und die professionellen Pflegefamilien für Minderjährige (SPPG) einen übergeordneter Rahmen für den Themenbereich Menschen mit Behinderung bilden.

Im Bereich des sonderpädagogischen Angebots, wie es im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegt ist, haben die Gemeinden die Aufgabe, einen psychologischen, logopädischen und psychomotorischen Dienst anzubieten (Art. 63 Abs. 1 SchG). Sie können jedoch die Erfüllung dieser Aufgabe regionalen Zentren übertragen (Art. 63 Abs. 2 SchG).

Art. 2: Ziele der Sonderpädagogik

Die Sonderpädagogik strebt folgende Ziele an: Sie will die Selbstständigkeit, den Erwerb von Kenntnissen, die Persönlichkeitsentwicklung und die Offenheit gegenüber den Mitmenschen fördern, damit die Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf bestmöglich am gesellschaftlichen Leben teilhaben können. Diese Ziele verfolgt auch die Schule im Allgemeinen, daher ist dieser Artikel vergleichbar mit Artikel 3 des Schulgesetzes, wonach die Schule den Schülerinnen und Schülern helfen soll, ihre Begabungen und Fähigkeiten bestmöglich zu entfalten.

Eine weitere wichtige Aufgabe der Sonderpädagogik ist, die Rahmenbedingungen für die Betreuung und die schulische Ausbildung möglichst optimal an die realen Gegebenheiten anzupassen (Abs. 2).

Darüber hinaus soll die Sonderpädagogik auch (Abs. 3) zur Aufwertung und Förderung der Kompetenzen sämtlicher Fachpersonen des öffentlichen Bildungssystems, die in der Freiburger Schule tätig sind, beitragen.

Art. 3: Grundsätze

Die in diesem Artikel festgelegten Grundsätze beruhen weitgehend auf jenen des Sonderpädagogik-Konkordats.

Der erste Grundsatz (öffentlicher Bildungsauftrag) bekräftigt den radikalen Wechsel vom Versicherungsmodell zum Bildungssystem, wie dies die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) vorsieht. So wird das Kind oder die bzw. der Jugendliche nunmehr als Schülerin oder Schüler (gegenwärtig oder künftig) mit besonderem Bildungsbedarf angesehen und nicht mehr als versicherte Person im Sinne der bundesrechtlich geregelten Sozialversicherungen. Dieser Grundsatz setzt voraus, dass die öffentliche Hand geeignete Strukturen schafft, die nötig sind zur Erfüllung des öffentlichen Bildungsauftrags bei Kindern im Vorschulalter oder bei Schülerinnen und Schülern, die in ihrer Entwicklung nachweislich beeinträchtigt sind, wenn keine zusätzlichen Massnahmen zu den an der sogenannten «Regelschule» oder «normale Schule» vorgesehenen ergriffen werden.

Die Aufnahme der sonderpädagogischen Massnahmen in das weite Feld der Bildung bringt es mit sich, dass die Folgen der Störungen nur noch dann berücksichtigt werden, wenn und soweit sie die Entwicklung des Kindes und seine Möglichkeiten, die Bildungsstandards zu erreichen, beeinträchtigen oder erschweren. Dies gilt ebenso für die logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Massnahmen.

Der Grundsatz der Integration (Bst. b) ist nicht nur im Sonderpädagogik-Konkordat verankert, sondern ebenso in vielen internationalen, nationalen und kantonalen Rechtsgrundlagen. Er beinhaltet einen grossen Paradigmenwechsel, auf den die hauptsächlichen Änderungen bei den im Gesetzesentwurf vorgesehenen Leistungen zurückzuführen sind.

Dieser Artikel führt zudem einen methodischen Ansatz ein: Es ist wichtig, nicht nur die Ressourcen der Kinder im Vorschulalter oder der Schülerinnen und Schüler zu mobilisieren, sondern auch die der Menschen in ihrem Umfeld. Dieser Grundsatz liegt somit den im Gesetzesvorentwurf vorgesehenen indirekten Massnahmen zugrunde, die an die Eltern und die Fachpersonen, die die Kinder im Vorschulalter oder die Schülerinnen und Schüler betreuen, gerichtet sind. Er setzt auch voraus, dass entsprechend den in der Bundesverfassung verankerten Grundsätzen der Subsidiarität und der Eigenverantwortung (Art. 5a, 6 und 41) alles unternommen wird, was sinnvoll, notwendig und möglich ist, um die Inanspruchnahme der Leistungen zu begrenzen.

In Buchstabe c wird der Grundsatz der Unentgeltlichkeit verankert. Artikel 62 Absatz 2 der Bundesverfassung sieht einen unentgeltlichen Grundschulunterricht in den öffentlichen Schulen vor. Dies gilt auch für den Bereich der Sonderpädagogik. Dieser Grundsatz findet aber nur auf die Schule im eigentlichen Sinn Anwendung. Daher beteiligen sich die Eltern an den Kosten des Schulmaterials und gewisser schulischer (vgl. Art. 10 Abs. 3 des Schulgesetzes und Art. 9 des Schulreglements) und ausserschulischer Aktivitäten und bezahlen die im Beschluss des Staatsrats vom 19. Dezember 2000 über die Kostenbeteiligung der in sonderpädagogischen Einrichtungen untergebrachten Personen festgelegten Beträge.

Der Buchstabe d befasst sich mit der Rolle der Eltern und der Schülerin oder des Schülers in den verschiedenen Verfahren. In den Bestimmungen, welche die Anspruchsvoraussetzungen für die Massnahmen betreffen, wird klar festgelegt, wie sie in die verschiedenen Etappen des Verfahrens einbezogen werden. Diese Verpflichtung ergibt sich aus Artikel 12 des UNO-Übereinkommens über die Rechte des Kindes sowie aus Artikel 2 des Sonderpädagogik-Konkordats. Sie haben in jedem Fall ausdrücklich das Recht, in den verschiedenen Entscheidungsprozessen angehört zu werden. Es geht also nicht nur darum, die Eltern vorzuladen, um sie über die getroffenen Entscheide zu informieren, sondern vielmehr sie in die vor dem Entscheid stattfindenden Sitzungen einzubinden, an denen die Mitglieder des Netzwerks sich während des Entscheidungsfindungsverfahrens gemeinsam mit dem Fall auseinandersetzen. Sie können zwar in den verschiedenen Verfahren oder Entscheidungsprozessen angehört und

einbezogen zu werden, haben jedoch kein Mitentscheidungsrecht. Somit haben sie kein Recht, den Leistungsanbieter von pädagogischen oder pädagogisch-therapeutischen Massnahmen frei zu wählen, auch wenn die Massnahme von einem anerkannten privaten oder freischaffenden Leistungserbringer durchgeführt wird. Denn hier geht es um einen organisatorischen Entscheid. Diese im Konkordat ausdrücklich vorgesehene Einschränkung der freien Wahl des Leistungserbringers soll es den Kantonen ermöglichen, die Leistungsanbieter, die sie mit der Durchführung der Leistung betraut haben, angemessen zu beaufsichtigen und nach den Qualitätskriterien der Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) zu beurteilen. Dies ist eine natürliche Folge des oben erwähnten Paradigmenwechsels: Der Kanton ist nicht mehr ein Versicherer, der die Leistungen vergütet. Die Sonderpädagogik ist nun Bestandteil des Bildungssystems und so muss der Kanton für eine ausreichende Sonderschulung sorgen, dabei den Grundsatz der Verhältnismässigkeit wahren und Verantwortung übernehmen, indem er diese Aufgabe entweder selber erfüllt oder sie privaten Leistungserbringern überträgt. Delegiert der Staat die Leistungserbringung, so ist er verpflichtet, seine Aufsichtskompetenzen auszuüben, um die Qualität der erbrachten Leistungen zu gewährleisten.

Demnach werden in diesem Gesetzesentwurf nur Leistungen von Leistungserbringern übernommen, die von der zuständigen Behörde dazu ermächtigt worden sind. Es besteht somit keinerlei Anspruch auf Vergütung einer entsprechenden Leistung, die von einem Drittanbieter erbracht worden ist.

Art. 4: Begriffsbestimmungen

Neben den technischen Begriffsbestimmungen hinaus, die in den Bestimmungen des Gesetzesvorentwurfs enthalten sind, liegt das Augenmerk vor allem auf dem Begriff «Schülerin/Schüler», der darin im Vordergrund steht. Dieser Begriff umfasst sowohl minderjährige Kinder und Jugendliche wie auch volljährige Schülerinnen und Schüler, die sich in Ausbildung befinden. Da die Sonderpädagogik die Altersgruppe von 0 bis 20 Jahren abdeckt und dem Erreichen der Volljährigkeit mit 18 Jahren ein rechtlicher Statuswechsel eintritt, werden im Gesetzesvorentwurf die Begünstigten im Vorschulbereich als Kinder und die volljährigen Begünstigten im Alter von 18 bis 20 Jahren als Schülerinnen und Schüler bezeichnet. Die Definition der Eltern entspricht derjenigen im Gesetz über die obligatorische Schule.

2. Kapitel: Sonderpädagogisches Angebot und Schülertransporte

Art. 5: Vorschulbereich

Das sonderpädagogische Angebot richtet sich an Kinder ab Geburt bis zum Eintritt in die obligatorische Schule, was im Allgemeinen als Vorschule bezeichnet wird. Heilpädagogische Früherziehungsmassnahmen können in Ausnahmefällen bis zwei Jahre nach Schuleintritt weitergeführt werden. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik können bis zum Ende des 1. Schuljahres (1^{H}) gewährt werden.

Die HFE-Leistungen werden von Fachpersonen der heilpädagogischen Früherziehung erbracht und richten sich an Kinder vor dem Schuleintritt. Mit diesem Massnahmen soll abgeklärt werden, ob bei den Kindern eine Behinderung, eine Entwicklungsverzögerung oder eine gefährdete Entwicklung zu erkennen ist, so dass sie mit hoher Wahrscheinlichkeit dem Unterricht in der Regelschule ohne gezielte Unterstützung nicht folgen können. Diese Einzelleistungen werden von den Eltern beantragt, die in der Regel von Kinderärztinnen und Kinderärzten beraten werden.

Das Angebot der heilpädagogischen Früherziehung unterteilt sich in niederschwellige (NM) und verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM).

> Für die Gewährung und Umsetzung niederschwelliger Massnahmen ist die Leitung des Leistungsanbieters zuständig. Sie werden flexibel und bedürfnisorientiert eingesetzt.
> Die für Kinder angeordneten verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen können, nach der Prüfung durch die unabhängige Abklärungsstelle, vom Leistungsanbieter oder von den Förderzentren für Kinder und Jugendliche mit einer Seh- und Hörbehinderung erbracht werden.

Niederschwellige Massnahmen (NM) der heilpädagogischen Früherziehung richten sich an Kinder, deren Entwicklung gefährdet ist und/oder welche Schwierigkeiten haben, die ihre Entwicklung beeinträchtigen.

Verstärkte Massnahmen (VM) der heilpädagogischen Früherziehung richten sich an Kinder, die eine Behinderung haben und/oder die gefährdet sind (nachgewiesene Vernachlässigung, Misshandlung, Missbrauch) und deren Bedürfnisse anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) nachgewiesen sind.

Das Sonderpädagogik-Konkordat betrifft Kinder mit besonderem Bildungsbedarf. Für Kinder mit einer beeinträchtigten und/oder gefährdeten Entwicklung ist eine enge Zusammenarbeit mit dem Jugendamt (JA) nach einem genau festgelegten und einheitlichen Verfahren vorgesehen.

Das Angebot umfasst auch logopädische und psychomotorische Leistungen (Buchstabe b und c): Diese pädagogisch-therapeutischen Leistungen sollen die Kinder im Vorschulalter in ihrem Entwicklungs- und Lernprozess begleiten. Sie richten sich an Kinder im Vorschulalter (bzw. für die logopädischen Massnahmen bis zum Ende der 1^{H}), die für den

Erwerb von Sozialkompetenzen sowie für ihre motorische, emotionale, sprachliche Entwicklung und Kommunikationsfähigkeit eine spezifische therapeutische Unterstützung benötigen, damit sie den ihrem Alter entsprechenden Entwicklungsstand bzw. die schulischen Ziele erreichen können. Diese Leistungen werden von den Eltern beantragt und umfassen eine breite Palette von möglichen Interventionen (Einzel- und Gruppentherapien, Coaching, Beratung von Eltern usw.). Sie werden von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbracht.

Die Kompetenzen und Pflichten der betreffenden Leistungsanbieter sowie des Kantons werden in Vereinbarungen geregelt. Für die sonderpädagogische Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet des Kantons befinden, beinhalten diese eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE). Die Zusammenarbeit mit den anerkannten Leistungsanbietern wird ebenfalls in Vereinbarungen geregelt. Derzeit handelt es sich um folgende Leistungsanbieter:

> Früherziehungsdienst (FED) der Stiftung Les Buissonnets (Heilpädagogische Früherziehung HFE und Psychomotorik)
> Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne
> Institut St. Joseph, Sprachheilschule;
> Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee
> Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen
> Anerkannte Leistungsanbieter (Logopädie)

Art. 6: Obligatorische Schulzeit

Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Damit wird der im 3. Artikel des Gesetzesentwurfs verankerte Grundsatz der Integration konkret umgesetzt. Ausnahmsweise werden Schülerinnen und Schüler in eine Sonderklasse aufgenommen, wenn die Entwicklungsmöglichkeiten des betreffenden Kindes oder der betreffenden Schülerin oder der betreffenden Schülers in der Regelklasse beeinträchtigt sind oder wenn das schulische Umfeld und die Schulorganisation nicht ohne unverhältnismässigen Aufwand an die jeweiligen Bedürfnisse angepasst werden können, um den Besuch der Regelschule zu ermöglichen. Der Unterricht soll der betroffenen Schülerin oder dem betroffenen Schüler zugutekommen, wobei auch die Auswirkungen auf das unmittelbare Umfeld der Klasse berücksichtigt werden müssen. Ist eine integrative Schulung nicht oder nicht mehr sinnvoll, wird eine Lösung in einer Sonderschule angeboten, und zwar gemäss dem in Artikel 27 ff. dieses Gesetzesvorentwurfs beschriebenen Verfahren. Bei der Betreuung von Schülerinnen und Schülern ist dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit Rechnung zu tragen.

Die niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen, die im Schulgesetz behandelt werden, unterscheiden sich von den schulischen Stützmassnahmen vor allem dadurch, dass die betroffenen Schülerinnen und Schüler eine Störung oder eine Beeinträchtigung erkennen lassen und dass die Massnahmen von Fachpersonen erbracht werden und zwar ergänzend oder subsidiär zu den Massnahmen, die an der Regelschule angeboten werden. Ferner muss vorab eine pädagogische oder pädagogisch-therapeutische Abklärung erfolgen, anhand der entschieden werden kann, ob die Voraussetzungen für die Gewährung der Massnahmen erfüllt sind.

Jede Regelschule verfügt über ein Grundangebot an niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen. Dessen Umfang wird bestimmt durch die Anzahl Schülerinnen und Schüler sowie durch einen Verteilschlüssel, der von den Ämtern für Unterricht festgelegt wird. Die Schulen behalten die Ressourcen, die ihnen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Gesetzesvorlage für die NM zur Verfügung stehen. Diese im Schulgesetz vorgesehenen niederschwelligen Massnahmen werden von der Primarschulleitung oder der OS-Schuldirektion auf Antrag der Fachpersonen, die mit der Schülerin oder dem Schüler zu tun haben, zugesprochen.

Niederschwellige Massnahmen richten sich an Schülerinnen und Schüler, bei denen die Gefahr eines Schulversagens droht und/oder die in ihrer Entwicklung gefährdet sind und/oder bei denen Lernbehinderungen auftreten. Diese Massnahmen werden ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten. Sie werden nach einem festgelegten Verfahren abgeklärt und regelmässig überprüft.

Verstärkte Massnahmen richten sich an Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung, deren Bedürfnisse anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) ermittelt worden sind. Sie werden auf Antrag der unabhängigen Abklärungsstelle vom Sonderschulinspektorat gewährt. Dabei haben integrative Lösungen Vorrang. Die verstärkten Massnahmen werden für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle regelmässig neu beurteilt.

Die EKSD arbeitet mit spezialisierten Förderzentren für Kinder und Jugendliche mit einer Seh- und Hörbehinderung zusammen. Die Förderzentren bieten Regelschulen wie auch Sonderschulen Unterstützung an. Diese kann entweder in Form von Coaching und Beratung oder aber in Form einer direkten Begleitung einer Schülerin oder eines Schülers erfolgen. Vor der Gewährung dieser Massnahmen ermittelt die unabhängige Abklärungsstelle anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) die Bedürfnisse der betreffenden Schülerinnen und Schüler in ihrem Umfeld. Die Zusam-

menarbeit der Schule mit den Zentren wird in einem von der EKSD erstellten Leistungsvertrag geregelt.

Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen in Sonderschulen umfassen den Unterricht, in bestimmten Fällen die interne Unterbringung sowie pädagogisch-therapeutische Massnahmen (Logopädie, Psychomotorik und Psychologie). Sie richten sich an Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung, deren Bedürfnisse mit dem standardisierten Abklärungsverfahren (SAV) erfasst worden sind. Sonderschulen können medizinische Fachleute beiziehen, wenn die besonderen Bedürfnisse einzelner Schülerinnen und Schüler dies erforderlich macht. Die verstärkten Massnahmen werden für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle regelmässig neu beurteilt.

Logopädische Massnahmen richten sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten gemäss den von der EKSD bestimmten Kriterien. Psychomotorische Massnahmen werden für Schülerinnen und Schülern mit schweren psychomotorischen Störungen angeboten. Die schulpsychologischen Massnahmen sind Bestandteil des pädagogisch-therapeutischen Angebots der obligatorischen Schule. Die Schulpsychologinnen und Schulpsychologen können Abklärungen übernehmen, die sechs Monate vor dem Eintritt in die obligatorische Schule erfolgen. In der Regel führen die Therapeutinnen und Therapeuten der Schuldienste diese Massnahmen durch, wenn sie an den Schulen der Regelschule angeboten werden; Schülerinnen und Schüler, die eine Sonderschule besuchen, werden durch die Therapeutinnen und Therapeuten der Sonderschulen betreut.

Das Personal der Schuldienste bleibt weiterhin den Leitungen der Schuldienste unterstellt. Die Leitung der Schuldienste und die Primarschulleitung oder die OS-Schuldirektion sorgen für eine koordinierte Regelung der Kompetenzen und Pflichten des Personals der Schuldienste in der Erfüllung der therapeutischen Aufgaben. In jedem Fall arbeiten die Therapeutinnen und Therapeuten eng mit den Eltern sowie den Lehrpersonen zusammen. Sie bieten Einzeltherapie, Gruppentherapie oder Coaching von Schülerinnen und Schülern an und beraten Eltern und Lehrpersonen.

Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter mit dem Kanton wird in Vereinbarungen geregelt. Für die sonderpädagogische Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet des Kantons befinden, beinhalten diese eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE). Die Gemeinden regeln weiterhin ihre Zusammenarbeit mit den Schuldiensten. Sie können, wenn sie dies wünschen, den juristischen Rahmen anwenden, den der Kanton für seine Zusammenarbeit mit den sonderpädagogischen Einrichtungen eingerichtet hat.

Derzeit handelt es sich um folgende Leistungsanbieter:

> Centre éducatif et pédagogique (CEP) in Estavayer-le-Lac
> Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) in Romont
> Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) in Riaz
> Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV) in Villars-sur-Glâne
> Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) in Bulle
> Flos Carmeli – Sprachklassen in Freiburg
> Schulheim – Les Buissonnets in Freiburg
> Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets in Freiburg
> Institut Les Peupliers in Le Mouret
> Institut St. Joseph in Villars-sur-Glâne

Hinzu kommen noch die betreffenden ausserkantonalen sonderpädagogischen Einrichtungen sowie die logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste der Gemeinden.

In Absatz 2 Buchstabe d ist ferner eine Begleitung der Schülerin oder des Schülers durch eine Assistenzperson bei nichtpädagogischen Aktivitäten vorgesehen.

Art. 7: Verfahren im Nachschulbereich

Den Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf stehen alle Bildungswege der Sekundarstufe 2 und der beruflichen Grundbildung offen, sofern sie die regulären Zulassungsvoraussetzungen erfüllen. Dabei werden jedoch allfällige Nachteilsausgleichsmassnahmen berücksichtigt, die einige von ihnen erhalten werden (Absatz 1).

Das sonderpädagogische Angebot für den Nachschulbereich gilt für Schülerinnen und Schüler ab Ende der obligatorischen Schule bis zum Alter von 18 Jahren (in Ausnahmefällen bis 20 Jahren). Vorab erfolgt eine berufliche Standortbestimmung durch die Invalidenversicherung (IV).

Unter besonderem Bildungsbedarf versteht man den Bedarf nach einer der im Gesetzesentwurf beschriebenen Leistungen. Diese Terminologie wird aus dem Sonderpädagogik-Konkordat entnommen, wo in der deutschen Fassung der Begriff «besonderer Bildungsbedarf» verwendet wird. Der in der französischen Fassung des Sonderpädagogik-Konkordats verwendete Begriff «éducatif» (Erziehungsbedarf) ist somit im weiteren Sinn zu verstehen; er umfasst nicht nur die «pädagogischen» Bedürfnisse, sondern auch die «pädagogisch-therapeutischen» Bedürfnisse, die logopädische, psychomotorische sowie schulpsychologische Leistungen erfordern. Diese Bedeutung des Begriffs schliesst zudem die mit der Bildung verbundenen Bedürfnisse mit ein; etwa sol-

che, welche die Intervention von Personen erfordern, die als Integrationshilfe fungieren (im Rahmen der IV).

Dieses Angebot stützt sich auf den insbesondere im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegten Grundsatz, wonach alle Schülerinnen und Schüler, die in ihrer Entwicklung beeinträchtigt sind, das Recht haben auf eine Grundausbildung mit sonderpädagogischen Massnahmen, die ihren Bedürfnissen angepasst sind.

Der Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Schulzeit wird bei allen Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen erhalten, intensiv und interdisziplinär begleitet.

Am Ende der obligatorischen Schule stehen den Schülerinnen und Schüler entsprechend ihrer individuellen Bedürfnisse mehrere Bildungswege offen (Absatz 2):

> Schulverlängerung in der Sonderschule
> Eintritt in eine spezialisierte Berufsbildungsstätte
> Übertritt in die duale Ausbildung (EBA oder EFZ) oder Weiterführung der schulischen Ausbildung in einer weiterführenden Schule.

Der Bund finanziert über die Invalidenversicherung weiterhin die berufliche Grundbildung, sei es im dualen Bildungssystem, in einer Vollzeitausbildung oder an einer Schule. Die Sekundarstufe 2 liegt ausserhalb des Geltungsbereichs der NFA und des Sonderpädagogik-Konkordats. Es obliegt der IV, behinderungsbedingte Mehrkosten bei der beruflichen Erstausbildung zu übernehmen. Solche Angebote müssen die Eltern bei der Invalidenversicherung beantragen

Die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie Psychologinnen und Psychologen der EKSD bieten Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen, Klassenlehrpersonen sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung an.

Sämtliche dieser Massnahmen sind darauf angelegt, dass Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich künftig in die Arbeitswelt eingliedern können, sei es in den ersten Arbeitsmarkt, an einem geschützten Arbeitsplatz oder in die höhere Bildung (Hochschulen und Universitäten).

Neben den Auflagen, die an das Alter und den Wohnort geknüpft sind, wird im Gesetzesentwurf ferner das Vorhandensein eines besonderen Bildungsbedarfs vorausgesetzt; so müssen die Anspruchsvoraussetzungen für die sonderpädagogischen Massnahmen erfüllt sein und dieser Bildungsbedarf muss sich aus einer Störung oder Behinderung ergeben.

Art.8: Rahmenbedingungen für die Schülertransporte

Die Schülertransporte sind in Artikel 17 des Schulgesetzes geregelt, auch für die integrativ geschulten Schülerinnen und Schüler.

Es werden nur Schülertransporte übernommen, die für den Besuch der Sonderschule notwendig sind. Die durch die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen verursachten Transportkosten werden nicht übernommen.

3. Kapitel: Behörden

Art. 9: Staatsrat

Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über die Sonderschulung wie auch über den Unterricht an den Regelschulen aus. Er erlässt namentlich das kantonale Konzept.

Art. 10: Direktionen und Ämter

Für den Bereich der Sonderpädagogik sind zwei Direktionen des Staatsrats zuständig: Die EKSD für die heilpädagogische Früherziehung, die obligatorische Schule und den Unterricht auf der Sekundarstufe 2 sowie die VWD für die berufliche Grundausbildung.

Die EKSD ist zuständig für die finanzielle Steuerung und die Qualitätssicherung.

Art. 11: Inspektorat

Im Kanton ist jeweils eine Sonderschulinspektorin/ein Sonderschulinspektor für eine Sprachregion zuständig.

Dieser Artikel legt die wesentlichen Befugnisse der Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren fest. Ihre Aufgaben und Zuständigkeiten sowie ihr Dienstverhältnis werden im Ausführungsreglement und in der vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibung (Pflichtenheft) genauer umschrieben. Denn gemäss dem Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) sind die Direktionen für die Organisation der ihnen unterstellten Verwaltungseinheiten zuständig, wobei sie sich an die vom Staatsrat genehmigten allgemeinen Regeln zu halten haben. Die Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren spielen eine wichtige Rolle für den Betrieb der Sonderschulen und die Qualität des dort erteilten Unterrichts sowie für die schulische Entwicklung im Allgemeinen, dies unter der Führung der EKSD und der Ämter. Sie beraten die Regelschulen in pädagogischen, didaktischen und sonderpädagogischen Belangen. Sie achten besonders auf die Qualitätssicherung der Leistungen, die von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen an der Regelschule bei Schülerinnen und Schülern erbracht werden, denen verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) gewährt

werden, dies in enger Zusammenarbeit mit den Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen.

Art. 12: Leitungen der Sonderschulen

Die Leitungen der Sonderschulen sollten als Schulbehörden (Schulleiterinnen und Schulleiter, Schuldirektorinnen und Schuldirektoren) erachtet werden, damit sie für die Schülerinnen und Schüler, welche die ihnen unterstellten Sonderschulen besuchen, ihre Befugnisse ausüben können.

4. Kapitel: Sonderpädagogisches Fachpersonal

Art. 13: Grundausbildung

Diese Bestimmung ist dem Konkordat (Art. 9) entnommen, erläutert jedoch zusätzlich die Kompetenzen der EKSD für Berufe, für die auf interkantonaler oder nationaler Ebene keine offiziell anerkannte Bezeichnung besteht.

Art. 14: Anstellung

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen werden von der EKSD angestellt. Sie unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und erfüllen ihre Aufgaben entsprechend den Grundsätzen des künftigen Gesetzes über die Sonderpädagogik und des Schulgesetzes (SchG).

In Absatz 3 wird erläutert, dass die Kosten für die Anstellung dieser Personen (Lohnkosten) gemäss Artikel 66 ff. des Schulgesetzes verteilt werden. Demnach tragen die Gemeinden, nach Abzug des Anteils des Staates nach Artikel 67, sämtliche Kosten, die mit der Einrichtung und dem Betrieb einer Primarschule verbunden sind (Art. 66 SchG). Ebenso tragen sie, nach Abzug des Anteils des Staates nach Artikel 72, sämtliche Kosten, die mit der Einrichtung und dem Betrieb ihrer Orientierungsschule verbunden sind (Art. 71 SchG).

Die an den sonderpädagogischen Einrichtungen tätigen Lehrpersonen und sonderpädagogischen Fachpersonen werden von den betreffenden Institutionen angestellt (Abs. 4). Die sonderpädagogischen Einrichtungen können ihr Personal einem Gesamtarbeitsvertrag oder dem Gesetz über das Staatspersonal und seinen besonderen und ergänzenden Bestimmungen (z. B. Reglement für das Lehrpersonal, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht, (LPR) unterstellen.

Art. 15: Unterrichtsberechtigung

Das Lehrdiplom oder die Anstellung einer Lehrerin oder eines Lehrers schliesst stillschweigend die Gewährung einer Berechtigung ein, auf einer bestimmten Stufe zu unterrichten. Absatz 1 formalisiert die Unterrichtsberechtigung explizit. Da der Anstellungsvertrag zugleich als Unterrichtsberechtigung gilt, kann ein zusätzliches Dokument und damit überflüssige Bürokratie vermieden werden.

Die Unterrichtsberechtigung endet selbstverständlich mit dem Ablauf der Vertragsdauer (Absatz 2). Der Entzug der Unterrichtsberechtigung stellt hingegen eine administrative Massnahme dar, die in der in Artikel 16 festgelegten Form für den gesamten Kanton gilt, auch wenn ein anderer Kanton sie ausgesprochen hat.

Art. 16: Entzug der Unterrichtsberechtigung

Die Auflösung des Vertrags einer Lehrperson durch Entlassung beendet deren Dienstverhältnis in einem bestimmten Schulkreis oder in einer bestimmten sonderpädagogischen Einrichtung. Die Lehrperson hat jedoch noch die Möglichkeit, sich in einem anderen Schulkreis des Kantons, in einem anderen Kanton oder bei einer Privatschule zu bewerben. In manchen Fällen gibt es aber Entlassungsgründe, die so schwerwiegend sind, dass die EKSD eine konsequentere Massnahme treffen muss, nämlich den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Unterrichtsberechtigung für das gesamte Kantonsgebiet. Diese Gründe betreffen zum Beispiel Straftaten an Schülerinnen oder Schülern und Strafvergehen oder Verhaltensweisen, die in keiner Art und Weise mit der Funktion und den erwarteten Eigenschaften einer Lehrperson vereinbar sind oder welche der Sicherheit oder dem Ansehen der Schule schwerwiegend schaden können. Es kann sich auch um erwiesene Suchtprobleme oder gravierende psychische Störungen handeln, die eine weitere Ausübung des Berufs verunmöglichen, dies trotz der Unterstützungsmassnahmen, die der betroffenen Person angeboten werden können. Diese Massnahme entspricht einem wichtigen öffentlichen Interesse am Schutz der Kinder sowie der Schule als sonderpädagogische Einrichtung.

Der Entzug der Unterrichtsberechtigung darf nicht mit dem Entzug des Diploms gleichgesetzt werden, denn ein gesamtschweizerisch anerkanntes Diplom kann nur vom Kanton entzogen werden, der es ausgestellt hat. Es verfügen jedoch nicht alle Lehrpersonen über ein von der EKSD ausgestelltes Diplom. Im Übrigen würde ein Entzug des Diploms verhindern, dass dessen Inhaberin oder Inhaber bei der Suche nach einer neuen Stelle ausserhalb des Schulwesens die eigenen Kenntnisse und Fähigkeiten geltend machen kann. Die Unterrichtsberechtigung hingegen kann sowohl den Inhaberinnen und Inhabern von Diplomen, welche die EKSD ausgestellt hat, als auch den Inhaberinnen und Inhabern von Diplomen, die von anderen Stellen ausgestellt wurden, entzogen werden und hat keinen Einfluss auf den Besitz dieser Ausweise.

Einzig die EKSD kann eine solche Massnahme aussprechen, auch gegenüber den Lehrpersonen der sonderpädagogischen Einrichtungen.

Wird einer im Kanton Freiburg tätigen Lehrperson von einem anderen Kanton die Unterrichtsberechtigung entzogen, so gilt diese Massnahme auch in unserem Kanton. Das gleiche gilt für Lehrpersonen, die in zwei Kantonen tätig sind.

Gemäss Absatz 2 kann die Unterrichtsberechtigung erst nach dem Abschluss eines administrativen Verfahrens, das der Gesetzgebung über das Staatspersonal entspricht und damit auch das Recht auf Anhörung einschliesst, entzogen werden. Der Entzug kann auch dann erfolgen, wenn die Lehrerin oder der Lehrer aus einem der in Absatz 1 aufgeführten Gründe kündigt.

Absätze 3 und 4: Damit die anderen Kantone und die Privatschulen diesbezügliche Auskünfte ein-holen können, wird der Entzug der Unterrichtsberechtigung der EDK mitgeteilt, welche die betreffenden Personen in die interkantonale Liste der Lehrerinnen und Lehrer ohne Unterrichtsberechtigung einträgt. Aus Gründen der Rechtssicherheit und des Persönlichkeitsschutzes der betroffenen Lehrpersonen ist es zwingend notwendig, dass nur diejenigen Personen in die Liste eingetragen werden können, denen die Unterrichtsberechtigung im Rahmen eines Verwaltungsverfahrens rechtskräftig entzogen wurde und diese Massnahme somit nicht mehr anfechtbar ist. Dieser Eintrag erfolgt ausserdem unter Einhaltung der Grundsätze des Datenschutzgesetzes.

5. Kapitel: Datenschutz und Schutz der Privatsphäre

Art. 17: Datenerhebung

Diese Bestimmungen, die im Einklang mit dem Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) stehen, sollen das Bearbeiten von Personendaten der Bezügerinnen und Bezüger von sonderpädagogischen Leistungen ermöglichen, wobei der Grundsatz der Verhältnismässigkeit zu berücksichtigen gilt, d. h. es werden nur Daten bearbeitet, die für die Anwendung des Gesetzes nötig und zweckmässig sind.

Art. 18: Schutz der Privatsphäre

Dieser Artikel behandelt das Verbot, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

Art. 19: Datenzugriff

Um eine gesetzeskonforme Datenbearbeitung zu gewährleisten, wird der Zugriff auf diese Daten entsprechend den einschlägigen Bestimmungen und Richtlinien der kantonalen Behörde geregelt.

Art. 20: Datenweitergabe

Besonders schützenswerte Daten, die im Rahmen der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Regelung erhoben werden, dürfen entsprechend den Grundsätzen des Datenschutzgesetzes nur bekanntgegeben werden, insoweit sie für Dritte, die solche Daten erhalten, unbedingt nötig sind. Zudem ist die Datenweitergabe nur möglich, wenn dies einzig zum Wohle des unterstützungsbedürftigen Kindes oder der Schülerin oder des Schülers geschieht. Das Schulgesetz und diese Gesetzesvorlage verpflichten die Schulleitungen (Schulleiter/innen und Schuldirektor/innen der OS) sowie die Leitungen von Sonderschulen, für die Umsetzung und die Kontrolle der Unterstützungsmassnahmen zu sorgen. Diese Aufgabe könnten sie nicht erfüllen, wenn sie keine spezifischen Auskünfte über die Bedürfnisse des zu betreuenden Kindes erhalten würden. Das Gleiche gilt für die Lehrpersonen, denen man Kinder anvertraut, die eine Massnahme erhalten, und die den Unterricht und die Betreuung an den besonderen Bedarf des Kindes anpassen sollen. Neben den oben erwähnten Personen gehören auch die Ärztinnen und Ärzte sowie Therapeutinnen und Therapeuten zu den «an der Betreuung beteiligten Fachpersonen».

In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass die besonderen Bestimmungen zum Berufsgeheimnis und Amtsgeheimnis gegenüber unberechtigten Dritten, wie sie namentlich das Bundesgesetz über die Psychologieberufe und das Gesetz über das Staatspersonal vorsieht, anwendbar sind.

In Absatz 3 werden die Bestimmungen der Kindesschutzgesetzgebung vorbehalten, die verlangen, dass die Schule den Kindesschutzbehörden (Friedensgericht) meldet, wenn ein Kind Hilfe zu benötigen scheint.

Zweiter Titel: Organisation des Sonderpädagogischen Angebots

1. Kapitel: Leistungsanbieter

Art. 21: Organisation des Angebots

Die NFA hat dazu geführt, dass der Kanton nunmehr die alleinige Verantwortung für alle Fragen im Zusammenhang mit dem Sonderpädagogik-Konzept sowie für die Finanzierungs- und Organisationsmodalitäten der mit der Sonderschulung verbundenen Leistungen trägt.

Was die sonderpädagogischen Leistungen betrifft, ist der Kanton daher verpflichtet, im Rahmen des öffentlichen Bildungsauftrags gemäss Artikel 62 Absätze 2 und 3 der Bundesverfassung den Bedürfnissen der Kinder Rechnung zu tragen.

Diese Bestimmung soll die Bedarfsplanung in quantitativer und qualitativer Hinsicht im Gesetz verankern. Das Verfahren für periodische Bedarfsanalysen soll sich nach dem

im Gesetz festgelegten Grundsätzen und Zielen richten. So haben integrative, indirekte Massnahmen sowie die Anpassung des Umfelds zur Förderung der Integration Vorrang. Diese Bestimmung beruht auf einer ausgewogenen Verteilung des Angebots durch eine entsprechende Zuweisung der verfügbaren Ressourcen. Dabei wird den Bedürfnissen sämtlicher Regionen des Kantons wie auch den bestehenden Einrichtungen Rechnung getragen. Auf diese Weise soll der Bedarf der Freiburger Bevölkerung gedeckt und gleichzeitig die Möglichkeiten der interkantonalen Zusammenarbeit genutzt werden.

Dieses Verfahren wird es erlauben, das bestehende Angebot zu erhalten, anzupassen, neu auszurichten oder auch neue Angebote zu entwickeln. Insbesondere bietet dieses Instrument eine Handhabe, um zu bestimmen, ob und inwieweit es nötig ist, private Leistungsanbieter beizuziehen. Gegebenenfalls kann damit auch der durch die Bevölkerungsentwicklung bedingte Bedarf nachgewiesen werden, ohne jedoch einen Automatismus einzuführen, da der Staatsrat bzw. der Grosse Rat für die Gewährung der diesbezüglichen Finanzmittel zuständig ist.

Art. 22: Interkantonale Zusammenarbeit

Diese Bestimmung dient hauptsächlich dazu, das institutionelle sonderpädagogische Angebot der verschiedenen Kantone dank dieser Zusammenarbeit rationell zu nutzen.

Sie verweist zudem auf die wichtige Bedeutung der interkantonalen Zusammenarbeit, besonders in denjenigen Betreuungsbereichen, die nur eine geringe Zahl von Kindern im Vorschulalter oder von Schülerinnen und Schülern betreffen.

Art. 23: Leistungsanbieter

Die sonderpädagogischen Leistungen werden durch den Staat, die Gemeinden und die von der EKSD anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen erbracht.

Der Kanton kann auch private Leistungsanbieter zulassen, hauptsächlich im Vorschul- und im Nachschulbereich.

Im Bereich des sonderpädagogischen Angebots, wie es im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegt ist, haben die Gemeinden die Aufgabe, einen psychologischen, logopädischen und psychomotorischen Dienst anzubieten (Art. 63 Abs. 1 SchG). Sie können jedoch die Erfüllung dieser Aufgabe regionalen Zentren übertragen (Art. 63 Abs. 2 SchG).

2. Kapitel: Sonderpädagogische Einrichtungen und Leistungsverträge

Der Kanton Freiburg verfügt bereits seit vielen Jahren über ein gut ausgebautes, qualifiziertes Netzwerk von sonderpädagogischen Einrichtungen, die Sonderschulen betreiben. Diese sonderpädagogischen Einrichtungen sollen Schülerinnen und Schüler aufnehmen, die aus den in Art. 6 dieses Gesetzesentwurfs genannten Gründen die Regelschule nicht besuchen können.

Art. 24: Sonderpädagogische Einrichtungen

Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter mit dem Kanton ist für die sonderpädagogischen Einrichtungen, die sich auf Kantonsgebiet befinden, in Vereinbarungen (eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und ein jährlicher Leistungsvertrag) geregelt; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE).

Für die privaten oder halböffentlichen Einrichtungen werden in Absatz 2 sämtliche Bedingungen aufgezählt, die diese erfüllen müssen, um als sonderpädagogischen Institution anerkannt zu werden. Zudem nennt dieser Artikel einige betriebliche Modalitäten.

Es dürfen nur private Einrichtungen anerkannt werden, die die Voraussetzungen für eine Bewilligung gemäss Artikel 15 der Pflegekinderverordnung (PAVO) des Bundes erfüllen.

Die EDK hat am 25. Oktober 2007 einheitliche Qualitätsstandards zur Anerkennung von Leistungsanbietern im Bereich der Sonderpädagogik verabschiedet, auf deren Grundlage die Kantone die Leistungsanbieter anerkennen, deren Leistungen von der öffentlichen Hand finanziert oder subventioniert werden; diese Bestimmung bezieht sich auf diese Qualitätsstandards.

Gemäss diesen Kriterien werden Leistungsanbieter anerkannt, die:

> über ein Angebot verfügen, das in der Art und im Umfang dem besonderen Bildungsbedarf und den Behinderungen der definierten Zielgruppe entspricht;
> für alle Kinder im Vorschulalter sowie Schülerinnen und Schüler eine diagnostisch begründete, kontinuierlich geführte und regelmässig auf ihre Wirksamkeit überprüfte individuelle Förderplanung gewährleisten;
> die Persönlichkeitsrechte der Kinder im Vorschulalter sowie Schülerinnen und Schüler wahren;
> den Einbezug der Erziehungsberechtigten sicherstellen;
> die Zusammenarbeit mit anderen beteiligten Fachpersonen sichern;
> dem Angebot entsprechend über die nötigen Qualifikationen beziehungsweise über qualifiziertes Personal verfügen;
> die Qualität der Leistungserbringung systematisch sichern und entwickeln;
> über eine Infrastruktur verfügen, die den Bedürfnissen der Kinder im Vorschulalter sowie der Schülerinnen und

Schüler entspricht sowie den angebotenen Massnahmen angepasst ist.

Darüber hinaus sind Einrichtungen, die die Unterbringung in einem Internat anbieten, den Anerkennungsvoraussetzungen des Bundesgesetzes über die Institutionen zur Förderung der Eingliederung von invaliden Personen (IFEG) unterstellt.

Leistungsanbieter im Vorschulbereich sind derzeit:

> Früherziehungsdienst (FBD) der Stiftung Les Buissonnets (Heilpädagogische Früherziehung HFE und Psychomotorik);
> Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne
> Institut St. Joseph, Sprachheilschule;
> Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
> Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen,

und für die obligatorische Schulzeit:

> Centre éducatif et pédagogique (CEP) in Estavayer-le-Lac
> Centre d'Enseignement spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) in Romont
> Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) in Riaz
> Centre scolaire de Villars-Vert (CSVV) in Villars-sur-Glâne
> Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) in Bulle
> Flos Carmeli – Sprachklassen in Freiburg
> Schulheim – Les Buissonnets in Freiburg
> Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets in Freiburg
> Institut Les Peupliers in Le Mouret
> Institut St. Joseph in Villars-sur-Glâne
> ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen

Die Artikel des Schulgesetzes zu den allgemeinen Bestimmungen, zum allgemeinen Schulbetrieb, zu den Eltern sowie zu den Schülerinnen und Schüler gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Diese Anwendung erfolgt sinngemäss, d.h. dass einige Bestimmungen an die besonderen Gegebenheiten der Sonderpädagogik und an die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler angepasst werden müssen. Zudem muss eine Ausnahmeregelung hinsichtlich der besonderen Anwendung des Schulkalenders für das *Home-Ecole Romand* der Stiftung *Les Buissonnets* möglich gemacht werden. Denn die in der Abteilung A betreuten schwerbehinderten Schülerinnen und Schüler haben eine besondere Tagesstruktur, da sie auf kontinuierliche Therapien angewiesen sind, die vor Ort in enger Zusammenarbeit mit dem schulischen Bereich und den Wohngruppen durchgeführt werden. Daher muss die Organisation des Schuljahres an die Besonderheiten dieser Abteilung angepasst werden und der Schulkalender ist für die Schülerinnen und Schüler der Abteilung A länger als bei den übrigen Schülerinnen und Schülern des Kantons.

Art. 25: Mehrjährige Rahmenvereinbarung

Die mehrjährige Vereinbarung bestimmt den allgemeinen Rahmen für die Zusammenarbeit der EKSD und der betreffenden sonderpädagogischen Institution hinsichtlich der sonderpädagogischen und stationären Leistungen für Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.

Diese Rahmenvereinbarung ist Bestandteil des Massnahmenpakets, das die Autonomie von Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen Leistungen gewährleisten soll, die ihren Bedürfnissen gerecht werden.

Art.26: Jährlicher Leistungsvertrag

Der jährliche Leistungsvertrag erläutert insbesondere das Ziel und den Zeck des Kantonsbeitrags, die effektiv erwarteten Leistungen, die Höhe des Kantonsbeitrags, die Berechnungsgrundlagen und -modalitäten, die an die Leistungserbringer gestellten Bedingungen und Auflagen sowie die Konsequenzen bei deren Nichteinhaltung, dies gemäss der kantonalen Subventionsgesetzgebung.

Im Jahresvertrag werden namentlich die zugesprochenen Mittel angegeben, wobei die Eigenmittel der sonderpädagogischen Einrichtung sowie allfällige andere öffentliche oder private Subventionen, welche sie erhält, berücksichtigt werden, mit Ausnahme von zweckbestimmten Spenden, die entsprechend dem Willen der Spenderin oder des Spenders verwendet werden.

Drittel Titel: Zugang zum Sonderpädagogischen Angebot

Art. 27: Vorschulbereich

Das Gesuch um Massnahmen, die im Vorschulbereich angeboten werden, wird von den Eltern gestellt. Für die niederschwelligen Massnahmen der heilpädagogischen Früherziehung und der Psychomotorik muss das Gesuch beim Leistungsanbieter eingereicht werden, also beim Früherziehungsdienst (FED), der darüber entscheidet. Für die verstärkten Massnahmen der heilpädagogischen Früherziehung muss das Gesuch bei der unabhängigen Abklärungsstelle eingereicht werden. Diese gibt dem Sonderschulinspektorat ihre Empfehlung ab, das dann über das Gesuch entscheidet. Für die Logopädie wenden sich die Eltern vorgängig an eine anerkannte freischaffende Logopädin oder einen anerkannten freischaffenden Logopäden und reichen dann gemeinsam ein Gesuch bei der für die Logopädie zuständigen Fachper-

son des Amtes ein. Diese erstellt eine klinische Abklärung und leitet diese an das Sonderschulinspektorat weiter, das über das Gesuch entscheidet.

Art. 28: Obligatorische Schule a) Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen

Die niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM) werden an der Regelschule erbracht, welche die betreffenden Schülerinnen und Schüler besuchen. Es gilt das Schulgesetz.

Art. 29: b) Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen

Die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung können in Form einer integrierten Schulung ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten werden. Sie können auch in Form einer Sonderschulung bewilligt werden, und zwar ab Schuleintritt bis zum Alter von 18 Jahren, in Ausnahmefällen bis 20 Jahren.

Art. 30: Art. c) Zugang zu verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen

Die Eltern ersuchen die unabhängige Abklärungsstelle um verstärkte sonderpädagogische Massnahmen. Dieser Antrag wird durch die Unterschrift der Eltern bestätigt. Die Lehrpersonen reichen die Anträge für verstärkte Massnahmen in Absprache mit den Eltern und den Therapiefachleuten nach einem von der EKSD festgelegten Verfahren ein. Die Anträge für verstärkte Massnahmen werden durch eine von der Schule (Regel- und Sonderschule) unabhängige Abklärungsstelle bearbeitet. Dadurch ist das Vier-Augen-Prinzip gewährleistet. Dies wird zudem vom Sonderpädagogik-Konkordat verlangt, um zu vermeiden, dass der Leistungserbringer gleichzeitig Entscheidungsträger ist.

Ausnahmsweise können auch die Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen (einschliesslich der medizinischen Instanzen), ohne Einbezug der Eltern den Antrag stellen. Es handelt sich hier um eine subsidiäre Zuständigkeit für Ausnahmefälle, zu der nur als letztes Mittel gegriffen werden soll, wenn der besondere Bildungsbedarf der Schülerin oder des Schülers klar erwiesen ist, die Eltern jedoch jegliche Schritte zur Gewährung einer sonderpädagogischen Unterstützungsmassnahme verweigern.

Erhält die unabhängige Abklärungsstelle einen solchen Antrag, leitet sie diesen an das Sonderschulinspektorat weiter, das gegebenenfalls die für die Beurteilung durch die unabhängige benötigten Bilanzberichte und Diagnosen anordnen kann, auch gegen den Willen der Eltern. In diesem Fall gehen die Kosten für diese Abklärungen zulasten des Staates.

Art. 31: d) Unabhängige Abklärungsstelle

Die unabhängige Abklärungsstelle ist eine interdisziplinäre Instanz. Sie besteht aus Personen, die den schulischen Bereich und den pädagogisch-therapeutischen Bereich vertreten. Je nach Fall, den sie zu begutachten hat, kann sie Sachverständige (Ärztinnen/Ärzte, Therapiefachleute, andere Fachpersonen des Gesundheitswesens oder des Kindesschutzes) beiziehen.

Ein und dieselbe unabhängige Abklärungsstelle begutachtet sämtliche Anträge für verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) im Vorschul- und Nachschulbereich sowie während der obligatorischen Schulzeit.

Gemäss dem Sonderpädagogik-Konkordat prüfen die Mitglieder der unabhängigen Abklärungsstelle die Anträge für verstärkte Massnahmen (VM) auf der Grundlage eines standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV). Dieses Verfahren erlaubt es, die Bedürfnisse des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers zu erfassen. Das standardisierte Abklärungsverfahren (SAV) bezieht dabei die Stärken und Schwächen des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers mit ein, berücksichtigt aber ebenso die jeweilige Lebenssituation (familiäres und schulisches Umfeld). In dieser Hinsicht orientiert sich das SAV am Behinderungsbegriff der Weltgesundheitsorganisation WHO. Die Anwendung dieses Verfahrens gewährleistet eine Gleichbehandlung sämtlicher Anträge. Daraus ergeben sich Empfehlungen, welche Art von verstärkten Massnahmen (integrativ oder separativ) den Bedürfnissen des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers am besten entsprechen. Ebenso folgt aus der Abklärung, welcher Leistungsanbieter am geeignetsten ist und, im Fall von integrativen Massnahmen, in welchem Umfang die Massnahme angezeigt ist.

Art. 32: e) Entscheid, Verfügung und Neubeurteilung von verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen

Die unabhängige Abklärungsstelle gibt dem Sonderschulinspektorat ihre Empfehlung ab. Dieses setzt die Eltern darüber in Kenntnis, bevor es seinen Entscheid trifft. Der Entscheid wird anschliessend den Eltern sowie den Personen, die das Gesuch gestellt haben, mitgeteilt.

Die verstärkten Massnahmen werden zunächst für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle in der Regel alle zwei Jahre mit einem vereinfachten Verfahren neu beurteilt (Abs. 2). Die Neubeurteilung der Massnahme kann zur Weiterführung, Anpassung oder Einstellung der Massnahme führen. Unter sonderpädagogischen Stützmassnahmen ist zum Beispiel die Anstellung einer Assistenzperson zu verstehen.

Art. 33: f) Förderplan

In diesem Artikel wird der Grundsatz der Erstellung eines «individuellen Förderplans» für alle Schülerinnen und Schüler, denen verstärkte Massnahmen gewährt werden, verankert. Damit soll auf alle Fälle sichergestellt werden, dass ihre weitere Entwicklung gefördert wird und sie während ihrer gesamten Schulzeit individuell und interdisziplinär begleitet werden. Dieser individuelle Förderplan umfasst sowohl unterrichtsbezogene Aspekte und die notwendigen Anpassungen des Unterrichtsprogramms wie auch pädagogisch-therapeutische Angaben und erzieherische Massnahmen.

Art. 34: g) Individueller Übergangsplan

Für alle Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen erhalten, wird ein individueller Übergangsplan erarbeitet. Dies geschieht zwei Jahre vor Ende der obligatorischen Schulzeit und hat zum Ziel, ihre Fähigkeiten und Stärken bestmöglich auf die Erwartungen und Anforderungen des offenen oder geschützten Arbeitsmarktes oder der nachfolgenden Schulstufe auszurichten. Für die Erarbeitung dieses individuellen Übergangsplans ist die Invalidenversicherung zuständig. In Fällen, auf welche die IV nicht eintritt, übernimmt die Fachstelle Berufsberatung («Cellule d'orientation professionnelle spécifique») die Federführung. Der Staat richtet für die betroffenen Schülerinnen und Schüler Angebote zur beruflichen Eingliederung ein. Sind die Schülerinnen und Schüler mit Behinderung in die Regelschule integriert, werden sie von den Berufsberaterinnen und Berufsberater des Amts für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) betreut. Besuchen sie hingegen eine sonderpädagogische Einrichtung, so übernehmen in der Regel die Beraterinnen und Berater der kantonalen IV-Stelle diese Aufgabe.

Für Schülerinnen und Schüler, denen ein Nachteilsausgleich gewährt wird, muss ebenfalls ein Übergangsplan für den Übertritt von der obligatorischen Schule in den Nachschulbereich erstellt werden.

Art. 35: Art. h) Umsetzung und Begleitung von verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen

Die Umsetzung integrativer sonderpädagogischer Massnahmen fällt in den Zuständigkeitsbereich der Schulleitung der Primarschule oder der Schuldirektion der Orientierungsschule und wird von diesen mit der schulischen Heilpädagogin bzw. dem schulischen Heilpädagogen koordiniert. Die Anwendung geschieht durch das pädagogische Team an der Schule. Eine enge Zusammenarbeit zwischen den Lehrpersonen und den Fachpersonen, die solche Unterstützungsmassnahmen leisten, sowie mit dem Sonderschulinspektorat ist unerlässlich. Die Primarschulleitungen, die Schuldirektionen der OS und die pädagogischen Teams sind bestrebt, die Tragfähigkeit der Klasse und der Schule mit sämtlichen verfügbaren Unterstützungsmassnahmen zu erhöhen. Nach Artikel 51 des Schulgesetzes sind die Schulleiterinnen und Schulleiter der Primarschule und die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren der Orientierungsschule verantwortlich für die Personalführung. Daher unterstehen die an der Regelschule tätigen schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, die dem Staatspersonal angehören, ebenfalls der Primarschulleitung bzw. der Schuldirektion der OS.

Die Klassenlehrperson ist im Rahmen ihres Unterrichtsauftrags verantwortlich für die Führung der Klasse, der die Schülerin oder der Schüler mit besonderem Bildungsbedarf angehört. Dabei trägt sie den Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers Rechnung, damit dieses in der Klasse und in der Schule bei allen Lernprozessen und schulischen Anlässen einbezogen wird.

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen sind zuständig für die Förderplanung der Schülerin oder des Schülers mit besonderem Bildungsbedarf. Sie sorgen für die nötigen Anpassungen, damit die Ziele dieses Plans erreicht werden. Bei einer verstärkten sonderpädagogischen Massnahme (VM) ist der individuelle Förderplan Teil der Gesamtförderung. Ausserdem sind sie verantwortlich für die Unterstützung und Beratung der Lehrpersonen der Regelschule.

Die Primarschulleitungen oder Schuldirektionen der OS setzen sich dafür ein, dass allen Schülerinnen und Schülern mit Respekt und Wertschätzung begegnet und der Wert der Heterogenität geschätzt wird. Sie sorgen zudem für die notwendigen Anpassungen, damit die Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in der Schule teilhaben können.

Die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie die Psychologinnen und Psychologen der EKSD bieten Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und Schuldirektionen der OS, Klassenlehrpersonen, schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, Therapeutinnen und Therapeuten sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung an. Sie tragen dafür Sorge, dass den besonderen Bedürfnissen der betroffenen Schülerinnen und Schüler sowie jenen der verschiedenen Partner Rechnung getragen wird. Diese Unterstützungsmassnahmen beziehen auch die Direktionen und das Personal der Sonderschulen mit ein.

Art. 36: Nachschulbereich

Im 6. Kapitel des Sonderpädagogik-Konzepts werden die Modalitäten der Organisation und des Angebots im Nachschulbereich beschrieben. Der Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Schulzeit wird bei allen Schülerinnen und Schülern, die verstärkte sonderpäda-

gogische Massnahmen erhalten und die Kriterien für die Weiterführung ihrer Ausbildung in der höheren Sekundarstufe erfüllen, intensiv und interdisziplinär begleitet. In rein finanzieller Hinsicht übernimmt der Kanton nicht mehr die Kosten der Unterstützungsmassnahmen, welche die Schülerinnen und Schüler benötigen. Die Finanzierung der Unterstützungsmassnahmen für die nachobligatorische Ausbildung wird von der Invalidenversicherung (IV) übernommen, ausser für die Schülerinnen und Schüler, die ihre schulische Ausbildung gemäss Artikel 38 Abs. 4 dieses Gesetzesentwurfs in einer sonderpädagogischen Einrichtung verlängern. Denn die Mittelschulen liegen ausserhalb des Geltungsbereichs der NFA und des Sonderpädagogik-Konkordats. Unterstützungsleistungen für die Ausbildung müssen die Eltern daher bei der Invalidenversicherung beantragen. Im Sonderpädagogik-Konzept ist jedoch vorgesehen, dass die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie Psychologinnen und Psychologen der EKSD Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen, Klassenlehrpersonen sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung anbieten, um einen guten Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Ausbildung zu gewährleisten.

Die Massnahmen, die im Nachschulbereich angeboten werden können, werden von den Eltern beantragt. Für die Logopädie und die Psychomotorik wenden sich die Eltern vorab an eine für den jeweiligen Bereich anerkannte Fachperson und reichen dann gemeinsam mit dieser ein Gesuch bei der für die Logopädie bzw. die Psychomotorik zuständigen Fachperson des Amtes ein. Diese gibt eine Empfehlung zuhanden des Sonderschulinspektorats ab, das über das Gesuch entscheidet.

Für eine Verlängerung der Schulzeit in einer sonderpädagogischen Einrichtung muss das Gesuch bei der unabhängigen Abklärungsstelle eingereicht werden. Diese erstellt eine klinische Abklärung und leitet diese an das Sonderschulinspektorat weiter, das dann über das Gesuch entscheidet.

Vierter Titel: Finanzierung des sonderpädagogischen Angebots

Art. 37: Anerkannte sonderpädagogische Einrichtungen

Der Staat und die Gemeinden übernehmen das vom Staat zugelassene Betriebsdefizit der von ihm anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen. Sie beteiligen sich an der Finanzierung der Investitionskosten, indem sie den Zinsaufwand und die Abschreibungen in der Betriebsrechnung der Einrichtungen berücksichtigen. Der Anteil der öffentlichen Hand beträgt 45% zulasten des Kantons und 55% zulasten der Gemeinden.

Es sei darauf hingewiesen, dass der Bereich «Menschen mit Behinderung und sonderpädagogische Institutionen» im Rahmen der Arbeiten zur Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) analysiert wurde. Gegenwärtig teilen sich der Staat und die Gemeinden die Finanzierung der Sonderpädagogik. Die in diesem Entwurf vorgeschlagene Aufteilung der Finanzierung könnte sich daher eventuell mit der Zeit im Rahmen der Umsetzung der DETTEC gleich entwickeln, wie die Finanzierung der gesamten obligatorischen Schule.

Art. 38: Weitere Leistungen

Die Kosten der Massnahmen der heilpädagogischen Früherziehung gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

Die Kosten der von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie im Vorschul- und Nachschulbereich sowie gegebenenfalls während der obligatorischen Schulzeit werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Psychomotorik im Vorschul- und Nachschulbereich werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Werden die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen für Schülerinnen und Schüler der Regelschule von den Schuldiensten erbracht, so werden sie gemäss den Bestimmungen des Schulgesetzes vom Kanton und den Gemeinden finanziert.

Art. 39: Ausserkantonale Leistungsanbieter

Die von anderen Kantonen erbrachten Leistungen werden nach den in den Vereinbarungen unter den Kantonen festgelegten Modalitäten, also nach den Bestimmungen der Interkantonalen Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen, dem dazugehörigen Reglement und den diesbezüglichen Richtlinien finanziert.

Die Kosten dieser Leistungen werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Art. 40: Aufteilung auf die Gemeinden

Die Aufteilung des Anteils (55%), der zulasten sämtlicher Gemeinden geht, erfolgt entsprechend ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung, so wie es gegenwärtig gehandhabt wird.

Art. 41: Zahlung

Der Staat zahlt sämtliche Schulkosten, d.h. er erbringt Vorschussleistungen. Er zieht regelmässig die von jeder Gemeinde geschuldeten Beträge ein.

Art. 42: Finanzielle Beteiligung der Eltern oder der volljährigen Schülerinnen und Schülern

Diese Bestimmung schafft eine gesetzliche Grundlage, die es erlaubt, für Leistungen, die ausserhalb des schulischen Rahmens im eigentlichen Sinn erbracht werden, von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern oder gegebenenfalls von ihrem Vormund eine finanzielle Beteiligung zu verlangen.

Somit findet Artikel 10 Absatz 3 SchG zum einen direkt Anwendung in Fällen, wo die Schülerinnen und Schüler in der Regelschule integriert bleiben, und zum anderen, mit Verweis, für die in sonderpädagogischen Einrichtungen betreuten Schülerinnen und Schüler. Sind die Schülerinnen und Schüler im Internat untergebracht, kann auch eine finanzielle Beteiligung an den Unterkunftskosten verlangt werden. Eine finanzielle Beteiligung der Eltern kann zudem ebenfalls verlangt werden für die Kosten der Betreuung in einer Tagesschuleinrichtung.

Die betreffenden Leistungen werden im Reglement festgelegt, ebenso der Anteil an den Kosten der Leistungen, der verrechnet werden kann; dies in Anlehnung an den Beschluss des Staatsrats vom 19. Dezember 2000 über die Kostenbeteiligung der in Sonderheimen untergebrachten Personen (SGF 834.1.26).

Fünfter Titel: Rechtsmittel

Art. 43: Einsprache gegen einen Entscheid der Lehrpersonen oder der sonderpädagogischen Einrichtung

Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Stellung zu beeinträchtigen (zum Beispiel die Verweigerung eines Urlaubs oder die Verhängung einer erzieherischen Massnahme), so ist keine Einsprache möglich. In diesem Fall kann der Entscheid einzig nach Artikel 47 angefochten werden, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind. Wichtig ist, dass Beschwerden raschmöglich behandelt werden, damit die Eltern unverzüglich wissen, woran sie sich zu halten haben.

Art. 44: Beschwerde gegen einen Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors

Als Entscheide der Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren gelten Verfügungen auf Einsprache oder Entscheidungen, die sie gemäss der Schulgesetzgebung treffen. Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Stellung zu beeinträchtigen, besteht keine Einsprachemöglichkeit, so etwa gegen die Anordnung von Bilanzberichten und Diagnosen durch das Schulinspektorat aufgrund von Artikel 30 Abs. 4. In diesem Fall können sich Eltern einzig nach Artikel 47 beschweren, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind.

Dabei ist zu beachten, dass eine allfällige Beschwerde gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts im Bereich der Schule in der Regel keine aufschiebende Wirkung hat. Das bedeutet, dass der angefochtene Entscheid ungeachtet dem Einreichen einer Beschwerde Wirkung entfaltet, sofern die EKSD nichts anderes beschliesst.

Art. 45: Entscheide der Gemeinde

Diese Bestimmung bezieht sich auf Artikel 131 und 153 ff. des Gesetzes über die Gemeinden. So kann gegen die Entscheide eines Gemeinderates oder des Vorstands eines Gemeindeverbands beim Oberamtmann Einsprache erhoben werden (Art. 153 Abs. 1 GG), sofern ein Reglement nicht vorgängig den Einspracheweg beim Gemeinderat oder beim Vorstand des Gemeindeverbands vorsieht (Art. 153 Abs. 3 GG).

Art. 46: Verwaltungsstreitigkeiten

Diese Bestimmung (Abs. 1) bezieht sich auf Artikel 157 des Gesetzes über die Gemeinden.

Um alle möglichen Streitfälle zu berücksichtigen, sieht Absatz 2 bei Streitigkeiten zwischen Gemeindebehörden und Sonderschulinspektorinnen bzw. Sonderschulinspektoren oder zwischen einer sonderpädagogischen Einrichtung und einer Sonderschulinspektorin bzw. einem Sonderschulinspektor ein besonderes Rechtsmittel an die EKSD vor.

Art. 47: Aufsichtsbeschwerde der Eltern

Der erste Absatz ermöglicht es den Eltern, Aufsichtsbeschwerde gegen Versäumnisse von Lehrpersonen, des leitenden Organs einer sonderpädagogischen Institution oder einer Sonderschulinspektorin bzw. eines Sonderschulinspektors zu erheben, wenn Einsprache und Beschwerde nicht möglich sind. Der Beschwerdeweg steht jedoch nur gegen Handlungen oder Unterlassungen offen, welche die Eltern oder ihr Kind persönlich und schwerwiegend beeinträchtigen und gegen das Gesetz oder die Reglemente verstossen.

Eine Aufsichtsbeschwerde kann nur eingereicht werden, wenn allfällige interne Rechtsmittel der sonderpädagogischen Einrichtungen wie die Einsprache oder Beschwerde ausgeschöpft worden sind.

Mit einer Aufsichtsbeschwerde (Abs. 3) kann die Schulbehörde gegebenenfalls veranlasst werden, Massnahmen gegen

bestimmte Personen zu treffen. Die Behörde muss jedoch die beschwerdeführende Partei nicht über allenfalls getroffene Massnahmen informieren. Sie muss ihr aber mitteilen, ob ihre Aufsichtsbeschwerde gerechtfertigt ist.

Kosten, wie diejenigen für Auslagen im Zusammenhang mit der Instruktion der Aufsichtsbeschwerde, können dem Urheber einer leichtfertig oder missbräuchlich erhobenen Aufsichtsbeschwerde auferlegt werden (Abs. 4).

Die beschwerdeführende Partei kann gegen einen Entscheid über die Auferlegung der Auslagen sowie einen Entscheid über die Unzulässigkeit oder Nichtigkeit der Aufsichtsbeschwerde Beschwerde erheben (gemäss Abs. 5).

Es obliegt dem Staatsrat, die Einzelheiten der Aufsichtsbeschwerde zu regeln (Abs. 6).

Sechster Titel: Übergangs- und Schlussbestimmungen

Keine Kommentare

3. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die Gesetzesvorlage über die Sonderpädagogik soll in Abstimmung mit dem neuen Schulgesetz und dem dazugehörigen Ausführungsreglement eingeführt werden. Die Umsetzung der Gesetzesvorlage ist im Zeitraum 2017 bis 2019 geplant und wird von den finanziellen Möglichkeiten des Staates abhängen. In diesem Abschnitt werden zunächst die allgemeinen Grundsätze für die Finanzierung erläutert und anschliessend die finanziellen und personellen Auswirkungen der Gesetzesvorlage für die einzelnen Bereiche dargelegt.

Für die Finanzierung werden folgende Grundsätze festgelegt:

> Die der Sonderpädagogik zugewiesenen Mittel werden auf der Grundlage des Jahresbudgets für die Ämter für Unterricht bestimmt.
> Bei der Aufteilung der Mittel zwischen Kindern sowie Schülerinnen und Schülern werden je nach Dringlichkeit und Wichtigkeit ihrer Bedürfnisse, wie sie von der unabhängigen Abklärungsstelle festgestellt wurden, Prioritäten gesetzt.
> Der Gesamtbetrag dieser Mittel soll von Jahr zu Jahr stabil bleiben und der Entwicklung der Gesamtschülerzahl folgen.
> Nach Möglichkeit wird ein ausgewogenes Verhältnis angestrebt: Jede Verringerung des Angebots in den Sonderschulen (dies erfolgt in der Praxis durch den Übertritt von Schülerinnen und Schülern in die Regelschule) hat eine entsprechende Erhöhung des sonderpädagogischen Angebots an der Regelschule zur Folge. Umgekehrt sollte jede Verringerung des sonderpädagogischen Angebots an der Regelschule (dies erfolgt in der Praxis durch den Übertritt von Schülerinnen und Schülern in eine Sonderschule) eine entsprechende Erhöhung des Angebots in den Sonderschulen nach sich ziehen. Die Anwendung dieses Grundsatzes bedingt eine Bedarfsanalyse der Einrichtung, welche die Schülerinnen und Schüler aufnimmt. Dieser Grundsatz wird demnach nicht automatisch angewendet. Die dadurch frei werdenden Ressourcen können je nach Bedarf umverteilt werden.
> Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter und des Kantons wird in Vereinbarungen geregelt. Diese beinhalten eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag. Die Gemeinden regeln weiterhin ihre Zusammenarbeit mit den Leistungsanbietern. Es steht ihnen frei, diesen juristischen Rahmen anzuwenden.
> Die Zusammenarbeit mit den Sonderschulen wird ebenfalls in Vereinbarungen geregelt. Der Betrag, der jeder Schule gewährt wird, wird beim Abschluss der individuellen Leistungsverträge gestützt auf eine grundsätzliche Mittelausstattung festgelegt, die sich zum einen nach der Typologie der aufgenommenen Schülerinnen und Schüler sowie allfälliger Begleitstörungen und zum anderen nach den erbrachten Leistungen richtet.

3.1. Heilpädagogische Früherziehung (HFE)

Das dem Früherziehungsdienst gegenwärtig gewährte Budget bleibt unverändert. Für die HFE sind keine zusätzlichen Budgetmittel vorgesehen. Es gibt somit keine finanziellen Auswirkungen. Die EKSD legt die Aufteilung des Budgets auf niederschwellige und verstärkte sonderpädagogische Massnahmen im Leistungsvertrag mit dem Früherziehungsdienst fest.

3.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik

Das gegenwärtig bereitgestellte Budget für die freischaffenden Leistungsanbieter bleibt unverändert. Es gibt somit keine finanziellen Auswirkungen. Das namentlich für Präventionsmassnahmen der Logopädie im Vorschulbereich vorgesehene Jahresbudget soll mittels Leistungsvertrag mit anerkannten freischaffenden Logopädinnen und Logopäden verwendet werden.

Der Früherziehungsdienst wird künftig im Vorschulbereich auch psychomotorische Behandlungen übernehmen. Daher soll eine Psychomotoriktherapeutin oder ein Psychomotoriktherapeutin zu 0,2 VZÄ angestellt werden.

3.3. Obligatorische Schulzeit

3.3.1. Sonderpädagogische Massnahmen

Das Grundangebot an niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen wird von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen erbracht (mit einer Stellendotation von 99,44 VZÄ am 1. Januar 2014). Nicht enthalten in dieser Dotation sind: Sämtliche pädagogischen Stützmassnahmen, die von Schulleitungen und Schuldirektionen genehmigt werden (sprachlicher und fachlicher Stützunterricht, Gruppierung von Schülerinnen und Schülern mit besonderen Begabungen, Massnahmen für verhaltensauffällige Schülerinnen und Schüler usw.).

Die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen werden von den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen der heutigen Integrationsdienste (Fondation Glânoise CESL/G-SI Romont und ID Schulheim Les Buissonnets) sowie den vom Kanton angestellten Lehrpersonen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht (derzeit unter «integrierter heilpädagogischer Stützunterricht [i-HSU] SoA[1]») erbracht. Für die Deckung des Bedarfs an VM braucht es insgesamt 80,22 VZÄ, wovon 67,59 VZÄ bereits im Budget 2014 eingetragen sind. Es müssen somit 12,63 VZÄ[2] für die Sonderpädagogik geschaffen werden (im Finanzplan des Staates 2015–2018 sind bereits 4,21 VZÄ für 2016 und 4,21 VZÄ für 2017 vorgesehen).

Der Wechsel der bei den Integrationsdiensten der *Fondation glânoise* CESL/G-SI Romont und des Schulheims *Les Buissonnets* beschäftigten schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen zum Kanton (insgesamt 57,22 VZÄ) wird eine Verringerung des jährlichen Kantonsbeitrags an die Sonderschulen zur Folge, da die beiden Dienste kantonalisiert werden. Diese Verringerung wird auf 8 400 540 CHF veranschlagt (Basis Voranschlag 2014). Nicht enthalten in dieser Dotation sind: die Förderzentren in den Bereichen Seh- und Hörbehinderung

3.3.2. Assistenzpersonen

Das Konzept sieht die Anstellung von Assistenzpersonen vor, und zwar dotiert mit 12 VZÄ Fachangestellte Betreuung.

3.3.3. Unterstützung bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche)

Ergänzt wird das Massnahmenpaket des Konzepts durch eine Stellenaufstockung um 0,35 VZÄ zur Verstärkung der Unterstützung der Regelschule bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche).

3.3.4. Pädagogisch-therapeutisches Angebot (Logopädie, Psychomotorik und Schulpsychologie)

Der Betrag, den der Staat den Gemeinden für die Schuldienste gewährt, wird pauschal berechnet. Gegenwärtig wurden folgende Dotationen festgelegt: 1 VZÄ in Logopädie für 660 Schülerinnen und Schüler, 1 VZÄ in Psychologie für 1100 und 1 VZÄ in Psychomotorik für 3300.

Das Finanzierungssystem der Schuldienste soll überarbeitet werden. Dieses soll künftig auf einem Pauschalbetrag basieren, der entsprechend der Kosten pro Stunde nach Leistungsart und der insgesamt zulässigen Anzahl Stunden pro Leistungsart bemessen wird, gewichtet mit der Anzahl Schüler/innen pro Schulstufe.

Die Personaldotation der Schuldienste wird um 0,4 VZÄ erhöht, um die pädagogische Leitung in den Schuldiensten zu verstärken.

3.4. Nachschulbereich

3.4.1. Sonderpädagogische Massnahmen an den Mittelschulen

Für die weiterführenden Schulen (allgemein- und berufsbildende Sekundarstufe 2) ist ein jährlicher Finanzrahmen von CHF 50 000 vorgesehen. Dieser dient zur Deckung der von der IV nicht gedeckten Kosten, die durch die Aufnahme von Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf entstehen, sowie der Kosten allfälliger Pensenentlastungen.

3.4.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik

Das gegenwärtig bereitgestellte Budget für die freischaffenden Leistungsanbieter bleibt unverändert. Es sollen Leistungsverträge mit den anerkannten Leistungsanbietern abgeschlossen werden.

3.4.3. Schulischer Übergang – Berufsberatung

Zur Verstärkung der Berufsberatung von integrierten Schülerinnen und Schülern, die keine IV-Leistungen erhalten, wird beim BEA eine Berufsberaterin bzw. ein Berufsberater zu 1,00 VZÄ angestellt.

[1] Bei diesen Stellen für den Stützunterricht («Stützunterricht SoA») entspricht die Personaldotation in Wirklichkeit bereits derjenigen, die dem SoA für sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen zur Verfügung stehen, und zwar für Unterrichtseinheiten, die insgesamt 23 VZÄ entsprechen (Budget in Franken). Zieht man davon die effektiv im Voranschlag 2014 eingetragenen 10,37 VZÄ ab, so müssen die Stellen um 12,63 VZÄ erhöht werden. Diese Dotation von 12,63 VZÄ entspricht somit der Schaffung der für die Sonderpädagogik vorgesehenen Stellendotation.

[2] Siehe Fussnote Nr. 2.

3.5. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die gesamten finanziellen und personellen Auswirkungen werden in den nachfolgenden Übersichtstabellen (aus dem Konzept) dargestellt, ausgehend von der Annahme, dass das Gesetz am 1. August 2016 in Kraft treten werde. Da das Gesetz nun später in Kraft treten wird, verschieben sich die in den Tabellen angegebenen Daten entsprechend.

3.5.1. Übersicht und Planung neuer Stellen

Die Umsetzung der Gesetzesvorlage bedingt die Schaffung folgender Arbeitsstellen:

Planification EPT - Concept ES Enseignement Spécialisé							TOTAL	CONCEPT (NV POSTES)	CONCEPT (TRANSFERTS)
Nbre EPT - Personnel administratif	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Adjoint administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Collaborateur administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Logopédiste DYS (augmentation postes existants)	0.35	0.35					0.35	0.35	
Totaux	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	0.00	2.35	2.35	0.00
Collaborateurs auxilliaires		*-2.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*			
Nbre EPT - Inspectorats	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Néant	0.00						0.00	0.00	
Totaux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Nbre EPT - Traitement enseignement	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Enseignants spécialisés - rattrapage EPT "appuis SESAM"	12.63	4.21	4.21	4.21			12.63	12.63	
Assistant socio-éducatif (auxiliaire de vie scolaire)	12.00	4.00	4.00	2.00	2.00		12.00	12.00	
Enseignants spécialisés - Services d'appuis, "appuis SESAM" (reprise EPT)	10.37	10.37					10.37		10.37
Enseignants spécialisés - Services d'intégration (reprise EPT)	57.22	57.22					57.22		57.22
Enseignants spécialisés - MCD/MCDI (reprise EPT)	99.44	99.44					99.44		99.44
Totaux	191.66	175.24	8.21	6.21	2.00	0.00	191.66	24.63	167.03
Nbre EPT - Concept - Autres postes	**EPT TOTAUX**	**EPT 2016**	**EPT 2017**	**EPT 2018**	**EPT 2019**	**EPT 2020**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**	**CONTRÔLE**
Psychomotricien préscolaire	0.20	0.20					0.20	0.20	
Responsable pédago-thérapeutique SAS	0.40	0.40					0.40	0.40	
Conseiller en orientation SOPFA	1.00		1.00				1.00	1.00	
Totaux	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	0.00	1.60	1.60	0.00
Totaux	**195.61**	**178.19**	**9.21**	**6.21**	**2.00**	**0.00**	**195.61**	**28.58**	**167.03**

3.5.2. Kantonalisierung der Integrationsdienste

Die Übertragung der 57,22 VZÄ aus den Integrationsdiensten (schulische Heilpädagogen/innen und pädagogische Leiter/innen) hat eine Kürzung der jährlich gewährten Kantonsbeiträge an die betreffenden Schulen zur Folge, entsprechend der nachfolgenden Tabelle (Grundlage Voranschlag 2014).

	ID Romont	ID Schulheim	TOTAL
VZÄ Unterricht	44,42	12,80	57,22
Gehälter	5 043 491.05	1 477 273.86	6 520 764.91
Sozialabgaben	1 021 081.05	318 061.55	1 339 142.60
Total	**6 064 572.10**	**1 795 335.41**	**7 859 907.51**
Ausbildungskosten*	17 000.00	5205.20	22 205.20
Reisespesen	110 000.00	59 311.15	169 311.15
Verschiedene Kosten	4 673.75	56 471.52	61 145.27
Kosten für Verwaltung + Leitung	189 594.10	98 376.10	287 970.20
Total	**321 267.85**	**219 363.97**	**540 631.82**
Gesamttotal	**6 385 839.95**	**2 014 699.38**	**8 400 539.33**

* Die Ausbildungskosten werden als «weitere geplante Kosten» nach der untenstehenden Tabelle ab 2016 angerechnet, da sie vom Subventionsbeitrag abgezogen wurden.

Die Reisespesen wurden nicht übertragen. Da gemäss dem Konzept jeder Schule bzw. jedem Schulkreis eine schulische Heilpädagogin oder ein schulischer Heilpädagoge zugeteilt werden soll, werden sich die Fahrkosten für deren Einsätze verringern. Die derzeit für die Fahrkosten der Klein- und Förderklassenlehrpersonen bestimmten Mittel sollten ausreichen, um die restlichen Kosten zu decken.

Die übrigen Kosten sowie die Kosten für die Verwaltung und Leitung werden nicht übertragen.

Zur Berechnung der Auswirkungen einer Kantonalisierung der Integrationsdienste werden (bei der Hochrechnung) die geschätzten Kosten zur Anpassung der jährlichen Gehaltsstufen sowie des Teuerungsausgleichs berücksichtigt (2016: 0,70%, 2017: 1,60%, 2018: 1,00%, 2019: 1,00%).

Der Wechsel der bei einer privaten Pensionskasse versicherten Personen zur Pensionskasse des Staates Freiburg wurde geprüft. Das Lehrpersonal des Integrationsdienstes von Romont ist bereits bei der Pensionskasse des Staates versichert, im Gegensatz zum Lehrpersonal des Integrationsdienstes des Schulheims, das nach der Kantonalisierung zur Pensionskasse des Staatspersonals wechseln wird. Gemäss den Prognosen und Analysen der Stiftung *Les Buissonnets* sind bei diesem Wechsel keine finanziellen Auswirkungen zu erwarten, abgesehen von den mit dem Wechsel verbundenen Verwaltungskosten (Berechnungen der Wechsel, neue Versicherungsausweise, Neuberechnungen für die verbleibenden Versicherten und Rentenbezüger, ausserordentliche Sitzungen des Stiftungsrates usw.). Diese Verwaltungskosten dürften sich auf 20 000 Franken belaufen; sie sind in den «weiteren geplanten Kosten» des Konzepts enthalten (und zwar unter dem Posten «Weitere Kosten in Verbindung mit der Einführung des Konzepts»).

3.5.3. Weitere geplante Kosten

	Jahr 2016	Jahr 2017	Jahr 2018	Jahr 2019	Gesamtkosten
Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste	22 200	22 200	22 200	22 200	88 800
Ausbildungskosten	25 000	25 000	25 000	25 000	100 000
Kosten für die Informationsarbeit zum Sonderpädagogik-Konzept	20 000	8 000	8 000	0	36 000
externer Evaluationsauftrag	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Verschiedene Aufträge in Zusammenhang mit der Umsetzung des Konzepts.	20 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Budget für die Mittelschulen	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
Total	**142 200**	**120 200**	**120 200**	**112 200**	**494 800**

3.6. Kostenverteilung Kanton–Gemeinde

Die verschiedenen Berechnungen tragen dem am 1. August 2015 in Kraft getretenen neuen Schulgesetz bereits Rechnung.

Die Berechnung der Lohnkosten beruht auf der ordentlichen Funktionseinreihung sowie auf der Gehaltstufe 10.

Die Sozialabgaben sind in den Lohnkosten enthalten und machen 21% davon aus; hinzu kommt eine Pauschale von 10% (allgemeine Kosten für neue Vollzeitstellen, berechnet auf der Grundlage der Lohnkosten inklusive Sozialabgaben).

Sobald die Stellen geschaffen sind, werden die Beträge kumuliert; die Gehälter werden wie folgt angepasst:

> 2016: 0,70%
> 2017: 1,60%
> 2018: 1,00%
> 2019: 1,00%.

3.6.1. Neue Stellen

Die Gesamtkosten der neuen Stellen, aufgerechnet auf 4 Jahre, einschliesslich Sozialabgaben und allgemeine Kosten, belaufen sich auf **9,961 Mio. Franken**.

Dieser Betrag setzt sich zusammen aus:

Kosten der neuen Unterrichtsstellen: 9,082 Mio. Franken

> Kanton: 4,954 Mio. Franken
> Gemeinden: 4,128 Mio. Franken

	Kosten 2016		Kosten 2017		Kosten 2018		Kosten 2019		Total	
Verteilung	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Canton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton
1. + 2. Zyklus	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	457'449	457'449	929'536	929'536	1'319'146	1'319'146	1'422'329	1'422'329	4'128'460	4'128'460
	914'898		**1'859'072**		**2'638'292**		**2'844'659**		**8'256'921**	
OS	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0		**0**		**0**		**0**		**0**	
Allgemeine Kosten		**91'490**		**185'907**		**263'829**		**284'466**		**825'692**
Total	457'449	548'939	929'536	1'115'443	1'319'146	1'582'975	1'422'329	1'706'795	4'128'460	4'954'152
	1'006'387		2'044'979		2'902'121		3'129'125		9'082'613	

Kosten der neuen Stellen ausserhalb des Unterrichts: 0,879 Mio. Franken

> Kanton: 0,687 Mio. Franken
> Gemeinden: 0,192 Mio. Franken

		Kosten 2016		Kosten 2017		Kosten 2018		Kosten 2019		Total	
Verteilung		Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton
Neue Verwaltungsstellen		0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
		0	51'905	0	52'735	0	53'262	0	53'795	**0**	**211'697**
		51'905		52'735		53'262		53'795		**211'697**	
Andere VZÄ	Verteilung	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%		
	Psychomotorik-Therapeut/in	15'134	12'382	15'376	12'580	15'530	12'706	15'685	12'833	**61'725**	**50'502**
	Vorschule	27'516		27'957		28'236		28'518		**112'227**	
Andere VZÄ	Verteilung	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	Päd. Leiter/in	31'963	31'963	32'474	32'474	32'799	32'799	33'127	33'127	**130'363**	**130'363**
	Schuldienste	63'926		64'949		65'598		66'254		**260'726**	
Andere VZÄ	Verteilung	0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
	Berufsberater/in	0	0	0	97'040	0	98'011	0	98'991	**0**	**294'042**
	BEA	0		97'040		98'011		98'991		**294'042**	
Total Andere VZÄ		47'097	44'345	47'850	142'095	48'329	143'516	48'812	144'951	**192'088**	**474'908**
		91'442		189'945		191'845		193'763		**666'996**	
Total Stellen ausserhalb des Unterrichts		47'097	96'250	47'850	194'830	48'329	196'779	48'812	198'746	192'088	686'605
		143'347		242'681		245'107		247'558		878'693	

3.6.2. Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste

Im Zuge der Kantonalisierung der Integrationsdienste werden 57,22 VZÄ (Unterrichtsstellen) von den Sonderschulen an den Kanton übertragen. Im Gegenzug ist eine entsprechende Kürzung des Kantonsbeitrags an die beiden betroffenen Sonderschulen zu erwarten. Diese Kantonalisierung hat für den Kanton Mehrkosten von **0,641 Mio. Franken** zur Folge, wohingegen die Gemeinden um **2,803 Mio. Franken** entlastet werden.

Übernahme Integrationsdienste (ID)	Jahr 2016		Jahr 2017		Jahr 2018		Jahr 2019		Total	
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	7'914'927		8'041'566		8'121'981		8'203'201		32'281'675	
Andere Kosten	540'632		540'632		540'632		540'632		2'162'527	
Total	**8'455'559**		**8'582'198**		**8'662'613**		**8'743'833**		**34'444'202**	
Verteilung Kosten der Sonderschulen	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**
Verteilschlüssel	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	4'353'210	3'561'717	4'422'861	3'618'705	4'467'090	3'654'892	4'511'761	3'691'441	17'754'921	14'526'754
Andere Kosten	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	1'189'390	973'137
Total Gemeinden/Kanton	4'650'557	3'805'001	4'720'209	3'861'989	4'764'437	3'898'176	4'809'108	3'934'725	18'944'311	15'499'891
Total	**8'455'559**		**8'582'198**		**8'662'613**		**8'743'833**		**34'444'202**	
Kürzung der Beiträge an Sonderschulen	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Andere Kosten	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
Total	**-4'650'557**	**-3'805'001**	**-4'720'209**	**-3'861'989**	**-4'764'437**	**-3'898'176**	**-4'809'108**	**-3'934'725**	**-18'944'311**	**-15'499'891**
Umzuteilung von VZÄ im 1.-2. Zyklus	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**
Verteilschlüssel	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Andere Kosten	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Gemeinden/Kanton	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Total	**7'914'927**		**8'041'566**		**8'121'981**		**8'203'201**		**32'281'675**	
Kosten der Umzuteilung von VZÄ	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Andere Kosten	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ausbildungskosten (einberechnet in den weiteren geplanten Kosten)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**3'957'463**	**3'957'463**	**4'020'783**	**4'020'783**	**4'060'991**	**4'060'991**	**4'101'601**	**4'101'601**	**16'140'838**	**16'140'838**
Übernahne der Integrationsdienste - Übersicht	**Jahr 2016**		**Jahr 2017**		**Jahr 2018**		**Jahr 2019**		**Total**	
	Gemeinden	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**	**Gemeinden**	**Kanton**
Kürzung Kantonsbeitrag - Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	**-4'353'210**	**-3'561'717**	**-4'422'861**	**-3'618'705**	**-4'467'090**	**-3'654'892**	**-4'511'761**	**-3'691'441**	**-17'754'921**	**-14'526'754**
Kürzung Kantonsbeitrag - Andere Kosten	**-297'348**	**-243'284**	**-297'348**	**-243'284**	**-297'348**	**-243'284**	**-297'348**	**-243'284**	**-1'189'390**	**-973'137**
Kosten Umzuteilung VZÄ - Löhne und Sozialabgaben	**3'957'463**	**3'957'463**	**4'020'783**	**4'020'783**	**4'060'991**	**4'060'991**	**4'101'601**	**4'101'601**	**16'140'838**	**16'140'838**
Kosten Umzuteilung VZÄ - Andere Kosten	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Kosten Umzuteilung VZÄ - Ausbildungskosten ID	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total	**-693'094**	**152'462**	**-699'426**	**158'794**	**-703'447**	**162'815**	**-707'508**	**166'876**	**-2'803'474**	**640'946**
	-540'632		-540'632		-540'632		-540'632		-2'162'527	

3.6.3. Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Einführung der Gesetzesvorlage

Es sind noch weitere Kosten in Höhe von insgesamt **0,495 Mio. Franken** vorgesehen. Diese werden zu 100% vom Kanton übernommen. Sie setzen sich wie folgt zusammen:

Weitere Kosten	Kanton
Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste	88 800
Ausbildungskosten	100 000
Kosten für die Informationsarbeit zum Sonderpädagogik-Konzept	36 000
externer Evaluationsauftrag	20 000
Verschiedene Aufträge in Zusammenhang mit der Umsetzung des Konzepts und des Gesetzes	50 000
Budget für die Sekundarstufe 2	200 000
Gesamtkosten zulasten des Kantons	**494 800**

Die Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste (0,089 Mio. CHF) wird im Abschnitt «Kantonalisierung der Integrationsdienste» berechnet. Da die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen in den Schulen bzw. Schulkreisen integriert sind, erübrigt sich die Einrichtung zusätzlicher Arbeitsplätze. Weitere Kosten, etwa in Zusammenhang mit der Bereitstellung von Räumen für die Integrationsdienste und für den Umbau von Schulgebäuden, die über keine behindertengerechte Einrichtungen verfügen, lassen sich schwer abschätzen, ebenso die Auswirkung einer allfälligen Anpassung der Klassenbestände bei der Integration von Schülern.

3.6.4. Gesamtübersicht

Finanzielle Gesamtauswirkungen der Einführung der Gesetzesvorlage für den Kanton und die Gemeinden Geplante Umsetzung im Zeitraum 2016 bis 2019, Berechnung über 4 Jahre.

Zusammenfassung	Kanton	Gemeinden
Kosten der neuen Unterrichtsstellen	4,954	4,128
Kosten der neuen Stellen ausserhalb des Unterrichts	0,687	0,192
Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste	0,641	-2,803
Weitere geplante Kosten in Zusammenhang mit der Einführung des Konzepts und des Gesetzes	0,495	0,000
Insgesamt (in Mio.)	**6,777**	**1,517**

Zusammenfassung: VZÄ und finanzielle Gesamtauswirkungen für den Kanton und die Gemeinden – Übersicht nach Jahr:

Total VZÄ	EPT	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Lehrpersonal	24.63	8.21	8.21	6.21	2.00	24.63
Verwaltungspersonal	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	2.35
Andere Stellen	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	1.60
Kantonalisierung der ID	57.22	57.22	0.00	0.00	0.00	57.22
Übernahme SoA-Stützmassnahmen	10.37	10.37	0.00	0.00	0.00	10.37
Übernahme HSU/I-HSU	99.44	99.44	0.00	0.00	0.00	99.44
Total VZÄ	195.61	178.19	9.21	6.21	2.00	195.61

Total der Kosten des Konzepts	2016		2017		2018		2019		TOTAL	
	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden
Kosten der neuen Unterrichtsstellen	548'939	457'449	1'115'443	929'536	1'582'975	1'319'146	1'706'795	1'422'329	4'954'152	4'128'460
Kosten neuer Stellen ausserhalb des Unterrichts	96'250	47'097	194'830	47'850	196'779	48'329	198'746	48'812	686'605	192'088
Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste	152'462	-693'094	158'794	-699'426	162'815	-703'447	166'876	-707'508	640'947	-2'803'475
Weitere geplante Kosten in Zusammenhang mit der Einführung des Konzepts	142'200	0	120'200	0	120'200	0	112'200	0	494'800	0
Total pro Jahr	939'851	-188'548	1'589'267	277'960	2'062'769	664'028	2'184'617	763'633	6'776'504	1'517'073
Total pro Jahr (Kanton + Gemeinden)	751'303		1'867'227		2'726'797		2'948'250		8'293'577	

4. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 1v97 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, die das neue Gesetz bringt. Die Auswirkungen dieser Gesetzesrevision betreffen hauptsächlich den gesellschaftlichen Bereich und nur leicht die Bereiche Wirtschaft und die Umwelt.

Sie konzentrierten sich vorwiegend auf folgende Aspekte, die insbesondere mit dem sozialen Zusammenhalt und der Chancengleichheit zusammenhängen:

> Grundsatz der Integration;
> Umstieg von einem Versicherungssystem auf ein Bildungssystem;
> Unterricht in der sonderpädagogischen Institution, die den Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers am besten angepasst ist;
> Der Gesetzesentwurf gewährleistet ein kohärentes Konzept für die Altersgruppe von 0 bis 20 Jahren im Vorschulbereich, während der obligatorischen Schulzeit und im Nachschulbereich.

5. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit dem Bundesrecht und mit dem europäischen Recht.

6. Unterstellung unter das Gesetzes- und Finanzreferendum

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum.

Der über 5 Jahre angehäufte Betrag der Lasten liegt unter dem Schwellenwert für das obligatorische Finanzreferendum, der auf 35 390 557 Franken festgelegt ist (Verordnung vom 13. Juni 2016, ASF 2016_079), jedoch über dem Schwellenwert für das fakultative Finanzreferendum, der 8 847 639 Franken beträgt; dieses Gesetz untersteht somit dem fakultativen Finanzreferendum.

7. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse

Mit diesem Gesetzesentwurf und der dazugehörigen Botschaft, die den Bericht des Staatsrats bilden, wird dem Postulat Françoise Morel/André Masset Nr. 322.06 zu den Schuldiensten abschliessend entsprochen.

Loi

du

sur la pédagogie spécialisée (LPS)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée;

Vu l'article 64 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS);

Vu le message 2015-DICS-37 du Conseil d'Etat du 28 novembre 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

TITRE PREMIER
Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER
Objets et principes de base

Art. 1 Objets

[1] La présente loi définit l'offre en matière de pédagogie spécialisée et détermine les modalités de sa mise en œuvre, qui reposent sur le concept cantonal pour la pédagogie spécialisée.

[2] Elle règle, en complément de la législation fédérale, intercantonale et cantonale existante, l'action de l'Etat et des communes en la matière.

Gesetz

vom

über die Sonderpädagogik (SPG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik;

gestützt auf Artikel 64 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG);

nach Einsicht in die Botschaft 2015-DICS-37 des Staatsrats vom 28. November 2016;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. TITEL
Allgemeine Bestimmungen

1. KAPITEL
Gegenstand und Grundsätze

Art. 1 Gegenstand

[1] In diesem Gesetz werden das sonderpädagogische Angebot definiert und dessen konkrete Ausgestaltung, die auf dem kantonalen Sonderpädagogik-Konzept beruht, bestimmt.

[2] In ihm wird in Ergänzung zur bestehenden nationalen, interkantonalen und kantonalen Gesetzgebung das staatliche und kommunale Handeln in diesem Bereich geregelt.

Art. 2 Buts de la pédagogie spécialisée

[1] La pédagogie spécialisée vise à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale possible.

[2] Elle concourt à la meilleure adaptation possible du contexte de prise en charge et de scolarisation.

[3] Elle contribue à la valorisation et au développement des compétences de l'ensemble des professionnel-le-s du système public de formation au service des enfants et des élèves.

Art. 3 Principes de base

Les principes de base de la présente loi sont les suivants:

a) la pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée (ci-après: l'accord intercantonal), de la législation sur la scolarité obligatoire et de la législation sur l'enseignement secondaire supérieur; l'école ordinaire et les institutions de pédagogie spécialisée concourent à la réalisation de ce mandat;

b) les solutions de scolarisation intégrative ainsi que la proximité des prestations avec le lieu de scolarisation sont privilégiées, cela dans le respect de l'intérêt supérieur, du bien-être et des possibilités de développement de l'élève concerné-e et compte tenu de l'environnement et de l'organisation scolaires ainsi que de la coordination avec l'ensemble des autres mesures;

c) le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée; cependant, une participation financière peut être exigée des parents conformément à l'article 42;

d) les parents, ainsi que l'élève en fonction de son âge et de sa maturité, sont associés à la procédure relative à l'attribution de prestations de pédagogie spécialisée ainsi qu'à leur suivi. L'accord des parents est nécessaire pour une prise en charge à caractère résidentiel.

Art. 4 Définitions

[1] En période préscolaire, la présente loi utilise le terme «enfant» et en périodes scolaire et postscolaire, le terme «élève».

Art. 2 Ziele der Sonderpädagogik

[1] Ziel der Sonderpädagogik ist es, Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in ihrer Autonomie, beim Erwerb von Kenntnissen und Fertigkeiten, in der Persönlichkeitsentwicklung und Sozialkompetenz zu fördern, damit sie so weit wie möglich am gesellschaftlichen Leben teilhaben können.

[2] Sie trägt dazu bei, die Förderung und Schulung bestmöglich anzupassen.

[3] Sie setzt sich ein für die Nutzung und Förderung der Kompetenzen sämtlicher Fachpersonen des öffentlichen Bildungssystems zum Wohle der Kinder sowie der Schülerinnen und Schüler.

Art. 3 Grundsätze

Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:

a) Die Sonderpädagogik ist Bestandteil des öffentlichen Bildungsauftrags im Sinne der Interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik (das Sonderpädagogik-Konkordat), der Gesetzgebung über die obligatorische Schule und der Mittelschulgesetzgebung. Die Regelschule und die sonderpädagogischen Einrichtungen erfüllen diesen Auftrag gemeinsam.

b) Integrative Lösungen sowie die Nähe des Angebots zum Schulort haben Vorrang, wobei das Kindeswohl, das Wohlbefinden und die Entwicklungsmöglichkeiten der betroffenen Schülerin oder des betroffenen Schülers, das schulische Umfeld sowie die Koordination mit sämtlichen anderen Massnahmen berücksichtigt werden.

c) In der Sonderpädagogik gilt der Grundsatz der Unentgeltlichkeit; jedoch kann von den Eltern gemäss Artikel 42 eine finanzielle Beteiligung verlangt werden.

d) Die Eltern werden in das Abklärungsverfahren zur Gewährung und Überprüfung sonderpädagogischer Massnahmen einbezogen, ebenso die betroffenen Schülerinnen und Schüler unter Berücksichtigung ihres Alters und ihrer Reife. Für eine stationäre Unterbringung in einer sonderpädagogischen Einrichtung ist das Einverständnis der Eltern erforderlich.

Art. 4 Begriffsbestimmungen

[1] In diesem Gesetz wird für den Vorschulbereich der Begriff «Kind» und für die obligatorische sowie die nachobligatorische Schulzeit der Begriff «Schülerin oder Schüler» verwendet.

[2] Sont considérées comme parents, au sens de la présente loi, les personnes ou la personne qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un ou d'une enfant, ou d'un ou d'une élève.

CHAPITRE 2

Offre de pédagogie spécialisée et transports scolaires

Art. 5 Période préscolaire

[1] L'ensemble des mesures s'adressent aux enfants en âge préscolaire, en principe de leur naissance à l'âge d'entrée effective dans la scolarité obligatoire.

[2] L'offre couvre les prestations suivantes:

a) l'éducation précoce spécialisée, qui s'adresse aux enfants dont il est établi qu'ils sont en situation de handicap, présentent un retard du développement ou dont le développement est limité ou compromis par des facteurs de risque personnels ou environnementaux; elle consiste en l'évaluation des besoins spécifiques de l'enfant, le soutien préventif et éducatif et une stimulation adéquate dans le contexte familial de l'enfant ainsi que le soutien et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes;

b) la logopédie, qui s'adresse aux enfants qui présentent des difficultés de langage et de communication, consiste en la prévention et l'évaluation des troubles du langage et de la communication, la conduite de consultations et de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes;

c) la psychomotricité, qui s'adresse aux enfants qui présentent des troubles graves de l'interaction entre les domaines de développement de la perception, de la pensée et du comportement, ainsi que de leur expression sur le plan corporel, consiste en l'évaluation de ces troubles, la conduite de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes.

[3] Les mesures de l'éducation précoce spécialisée sont dispensées sous forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Ces mesures peuvent exceptionnellement être prolongées au maximum deux ans dès l'entrée effective dans la scolarité obligatoire.

[4] Les mesures de logopédie et de psychomotricité, dispensées sous forme de mesures pédago-thérapeutiques, s'adressent aux enfants de leur naissance jusqu'au terme de la première année de l'école primaire (1^{H}).

[2] Eltern im Sinne dieses Gesetzes sind die Personen, welche die elterliche Sorge für ein Kind oder eine Schülerin oder einen Schüler unmittelbar oder stellvertretend ausüben.

2. KAPITEL

Sonderpädagogisches Angebot und Schülertransporte

Art. 5 Vorschulbereich

[1] Sämtliche Massnahmen sind grundsätzlich für Kinder im Vorschulalter ab der Geburt bis zum Eintritt in die obligatorische Schule bestimmt.

[2] Das Angebot umfasst folgende Leistungen:

a) Die heilpädagogische Früherziehung richtet sich an Kinder, die nachweislich von einer Behinderung oder einer Entwicklungsverzögerung betroffen sind oder deren Entwicklung aufgrund von personalen oder Umweltfaktoren eingeschränkt oder gefährdet ist. Sie umfasst die Abklärung der spezifischen Bedürfnisse des Kindes, die präventive und erzieherische Unterstützung, die angemessene Förderung im familiären Kontext sowie die Unterstützung und Beratung der Eltern und die Beratung der beteiligten Fachpersonen.

b) Die Logopädie richtet sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten. Die logopädischen Massnahmen umfassen die Prävention und die Abklärung von Sprach- und Kommunikationsproblemen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien sowie die Beratung von Eltern und beteiligten Fachpersonen.

c) Die Psychomotorik ist für Kinder mit schweren Störungen in der Wechselwirkung der Entwicklungsebenen Wahrnehmung, Denken und Verhalten sowie in ihrem körperlichen Ausdruck bestimmt. Sie umfasst die Abklärung dieser Störungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien und die Beratung der Eltern und beteiligten Fachpersonen.

[3] Heilpädagogische Früherziehung (HFE) erfolgt in Form von niederschwelligen sonderpädagogischen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM). In besonderen Fällen können diese Massnahmen um maximal zwei Jahre nach Eintritt in die obligatorische Schule verlängert werden.

[4] Die in Form von pädagogisch-therapeutischen Massnahmen erbrachten logopädischen und psychomotorischen Massnahmen richten sich an Kinder ab der Geburt bis zum Ende des ersten Schuljahres (1^{H}).

[5] Exceptionnellement, les mesures de logopédie dispensées par des prestataires indépendants agréés peuvent être prolongées au-delà de la 1^{H}.

[6] Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 6 Période scolaire

[1] Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. Lorsque existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné-e ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans l'engagement de ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci ou celle-ci est scolarisé-e dans une école spécialisée la mieux adaptée à ses besoins.

[2] L'école ordinaire offre les mesures suivantes:

a) l'offre de base, qui inclut les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR);

b) les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité, appelées mesures pédago-thérapeutiques;

c) les soutiens spécialisés dispensés par des centres de ressources pour les handicaps visuels ou auditifs (MAR);

d) l'accompagnement d'un ou d'une élève par un ou une auxiliaire de vie dans le soutien non pédagogique (MAR).

[3] L'école spécialisée offre les mesures suivantes:

a) les mesures de pédagogie spécialisée (MAR);

b) les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité, appelées mesures pédago-thérapeutiques;

c) l'offre de prise en charge à caractère résidentiel ou en structure de jour.

[4] Les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité dispensées sous forme de mesures pédago-thérapeutiques ne relèvent pas de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ni de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR).

[5] Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

[5] In besonderen Fällen können die von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten logopädischen Massnahmen über das erste Schuljahr (1^{H}) hinaus verlängert werden.

[6] Der Staatsrat erlässt dazu die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

Art. 6 Obligatorische Schulzeit

[1] Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Ausnahmsweise werden sie in einer besser an ihre Bedürfnisse angepassten Sonderschule unterrichtet, wenn in der Regelschule die Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers gefährdet sind oder das schulische Umfeld und die Schulorganisation nur mit unverhältnismässigem Aufwand an deren oder dessen Bedürfnisse angepasst werden können.

[2] Die Regelschule bietet folgende Massnahmen an:

a) das Grundangebot, das die niederschwelligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM) und die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) umfasst;

b) die Massnahmen in den Bereichen der Logopädie, der Psychologie und der Psychomotorik, die sogenannten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen;

c) spezialisierte Unterstützungsmassnahmen, die von Fördereinrichtungen für Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung erbracht werden (VM);

d) die Begleitung einer Schülerin oder eines Schülers durch eine Assistenzperson bei nichtpädagogischen Hilfestellungen (VM).

[3] Die Sonderschule bietet folgende Massnahmen an:

a) verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM);

b) Massnahmen in den Bereichen der Logopädie, der Psychologie und der Psychomotorik, die sogenannten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen;

c) Betreuung in einer Tagesstruktur oder interne Unterbringung.

[4] Die in Form von pädagogisch-therapeutischen Massnahmen erbrachten logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Massnahmen gelten nicht als niederschwellige sonderpädagogische (NM) oder verstärkte sonderpädagogische Massahmen (VM).

[5] Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

Art. 7 Période postscolaire

[1] Les voies de formation du degré secondaire 2 et de formation professionnelle initiale sont ouvertes aux élèves présentant des besoins éducatifs particuliers s'ils en remplissent les conditions ordinaires d'accès.

[2] Les mesures offertes en période postscolaire visent à une autonomie maximale de l'élève ainsi qu'à son intégration future dans le monde du travail. Elles peuvent consister notamment en conseils en orientation professionnelle, en prolongation de scolarisation en école spécialisée (MAR) ou en mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité.

[3] Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 8 Conditions-cadre en matière de prestations de transports scolaires

[1] Le Conseil d'Etat fixe les conditions-cadre d'organisation et de remboursement des prestations de transports nécessaires à la fréquentation d'une école spécialisée.

[2] Les frais de transports nécessaires à la fréquentation des écoles spécialisées sont pris en charge par l'Etat à raison de 45% et par les communes à raison de 55%.

CHAPITRE 3
Autorités

Art. 9 Conseil d'Etat

[1] Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en matière de pédagogie spécialisée.

[2] Il exerce les compétences que lui confère la législation sur la pédagogie spécialisée.

[3] Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires. Il peut déléguer cette compétence à la Direction en charge de la pédagogie spécialisée dans des domaines particuliers.

[4] Il prend les mesures utiles pour favoriser la collaboration et la coordination intercantonales.

Art. 7 Nachschulbereich

[1] Grundsätzlich stehen den Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf alle Bildungswege der Mittelschulen und der beruflichen Grundausbildung offen, sofern sie die regulären Aufnahmebedingungen erfüllen.

[2] Die im Nachschulbereich angebotenen Massnahmen sind darauf angelegt, dass die Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich später in die Arbeitswelt eingliedern können. Das Angebot besteht unter anderem aus Berufsberatung, Schulverlängerung in der Sonderschule (VM) sowie aus pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik.

[3] Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

Art. 8 Rahmenbedingungen für die Schülertransporte

[1] Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen für die Organisation und die Vergütung der Schülertransporte, die für den Besuch einer Sonderschule notwendig sind.

[2] Die Kosten der Schülertransporte, die für den Besuch von Sonderschulen notwendig sind, gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

3. KAPITEL
Behörden

Art. 9 Staatsrat

[1] Der Staatsrat hat die Oberaufsicht über die Sonderpädagogik.

[2] Er übt die Befugnisse aus, die ihm von der Gesetzgebung über die Sonderpädagogik übertragen werden.

[3] Er erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen. Er kann diese Zuständigkeit in besonderen Bereichen der für die Sonderpädagogik zuständigen Direktion übertragen.

[4] Er trifft geeignete Massnahmen zur Förderung der interkantonalen Zusammenarbeit und Koordination.

Art. 10 Directions et services

[1] La Direction en charge de l'éducation précoce spécialisée, de l'enseignement obligatoire et du secondaire du deuxième degré (ci-après: la Direction) est l'autorité compétente en matière de pédagogie spécialisée.

[2] Toutefois, pour la formation professionnelle initiale, la Direction en charge de la formation professionnelle est l'autorité compétente en matière de pédagogie spécialisée.

[3] Pour exécuter leurs tâches, les Directions disposent de services.

[4] La Direction assume la fonction de bureau cantonal de liaison pour toutes les questions relatives au domaine de la pédagogie spécialisée au sens de l'article 10 de l'accord intercantonal.

Art. 11 Inspectorat

[1] Le canton est divisé en arrondissements fixés par le Conseil d'Etat pour l'inspection des écoles spécialisées.

[2] L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est responsable, dans son arrondissement et dans le cadre des orientations décidées par les autorités cantonales, de la qualité du fonctionnement des écoles spécialisées et de la formation qui y est dispensée ainsi que du conseil à l'école ordinaire dans ses aspects pédagogique, didactique et éducatif spécialisé.

[3] L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est soumis-e à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

[4] L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e doit être titulaire d'un diplôme d'enseignement spécialisé reconnu par la CDIP et être au bénéfice de plusieurs années d'expérience de l'enseignement ainsi que d'une formation complémentaire adéquate.

[5] Il ou elle accomplit sa mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi et au descriptif de fonction approuvé par le Conseil d'Etat. Il ou elle fait partie de la Conférence des inspecteurs et inspectrices scolaires.

Art. 12 Directions des écoles spécialisées

Les directions des écoles spécialisées exercent les compétences des directions d'établissement pour les élèves qui les fréquentent.

Art. 10 Direktionen und Ämter

[1] Die für die heilpädagogische Früherziehung, die obligatorische Schule und die Mittelschulen verantwortliche Direktion (die Direktion) ist für die Sonderpädagogik zuständig.

[2] In der beruflichen Grundbildung ist hingegen die für die Berufsbildung verantwortliche Direktion für die Sonderpädagogik zuständig.

[3] Zur Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt die Direktion über Ämter.

[4] Die Direktion amtet als kantonale Kontaktstelle im Sinne von Artikel 10 des Sonderpädagogik-Konkordats für sämtliche Fragen der Sonderpädagogik.

Art. 11 Inspektorat

[1] Der Kanton ist für die Inspektion der Sonderschulen in Inspektoratskreise eingeteilt, die der Staatsrat festlegt.

[2] Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor ist in ihrem oder seinem Kreis und im Rahmen der von den kantonalen Behörden beschlossenen Vorgaben verantwortlich für die Qualität des Betriebs der Sonderschulen und des dort erteilten Unterrichts sowie für die sonderpädagogische Beratung der Regelschule in pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Belangen.

[3] Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

[4] Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor muss über ein von der EDK anerkanntes Lehrdiplom im Bereich der Sonderpädagogik, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.

[5] Sie oder er erfüllt ihre oder seine Aufgaben nach den Grundsätzen dieses Gesetzes und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb. Sie oder er ist Mitglied der Konferenz der Schulinspektorinnen und Schulinspektoren.

Art. 12 Leitungen der Sonderschulen

Die Leitungen der Sonderschulen üben für die Schülerinnen und Schüler, die ihre Sonderschulen besuchen, die Befugnisse der Schulleiterinnen und Schulleiter sowie der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren aus.

CHAPITRE 4

Personnel de la pédagogie spécialisée

Art. 13 Formation initiale

La formation initiale du corps enseignant spécialisé et du personnel de la pédagogie spécialisée intervenant auprès des enfants et des élèves est définie dans le droit fédéral, les règlements de reconnaissance de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: la CDIP) ou par la Direction.

Art. 14 Engagement

[1] Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé et les auxiliaires de vie sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

[2] Ils accomplissent leur mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi et dans la loi scolaire ainsi qu'aux descriptifs de fonction approuvés par le Conseil d'Etat.

[3] La répartition des frais liés à l'engagement du personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé ainsi que ceux qui sont liés à l'engagement des auxiliaires de vie est régie par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.

[4] Le corps enseignant spécialisé et le personnel de la pédagogie spécialisée engagés par les institutions de pédagogie spécialisée sont soumis à une convention collective de travail existante ou, à défaut, à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires. Ils accomplissent leur mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi.

Art. 15 Autorisation d'enseigner

[1] Lors de son engagement, l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e est mis-e au bénéfice d'une autorisation d'enseigner. Le contrat d'engagement vaut autorisation d'enseigner.

[2] L'autorisation d'enseigner prend fin à l'échéance du contrat ou en cas de retrait quelle que soit l'autorité qui a prononcé la mesure.

4. KAPITEL

Sonderpädagogisches Fachpersonal

Art. 13 Grundausbildung

Die Grundausbildung des sonderpädagogischen Fachpersonals, das Kinder sowie Schülerinnen und Schüler unterrichtet, wird im Bundesrecht, in den Anerkennungsreglementen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (die EDK) oder von der Direktion geregelt.

Art. 14 Anstellung

[1] Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

[2] Sie erfüllen ihre Aufgaben gemäss den in diesem Gesetz und im Schulgesetz festgelegten Grundsätzen und den vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieben.

[3] Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des Lehrpersonals für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.

[4] Die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen sowie sonderpädagogischen Fachpersonen unterstehen einem bestehenden Gesamtarbeitsvertrag oder, wenn kein solcher besteht, der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden. Sie erfüllen ihre Aufgaben gemäss den in diesem Gesetz festgelegten Grundsätzen.

Art. 15 Unterrichtsberechtigung

[1] Bei der Anstellung erhält die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge eine Unterrichtsberechtigung. Der Anstellungsvertrag gilt als Unterrichtsberechtigung.

[2] Die Unterrichtsberechtigung endet mit dem Ablauf des Vertrags oder mit ihrem Entzug, unabhängig davon, welche Behörde die Massnahme ausgesprochen hat.

Art. 16 Retrait de l'autorisation d'enseigner

[1] L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par la Direction lorsque l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e a commis des actes graves incompatibles avec la fonction ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école ou de l'institution de pédagogie spécialisée ou lorsqu'il ou elle n'est plus en mesure de remplir sa fonction en raison notamment de dépendances ou de troubles de la santé mentale.

[2] L'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'à la suite d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat ou d'une démission résultant d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

[3] Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la CDIP, en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner.

[4] La procédure d'inscription et de radiation, les voies de droit et l'accès à la liste sont réglés par l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études.

CHAPITRE 5

Protection des données et du domaine privé

Art. 17 Données collectées

[1] La Direction et les services peuvent traiter des données personnelles, y compris sensibles, sur les enfants et les élèves au bénéfice de mesures de pédagogie spécialisée.

[2] Les données ne sont traitées, en particulier s'agissant de la collecte, que dans la mesure nécessaire aux décisions d'octroi des mesures de pédagogie spécialisée, à leur mise en œuvre et à leur suivi.

Art. 18 Protection du domaine privé

Il est interdit au corps enseignant spécialisé, au personnel de la pédagogie spécialisée, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

Art. 16 Entzug der Unterrichtsberechtigung

[1] Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung in folgenden Fällen vorübergehend oder endgültig entziehen: Die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge hat folgenschwere Handlungen begangen, die mit ihrer oder seiner Funktion unvereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule oder der sonderpädagogischen Einrichtung erheblich gefährden können, oder die betreffende Person ist namentlich infolge von Suchtproblemen oder psychischen Störungen nicht mehr in der Lage, ihre Funktion auszuüben.

[2] Die Unterrichtsberechtigung kann nur im Anschluss an ein Verwaltungsverfahren der Gesetzgebung über das Staatspersonal oder nach einem Rücktritt aus einem Grund nach Absatz 1 entzogen werden.

[3] Der Entzug der Unterrichtsberechtigung wird der EDK zur Aufnahme in die interkantonale Liste von Lehrpersonen, denen die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde, gemeldet.

[4] Das Eintragen und Löschen, die Rechtsmittel und der Zugang zur Liste werden in der interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen geregelt.

5. KAPITEL

Datenschutz und Schutz der Privatsphäre

Art. 17 Datenerhebung

[1] Die Direktion und die Ämter können Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, über Kinder sowie Schülerinnen und Schüler, denen sonderpädagogische Massnahmen gewährt werden, bearbeiten.

[2] Die Daten, insbesondere was deren Erhebung betrifft, werden nur so weit bearbeitet, als dies für den Zweck der Verfügungen über die Gewährung von sonderpädagogischen Unterstützungsmassnahmen sowie deren Umsetzung und Überprüfung erforderlich ist.

Art. 18 Schutz der Privatsphäre

Den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, dem sonderpädagogischen Fachpersonal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in der Ausübung ihrer Tätigkeit erhalten haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

Art. 19 Accès aux données

[1] Les services gèrent un système d'information contenant les données prévues à l'article 17.

[2] Le Conseil d'Etat détermine les catégories de données que les services sont habilités à traiter dans le système d'information et fixe les règles et les limites d'accès.

[3] Un accès par procédure d'appel peut être octroyé à d'autres autorités par voie réglementaire, si un intérêt prépondérant le commande en vue de la mise en œuvre et du suivi des mesures de pédagogie spécialisée.

Art. 20 Transmission des données

[1] Lorsqu'une mesure est octroyée, les services, y compris la cellule d'évaluation, peuvent échanger, sans le consentement des parents ou de l'élève, des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissement et des écoles spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé.

[2] Sont réservés les obligations particulières de garder le secret (art. 18) ainsi que les principes régissant le traitement de données personnelles selon la législation y relative.

[3] Les dispositions de la législation sur la protection de l'enfant sont également réservées.

TITRE II

Organisation de l'offre en matière de pédagogie spécialisée

CHAPITRE PREMIER

Prestataires de services

Art. 21 Organisation de l'offre

La Direction fixe la distribution de l'offre des mesures de pédagogie spécialisée.

Art. 19 Datenzugriff

[1] Die Ämter führen ein Datenbearbeitungssystem mit den gemäss Artikel 17 erhobenen Daten.

[2] Der Staatsrat legt die Datenkategorien, welche die Ämter im Datenbearbeitungssystem bearbeiten dürfen, sowie die Regeln und die Beschränkung der Zugriffsberechtigung fest.

[3] Weiteren Behörden kann mit einer Verordnung ein Zugang durch Abrufverfahren gewährt werden, falls dies aufgrund eines überwiegenden Interesses zur Durchführung und Überprüfung von sonderpädagogischen Massnahmen nötig ist.

Art. 20 Datenbekanntgabe

[1] Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter, einschliesslich der unabhängigen Abklärungsstelle, ohne Zustimmung der Eltern oder der Schülerin oder des Schülers Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen austauschen. Dies gilt insbesondere für Schulleitungen und die Leitungen der Sonderschulen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der Sonderschulen.

[2] Vorbehalten bleiben die besonderen Geheimhaltungspflichten (Art. 18) und die Regeln über das Bearbeiten von Personendaten gemäss der entsprechenden Gesetzgebung.

[3] Die Bestimmungen der Kindesschutzgesetzgebung bleiben ebenfalls vorbehalten.

II. TITEL

Organisation des sonderpädagogischen Angebots

1. KAPITEL

Leistungsanbieter

Art. 21 Organisation des Angebots

Die Direktion regelt die Verteilung des Angebots an sonderpädagogischen Massnahmen.

Art. 22 Collaborations intercantonales

La Direction met sur pied l'offre de pédagogie spécialisée en coordination avec celle des autres cantons.

Art. 23 Prestataires

[1] Les prestations de pédagogie spécialisée sont dispensées par l'Etat, par les communes et par des institutions de pédagogie spécialisée reconnues par la Direction.

[2] En périodes préscolaire et postscolaire seulement, sauf exception accordée par la cellule d'évaluation conformément à l'article 5 al. 5, les mesures de logopédie et de psychomotricité sont dispensées par des prestataires indépendants agréés par la Direction.

[3] En période préscolaire, des mandats, notamment de prévention primaire et secondaire, peuvent être attribués à des prestataires logopédistes indépendants agréés.

CHAPITRE 2

Institutions de pédagogie spécialisée et contrats de prestations

Art. 24 Institutions de pédagogie spécialisée

[1] Dans le cadre du concept cantonal, la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée qui répondent notamment aux exigences suivantes:

a) offrir des prestations de pédagogie spécialisée au sens des articles 5, 6 et 7 de la présente loi;

b) être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter délivrée par l'autorité cantonale compétente;

c) disposer d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des élèves;

d) respecter les standards de qualité pour les prestataires dans le domaine de la pédagogie spécialisée adoptés par la CDIP;

e) respecter les dispositions d'une convention collective de travail existante ou, à défaut, la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 22 Interkantonale Zusammenarbeit

Die Direktion baut das sonderpädagogische Angebot in Koordination mit den Angeboten anderer Kantone auf.

Art. 23 Leistungsanbieter

[1] Die sonderpädagogischen Leistungen werden vom Staat, von den Gemeinden und den von der Direktion anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen erbracht.

[2] Nur im Vorschul- und im Nachschulbereich werden die logopädischen und psychomotorischen Massnahmen von freischaffenden Leistungsanbietern, die von der Direktion anerkannt werden, erbracht. Die Abklärungsstelle kann hiervon eine Ausnahme gemäss Artikel 5 Abs. 5 genehmigen.

[3] Im Vorschulbereich können Mandate, insbesondere zur Primär- und Sekundärprävention, an anerkannte freischaffende logopädische Leistungsanbieter vergeben werden.

2. KAPITEL

Sonderpädagogische Einrichtungen und Leistungsverträge

Art. 24 Sonderpädagogische Einrichtungen

[1] Die Direktion anerkennt im Rahmen des kantonalen Konzepts sonderpädagogische Einrichtungen, die namentlich folgende Voraussetzungen erfüllen:

a) Sie bieten sonderpädagogische Leistungen im Sinne der Artikel 5, 6 und 7 dieses Gesetzes an.

b) Sie sind im Besitz einer Betriebsbewilligung der zuständigen Kantonsbehörde.

c) Sie verfügen über eine Infrastruktur, die den angebotenen Massnahmen angepasst ist und den Bedürfnissen der Schülerinnen und Schüler gerecht wird.

d) Sie halten die Qualitätsstandards der EDK für Leistungsanbieter im sonderpädagogischen Bereich ein.

e) Sie erfüllen die Bestimmungen eines bestehenden allgemeinverbindlichen Gesamtarbeitsvertrags oder der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

[2] La Direction peut reconnaître, au sein des institutions de pédagogie spécialisée, des écoles spécialisées et des structures de jour ou à caractère résidentiel. Les écoles spécialisées offrent des mesures renforcées de pédagogie spécialisée.

[3] Une convention-cadre pluriannuelle et des contrats annuels de prestations sont conclus entre la Direction et les institutions de pédagogie spécialisée reconnues.

[4] Les institutions de pédagogie spécialisée acceptent tout ou toute élève que leurs missions et leurs équipements permettent de prendre en charge et de scolariser conformément aux conditions d'accès fixées par la Direction.

[5] La reconnaissance est limitée dans le temps. Elle peut être renouvelée.

[6] Les dispositions générales de la loi scolaire (Chapitre premier) ainsi que ses dispositions relatives au fonctionnement général de l'école, aux parents et aux élèves sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée, demeurant réservées les règles spécifiques à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés.

Art. 25 Convention-cadre pluriannuelle

[1] La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la Direction et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.

[2] En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des élèves à besoins éducatifs particuliers, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leur besoin.

Art. 26 Contrat annuel de prestations

[1] Le contrat annuel de prestations précise en particulier l'objet et le but de la subvention, les prestations effectivement attendues, le montant de la subvention, les bases et modalités de calcul, les charges et conditions imposées au ou à la bénéficiaire et les conséquences du non-respect des obligations, conformément à la législation cantonale en matière de subventions.

[2] En particulier, le contrat annuel indique notamment les ressources allouées en tenant compte des ressources propres de l'institution de pédagogie spécialisée et, le cas échéant, des autres subventions, publiques ou privées, qu'elle perçoit, à l'exception des dons.

[2] Die Direktion kann unter diesen sonderpädagogischen Einrichtungen Sonderschulen und Einrichtungen mit Tagesstrukturen oder interner Unterbringung anerkennen. Die Sonderschulen bieten verstärkte sonderpädagogische Massnahmen an.

[3] Die Direktion und die anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen schliessen eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und jährliche Leistungsverträge ab.

[4] Die sonderpädagogischen Einrichtungen nehmen alle Schülerinnen und Schüler auf, die sie im Rahmen ihrer Aufgaben und ihrer Ausstattung betreuen und gemäss den von der Direktion festgelegten Zulassungsbedingungen unterrichten können.

[5] Die Anerkennung ist befristet. Sie kann erneuert werden.

[6] Die allgemeinen Bestimmungen des Schulgesetzes (1. Kapitel) sowie dessen Bestimmungen über den allgemeinen Schulbetrieb, über die Eltern sowie über die Schülerinnen und Schüler gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Vorbehalten bleiben spezifische Regelungen der Sonderpädagogik sowie diejenigen über die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler.

Art. 25 Mehrjährige Rahmenvereinbarung

[1] Die mehrjährige Vereinbarung regelt die allgemeinen Grundsätze der Zusammenarbeit der Direktion und der sonderpädagogischen Einrichtung bei den sonderpädagogischen oder stationären Leistungen für Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.

[2] Im Besonderen stützt sie sich auf die Massnahmen, welche die Selbstständigkeit von Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen bedürfnisgerechte Leistungen gewährleisten.

Art. 26 Jährlicher Leistungsvertrag

[1] Der jährliche Leistungsvertrag bestimmt insbesondere den Gegenstand und den Zweck des Kantonsbeitrags, die tatsächliche erwarteten Leistungen, die Höhe des Kantonsbeitrags, die Berechnungsgrundlagen und -modalitäten, die Auflagen und Bedingungen an den Leistungsanbieter sowie die Folgen bei deren Nichteinhaltung gemäss der kantonalen Subventionsgesetzgebung.

[2] Im Jahresvertrag werden namentlich die zugesprochenen Mittel angegeben, wobei die Eigenmittel der sonderpädagogischen Einrichtung sowie allfällige andere öffentliche oder private Subventionen, welche sie erhält, berücksichtigt werden, mit Ausnahme von Spenden.

TITRE III

Accès à l'offre en matière de pédagogie spécialisée

Art. 27 Période préscolaire

[1] L'accès aux mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée en éducation précoce spécialisée (MAO) et en psychomotricité est demandé par les parents auprès de la direction du service prestataire qui en décide.

[2] L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée en éducation précoce spécialisée (MAR) est demandé par les parents conformément aux articles 30 à 32.

[3] L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.

Art. 28 Période scolaire
a) Mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et mesures pédago-thérapeutiques

[1] L'élève au bénéfice de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) est scolarisé-e dans un établissement de l'école ordinaire.

[2] L'accès aux mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO), ainsi qu'aux mesures pédago-thérapeutiques, est défini dans la législation scolaire.

Art. 29 b) Mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

[1] L'élève au bénéfice de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) est scolarisé-e soit dans un établissement de l'école ordinaire, soit dans une institution de pédagogie spécialisée.

[2] A titre exceptionnel, des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) peuvent être octroyées à domicile ou en milieu hospitalier pour un temps limité.

[3] Lorsque l'élève suit sa scolarité dans une institution de pédagogie spécialisée, le suivi est assuré par celle-ci. Les parents en informent chaque année la commune dans laquelle l'élève réside.

III. TITEL

Zugang zum sonderpädagogischen Angebot

Art. 27 Vorschulbereich

[1] Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) in der heilpädagogischen Früherziehung und der Psychomotorik werden von den Eltern bei der Leitung des betreffenden Leistungsanbieters beantragt, die darüber entscheidet.

[2] Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) in der heilpädagogischen Früherziehung werden von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.

[3] Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.

Art. 28 Obligatorische Schulzeit
a) Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) und pädagogisch-therapeutische Massnahmen

[1] Schülerinnen und Schüler, die niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) erhalten, werden in der Regelschule unterrichtet.

[2] Der Zugang zu niederschwelligen (NM) und zu pädagogisch-therapeutischen Massnahmen wird in der Schulgesetzgebung geregelt.

Art. 29 b) Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM)

[1] Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) erhalten, werden entweder in der Regelschule oder in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet.

[2] Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) können ausnahmsweise und für befristete Zeit zuhause oder in einer Spitaleinrichtung erbracht werden.

[3] Wird die Schülerin oder der Schüler in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, so stellt diese die Massnahmen sicher. Die Eltern informieren jedes Jahr die Wohnsitzgemeinde der Schülerin oder des Schülers darüber.

Art. 30 c) Accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

[1] L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) est demandé par les parents auprès de la cellule d'évaluation.

[2] Les parents bénéficient des conseils de professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève pour formuler leur demande.

[3] Au préalable, les parents et l'enseignant ou l'enseignante établissent un bilan sur la base d'une procédure prédéfinie.

[4] A titre exceptionnel et lorsque les besoins éducatifs particuliers de l'élève sont clairement avérés, la demande au sens de l'alinéa 1 peut également émaner des professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, sans le concours des parents. Dans ce cas, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e peut ordonner les bilans et les diagnostics nécessaires à l'analyse par la cellule d'évaluation.

Art. 31 d) Cellule d'évaluation

[1] La Direction institue une cellule d'évaluation et désigne ses membres.

[2] La cellule peut faire appel à des experts et expertes compétents dans le domaine concerné par la demande.

[3] Sur la base du dossier préparé par le réseau, la cellule évalue le besoin en matière de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et donne un préavis sur leur étendue, leur nature et le lieu de leur mise en œuvre. Ce préavis, établi à l'intention de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e et porté à la connaissance des parents, s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation telle qu'elle est prévue à l'article 7 de l'accord intercantonal.

[4] La cellule d'évaluation peut, le cas échéant, consulter les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

Art. 32 e) Décision, attribution et réévaluation des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

[1] Sur la base du préavis de la cellule d'évaluation, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi de mesures renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) auprès d'un ou d'une prestataire agréé-e ainsi que, le cas échéant, de mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, notamment sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie.

Art. 30 c) Zugang zu verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM)

[1] Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) werden von den Eltern bei der unabhängigen Abklärungsstelle beantragt.

[2] Die Eltern werden von den Fachpersonen, die ihr Kind betreuen, bei der Formulierung ihres Antrags beraten.

[3] Vorab müssen die Eltern und die Lehrperson eine Standortbestimmung nach einem vorgegebenen Verfahren erstellen.

[4] Ausnahmsweise können auch die Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, ohne Einbezug der Eltern den Antrag gemäss Absatz 1 stellen, wenn der besondere Bildungsbedarf der Schülerin oder des Schülers klar erwiesen ist. In diesem Fall kann das Sonderschulinspektorat die Bilanzberichte und Diagnosen, die für die Beurteilung durch die unabhängige Abklärungsstelle benötigt werden, anordnen.

Art. 31 d) Unabhängig Abklärungsstelle

[1] Die Direktion schafft eine unabhängige Abklärungsstelle und bestimmt ihre Mitglieder.

[2] Die Abklärungsstelle kann für den vom Antrag betroffenen Fachbereich kompetente Sachverständige beiziehen.

[3] Gestützt auf das vom interdisziplinären Netzwerk vorbereitete Dossier ermittelt die unabhängige Abklärungsstelle den Bedarf an verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) und gibt eine Stellungnahme zum Umfang, zur Art und zum Durchführungsort der Massnahmen ab. Diese Stellungnahme zuhanden der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors ist Teil des standardisierten Abklärungsverfahrens gemäss Artikel 7 des Sonderpädagogik-Konkordats und wird den Eltern zur Kenntnisnahme mitgeteilt.

[4] Die unabhängige Abklärungsstelle kann gegebenenfalls die das Kind oder die Schülerin bzw. den Schüler betreuenden Fachpersonen konsultieren, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich.

Art. 32 e) Entscheid, Verfügung und Neubeurteilung verstärkter sonderpädagogischer Massnahmen (VM)

[1] Gestützt auf die Empfehlung der unabhängigen Abklärungsstelle verfügt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch einen anerkannten Leistungsanbieter und gegebenenfalls sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen, namentlich durch eine Assistenzperson.

[2] La mesure est réévaluée en principe tous les deux ans et peut faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Art. 33 f) Projet pédagogique individualisé

Un projet pédagogique individualisé est déterminé pour chaque bénéficiaire de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) par l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e.

Art. 34 g) Plan individuel de transition

Un plan individuel de transition est déterminé deux ans avant la fin de la scolarité obligatoire pour chaque bénéficiaire de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) par les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

Art. 35 h) Mise en place et suivi des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

[1] La direction d'établissement ou de l'école spécialisée veille à la mise en place des mesures renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

[2] Avant la fin de la scolarité, la direction d'établissement ou de l'école spécialisée appuie les parents dans les démarches nécessaires en vue de la transition vers les formations postobligatoires, le cas échéant auprès de l'assurance-invalidité, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

[3] Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

Art. 36 Période postscolaire

[1] La direction de l'établissement du secondaire supérieur veille à la mise en place des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

[2] Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

[2] In der Regel wird die Massnahme alle zwei Jahre überprüft; die Überprüfung kann in einem vereinfachten Verfahren erfolgen.

Art. 33 f) Förderplan

Für jede Empfängerin und jeden Empfänger einer verstärkten sonderpädagogischen Massnahme (VM) erstellt die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge einen Förderplan.

Art. 34 g) Individueller Übergangsplan

Für alle Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) erhalten, erarbeiten die beteiligten Fachpersonen zwei Jahre vor Ende der obligatorischen Schulzeit einen individuellen Übergangsplan.

Art. 35 h) Umsetzung und Begleitung verstärkter sonderpädagogischer Massnahmen (VM)

[1] Die Leitung der Schule oder der Sonderschule sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

[2] Vor dem Ende der obligatorischen Schulzeit trifft die Schulleitung oder die Leitung der Sonderschule mit den Eltern und in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich, die nötigen Vorkehrungen für den Übergang in die nachobligatorische Ausbildung, gegebenenfalls auch bei der Invalidenversicherung.

[3] Die Vertreterinnen und Vertreter der Ärzteschaft und der Kindesschutzbehörde, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, nehmen nach Bedarf ebenfalls an den Netzwerktreffen teil.

Art. 36 Nachschulbereich

[1] Die Schuldirektion der Mittelschule sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

[2] Die Vertreterinnen und Vertreter der Ärzteschaft und der Kindesschutzbehörde, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, nehmen nach Bedarf ebenfalls an den Netzwerktreffen teil.

[3] L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.

[4] La prolongation de scolarisation en école spécialisée est demandée par les parents conformément aux articles 30 à 32.

TITRE IV

Financement de l'offre en matière de pédagogie spécialisée

Art. 37 Institutions de pédagogie spécialisée reconnues

[1] L'Etat et les communes prennent en charge le déficit d'exploitation des institutions de pédagogie spécialisée reconnues admis par l'Etat.

[2] Ils participent au financement des investissements par la prise en considération, dans le compte d'exploitation, des charges d'intérêts et d'amortissement.

[3] Le financement est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

[4] Les comptes des institutions de pédagogie spécialisée sont présentés sur la base d'un plan comptable admis par l'Etat.

[5] Le budget des institutions de pédagogie spécialisée est construit sur la base des directives en vigueur à l'Etat et du même plan comptable que celui qui est utilisé pour la présentation des comptes. Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur le mode de calcul.

Art. 38 Autres prestations

[1] Les mesures d'éducation précoce spécialisées sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

[2] Les mesures pédago-thérapeutiques de logopédie pour les périodes préscolaire, scolaire en cas d'exception accordée par la cellule d'évaluation conformément à l'article 23 al. 2 et postscolaire, dispensées par des prestataires indépendants, sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

[3] Les mesures pédago-thérapeutiques de psychomotricité pour les périodes préscolaire et postscolaire, dispensées par des prestataires indépendants, sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

[3] Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.

[4] Die Verlängerung der Schulzeit in einer Sonderschule wird von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.

IV. TITEL

Finanzierung des sonderpädagogischen Angebots

Art. 37 Anerkannte sonderpädagogische Einrichtungen

[1] Der Staat und die Gemeinden übernehmen das vom Staat zugelassene Betriebsdefizit der anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen.

[2] Sie beteiligen sich an der Finanzierung der Investitionskosten, indem sie den Zinsaufwand und die Abschreibungen in der Betriebsrechnung der Einrichtungen berücksichtigen.

[3] Die Finanzierung wird zu 45% vom Kanton und zu 55% von den Gemeinden übernommen.

[4] Die Jahresrechnungen der sonderpädagogischen Einrichtungen sind auf der Grundlage eines vom Staat zugelassenen Kontenplans vorzulegen.

[5] Der Voranschlag der sonderpädagogischen Einrichtungen wird auf der Grundlage der geltenden Richtlinien des Staates und des gleichen Kontenplans wie für die Präsentation der Jahresrechnung erstellt. Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Berechnungsmodalitäten.

Art. 38 Weitere Leistungen

[1] Die Kosten der heilpädagogischen Früherziehung gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

[2] Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie im Vorschul- und im Nachschulbereich sowie während der obligatorischen Schulzeit, in der sie gemäss Artikel 23 Abs. 2 in Ausnahmefällen von der unabhängigen Abklärungsstelle gewährt werden, werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

[3] Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Psychomotorik im Vorschul- und im Nachschulbereich werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

[4] Les mesures de soutien d'ordre professionnel dans le cadre d'une formation postobligatoire sont supportées par l'assurance-invalidité (AI) selon la législation spécifique, sauf pour les élèves qui prolongent leur scolarité en institutions de pédagogie spécialisée.

[5] Les tarifs des mesures pédago-thérapeutiques sont fixés dans une convention passée entre les prestataires indépendants et la Direction.

Art. 39 Prestataires d'autres cantons

[1] Les prestations fournies par d'autres cantons sont financées selon les modalités prévues conventionnellement entre les cantons.

[2] Le financement de ces prestations est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Art. 40 Répartition intercommunale

La part mise à la charge de l'ensemble des communes est répartie entre elles en proportion du chiffre de leur population dite légale.

Art. 41 Paiement

[1] L'Etat paie tous les frais scolaires.

[2] Il récupère périodiquement les montants dus par chaque commune.

Art. 42 Participation financière des parents ou de l'élève majeur-e

Une participation des parents ou de l'élève majeur-e peut être exigée pour les frais des fournitures scolaires et de certaines activités scolaires ou parascolaires ainsi que pour les frais des repas et/ou des nuitées dans les structures de jour ou à caractère résidentiel.

TITRE V

Voies de droit

Art. 43 Décision du corps enseignant ou de l'institution de pédagogie spécialisée, réclamation

[1] Toute décision du corps enseignant d'une institution de pédagogie spécialisée ou de son organe directeur qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'une réclamation écrite des parents.

[4] Die beruflichen Massnahmen im Rahmen einer nachobligatorischen Ausbildung werden von der Invalidenversicherung (IV) nach Massgabe der entsprechenden Gesetzgebung übernommen, ausser für Schülerinnen und Schüler, die ihre schulische Ausbildung in einer sonderpädagogischen Einrichtung verlängern.

[5] Die Tarife der pädagogisch-therapeutischen Massnahmen werden in einer Vereinbarung festgelegt, die zwischen den freischaffenden Leistungsanbietern und der Direktion abgeschlossen wird.

Art. 39 Ausserkantonale Leistungsanbieter

[1] Die von anderen Kantonen erbrachten Leistungen werden gemäss den Modalitäten der interkantonalen Vereinbarungen finanziert.

[2] Die Kosten dieser Leistungen werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Art. 40 Aufteilung auf die Gemeinden

Der Anteil, der zulasten sämtlicher Gemeinden geht, wird im Verhältnis ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung aufgeteilt.

Art. 41 Zahlung

[1] Der Staat bezahlt sämtliche Schulkosten.

[2] Er zieht periodisch die von jeder Gemeinde geschuldeten Beträge ein.

Art. 42 Finanzielle Beteiligung der Eltern oder der volljährigen Schülerinnen und Schüler

Von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern kann eine finanzielle Beteiligung an den Kosten des Schulmaterials und bestimmter schulischer oder ausserschulischer Aktivitäten sowie an den Kosten der Mahlzeiten und/oder der Übernachtungen in Tagesstrukturen oder Strukturen zur stationären Unterbringung verlangt werden.

V. TITEL

Rechtsmittel

Art. 43 Einsprache gegen einen Entscheid der Lehrpersonen oder der sonderpädagogischen Einrichtung

[1] Jeder Entscheid einer Lehrperson einer sonderpädagogischen Einrichtung oder ihres leitenden Organs, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Einsprache schriftlich angefochten werden.

[2] La réclamation est adressée à l'inspecteur ou à l'inspectrice spécialisé-e, qui statue à bref délai.

[3] Le Conseil d'Etat règle la procédure de réclamation.

Art. 44 Décision de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé e, recours

[1] Toute décision d'un inspecteur ou d'une inspectrice spécialisé-e qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'un recours des parents à la Direction.

[2] Sauf décision contraire de la Direction, le recours n'a pas d'effet suspensif.

Art. 45 Décisions communales

Les décisions rendues par les organes d'une commune ou d'une association de communes peuvent être attaquées conformément à la législation sur les communes.

Art. 46 Différends administratifs

[1] Les différends entre communes, entre associations de communes ou entre communes et associations de communes sont tranchés conformément à la législation sur les communes. Ils relèvent toutefois de la Direction lorsque les parties ne sont pas du même district.

[2] Les différends entre une commune et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e ou entre une institution de pédagogie spécialisée et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e sont tranchés par la Direction.

Art. 47 Plainte des parents

[1] Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, les parents peuvent porter plainte contre les actes ou les omissions d'un enseignant ou d'une enseignante spécialisé-e, de l'organe directeur d'une institution de pédagogie spécialisée ou de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e, qui les atteignent personnellement et gravement, eux-mêmes ou leurs enfants, et qui violent des dispositions de la présente loi et des règlements.

[2] Toutefois, la plainte n'est ouverte qu'après épuisement des éventuelles voies de droit internes des institutions de pédagogie spécialisée.

[2] Die Einsprache ist an die Sonderschulinspektorin oder den Sonderschulinspektor zu richten, die oder der in kurzer Frist entscheidet.

[3] Der Staatsrat regelt das Einspracheverfahren.

Art. 44 Beschwerde gegen einen Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors

[1] Jeder Entscheid einer Sonderschulinspektorin oder eines Sonderschulinspektors, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Beschwerde an die Direktion angefochten werden.

[2] Ohne gegenteiligen Entscheid der Direktion hat die Beschwerde keine aufschiebende Wirkung.

Art. 45 Entscheide der Gemeinde

Die Entscheide, die von den Organen einer Gemeinde oder eines Gemeindeverbands gefällt werden, können gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden angefochten werden.

Art. 46 Verwaltungsstreitigkeiten

[1] Streitigkeiten zwischen Gemeinden, zwischen Gemeindeverbänden oder zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden werden nach der Gesetzgebung über die Gemeinden entschieden. Gehören die Parteien jedoch nicht demselben Bezirk an, so ist die Direktion zuständig.

[2] Über Streitigkeiten zwischen einer Gemeinde und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor oder zwischen einer Sonderschule und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor entscheidet die Direktion.

Art. 47 Aufsichtsbeschwerde der Eltern

[1] Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder der Beschwerde nicht gegeben, so können die Eltern Aufsichtsbeschwerde gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Lehrperson, des leitenden Organs einer sonderpädagogischen Einrichtung oder der Sonderschulinspektorin bzw. des Sonderschulinspektors, die sie oder ihre Kinder persönlich und schwerwiegend treffen und die gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und der Reglemente verstossen, einreichen.

[2] Die Aufsichtsbeschwerde kann nur nach Ausschöpfung allfälliger interner Rechtsmittel der sonderpädagogischen Einrichtungen eingereicht werden.

[3] L'autorité de plainte statue sur le bien-fondé de la plainte et en informe le plaignant ou la plaignante.

[4] Les frais de procédure peuvent être mis à la charge de l'auteur-e d'une plainte téméraire ou abusive.

[5] Le plaignant ou la plaignante peut, dans les dix jours, recourir à la Direction contre la décision qui déclare la plainte irrecevable ou mal fondée ou qui met des frais de procédure à sa charge.

[6] Le Conseil d'Etat désigne les autorités de plainte et règle la procédure.

TITRE VI

Dispositions finales

Art. 48 Dispositions transitoires

[1] Les dispositions prévues aux articles 24 à 26 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Les dispositions relatives aux articles 23 al. 2 et 3 et 38 al. 5 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 49 Abrogations

Sont abrogées:

a) la loi du 19 juin 2008 concernant le financement des mesures de nature pédago-thérapeutique dispensées par des prestataires privés agréés (RSF 410.6);

b) la loi du 22 septembre 1994 sur l'enseignement spécialisé (RSF 411.5.1).

Art. 50 Entrée en vigueur et referendum

[1] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

[3] Die Beschwerdeinstanz beurteilt, ob die Aufsichtsbeschwerde begründet ist, und teilt dies der beschwerdeführenden Partei mit.

[4] Wird eine Aufsichtsbeschwerde leichtfertig oder missbräuchlich erhoben, so können die Verfahrenskosten der beschwerdeführenden Partei auferlegt werden.

[5] Die beschwerdeführende Partei kann innert zehn Tagen bei der Direktion gegen den Entscheid, mit dem die Klage für unzulässig oder unbegründet erklärt wird oder Verfahrenskosten auferlegt werden, Beschwerde führen.

[6] Der Staatsrat bezeichnet die Beschwerdebehörden und regelt das Verfahren.

VI. TITEL

Schlussbestimmungen

Art. 48 Übergangsbestimmungen

[1] Die Bestimmungen der Artikel 24–26 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

[2] Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

Art. 49 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

a) das Gesetz vom 19. Juni 2008 über die Finanzierung der von zugelassenen privaten Anbietern ausgeführten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen (SGF 410.6);

b) das Gesetz vom 22. September 1994 über den Sonderschulunterricht (SGF 411.5.1).

Art. 50 Inkrafttreten und Referendum

[1] Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

[2] Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport DICS
Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD

Rue de l'Hôpital 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 12 06, F +41 26 305 12 14
www.fr.ch/dics

Fribourg, le 24 août 2017

Projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)
—
Propositions de modifications de la LPS (art. 14 et 23) du Conseil d'Etat, présentées par le Commissaire dans le cadre de la session du Grand Conseil de septembre 2017

Art. 14 al. 5 LPS :

Le corps enseignant spécialisé, le personnel de la pédagogie spécialisée ainsi que les thérapeutes engagés par les institutions de pédagogie spécialisée doivent produire, lors de leur engagement, un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Art. 23 al. 4 LPS :

Dans le cadre de leur demande d'agrément, les prestataires indépendants doivent produire un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Commentaire complétant le message accompagnant le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) du 28 novembre 2016:

Une modification de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers), laquelle sera prochainement soumise au Grand Conseil, introduit l'obligation de consulter l'extrait spécial du casier judiciaire avant l'engagement de tout-e employé-e de l'Etat ayant une activité impliquant des contacts réguliers avec des mineur-e-s. Le Conseil d'Etat souhaite étendre la mesure aux nouveaux engagements au sein des institutions notamment de pédagogie spécialisée.

La DICS n'est pas l'employeur du personnel engagé par les institutions de pédagogie spécialisée, mais reconnaît ces institutions et exerce la haute surveillance sur ces dernières. A ce titre, il convient d'exiger, lors de l'engagement du corps enseignant spécialisé, du personnel de la pédagogie spécialisée ainsi que des thérapeutes par les institutions de pédagogie spécialisée, la présentation d'un extrait spécial du casier judiciaire.

La DICS est également chargée d'agréer les prestataires indépendants et est l'autorité de surveillance de ces derniers dans ce cadre. Pour cette raison et par cohérence avec l'obligation de présenter l'extrait spécial du casier judiciaire pour le personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité du canton introduite dans la loi scolaire en relation avec la modification de la LPers, une telle exigence est à imposer dans le cadre de l'agrégation des prestataires indépendants par la DICS.

Les travaux en lien avec la modification de la LPers n'étant pas terminés au moment où la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) clôturait ses séances, la DICS propose d'insérer ces éléments dans le cadre de la session du Grand Conseil consacré à la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS).

(Voir message du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 16 août 2017 accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) et la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE)).

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport DICS
Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD

Spitalgasse 1, 1701 Freiburg

T +41 26 305 12 06, F +41 26 305 12 14
www.fr.ch/eksd

Freiburg, 24. August 2017

Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG)
—
Vorschläge des Staatsrates zur Änderung des SPG (Art. 14 und 23), präsentiert vom Berichterstatter in der Septembersession 2017 des Grossen Rates

Art. 14 Abs. 5 SPG:

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, das sonderpädagogische Fachpersonal sowie die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Therapeutinnen und Therapeuten müssen bei ihrer Anstellung einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich noch einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 23 Abs. 4 SPG:

Die freischaffenden Leistungsanbieter müssen im Rahmen ihres Anerkennungsgesuchs einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich noch einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Ergänzender Kommentar zur Botschaft zum Vorentwurf des Gesetzes über die Sonderpädagogik (SPG) vom 28. November 2016:

Eine Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG), das demnächsten dem Grossen Rat unterbreitet wird, führt die Pflicht ein, von sämtlichen Staatsmitarbeitenden, deren Tätigkeit einen regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen beinhaltet, vor deren Anstellung einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister zu verlangen. Der Staatsrat möchte diese Massnahme auch auf die Neuanstellungen bei den sonderpädagogischen Einrichtungen ausweiten.

Die EKSD ist nicht die Arbeitgeberin des von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Personals, anerkennt jedoch diese Einrichtungen und übt die Aufsicht über sie aus. Daher sollte bei der Anstellung von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, sonderpädagogischem Fachpersonal sowie die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Therapeutinnen und Therapeuten ebenfalls ein Sonderprivatauszug aus dem Strafregister verlangt werden.

Die EKSD hat auch die Aufgabe, die freischaffenden Leistungsanbieter anzuerkennen.. Aus diesem Grund und in Überstimmung mit der Pflicht zur Vorlage des Sonderprivatauszugs aus dem Strafregister für das Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste der Gemeinden, die in Zusammenhang mit der Änderung des StPG ins Schulgesetzt eingefügt wurde, ist eine solche Anforderungen auch bei der Anerkennung freischaffender Leistungsanbieter durch die EKSD zu verlangen.

Da die Arbeiten in Zusammenhang mit der Änderung des StPG nach Abschluss der Beratungen der der parlamentarischen Kommission noch nicht fertiggestellt waren, schlägt die EKSD vor, diese Bestimmungen in der Session des Grosses Rates, in der dieser das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) beraten wird, zu behandeln.

(Siehe den erläuternden Bericht des Staatsrats an den Grossen Rat vom 16. August 2017 zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG)und des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG)).

Projet de loi sur la pédagogie spécialisée

Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable du Département des infrastructures de l'État de Vaud. http://www.vd.ch/durable

Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Mottas Hervé
Email : herve.mottas@fr.ch
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : S2

Co-auteurs

Nom et prénom : Passer Laurent
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : SG-DICS

Nom et prénom : Wicht Herbert
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : SESAM

Informations sur le projet

Description : Projet de loi cantonale sur la pédagogie spécialisée
Comparé au statu quo
Limite spatiale: canton de Fribourg
Limite temporelle: 15 ans

Effet levier Moyen

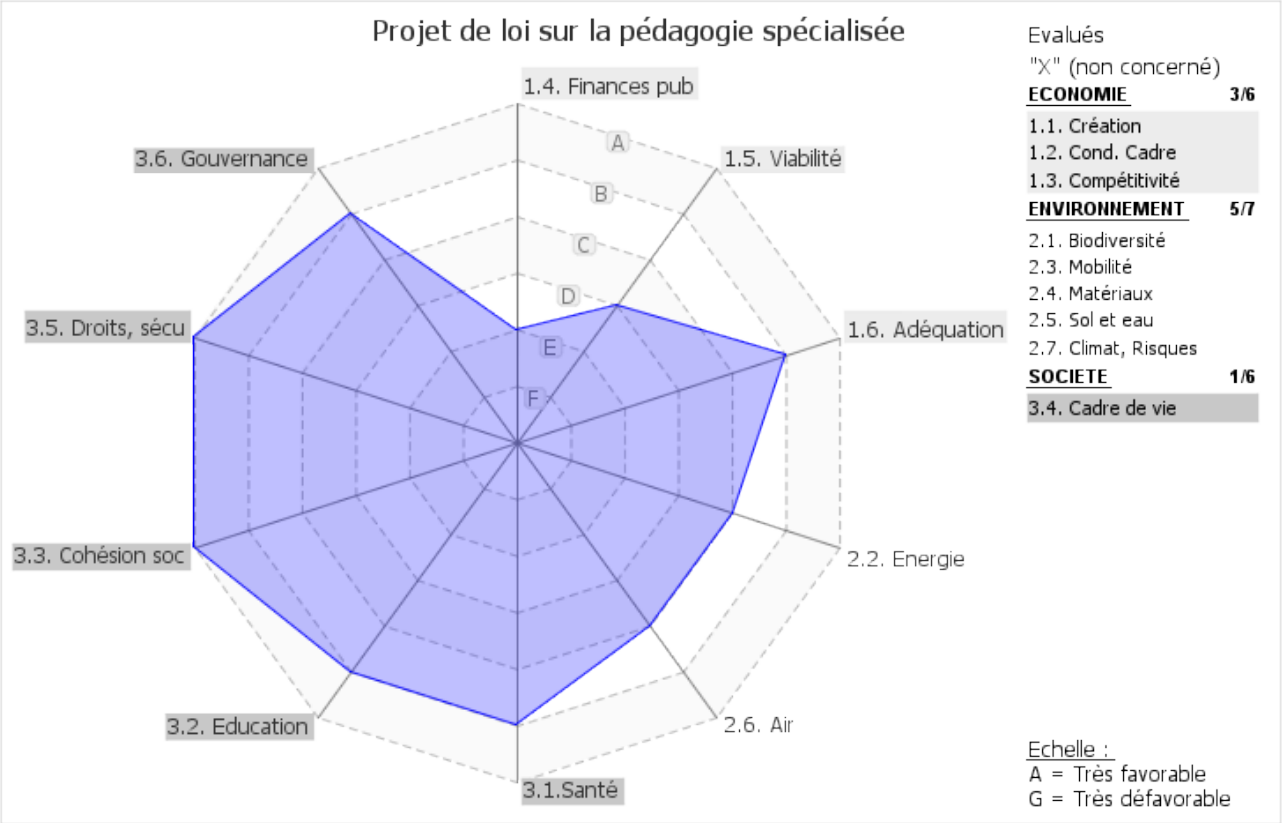
Domaines concernés :

Economie	Environnement	Société
Légèrement	Légèrement	Significativement

Commentaire général sur l'évaluation

Les effets sur le développement durable, selon l'art. 197 LCG, ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision légale. Les effets de cette révision se déploient principalement sur le domaine sociétal et légèrement sur les domaines économique et environnemental. Ils se concentrent essentiellement sur les aspects suivants liés notamment à la cohésion sociale et à l'égalité des chances:
- Principe d'intégration
- Passage d'un système d'assurance à un système de formation
- Scolarisation dans l'établissement spécialisé le mieux adapté aux besoins de l'élève; soit en classe ordinaire, soit en classe spéciale auprès d'institutions subventionnées par l'Etat
- Le projet de loi assure une cohérence de 0 à 20 ans durant les périodes pré-scolaire, scolaire et post-scolaire

Évaluation de chaque critère



Échelle de notation

A	Très favorable
B	Favorable
C	Favorable avec quelques réserves
D	Moyen
E	Défavorable avec quelques points favorables
F	Défavorable
G	Très défavorable
X	Pas concerné

Récapitulatif des critères

Economie	Environnement	Société
1.1. Création et distribution de richesses	2.1. Diversité biologique et espace naturel	3.1. Santé et prévention
1.2. Conditions cadre pour l'économie	2.2. Energie	3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles
1.3. Compétitivité de l'économie et innovation	2.3. Mobilité et territoire	3.3. Cohésion sociale
1.4. Finances publiques	2.4. Consommation de matériaux et recyclage	3.4. Cadre de vie et espace public
1.5. Faisabilité et viabilité du projet	2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau	3.5. Droits et sécurité
1.6. Conformité et adéquation aux besoins	2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur	3.6. Gouvernance, vie politique et associative
	2.7. Changement climatique et risques	

Economie

1.1. Création et distribution de richesses — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.2. Conditions cadre pour l'économie — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.3. Compétitivité de l'économie et innovation — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.4. Finances publiques — E - Défavorable avec quelques points favorables

Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique / Collaborations régionales et suprarégionales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Nouveaux postes d'auxiliaires de vie scolaire, mais respect du cadre budgétaire.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.5. Faisabilité et viabilité du projet — D - Moyen

Liste des sous-critères :

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Analyse des besoins puis négociations budgétaires.

Les investissements sont également analysés chaque année.

Pas de modification des pratiques actuelles.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.6. Conformité et adéquation aux besoins — B - Favorable

Liste des sous-critères :

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

Commentaires :

Justification de l'évaluation : But: exploitation optimale des crédits alloués.

Standards de qualité de la CDIP garantis par le canton.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Environnement

2.1. Diversité biologique et espace naturel — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.2. Energie — C - Favorable avec quelques réserves

Liste des sous-critères :

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie / Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : L'Etat est particulièrement attentif aux dépenses énergétiques. Ses représentants visitent régulièrement les institutions subventionnées pour trouver des éventuelles économies notamment en cas de rénovation ou de remplacement de certains éléments liés au chauffage.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.3. Mobilité et territoire — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les écoles ne sont pas déplacées.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.4. Consommation de matériaux et recyclage — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau — X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur — C - Favorable avec quelques réserves

Liste des sous-critères :

Emissions d'oxydes d'azote et de souffre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Pour chaque projet de rénovation du système de chauffage, l'Etat est attentif aux aspects écologiques.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.7. Changement climatique et risques	X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Société

3.1. Santé et prévention	B - Favorable

Liste des sous-critères :

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Nouveau: concept de logopédie dans le domaine préscolaire intégrant les aspects de prévention et d'interventions spécifiques.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles	B - Favorable

Liste des sous-critères :

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Cette base légale prévoit qu'une attention particulière soit portée durant les phases de transition, notamment entre l'école obligatoire et le postobligatoire. Renforcement de la cohérence de la formation, couverture de 0 à 20 ans.

Le concept prévoit la création d'un poste de travail pour une personne qui assurera l'orientation des élèves ayant un projet intégratif mais ne bénéficiant pas du soutien de l'AI.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.3. Cohésion sociale	A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

Commentaires :

Justification de l'évaluation : L'article 2 de cette loi confirme le principe d'intégration mis en oeuvre dans le canton depuis 1999.

La mise en place des auxiliaires scolaires renforcera encore les solutions intégratives.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.4. Cadre de vie et espace public	X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres / Développement socioculturel local et régional

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.5. Droits et sécurité	A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la population / Services d'urgence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : L'ensemble de l'offre en matière de pédagogie spécialisée a pour objectif d'oeuvrer pour l'égalité des chances et, donc, pour la stabilité sociale. On souhaite trouver des solutions pour tous les enfants qui en ont besoin.

L'offre couvre l'ensemble du canton et les deux parties linguistiques.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.6. Gouvernance, vie politique et associative	B - Favorable

Liste des sous-critères :

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures

d'organisation plus efficaces

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Large consultation - 2012 pour le concept et 2015 pour l'avant-projet de loi - et 14 groupes de travail pour s'assurer de l'acceptabilité du projet.

Il y aura encore d'autres contacts qui seront pris pour faciliter la mise en oeuvre du concept cantonal de pédagogie spécialisée en lien avec la future loi sur la pédagogie spécialisée qui en constituera la base légale.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

GRAND CONSEIL **2015-DICS-37**

Projet de loi: Pédagogie spécialisée

Commission ordinaire CO-2016-124 : propositions de la commission

---

Présidence : Katharina Thalmann-Bolz

Membres : Gabrielle Bourguet, Antoinette de Weck, Gaétan Emonet, Benjamin Gasser, Nadine Gobet, Madeleine Hayoz, Nicole Lehner-Gigon, Anne Meyer Loetscher, André Schneuwly, Markus Zosso

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 2 al. 1

[1] La pédagogie spécialisée vise à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale et professionnelle possible.

A1

[1] Ziel der Sonderpädagogik ist es, Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in ihrer Autonomie, beim Erwerb von Kenntnissen und Fertigkeiten, in der Persönlichkeitsentwicklung und Sozialkompetenz zu fördern, damit sie so weit wie möglich am gesellschaftlichen und beruflichen Leben teilhaben können.

Art. 2 al. 2

Ne concerne que le texte allemand.

A2

[2] Sie trägt dazu bei, ~~die~~ das Umfeld der Förderung und Schulung bestmöglich anzupassen.

GROSSER RAT **2015-DICS-37**

Gesetzsentwurf: Sonderpädagogik

Ordentliche Kommission OK-2016-124: Anträge der Kommission

Präsidium : Katharina Thalmann-Bolz

Mitglieder : Gabrielle Bourguet, Antoinette de Weck, Gaétan Emonet, Benjamin Gasser, Nadine Gobet, Madeleine Hayoz, Nicole Lehner-Gigon, Anne Meyer Loetscher, André Schneuwly, Markus Zosso

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 2 Abs. 1

[1] Ziel der Sonderpädagogik ist es, Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in ihrer Autonomie, beim Erwerb von Kenntnissen und Fertigkeiten, in der Persönlichkeitsentwicklung und Sozialkompetenz zu fördern, damit sie so weit wie möglich am gesellschaftlichen und beruflichen Leben teilhaben können.

Art. 2 Abs. 2

[2] Sie trägt dazu bei, ~~die~~ das Umfeld der Förderung und Schulung bestmöglich anzupassen.

Art. 3 let. b		**Art. 3 Bst. b**
[3 Les principes de base de la présente loi sont les suivants :] b) les solutions de scolarisation intégrative ainsi que la proximité des prestations avec le lieu de scolarisation sont privilégiées, cela dans le respect de l'intérêt ~~supérieur~~, du bien-être et des possibilités de développement de l'élève concerné-e et compte tenu de l'environnement et de l'organisation scolaires ainsi que de la coordination avec l'ensemble des autres mesures ; le principe de proportionnalité prévaut ;	**A3**	[3 Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:] b) Integrative Lösungen sowie die Nähe des Angebots zum Schulort haben Vorrang, wobei das Kindeswohl, das Wohlbefinden und die Entwicklungsmöglichkeiten der betroffenen Schülerin oder des betroffenen Schülers, das schulische Umfeld sowie die Koordination mit sämtlichen anderen Massnahmen berücksichtigt werden. Es gilt der Grundsatz der Verhältnismässigkeit.
Art. 3 let. c		**Art. 3 Bst. c**
[3 Les principes de base de la présente loi sont les suivants :] c) le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée ; cependant, une participation financière peut être exigée des parents ou de l'élève majeur conformément à l'article 42 ;	**A4**	[3 Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:] c) In der Sonderpädagogik gilt der Grundsatz der Unentgeltlichkeit; jedoch kann von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern gemäss Artikel 42 eine finanzielle Beteiligung verlangt werden.
Art. 5 al. 2 let. b		**Art. 5 Abs. 2 Bst. b**
[Ne concerne que le texte allemand.]	**A5**	[2 Das Angebot umfasst folgende Leistungen:] b) Die Logopädie richtet sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten. Die logopädischen Massnahmen umfassen die Prävention und die Abklärung von Sprach- und ~~Kommunikationsproblemen~~ Kommunikationsstörungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien sowie die Beratung von Eltern und beteiligten Fachpersonen.
Art. 5 al. 2 let. c		**Art. 5 Abs. 2 Bst. c**
[2 L'offre couvre les prestations suivantes :] c) la psychomotricité, qui s'adresse aux enfants qui présentent des troubles ~~graves~~ de l'interaction entre les domaines de développement de la perception, de la pensée et du comportement, ainsi que de leur expression sur le plan corporel, consiste en l'évaluation de ces troubles, la conduite de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes.	**A6**	[2 Das Angebot umfasst folgende Leistungen:] c) Die Psychomotorik ist für Kinder mit ~~schweren~~ Störungen in der Wechselwirkung der Entwicklungsebenen Wahrnehmung, Denken und Verhalten sowie in ihrem körperlichen Ausdruck bestimmt. Sie umfasst die Abklärung dieser Störungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien und die Beratung der Eltern und beteiligten Fachpersonen.

Art. 5 al. 3		**Art. 5 Abs. 3**
[3] Les mesures de l'éducation précoce spécialisée sont dispensées sous forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Ces mesures peuvent exceptionnellement être ~~prolongées~~ dispensées au maximum deux ans dès l'entrée effective dans la scolarité obligatoire.	**A7**	[3] Heilpädagogische Früherziehung (HFE) erfolgt in Form von niederschwelligen sonderpädagogischen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massahmen (VM). In besonderen Fällen können diese Massnahmen ~~um~~ bis maximal zwei Jahre nach Eintritt in die obligatorische Schule ~~verlängert~~ erbracht werden.
Art. 5 al. 4		**Art. 5 Abs. 4**
[4] Les mesures de logopédie et de psychomotricité, dispensées sous forme de mesures pédago-thérapeutiques, s'adressent aux enfants de leur naissance jusqu'au terme de la première année de l'école ~~primaire~~ obligatoire (1^{H}).	**A8**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 6 al. 1		**Art. 6 Abs. 1**
[1] Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. Lorsque existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné-e ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans l'engagement de ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci ou celle-ci est scolarisé-e dans une ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée la mieux adaptée à ses besoins.	**A9**	[1] Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Ausnahmsweise werden sie in einer besser an ihre Bedürfnisse angepassten ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, wenn in der Regelschule die Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers gefährdet sind oder das schulische Umfeld und die Schulorganisation nur mit unverhältnismässigem Aufwand an deren oder dessen Bedürfnisse angepasst werden können.
Art. 6 al. 2, phr. intr.		**Art. 6 Abs. 2, einl. Satz**
[2] ~~L'école ordinaire offre les mesures~~ Dans le cadre de l'école ordinaire, l'offre couvre les prestations suivantes :	**A10**	[2] ~~Die Regelschule bietet folgende Massnahmen an~~ Im Rahmen der Regelschule werden folgende Massnahmen angeboten:
Art. 6 al. 2 let. c		**Art. 6 Abs. 2 Bst. c**
[[2] Dans le cadre de l'école ordinaire, l'offre couvre les prestations suivantes :] c) les soutiens spécialisés dispensés par des centres de ressources notamment pour les handicaps visuels ou auditifs (MAR) ;	**A11**	[[2] Im Rahmen der Regelschule werden folgende Massnahmen angeboten :] c) spezialisierte Unterstützungsmassnahmen, die von Fördereinrichtungen namentlich für Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung erbracht werden (VM);
Art. 6 al. 3, phr. intr.		**Art. 6 Abs. 3, einl. Satz**
[3] ~~L'école spécialisée offre les mesures~~ Dans le cadre des institutions de pédagogie spécialisée, l'offre couvre les prestations suivantes :	**A12**	[3] ~~Die Sonderschule bietet folgende Massnahmen an~~ An den Sonderpädagogischen Einrichtungen werden folgende Massnahmen angeboten:

Art. 6 al. 3 let. a		**Art. 6 Abs. 3 Bst. a**
[3 L'école spécialisée offre les mesures suivantes :] a) les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) ;	**A13**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 6 al. 3 let. c		**Art. 6 Abs. 3 Bst. c**
[3 L'école spécialisée offre les mesures suivantes :] c) ~~l'offre de~~ la prise en charge à caractère résidentiel ou en structure de jour.	**A14**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 7 al. 2		**Art. 7 Abs. 2**
2 Les mesures offertes en période postscolaire visent à une autonomie maximale de l'élève ainsi qu'à son intégration future dans le monde du travail. Elles peuvent consister notamment en conseils en orientation professionnelle, en prolongation de scolarisation en ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée (MAR) ou en mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité.	**A15**	2 Die im Nachschulbereich angebotenen Massnahmen sind darauf angelegt, dass die Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich später in die Arbeitswelt eingliedern können. Das Angebot besteht unter anderem aus Berufsberatung, Schulverlängerung in der ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung (VM) sowie aus pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik.
Art. 8, titre médian		**Art. 8, Artikelüberschrift**
Conditions-cadre en matière de ~~prestations de~~ transports scolaires	**A16**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 8 al. 1 et 2		**Art. 8 Abs. 1 und 2**
1 Le Conseil d'Etat fixe les conditions-cadre d'organisation et de remboursement des prestations de transports nécessaires à la fréquentation d'une ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée. 2 Les frais de transports nécessaires à la fréquentation des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée sont pris en charge par l'Etat à raison de 45 % et par les communes à raison de 55 %.	**A17**	1 Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen für die Organisation und die Vergütung der Schülertransporte, die für den Besuch einer ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung notwendig sind. 2 Die Kosten der Schülertransporte, die für den Besuch von ~~Sonderschulen~~ sonderpädagogischen Einrichtungen notwendig sind, gehen zu 45 % zulasten des Staates und zu 55 % zulasten der Gemeinden.
Art. 11 al.. 1		**Art. 11 Abs. 1**
1 Le canton est divisé en arrondissements fixés par le Conseil d'Etat pour l'inspection des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée.	**A18**	1 Der Kanton ist für die Inspektion der ~~Sonderschulen~~ sonderpädagogischen Einrichtungen in Inspektoratskreise eingeteilt, die der Staatsrat festlegt.

Art. 11 Abs. 2		**Art. 11 Abs. 2**
[2] L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est responsable, dans son arrondissement et, dans le cadre des orientations décidées par les autorités cantonales, de la qualité du fonctionnement des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée et de la formation qui y est dispensée ainsi que du conseil à l'école ordinaire dans ses aspects pédagogiques, didactiques et éducatifs spécialisés.	**A19**	[2] Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor ist in ihrem oder seinem Kreis und im Rahmen der von den kantonalen Behörden beschlossenen Vorgaben verantwortlich für die Qualität des Betriebs der ~~Sonderschulen~~ sonderpädagogischen Einrichtungen und des dort erteilten Unterrichts sowie für die sonderpädagogische Beratung der Regelschule in pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Belangen.
Art. 11 al. 4		**Art. 11 Abs. 4**
[4] L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e doit être titulaire d'un diplôme d'enseignement spécialisé reconnu par la ~~CDIP~~ Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : la CDIP) et être au bénéfice de plusieurs années d'expérience de l'enseignement spécialisé ainsi que d'une formation complémentaire adéquate.	**A20**	[4] Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor muss über ein von der ~~EDK~~ Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) anerkanntes Lehrdiplom im Bereich der Sonderpädagogik, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung in Sonderpädagogik und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.
Art. 12, titre médian et art. 12		**Art. 12, Artikelüberschrift und Art. 12**
~~Directions des écoles spécialisées~~ Direction des institutions de pédagogie spécialisée ~~Les directions des écoles spécialisées~~ La direction d'une institution de pédagogie spécialisée exercen~~t~~ les compétences ~~des directions~~ d'une direction d'établissement pour les élèves qui ~~les~~ la fréquentent.	**A21**	~~Leitungen der Sonderschulen~~ Leitung der sonderpädagogischen Einrichtungen ~~Die Leitungen der Sonderschulen üben~~ Die Leitung einer sonderpädagogischen Einrichtung übt für die Schülerinnen und Schüler, die ~~ihre Sonderschulen~~ diese besuchen, die Befugnisse ~~der Schulleiterinnen und Schulleiter sowie der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren~~ einer Schulleitung aus.
Art. 13		**Art. 13**
La formation initiale du corps enseignant spécialisé et du personnel de la pédagogie spécialisée intervenant auprès des enfants et des élèves est définie dans le droit fédéral, les règlements de reconnaissance des diplômes de la ~~Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : la CDIP)~~ CDIP ou par la Direction.	**A22**	Die Grundausbildung des heil- und sonderpädagogischen Fachpersonals, das Kinder sowie Schülerinnen und Schüler unterrichtet, wird im Bundesrecht, in den ~~Anerkennungsreglementen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (die EDK)~~ Diplomanerkennungsreglementen der EDK oder von der Direktion geregelt.

Art. 14 al. 1		**Art. 14 Abs. 1**
[1] ~~Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé et les auxiliaires de vie sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.~~ Le corps enseignant spécialisé et les collaborateurs et collaboratrices pédagogiques spécialisés ainsi que les auxiliaires de vie intervenant à l'école ordinaire sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.	**A23**	[1] ~~Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.~~ Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen und die sonderpädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.
Art. 14 al. 3		**Art. 14 Abs. 3**
[3] ~~La répartition des frais liés à l'engagement du personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé ainsi que ceux qui sont liés à l'engagement des auxiliaires de vie est régie par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.~~ La répartition des frais liés à l'engagement du corps enseignant spécialisé et des auxiliaires de vie sont régis par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.	**A24**	[3] ~~Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des Lehrpersonals für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.~~ Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des heilpädagogischen Lehrpersonals und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.
Art. 18		**Art. 18**
Il est interdit au corps enseignant spécialisé, au personnel de la pédagogie spécialisée, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des enfants ou des élèves ou de leurs proches.	**A25**	Den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, dem sonderpädagogischen Fachpersonal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Kinder, Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in der Ausübung ihrer Tätigkeit erhalten haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

Art. 20 al. 1		**Art. 20 Abs. 1**
[1] ~~Lorsqu'une mesure est octroyée, les services, y compris la cellule d'évaluation, peuvent échanger, sans le consentement des parents ou de l'élève, des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissement et des écoles spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé.~~ Lorsqu'une mesure est octroyée, les services et la cellule d'évaluation peuvent échanger des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissements et d'institutions de pédagogie spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé. Seules les données nécessaires ou utiles à la mise en œuvre de la mesure peuvent être échangées, dans l'intérêt de l'enfant, même sans le consentement des parents.	**A26**	[1] ~~Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter, einschliesslich der unabhängigen Abklärungsstelle, ohne Zustimmung der Eltern oder der Schülerin oder des Schülers Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen austauschen. Dies gilt insbesondere für Schulleitungen und die Leitungen der Sonderschulen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der Sonderschulen.~~ Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter und die Abklärungsstelle, Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen, namentlich den Schulleitungen und den Leitungen der sonderpädagogischen Einrichtungen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der sonderpädagogischen Einrichtungen, austauschen. Dabei dürfen nur Daten ausgetauscht werden, die für die Durchführung der Massnahme nötig oder nützlich sind sowie dem Kindeswohl dienen. Dieser Datenaustausch kann auch ohne Zustimmung der Eltern erfolgen.
Art. 24 al. 1 let. c		**Art. 24 Abs. 1 Bst. c**
[1 Dans le cadre du concept cantonal, la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée qui répondent notamment aux exigences suivantes :] c) disposer d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des enfants et des élèves ;	**A27**	[1 Die Direktion anerkennt im Rahmen des kantonalen Konzepts sonderpädagogische Einrichtungen, die namentlich folgende Voraussetzungen erfüllen:] c) Sie verfügen über eine Infrastruktur, die den angebotenen Massnahmen angepasst ist und den Bedürfnissen der Kinder sowie Schülerinnen und Schüler gerecht wird.
Art. 24 al. 4		**Art. 24 Abs. 4**
4 Les institutions de pédagogie spécialisée acceptent tout ou toute élève que leurs missions et leurs équipements permettent de prendre en charge et de scolariser ~~conformément aux conditions d'accès fixées par la Direction~~.	**A28**	4 Die sonderpädagogischen Einrichtungen nehmen alle Schülerinnen und Schüler auf, die sie im Rahmen ihrer Aufgaben und ihrer Ausstattung betreuen und ~~gemäss den von der Direktion festgelegten Zulassungsbedingungen~~ unterrichten können.

Art. 24 al. 6		**Art. 24 Abs. 6**
[6] Les dispositions générales de la loi scolaire (Chapitre premier) ainsi que ses dispositions relatives au fonctionnement général de l'école, aux parents, ~~et~~ aux élèves et à l'enseignement privé sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée, demeurant réservées les règles spécifiques à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés.	**A29**	[6] Die allgemeinen Bestimmungen des Schulgesetzes (1. Kapitel) sowie dessen Bestimmungen über den allgemeinen Schulbetrieb, über die Eltern, ~~sowie~~ über die Schülerinnen und Schüler sowie über den privaten Unterricht gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Vorbehalten bleiben spezifische Regelungen der Sonderpädagogik sowie diejenigen über die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler.
Art. 25 al. 1		**Art. 25 Abs. 1**
[1] La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la Direction et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les enfants et les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.	**A30**	[1] Die mehrjährige Vereinbarung regelt die allgemeinen Grundsätze der Zusammenarbeit der Direktion und der sonderpädagogischen Einrichtung bei den sonderpädagogischen oder stationären Leistungen für Kinder sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.
Art. 25 al. 2		**Art. 25 Abs. 2**
[2] En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des enfants et des élèves à besoins éducatifs particuliers, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leurs besoins.	**A31**	[2] Im Besonderen stützt sie sich auf die Massnahmen, welche die Selbstständigkeit von Kindern sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen bedürfnisgerechte Leistungen gewährleisten.
Art. 27 al. 3		**Art. 27 Abs. 3**
[3] ~~L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.~~ L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire consulté-e au sens de l'article 23 alinéa 2, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de l'évaluation du ou de la spécialiste, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi d'une mesure.	**A32**	[3] ~~Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.~~ Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem von ihnen beigezogenen Leistungsanbieter im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf die Beurteilung der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Gewährung der Massnahme.

Art. 29 al. 3		**Art. 29 Abs. 3**
[3] Lorsque l'élève suit sa scolarité dans une institution de pédagogie spécialisée, le suivi est assuré par celle-ci, laquelle en informe chaque année la commune de domicile de l'élève. ~~Les parents en informent chaque année la commune dans laquelle l'élève réside.~~	**A33**	[3] Wird die Schülerin oder der Schüler in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, ~~so stellt diese die Massnahmen sicher. Die Eltern informieren~~ so sorgt diese für die Durchführung der Massnahmen und informiert jedes Jahr die Wohnsitzgemeinde der Schülerin oder des Schülers darüber.
Art. 30 al. 1 et 4		**Art. 30 Abs. 1 und 4**
Ne concerne que le texte allemand.	**A34**	*Den Ausdruck « unabhängige/unabhängigen » streichen.*
Art. 31, titre median et al. 1, 3 et 4		**Art. 31, Artikelüberschrift und Abs. 1, 3 und 4**
Ne concerne que le texte allemand.	**A35**	*Den Ausdruck « unabhängige » streichen.*
Art. 31 al. 4		**Art. 31 Abs. 4**
[4] La cellule d'évaluation peut, le cas échéant, consulter les professionnel-le-s intervenant auprès ~~de l'enfant ou~~ de l'élève, y compris ceux du domaine médical.	**A36**	[4] [Die Abklärungsstelle] kann gegebenenfalls die ~~das Kind oder die Schülerin bzw. den Schüler betreuenden~~ Fachpersonen, welche die Schülerin bzw. den Schüler betreuen, konsultieren, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich..
Art. 32 al. 1		**Art. 32 Abs. 1**
[1] Sur la base du préavis de la cellule d'évaluation, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) auprès d'un ou d'une prestataire agréé-e ainsi que, le cas échéant, de mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, notamment sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie (MAR).	**A37**	[1] Gestützt auf die Empfehlung der ~~unabhängigen~~ Abklärungsstelle verfügt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch einen anerkannten Leistungsanbieter und gegebenenfalls sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen, namentlich durch eine Assistenzperson (VM).
Art. 32 al. 1		**Art. 32 Abs. 1**
Ne concerne que le texte allemand.	**A38**	*Den Ausdruck « unabhängigen » streichen.*
Art. 35 al. 1		**Art. 35 Abs. 1**
[1] La direction d'établissement ou de ~~l'école spécialisée~~ l'institution de pédagogie spécialisée veille à la mise en place des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.	**A39**	[1] Die Leitung der Schule oder der ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

Art. 35 al. 2		**Art. 35 Abs. 2**
[2] Avant la fin de la scolarité, la direction d'établissement ou de ~~l'école spécialisée~~ l'institution de pédagogie spécialisée appuie les parents dans les démarches nécessaires en vue de la transition vers les formations postobligatoires, le cas échéant auprès de l'assurance-invalidité, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, y compris ceux du domaine médical.	**A40**	[2] Vor dem Ende der obligatorischen Schulzeit ~~trifft~~ unterstützt die Schulleitung oder die Leitung der ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung ~~mit den Eltern und~~ in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, auch ~~diejenigen~~ denjenigen aus dem medizinischen Bereich, die Eltern bei den nötigen Vorkehrungen für den Übergang in die nachobligatorische Ausbildung, gegebenenfalls auch bei der Invalidenversicherung.
Art. 35 al. 3		**Art. 35 Abs. 3**
[3] Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseau~~x~~.	**A41**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 36 al. 2		**Art. 36 Abs. 2**
[3] Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseau~~x~~.	**A42**	*Betrifft nur den französischen Text.*
Art. 36 al. 3		**Art. 36 Abs. 3**
~~[3] L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.~~ L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire consulté-e au sens de l'article 23 alinéa 2, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de l'évaluation de ce ou cette spécialiste, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi d'une mesure.	**A43**	~~[3] Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.~~ Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem von ihnen beigezogenen Leistungsanbieter im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf die Beurteilung dieser Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Gewährung der Massnahme.
Art. 36 al. 4		**Art. 36 Abs. 4**
[4] La prolongation de scolarisation en ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée est demandée par les parents conformément aux articles 30 à 32.	**A44**	[4] Die Verlängerung der Schulzeit in einer ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung wird von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.

Art. 46 al. 2		Art. 46 Abs. 2
[2] Les différends entre une commune ou une association de communes et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e ou entre une institution de pédagogie spécialisée et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e sont tranchés par la Direction.	**A45**	[2] Über Streitigkeiten zwischen einer Gemeinde oder einem Gemeindeverband und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor oder zwischen einer Sonderschule und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor entscheidet die Direktion.

Art. 48		Art. 48
~~[1] Les dispositions prévues aux articles 24 à 26 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.~~ ~~[2] Les dispositions relatives aux articles 23 al. 2 et 3 et 38 al. 5 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.~~ Les articles 23 al. 2 et 3, 24 à 26 et 38 al. 5 seront mis en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.	**A46**	~~[1] Die Bestimmungen der Artikel 24–26 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.~~ ~~[2] Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.~~ Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3, 24 bis 26 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

Vote final

Par 10 voix sans opposition ni abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Schlussabstimmung

Mit 10 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Amendements		*Änderungsanträge*
Art. 5 al. 5		**Art. 5 Abs. 5**
[5] ~~Exceptionnellement, les~~ Les mesures de logopédie dispensées par des prestataires indépendants agréés peuvent être prolongées au-delà de la 1H.	**A47**	*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*
Art. 6 al. 4		**Art. 6 Abs. 4**
Biffer.	**A48**	*Streichen.*
Art. 11 al. 2		**Art. 11 Abs. 2**
Biffer.	**A49**	*Streichen.*
Art. 23 al. 3		**Art. 23 Abs. 3**
[3] En période préscolaire, des mandats, notamment de prévention primaire et secondaire, peuvent être attribués à des prestataires logopédistes et psychomotriciens indépendants agréés.	**A50**	*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*
Art. 30 al. 2		**Art. 30 Abs. 2**
[2] ~~Les parents bénéficient des conseils de professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève pour formuler leur demande~~ Les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève formulent la demande avec l'aide des parents.	**A51**	*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 0 et 2 abstentions.	**A1** **CE**	Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	**A6** **CE**	Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.	**CE** **A48**	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

La proposition A19, opposée à la proposition A91, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.	**A19** **A49**	Antrag A19 obsiegt gegen Antrag A91 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A92, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstentions.	**CE** **A50**	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A92 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A34, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	**A34** **CE**	Antrag A34 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstentions.	**CE** **A51**	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Deuxième lecture		*Zweite Lesung*
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 6 voix contre 4 et 0 abstentions.	**CE** **A47**	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 6 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 10 juillet 2017

Den 10. Juli 2017

Rapport 2017-DICS-33 30 mai 2017

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Subventions cantonales en faveur de la culture

1. Etat de la culture dans le canton de Fribourg **2**
1.1. Amateurs et professionnels: l'écosystème fribourgeois 2
1.2. Encouragement de la culture: les rôles respectifs du canton et des communes 2
1.3. Offre culturelle professionnelle 3

2. Evolution de l'encouragement de la culture par les collectivités publiques **5**
2.1. Evolution de l'encouragement communal 2000–2014 6
2.2. Evolution de l'encouragement cantonal 2000–2016 8
2.3. Evolution du soutien de la Loterie Romande 2000–2016 10

3. Cinq enjeux principaux **11**
3.1. Un positionnement régional fort, mais des faiblesses dans la circulation des publics et des œuvres 11
3.2. Une offre artistique consolidée, mais une professionnalisation encore fragile 12
3.3. «L'art, c'est bon pour l'économie»: innovation et économie créative 12
3.4. Une offre de qualité mais un accès inégal à la culture 13
3.5. Financements publics: investir dans la culture 13

4. Priorités du Conseil d'Etat 2017–2021 dans le domaine de la culture **13**
4.1. Consolider l'offre culturelle et donner diverses impulsions 13
4.2. Culture: investir dans cinq domaines stratégiques 14

5. Budget annuel et Fonds de la culture **15**

6. Conclusion **15**

Par postulat déposé et développé le 20 février 2015, les députés cosignataires demandent au Conseil d'Etat, après avoir fait un rappel historique des développements culturels depuis 2001 (date du postulat Solange Berset/Isabelle Chassot), qu'«*au vu de la fortune non utilisée dont dispose le canton, il soit examiné la possibilité d'augmenter sensiblement le montant octroyé annuellement à la création culturelle, soit de créer un fonds cantonal destiné à subventionner les créations artistiques professionnelles dans le canton, par l'apport d'un montant initial conséquent, puis d'augmenter sensiblement l'approvisionnement annuel, destiné à soutenir l'ensemble de la culture fribourgeoise*».

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté ce postulat le 8 septembre 2015 par 70 voix contre 14 et 2 abstentions et a chargé le Conseil d'Etat de rédiger un rapport. Le Conseil d'Etat a demandé en août 2016 un report de six mois de ce rapport, afin d'inscrire sa réflexion dans l'élaboration du programme de législature 2017–2021.

Le présent rapport entend traiter de la question soulevée de l'encouragement de la création artistique dans le cadre plus général de l'évolution de la culture dans le canton de Fribourg. Il fait tout d'abord un état de l'évolution de la création artistique dans le canton durant les quinze dernières années. Il documente l'évolution du financement public de la culture, puis plus précisément celle des conditions et de l'impact du financement de la création artistique par l'Etat (sa mission prioritaire). Après avoir dressé un bilan et identifié les principaux enjeux posés, le Conseil d'Etat énumère les priorités qu'il entend établir dans le domaine de la culture et étudie les possibilités d'évolution du budget de la culture pour ces prochaines années, tout en tenant compte du contexte financier actuel. Sur la base de ces éléments, il prend finalement position quant aux demandes des postulants.

1. Etat de la culture dans le canton de Fribourg

1.1. Amateurs et professionnels: l'écosystème fribourgeois

Ces dernières décennies, la vie culturelle fribourgeoise s'est dynamisée, avec une offre grandissante et de qualité. Une particularité fribourgeoise tient aux nombreuses interactions entre amateurs et professionnels, qu'il ne s'agit pas d'opposer mais au contraire de voir en complémentarité. Nombre de sociétés et d'associations culturelles sont d'ailleurs accompagnées par des professionnels, ce qui crée dans la durée une dynamique favorable à la qualité artistique (théâtre, musique, etc.).

En témoigne la musique instrumentale et chorale, domaine où le canton de Fribourg se distingue particulièrement. Cette situation est le fruit d'une tradition forte, d'un partenariat intelligent entre amateurs et professionnels, d'un encouragement important et à long terme des autorités publiques en faveur de la formation, ainsi que d'un «écosystème culturel» favorable à la pratique musicale (associations faîtières, sociétés et corps de musiques, chœurs/fanfares de villages, de jeunes, d'écoles et d'élite, etc.). Outre l'aide ordinaire qu'il accorde aux associations faîtières cantonales, l'Etat permet régulièrement, grâce à son aide à la création, à des sociétés ou associations d'engager des professionnels pour développer des projets artistiques. Rappelons que nombre de projets déposés par des associations bénévoles comportent un volet professionnel et peuvent ainsi être soutenus selon ces bases légales. Cela dit, l'engagement bénévole, en particulier au sein des sociétés locales, semble s'essouffler, bien que de nouveaux modes de participation culturelle fassent leur apparition.

Notons enfin que les traditions vivantes ont été particulièrement mises en valeur ces dernières années, avec un soutien de l'Etat (inventaire et documentation, projet «Traditions vivantes en images», etc.). La culture fribourgeoise demeure pour l'instant bien enracinée.

1.2. Encouragement de la culture: les rôles respectifs du canton et des communes

Si elle est prioritairement d'ordre privé, la production artistique et culturelle n'est pas réalisable sans une aide subsidiaire des pouvoirs publics. Cette situation prévaut tant en Suisse qu'au niveau international. Il est évident que lorsqu'une création a la possibilité de s'autofinancer ou vise un but commercial, l'Etat n'intervient pas, ou alors sous forme de garantie de déficit. Enfin, les sponsors conditionnent généralement leurs contributions au fait que les pouvoirs publics soient parties prenantes des projets et le soutiennent financièrement.

Selon la loi sur les affaires culturelles (LAC; RSF 480.1) de 1991, les «*activités culturelles et la protection du patrimoine relèvent en priorité des personnes privées. Les communes et l'Etat exercent un rôle de soutien et d'initiative, conformément aux responsabilités que la loi leur confie.*» (LAC, Art. 2). La LAC répartit ces rôles ainsi: l'Etat de Fribourg assure en priorité le soutien à la création professionnelle, alors que les communes (et associations de communes) apportent leur soutien à l'animation culturelle.

Tableau de répartition des rôles

Répartition des rôles entre Etat, associations de communes et communes en matière de promotion culturelle dans le canton de Fribourg

	Rôle de l'Etat	Rôle des associations de communes	Rôle des communes
Principes établis dans la loi cantonale	L'Etat contribue à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de la création (= production de produits culturels). L'Etat intervient à titre subsidiaire en matière d'animation culturelle.	Le Préfet favorise la promotion des activités culturelles dans son district en veillant à la coopération intercommunale. Lors de la réalisation de projets d'importance régionale, la commune coopère avec les communes voisines.	La commune contribue à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de l'animation (=diffusion de produits culturels). Elle intervient à titre subsidiaire en matière d'aide à la création.
En priorité	L'Etat soutient la création professionnelle à condition d'un soutien financier direct ou indirect par la ou les collectivité(s) locale(s) directement concernée(s). (Par soutien financier indirect, il faut entendre l'octroi d'une subvention au lieu où est produite la création.)	Les associations communales soutiennent les organisateurs professionnels et reconnus d'intérêt régional. Elles soutiennent les lieux d'animation professionnels et reconnus d'importance régionale. Elles participent aux frais de fonctionnement et de production des troupes professionnelles par le biais des organisateurs et des lieux d'animation.	La commune soutient la création non-professionnelle (ou amateur) ayant lieu sur son territoire. Elle soutient les institutions culturelles locales comme les bibliothèques, ludothèques, centres de loisirs, etc. Elle soutient les associations locales, y compris les fanfares et corps de musique, les troupes de théâtre et les chœurs amateurs, etc.
A titre subsidiaire	L'Etat peut soutenir des animations si elles ont un rayonnement supralocal.	Les associations communales peuvent, subsidiairement à l'Etat, participer aux frais d'organisation des troupes professionnelles qui se produisent ou qui créent dans un lieu reconnu d'intérêt régional, à condition que le spectacle ne fasse pas partie de la programmation ordinaire du lieu où il est représenté.	La commune peut soutenir les organisateurs ou les lieux d'animation professionnels sur son territoire. Elle peut participer aux frais de création professionnelle, par exemple en cas de première ayant lieu sur son territoire.

Par la subsidiarité des responsabilités, cette répartition permet un bon ancrage de la culture, tout en réservant à l'Etat la mission prioritaire du soutien de la création professionnelle, un rôle que l'échelon communal ne pourrait remplir dans le canton de Fribourg. Ce modèle a fait ses preuves mais, pour que l'investissement dans la culture soit le plus efficace possible, une meilleure coordination s'avère nécessaire entre les différentes autorités publiques.

Les enjeux de l'encouragement de la culture dépassent en outre l'échelle cantonale et plusieurs dispositifs ont été mutualisés (au niveau romand, aide à la circulation des spectacles, aide au cinéma, musiques actuelles par exemple). La collaboration entre les cantons se développe aussi, ainsi qu'avec la Confédération et les villes suisses. Plusieurs conventions de collaboration internationales ont été signées.

La loi sur les affaires culturelles de 1991 (LAC) donne au Service de la culture de la Direction ICS le cadre lui permettant de mettre en œuvre un dispositif d'encouragement visant principalement à soutenir la création professionnelle. Le règlement d'application (RAC) précise le périmètre, les conditions et les modalités de subventionnement, alors que les directives adoptées par la DICS complètent et précisent ce dispositif.

Actuellement, l'Etat intervient par l'aide à la création, à la diffusion, à l'animation et à la médiation. Son dispositif inclut les principaux instruments d'encouragement suivants: subventions ordinaires, subventions extraordinaires, aide ponctuelle à la création artistique, aide pluriannuelle à la création, résidences et bourses de création. Le site web du Service de la culture détaille l'ensemble du dispositif.

1.3. Offre culturelle professionnelle

Les prochains paragraphes décrivent l'état de la culture dans le canton de Fribourg et analysent en particulier la création et l'offre culturelle dite professionnelle, dont l'encouragement est la mission prioritaire de l'Etat.

1.3.1. Institutions culturelles, sauvegarde et valorisation du patrimoine

Le tissu muséal fribourgeois couvre l'ensemble du territoire et propose une offre culturelle variée. Les institutions culturelles cantonales (Musée d'art et d'histoire, Musée d'histoire naturelle, Bibliothèque cantonale et universitaire, Archives de l'Etat, Château de Gruyères), le Service des biens culturels et le Service archéologique, les musées régionaux (Musée gruérien, Sensler Museum, Musée de Morat, Musée de Charmey) ainsi qu'une dizaine de musées ou centres culturels thématiques (Espace Tinguely-Niki de St Phalle, Vitrocentre/ Vitromusée de Romont, Musée romain de Vallon, Musée du papier peint de Mézières, Musée Gutenberg, Musée Bible et

Orient, Musée des marionnettes, Village lacustre de Gletterens, Cantorama de Jaun, etc.) jouent un rôle essentiel dans la sauvegarde du patrimoine et sa valorisation (collections, expositions, publications, etc.).

Financées par les autorités communales et/ou cantonales, ainsi que par des fonds privés (Loterie Romande, quelques fonds propres et sponsors, etc.), souvent accompagnées par une association d'amis et de bénévoles engagés, la plupart de ces structures font actuellement face aux défis d'une sauvegarde patrimoniale toujours plus exigeante. Leurs ressources sont limitées et n'ont en général pas évolué depuis de nombreuses années, alors qu'elles doivent accomplir davantage de missions et répondre à des standards professionnels. L'Etat a d'ailleurs récemment invité et encouragé ces institutions à développer leur collaboration en créant un réseau. Dans le domaine des institutions culturelles ayant une mission patrimoniale, l'Etat entend mener ces prochaines années trois projets prioritaires: l'extension de la Bibliothèque cantonale et universitaire, la délocalisation du Musée d'histoire naturelle et l'établissement d'un centre de stockage des biens patrimoniaux pour l'ensemble des institutions et services cantonaux concernés.

1.3.2. Musique

Fribourg peut s'enorgueillir d'une formation musicale performante, avec le Conservatoire de musique et une quarantaine de points d'enseignement décentralisés, une formation préprofessionnelle de haut niveau et, pour la formation professionnelle, une collaboration fructueuse avec les cantons de Vaud et du Valais avec lesquels il a fondé la Haute Ecole de musique (HEMU). L'Etat soutient également, par le programme Sports-Arts-Formation (SAF), les élèves de l'enseignement secondaire du deuxième degré (S2) qui souhaitent allier poursuite de la formation et exercice intensif de la musique, du théâtre ou de la danse. Ce modèle fribourgeois, basé sur une pyramide partant d'une pratique musicale populaire avec un soutien de la formation de base jusqu'à l'encouragement des talents et l'enseignement professionnel pointu, a fait ses preuves et est reconnu au niveau national et international.

L'offre en musique classique est riche dans le canton, avec une large palette de festivals et de saisons de concerts (opéra, musique symphonique, orgues, musique sacrée, musique ancienne, piano, guitare, interdisciplinaire, etc.), sans compter de nombreux projets musicaux *ad hoc*. Ces dernières années, il faut noter aussi le réjouissant développement de *l'Orchestre de chambre fribourgeois*, avec sa saison de concerts et ses nombreux accompagnements de chœurs sur l'ensemble du territoire fribourgeois. Outre le chœur professionnel *Orlando*, plusieurs ensembles d'élite se sont créés ces deux dernières décennies. Les musiques actuelles ne sont pas en reste, avec en particulier cinq grandes salles de programmation (*La Spirale, Ebullition, le Nouveau Monde, Fri-Son et Bad Bonn*), ainsi que de grands ou plus petits festivals généralement estivaux (Fribourg, Bulle, Estavayer, etc.).

L'aide cantonale est essentielle pour financer les créations artistiques, alors qu'elle est complémentaire à celle des communes pour les manifestations dites supra-locales. En outre, par convention avec l'Etat, la Loterie Romande soutient de façon importante les saisons des salles et les festivals réguliers. Ces diverses aides sont restées stables ces dernières années, alors qu'on constate une augmentation des coûts de programmation et de production.

1.3.3. Arts de la scène

Dans les arts de la scène (théâtre, danse, cirque, marionnettes, arts performatifs), l'offre s'est étoffée ces vingt dernières années, en particulier grâce aux saisons programmées dans les salles régionales (*Equilibre & Nuithonie, CO₂, Bicubic, Univers@lle, Podium*) ou (inter-)communales (*La Prillaz* et *l'Azimut* à Estavayer-le-Lac, *Kultur im Beaulieu* à Morat, *La Tuffière* à Corpataux, *L'Arbanel* à Treyvaux, *La Lizière* à Sâles, etc.), qui accueillent de nombreux spectacles dans le cadre de leurs saisons, en général très bien fréquentées. Quant à la scène performative du Festival international du Belluard, elle jouit aujourd'hui d'une renommée nationale et internationale.

Le *Centre dramatique fribourgeois du Théâtre des Osses* est devenu une pierre angulaire de la création théâtrale romande, avec une compagnie professionnelle reconnue et rayonnant au niveau national et international. Une dizaine de compagnies fribourgeoises de théâtre et de danse créent à un rythme variable (de 12 à 18 mois en moyenne pour les principales), profitant dans leur majorité des prestations de résidence de création de la Fondation *Equilibre-Nuithonie*.

Si les communes doivent couvrir les frais de fonctionnement des salles (avec l'aide de la Loterie Romande), l'aide de l'Etat (à laquelle s'ajoute aussi celle de la Loterie Romande) est essentielle pour assurer une qualité professionnelle à ces projets artistiques. Dans ce domaine aussi, ces diverses aides sont restées stables ces dernières années alors que les coûts de production ont tendance à augmenter.

La formation en danse et en théâtre s'est développée au niveau préprofessionnel sur le site du Conservatoire à Fribourg, avant le passage dans les hautes écoles d'art suisses (à noter que le canton de Fribourg a participé étroitement à la mise en place de la Haute Ecole romande des arts de la scène *La Manufacture*). Programme SAF: voir 1.3.2.

1.3.4. Littérature et lecture publique

La Bibliothèque cantonale et universitaire et ses 39 bibliothèques universitaires et associées, dispensent des presta-

tions pour plus de 20 000 personnes par mois. La BCU anime également un réseau de bibliothèques publiques. De plus, le canton compte diverses bibliothèques patrimoniales et scolaires. Une aide à la formation continue des bibliothécaires a été mise en place. Plusieurs autres initiatives visent à favoriser la lecture publique, notamment dans les centres communaux de loisirs et d'animation, à l'attention des enfants, des jeunes ou de communautés culturelles spécifiques. Signalons également l'*Alliance française*, active depuis 40 ans dans l'organisation de conférences littéraires, sans parler les activités culturelles dispensées par les hautes écoles fribourgeoises dans ce domaine.

La société fribourgeoise des écrivains compte environ 70 membres, et plusieurs éditeurs sont actifs dans le canton. L'encouragement par l'Etat de la littérature se fait principalement sous forme d'aide à la création littéraire et à l'édition. Des soutiens mutualisés au niveau romand et suisse sont en développement, tant au niveau des maisons d'édition, des collections que de la promotion de la lecture.

1.3.5. Arts visuels et cinéma

Avec ses 60 membres, l'association faitière *Visarte*, section Fribourg, regroupe une bonne partie des artistes visuels fribourgeois. Le canton compte quelques galeries privées et les musées cantonaux ou régionaux exposent régulièrement des artistes fribourgeois. Plusieurs initiatives récentes (*Fondation APcD, Wallriss*) soutiennent des démarches artistiques plus exploratoires et performatives. Avec une programmation ciblée, *Fri-art* jouit d'un important rayonnement national et international. Notons enfin le moment fort de l'année avec le Festival international du film de Fribourg (FIFF), qui est avec près de 45 000 entrées l'un des plus grands festivals de Suisse. Quant à la formation en arts visuels, elle s'est étoffée à Fribourg au stade pré-HES avec l'école d'art Eikon.

L'Etat soutient les arts visuels classiques via son Fonds d'acquisition d'œuvres, par l'Enquête photographique (biennale), par un soutien à l'édition de catalogues d'exposition, par des bourses de séjours artistiques ou de mobilité, par le pour-cent culturel (interventions artistiques lors de nouvelles constructions) ainsi que par le programme d'expositions du *MAHF/ Espace Tinguely Niki de Saint Phalle*. Il participe aussi au financement de la Fondation romande *Cinéforom* d'encouragement du cinéma, et soutient le FIFF.

L'encouragement des arts visuels a diverses lacunes à combler: il s'agit de renforcer les opportunités d'exposition et de valorisation de la création fribourgeoise et de trouver de nouvelles modalités pour pouvoir contribuer au financement de démarches artistiques actuelles orientées vers l'innovation et l'économie créative, le numérique, l'installation ou la performance.

2. Evolution de l'encouragement de la culture par les collectivités publiques

Ce chapitre informe sur l'encouragement de la culture au sens large, comprenant non seulement l'encouragement à la création artistique, mais aussi la sauvegarde et la valorisation du patrimoine, les institutions culturelles, etc. selon le périmètre défini par l'Office fédéral de la statistique (OFS)[1], afin d'avoir une vue générale de l'effort des collectivités publiques dans le domaine culturel.

En 2013, dernière année de référence des statistiques de l'OFS, la Confédération, les cantons et les communes ont dépensé au total 2724 millions de francs pour la culture, ce qui correspond à 1,7% des dépenses totales des pouvoirs publics (0,43% du PIB). Les collectivités publiques suisses ont dépensé en moyenne 337 francs par habitant pour la culture[2], soit 171 francs par les communes (50,7%), 129 francs par les cantons, y compris les loteries (38,3%), et 37 francs par la Confédération (11,0%)[3].

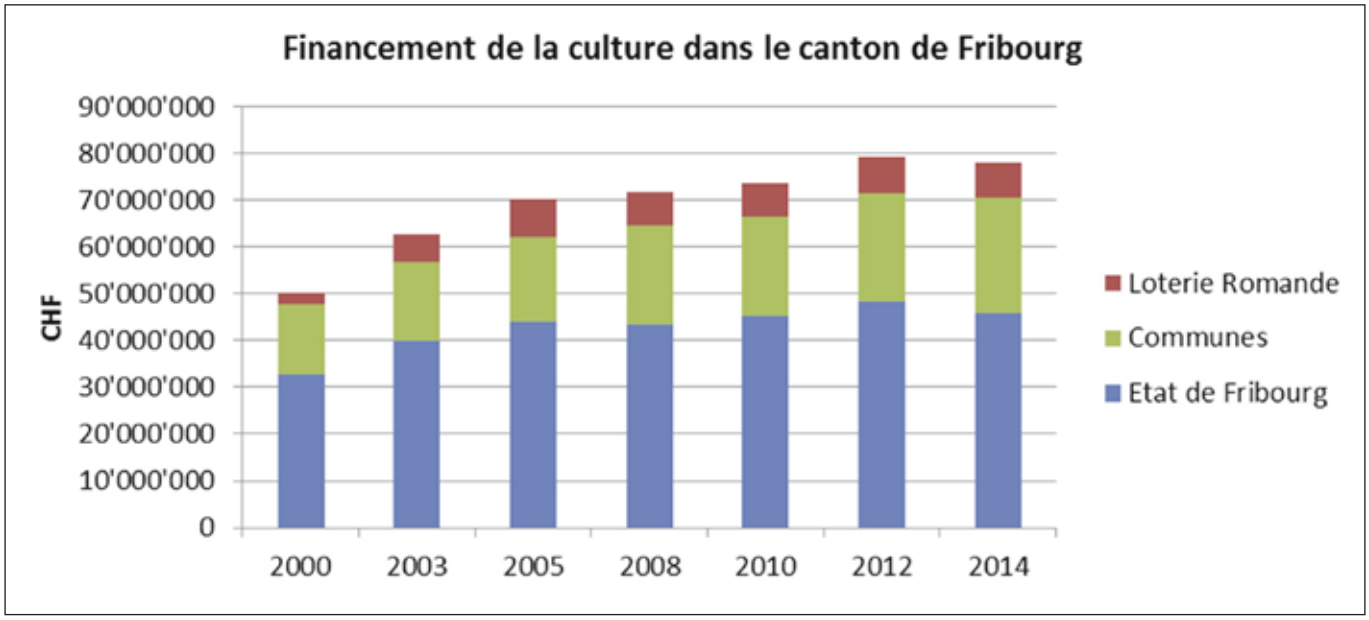
Selon ces statistiques, le canton de Fribourg se situait en 2013 en douzième position suisse, avec 251 francs par habitant. Cette position a eu tendance à fléchir ces dernières années, tant en chiffres absolus que relatifs (10e position en 2012 avec 277 francs par habitant; 9e position en 2011 avec 293 francs par habitant).

[1] Dans la section «culture», l'OFS traite du financement de la culture par les communes, les cantons (y compris les montants provenant des loteries) et la Confédération et divise les dépenses en huit postes: «Encouragement général de la culture», «Concerts et théâtre», «Bibliothèques», «Musées et arts plastiques», «Patrimoine culturel et monuments historiques», «Médias de masse», «Film et cinéma» et «Recherche et développement culture et médias».

[2] A titre de comparaison, les dépenses d'éducation, de trafic et de télécommunications et de santé se montaient, en 2013 en Suisse, à respectivement 4376 francs, 2087 francs et 1699 francs par habitant.

[3] Statistique de poche de la culture en Suisse, Office fédéral de la culture, 2016, publication basée sur les statistiques de l'OFS.

Graphique 1: Financement de la culture dans le canton de Fribourg de 2000 à 2014 (canton, communes et Loterie Romande Fribourg)



Selon ces statistiques cantonales, le financement public de la culture (y compris celui de la Loterie Romande) – c'est-à-dire l'encouragement à la culture, l'entretien des monuments et la protection des sites – a connu une croissance de 46,5% entre 2000 et 2010. Ce financement a ensuite augmenté de 5,9% jusqu'en 2014.

2.1. Evolution de l'encouragement communal 2000–2014

Fait marquant de ces vingt dernières années, plusieurs associations de communes fribourgeoises ont construit un réseau moderne d'infrastructures culturelles, avec l'encouragement et le soutien financier de l'Etat (soit plus de 12 millions depuis 1999). Aujourd'hui, les budgets de fonctionnement de ces saisons demandent des efforts importants aux communes concernées. Rappelons que les communes assurent aussi 49% du budget de la formation musicale du Conservatoire (soit 6,78 millions en 2016). Plusieurs communes financent des musées et des bibliothèques de lecture publique, qui sont d'importants facteurs de coûts.

Pour répondre au présent postulat, un sondage a été réalisé sur le financement de la culture par les communes fribourgeoises. Sept années ont été analysées sur la période 2000–2014. Les pratiques comptables n'étant pas toujours harmonisées, le Service de la culture a opéré, en concertation avec le Service des communes, diverses adaptations afin de tenir compte notamment des fusions de communes. Seuls les comptes de fonctionnement ont été analysés. Les comptes d'investissement, notamment dans la construction ou la rénovation de bâtiments, ne sont pas compris.

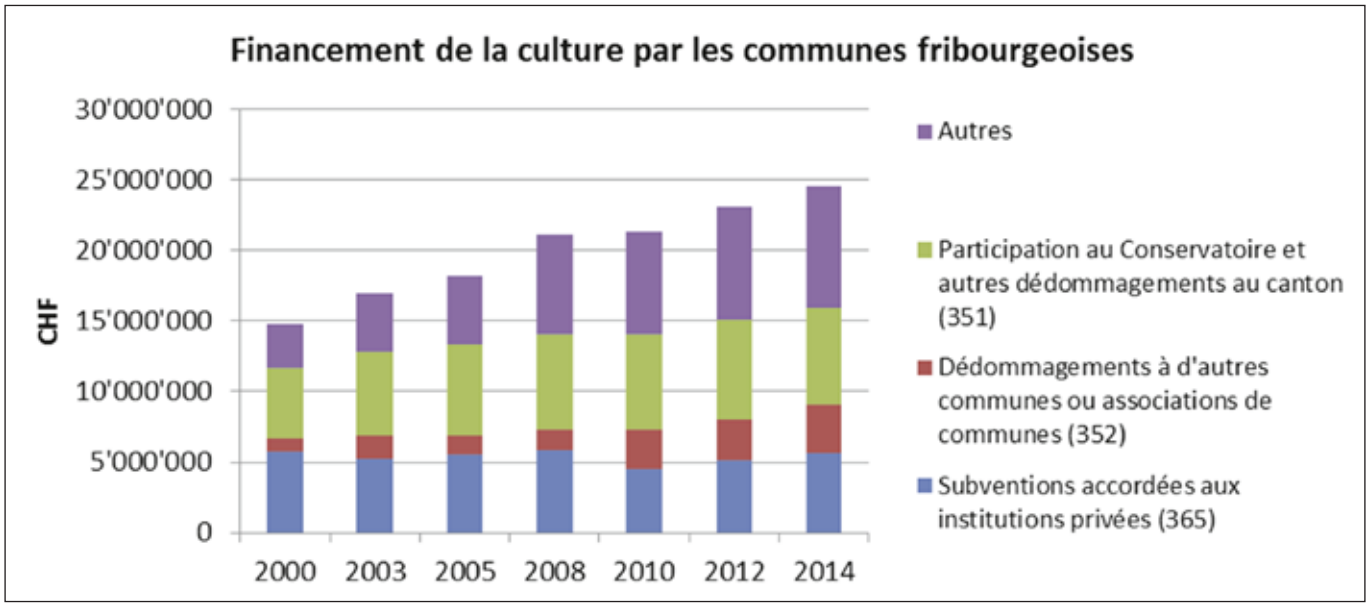
S'il faut interpréter avec prudence ces résultats (qui ne tiennent pas compte de l'inflation, par exemple), on peut dégager plusieurs enseignements:

> Les dépenses culturelles des communes fribourgeoises ont crû de 65% en quinze ans, soit de 14 776 208 francs en l'an 2000 à 24 490 715 francs en 2014, alors que la population résidente fribourgeoise augmentait de 28% durant la même période;
> La part de dépenses des communes dédiée à la culture est passée de 1,43% en 2000 à 1,62% en 2014, soit une hausse de 13% durant la période;
> Alors qu'elles dépensaient 63 francs par habitant pour la culture en 2000, les communes ont dépensé 80 francs par habitant en 2014, soit une augmentation de 15%;
> Si l'on se penche sur les types de dépenses pour la culture, on constate que les subventions communales aux institutions privées (projets et acteurs culturels, par exemple les associations, bibliothèques, manifestations, etc.) ont diminué au cours de la période, alors que les dépenses relevant d'ententes communales ont plus que triplé, ce qui illustre l'impact financier de la mise en place des saisons culturelles des salles régionales. Quant à la contribution communale au financement du Conservatoire, elle a augmenté de 38% sur la période, alors que les dépenses «autres» ont presque triplé;
> Les communes fribourgeoises attribuent à la culture, en moyenne, 80 francs par habitant. Les communes urbaines ou péri-urbaines soutiennent davantage que les communes rurales et ont mutualisé leurs dépenses. En 2014, l'agglomération fribourgeoise et les chefs-lieux des districts cumulaient 67% des dépenses communales pour la culture, alors qu'ils représentaient 43%

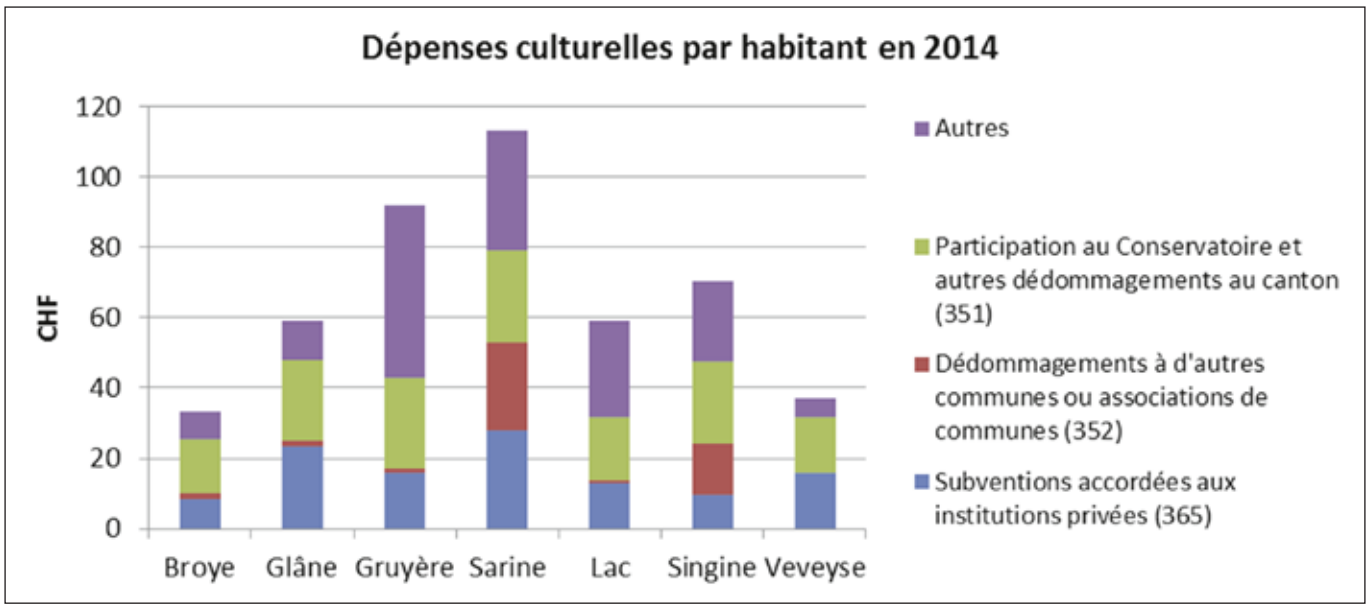
de la population. Ainsi, ils dépensaient en moyenne 124 francs par habitant, alors que la moyenne pour les communes rurales s'élève à 46 francs;

> En général, les fusions de communes n'ont pas engendré une croissance des dépenses pour la culture.

Graphique 2: Financement de la culture par les communes fribourgeoises 2000–2014[1]

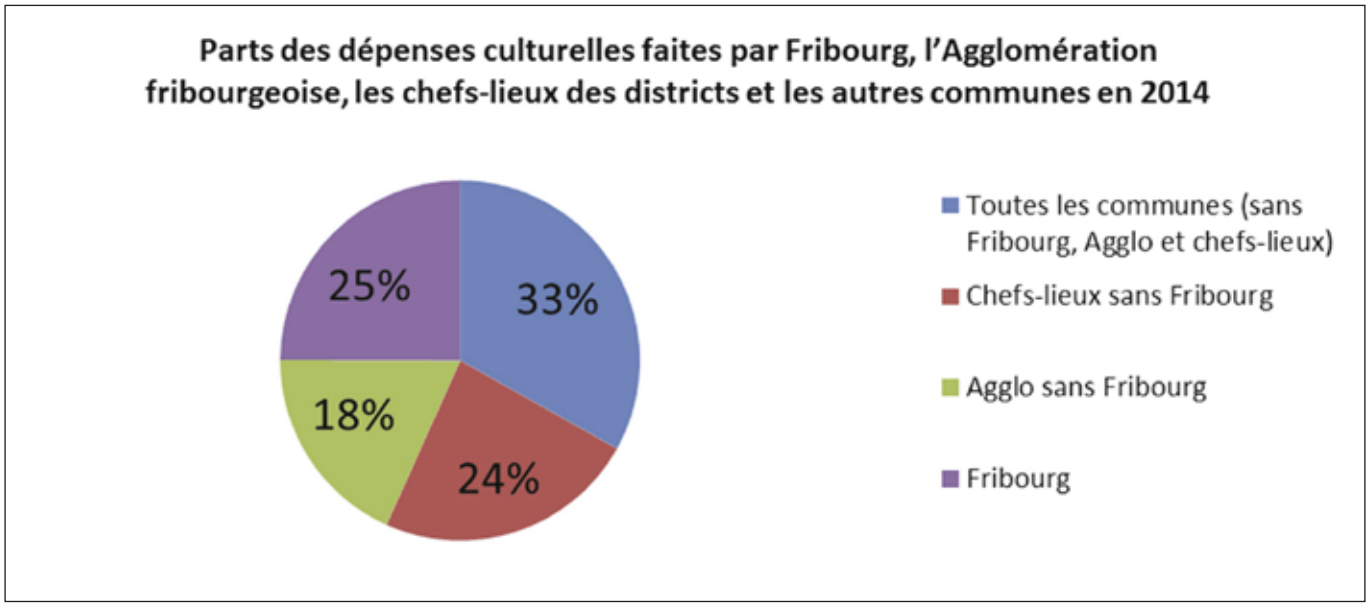


Graphique 3: Dépenses culturelles par habitant en 2014



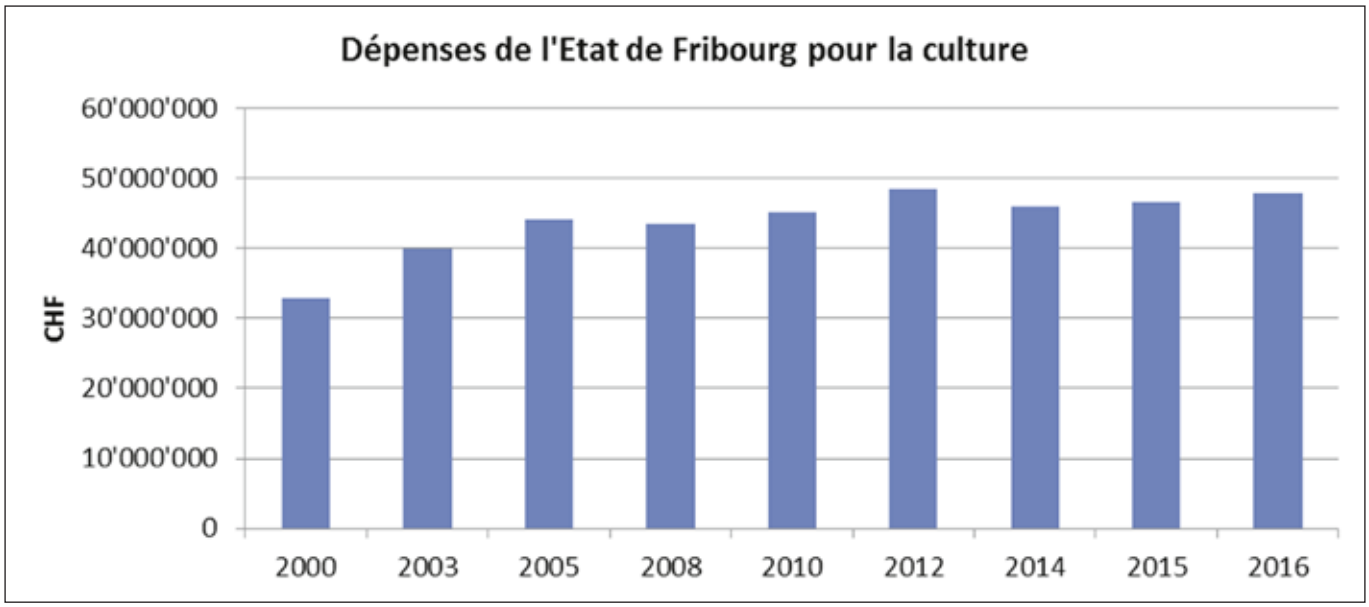
[1] Le poste 351 concerne essentiellement la participation des communes au Conservatoire mais inclut également d'autres dépenses pour la formation musicale.

Graphique 4: Parts des dépenses culturelles faites par Fribourg, l'Agglomération fribourgeoise, les chefs-lieux des districts et les autres communes en 2014



2.2. Evolution de l'encouragement cantonal 2000–2016

Graphique 5: Dépenses de l'Etat de Fribourg pour la culture 2000–2016



> Les dépenses de l'Etat de Fribourg pour la culture (encouragement de la culture du Service de la culture, entretien des monuments et protection des sites[1]) ont fortement augmenté (+ 34%) entre 2000 et 2005, puis ont progressé (+ 10,2%) jusqu'en 2012 (48 496 707 francs) avant de baisser de 1,4% jusqu'en 2016 (47 829 517 francs);

> Si l'on enlève les dépenses liées à l'entretien des monuments et la protection des sites, les dépenses d'encouragement à la culture ont augmenté de 58,3% entre 2000 et 2005, puis ont par contre baissé de 4,9% jusqu'en 2012 (28 316 183 francs), puis de 1,8% jusqu'en 2016 (27 830 350 francs);

> En 2014, l'Etat dépensait 151 francs par habitant pour la culture, en progression de 8% par rapport à 2000 (139 francs);

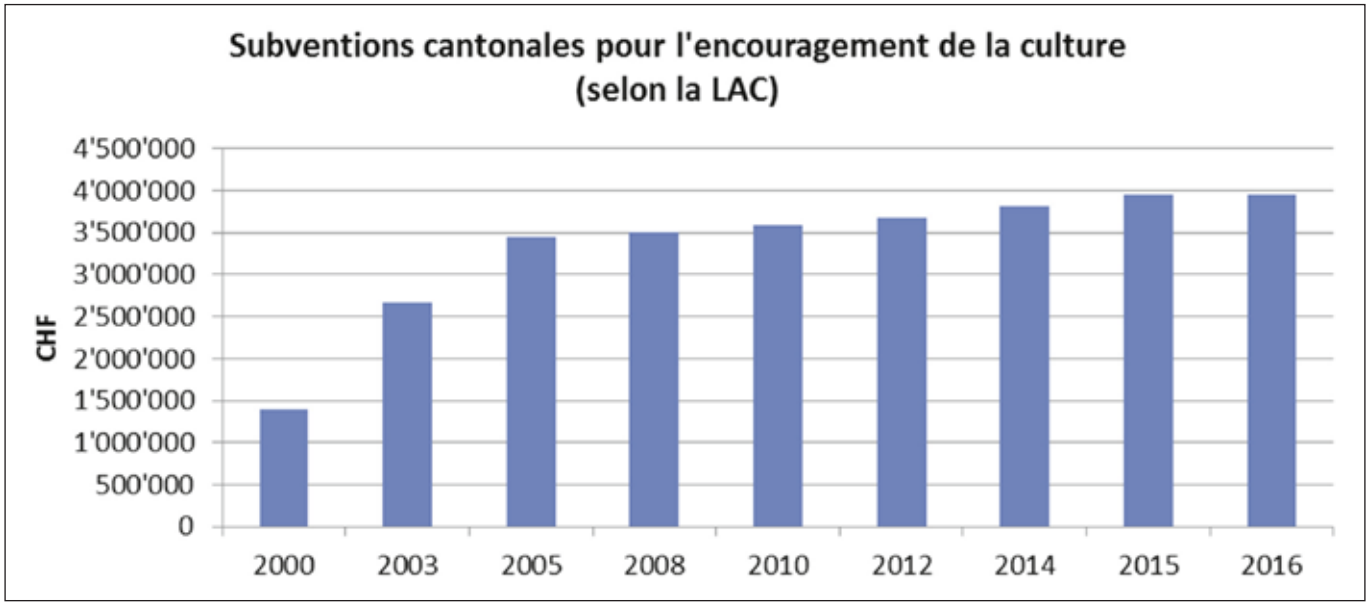
> La part du budget global de l'Etat dédiée à la culture s'est située autour de 1,5% ces deux dernières décennies.

[1] Les institutions culturelles et services cantonaux concernés sont SeCu, SBC, SAEF, BCU, AEF, COF, MAHF, MHN.

2.2.1. Encouragement de la culture (selon la LAC)

Ce chapitre se concentre sur les subventions cantonales pour l'encouragement de la culture selon la LAC. Ces subventions soutiennent essentiellement la création artistique réalisée par des acteurs culturels fribourgeois.

Graphique 6: Subventions cantonales pour l'encouragement de la culture (selon la LAC) 2000–2016



> Le budget de l'encouragement de la culture au sens de la LAC correspondait en 2016 à 8,3% des dépenses totales cantonales pour la culture.

Comptes	2000 en frs	2005 en frs	2010 en frs	2016 en frs
Montants	1 396 781.–	3 459 925.–	3 600 294.–	3 953 797.–

> Suite au postulat S. Berset/I. Chassot de mai 2001, les montants alloués à l'encouragement de la culture ont connu une forte hausse, pour atteindre en 2005 un nouveau palier financier. Ce dernier a permis, en particulier, d'allouer des aides pluriannuelles à la création aux principaux créateurs et opérateurs professionnels du canton. Depuis 2005, les moyens financiers cantonaux ont augmenté d'un pour cent en moyenne annuelle. Le budget alloué à ce domaine est identique depuis quatre ans (3 950 000 francs par an de 2014 à 2017).

Graphique 7: Subventions cantonales pour l'encouragement de la culture (selon la LAC) par habitant 2009–2016

> En tenant compte de l'augmentation de la population fribourgeoise, l'encouragement à la culture est resté stable depuis 2009 (12,81 francs par habitant en 2009 contre 12,70 francs en 2016).

Selon les derniers comptes (2016), l'Etat a investi 3 953 797 francs dans l'encouragement de la culture et soutenu plus de 200 projets culturels, répartis comme suit:

> aides pluriannuelles à la création (2 190 000 francs, soit 55%)
> aides ponctuelles à la création (1 213 262 francs, soit 31%)
> subventions extraordinaires (378 532 francs, soit 10%)
> subventions ordinaires (172 003 francs, soit 4%)

Cette répartition est relativement stable, tout comme la répartition par domaine artistique: théâtre (47,1%), festivals et manifestations culturelles (7,5%), musique (20,3%), danse (9,4%), arts visuels (9,6%), littérature (3,7%), cinéma, vidéo (2,4%). 83% des subventions ont été ainsi attribuées à des projets de création et 17% à des projets d'animation culturelle.

2.2.2. Des conditions et modalités d'octroi pertinentes et efficaces

Le dernier examen des subventions (février 2016) indiquait que la répartition des tâches prévue par la LAC donne toujours satisfaction, et que les objectifs et les types de subvention de l'encouragement de la culture par l'Etat restent pertinents. La répartition actuelle du budget disponible correspond aux objectifs de la LAC, plus de 80% de celui-ci étant réservé à l'aide à la création. Entre 2010 et 2014, cette part a légèrement augmenté par rapport aux subventions extraordinaires à l'animation culturelle, une évolution indiquant que la politique d'octroi pratiquée se concentre sur le cœur de mission de l'Etat.

Les ressources investies par l'Etat ont un impact réjouissant. A titre d'exemple, on constate que les créateurs qui ont bénéficié des plus importantes subventions ces dernières années ont pu renforcer leur audience tant dans le canton qu'à l'extérieur. Parfois même, leurs activités à l'extérieur sont aussi importantes que celles développées dans le canton. Ce résultat est le fruit de l'aide régulière et sélective obtenue de l'Etat, ainsi que des objectifs que ce dernier leur a fixés, notamment dans les aides pluriannuelles à la création. Il est cependant important que la scène artistique puisse se renouveler en permettant aussi à la relève artistique d'obtenir un soutien. Il s'agit d'un équilibre important à trouver dans le développement culturel.

Divers pointages dans les budgets et comptes indiquent que les principaux bénéficiaires des aides accordées dans les arts de la scène ont pu élargir leurs sources de financement par des fonds tiers émanant d'autres cantons, voire d'autres pays, et ce en particulier grâce à des coproductions. L'effet levier de la contribution cantonale semble donc fonctionner. Cela dit, les coûts de création et de production ont augmenté ces dernières années, et en conséquence les montants demandés à l'Etat par les acteurs culturels. Si la contribution de l'Etat aux projets ne peut suivre cette évolution, la qualité professionnelle pourrait être menacée ces prochaines années.

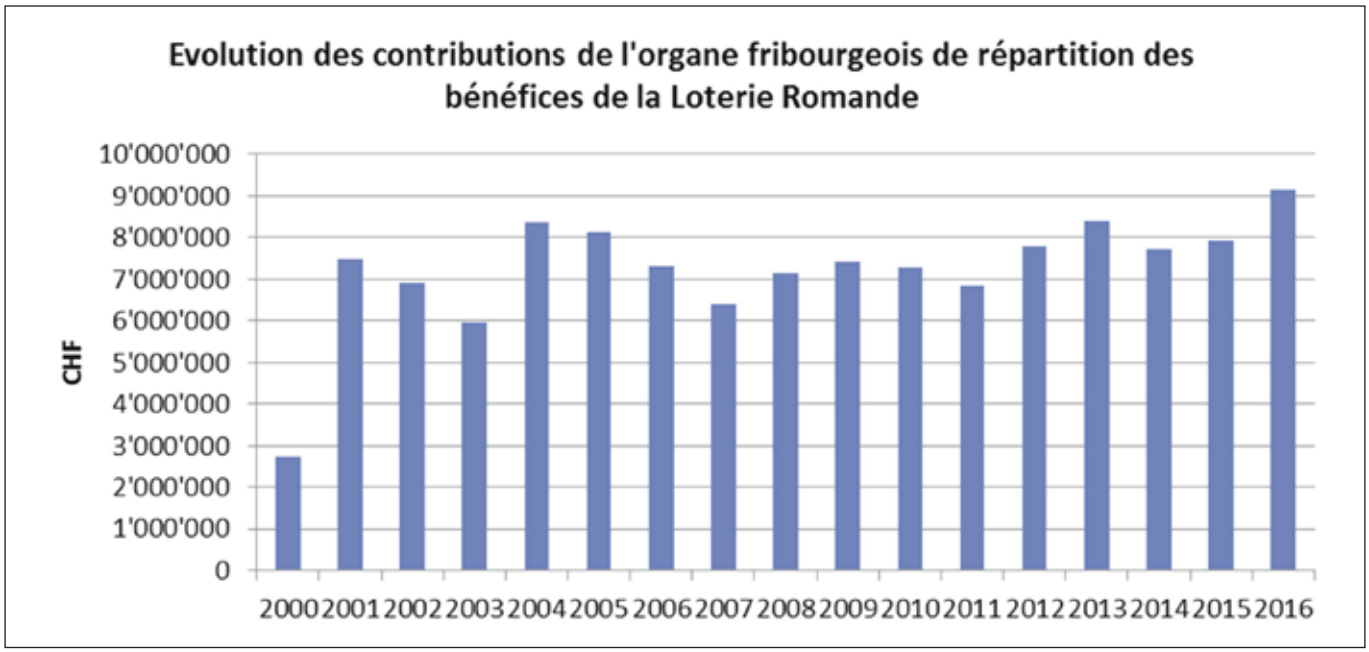
Si les conditions et les modalités d'octroi des subventions accordées par l'Etat à la culture sont pertinentes, efficaces, cohérentes et efficientes, le Service de la culture doit veiller à ce que le dispositif d'encouragement réponde au mieux à l'évolution des disciplines artistiques. Pour améliorer l'impact de ces subventions, il y a lieu également d'élargir les publics intéressés et de faciliter l'accès à la culture.

2.3. Evolution du soutien de la Loterie Romande 2000–2016

Durant les deux dernières décennies, la Loterie Romande a joué un rôle majeur dans l'encouragement de la culture. Elle complète à titre subsidiaire les financements publics ou soutient des projets qui ne sont pas inscrits dans les missions de l'Etat. La Loterie Romande contribue en particulier au fonctionnement des saisons culturelles des salles régionales et des festivals. Il faut ajouter à cela son aide aux projets professionnels et amateurs dans les arts de la scène et, en musique, son soutien à la formation musicale et artistique, ainsi qu'en faveur de l'accès et de la sensibilisation à la culture.

> Les contributions allouées par l'organe de répartition cantonal à la culture (soit la moitié des dons) sont passés de 2 746 876 francs en l'an 2000 à 7 722 008 francs en 2014 (soit 52% du total des dons), soit une augmentation de 281%. Durant les dix dernières années, ces contributions n'ont pas évolué.
> En 2014, la Loterie Romande a dépensé 25 francs par habitant pour la culture dans le canton de Fribourg.

Graphique 8: Evolution des contributions de l'organe fribourgeois de répartition des bénéfices de la Loterie Romande[1]



3. Cinq enjeux principaux

En se basant:

- sur les missions de l'Etat dans l'encouragement de la culture, au sens de la LICE et de la LAC, des diverses ordonnances et directives en vigueur,
- sur l'analyse de la situation de la culture dont on trouve les principaux résultats ci-dessus, avec ses comparaisons au niveau cantonal et national,
- sur l'examen des requêtes administrées par le Service de la culture et par la commission culturelle de l'Etat de Fribourg,
- sur l'analyse des besoins des institutions culturelles,
- sur les nombreuses consultations menées par le Service de la culture auprès des principaux acteurs culturels et des services de l'Etat concernés,
- sur les résultats des Assises menées au sein de l'Agglomération de Fribourg, et leurs recommandations,
- ainsi que sur diverses études ou stratégies menées au niveau suisse et dans des cantons comparables (Valais, Berne ou Argovie notamment),

et en s'inscrivant dans la continuité des décisions prises à de nombreuses reprises ces dernières années, dans un contexte budgétaire difficile, pour soutenir la culture, tels que le renforcement de l'aide sélective notamment dans le théâtre (2012), les aides pluriannuelles (versées depuis 2003 pour une période de trois ans, 2006, 2009, 2012, 2015), la bourse de mobilité (depuis 2015), le renforcement de l'aide aux musiques actuelles (2017), les projets d'investissements (BCU, SIC, MHN en 2014–2017) ou le programme Culture & Ecole d'accès et de sensibilisation à la culture (2016), le Conseil d'Etat a pu identifier cinq enjeux principaux pour les prochaines années dans le domaine de la culture.

3.1. Un positionnement régional fort, mais des faiblesses dans la circulation des publics et des œuvres

Au cours des vingt dernières années, le canton de Fribourg a pu consolider son offre culturelle au niveau régional et, dans quelques domaines, au niveau national voire international. Le canton se positionne aujourd'hui comme une région culturelle intermédiaire forte et bilingue, située entre les grandes métropoles suisses qui constituent des pôles d'attraction, alors que tant les artistes que les publics s'avèrent toujours plus mobiles et exigeants. La culture attire dans le canton un public extracantonal et fait rayonner Fribourg au niveau national et international par diverses offres pointues de haute qualité (patrimoine historique, institutions culturelles, saisons, festivals, etc.) ou par la diffusion de projets et œuvres culturelles fribourgeois en Suisse et à l'étranger. A titre d'exemple, la culture était le domaine le plus référencé du premier semestre 2016 dans les médias sociaux pour le canton de Fribourg, cela avant le sport, l'économie ou la politique. Cependant, la concurrence est forte et les centres urbains investissent dans la culture. Face à ces dynamiques, il est important que le canton de Fribourg soigne son identité culturelle, renforce sa position et investisse dans les domaines artistiques où il a des atouts à jouer et où il peut rayonner.

La vie culturelle est essentielle à la vie sociale et communautaire. Les offres des sociétés locales sont nombreuses. Le réseau muséal, patrimonial, des saisons culturelles et des fes-

[1] 2016: une contribution de 800 000 francs pour la Maison des Artistes explique pour une bonne part la différence avec les années précédentes.

tivals est bien réparti sur l'ensemble du territoire. Cette proximité est un atout à maintenir et à renforcer même si, pour des raisons historiques, la capitale concentre une grande part de la création artistique professionnelle; sa diffusion dans les districts est dès lors importante pour qu'elle puisse bénéficier à tous les Fribourgeois. Les dispositifs d'encouragement doivent être adaptés pour permettre une meilleure circulation au niveau régional et national.

3.2. Une offre artistique consolidée, mais une professionnalisation encore fragile

En prenant comme indicateur l'évolution des subventions cantonales, le nombre de requêtes traitées par la Commission des affaires culturelles a augmenté d'un tiers entre 2002 (155) et 2015 (202). Sans qu'on puisse fournir des statistiques précises, on assiste ces dernières années à une augmentation sensible des budgets des projets culturels, évolution qui tient à leur nécessité de garantir la qualité attendue par le public et de rester compétitifs face à la concurrence, à la professionnalisation générale et aux coûts de production (artistiques, résidence, management et communication, etc.). Pour être réalisables, de nombreuses offres professionnelles reposent sur un engagement important de bénévoles (pour les saisons et les festivals notamment). Cette situation est certes une force en matière de participation culturelle, mais elle résulte aussi de la fragilité financière sur laquelle reposent de nombreux projets culturels fribourgeois. Plus d'un acteur culturel fribourgeois se trouve ici à la «croisée des chemins» et de nouveaux modèles sont ici à explorer.

Si, d'une façon générale, la formation artistique des jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois s'est consolidée (avec des études en arts de niveau préprofessionnel et tertiaire), les conditions restent fragiles pour les artistes, tant pour débuter que pour trouver une continuité dans le travail de création: l'accent mis ces deux dernières décennies sur la professionnalisation du secteur artistique et culturel fribourgeois a certes renforcé la qualité des projets artistiques et assuré un bon niveau professionnel. La plupart des artistes pratiquent leur art à temps partiel et exercent des métiers parallèles qui, souvent, requièrent des compétences analogues (nouvelles technologies, graphisme, design, enseignement, travail socioculturel, thérapie, relations publiques, etc.). Dans les arts de la scène, par exemple, si plus de cent créations fribourgeoises ont eu lieu depuis l'ouverture de Nuithonie (2005), la majorité de la dizaine de troupes confirmées de théâtre et de danse ne produisent pas à un rythme suffisamment régulier pour assurer dans la continuité la nécessaire solidité professionnelle. La situation en musiques actuelles, en arts visuels et en littérature s'avère similaire. Les conditions salariales des artistes sont précaires, sans parler de leur prévoyance sociale, comme l'a relevé récemment une étude mandatée au niveau national[1]. L'approche sélective de l'aide développée ces dernières années a porté ses fruits, mais sans une augmentation significative de l'aide à la création de l'Etat, restée stable ces dernières années (voir graphique 6), et une adaptation du dispositif d'encouragement, il ne sera pas possible de pérenniser l'effort réalisé ces deux dernières décennies.

Enfin, il est crucial que le canton de Fribourg soit attractif pour la relève artistique professionnelle: de nombreux jeunes artistes sortent des hautes écoles d'art, et le canton doit encourager les meilleurs en leur donnant l'opportunité de créer et, ainsi, renouveler progressivement et naturellement l'offre culturelle.

3.3. «L'art, c'est bon pour l'économie»: innovation et économie créative

Le domaine culturel a un impact économique direct et indirect important: il crée des emplois, soutient l'innovation, favorise le tourisme et renforce l'image du canton. A titre d'exemples, le Théâtre des Osses active pour ses productions un réseau d'une centaine de professions et prestations différentes, alors que le Festival international du film de Fribourg (FIFF) mentionne un impact économique de 4,5 millions (pour un budget de 2,2 de millions de francs). On pourrait répéter ce type d'observations pour de nombreux autres acteurs culturels. Si, pour l'instant, il n'existe pas d'étude cantonale spécifique sur ce sujet au niveau du canton de Fribourg, l'Office fédéral de la culture (OFC) estime que l'industrie culturelle et créative représente plus de 10% des entreprises et plus de 5% des emplois en Suisse[2]. L'impact économique des manifestations culturelles est généralement estimé à au moins 1,5 à 2 par les spécialistes (rapport impact/budget).

La montée des industries créatives invite à considérer les domaines de l'innovation et de la culture créative de façon plus large et systémique. Le Message culture 2016 à 2020[3] de la Confédération insiste sur le besoin de mettre en place une meilleure collaboration entre les intervenants de la culture, de l'économie et des sciences afin de créer une plus-value grâce à des projets novateurs. Le «cluster» des entreprises culturelles et créatives se compose essentiellement de petites entités et d'indépendants. Pour saisir cette opportunité, le canton de Fribourg devrait encourager des projets artistiques collaboratifs liés à l'innovation et à l'économie créative. Cette approche, notamment dans les arts numériques, peut se développer en collaboration avec les PME et les Hautes Ecoles, par exemple sur le site de *Bluefactory*. Cela permettrait de rendre le canton plus attractif pour les jeunes talents tout en renforçant son économie et son image novatrice.

---

[1] Recommandations d'action de la Conférence des villes en matière culturelle (CVC), concernant la protection sociale des artistes et acteurs culturels, octobre 2016. Elles reposent sur les résultats d'une étude mandatée en 2015 par la CVC et la Conférence des délégués cantonaux à la culture (CDAC).

[2] Statistique de poche de la culture en Suisse, Office fédéral de la culture, 2016.

[3] Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2016 à 2020.

3.4. Une offre de qualité mais un accès inégal à la culture

En misant sur la qualité et la diversité, l'offre culturelle fribourgeoise a su gagner un public plus large et plus exigeant. Preuve en est la bonne fréquentation, par la population fribourgeoise et d'ailleurs, des saisons et des festivals sur l'ensemble du territoire cantonal. Si l'impact culturel est positif, force est de noter que l'accès à la culture connaît encore de grandes faiblesses. Les pratiques culturelles dépendent de facteurs sociaux, éducatifs, géographiques et économiques. Le «non-public» de la culture fribourgeoise reste nombreux. Ce phénomène n'est pas spécifique à notre canton et constitue un défi prioritaire mis en évidence par le Conseil fédéral dans son Message Culture 2016 à 2020. Le canton connaissant de forts changements sociaux et démographiques, cet enjeu est particulièrement important à Fribourg. La dynamique favorable dans le domaine musical mentionnée plus haut (1.1) est à encourager dans d'autres disciplines artistiques.

La culture développe le lien social, consolide le sentiment d'appartenance et apporte une qualité de vie qui renforce l'attractivité du canton. En ces temps d'incertitudes, marqués par les crises économiques, migratoires et politiques, la participation culturelle renforce la cohésion sociale. Elle favorise l'éducation, développe un esprit critique et d'ouverture aux autres, renforce un espace social de partage, de respect et de compréhension. En ce sens, l'accès des jeunes à l'offre culturelle doit en particulier être renforcé et l'école a une mission fondamentale à jouer. Les projets portés par les animateurs socio-culturels et les médiateurs culturels soutiennent cet accès et cette sensibilisation. L'information sur l'offre culturelle doit elle aussi être améliorée au niveau cantonal. Enfin, la culture permet de lutter contre des phénomènes tels que la pauvreté et l'exclusion sociale. On le voit, une culture partagée est un défi tant culturel que politique et social.

3.5. Financements publics: investir dans la culture

Le développement positif de l'offre culturelle fribourgeoise tient en premier lieu à l'engagement des acteurs culturels, ainsi qu'à une politique d'encouragement soutenue des pouvoirs publics, basée sur le long terme. Les efforts, notamment financiers, des autorités publiques communales, intercommunales et cantonales ont permis de développer une offre culturelle attractive et diversifiée à l'échelle cantonale.

Ces dernières années, malgré les difficultés budgétaires et les mesures structurelles et d'économies, plusieurs décisions d'investissement importantes ont pu être prises, et les budgets de subvention de l'Etat à la création artistique ont pu être maintenus. Cette situation prévaut aussi pour les budgets de fonctionnement des institutions culturelles.

Ces prochaines années, ces efforts doivent, tant au niveau communal que cantonal, se poursuivre et si possible se renforcer. Au niveau financier, les subventions publiques à la création sont non seulement indispensables au développement de projets artistiques professionnels, mais elles conditionnent et ont un effet de levier pour trouver d'autres financements. Alors que les demandes des acteurs culturels augmentent, les fragilités et défis présentés plus haut indiquent l'importance d'un renforcement de l'aide des collectivités publiques, cela tant dans la création artistique que dans l'accès à la culture.

4. Priorités du Conseil d'Etat 2017–2021 dans le domaine de la culture

Alors que le canton connaît une rapide évolution sociale et démographique, la culture développe le lien social, renforce le sentiment d'appartenance et apporte de la qualité de vie. La culture est aussi un facteur d'innovation qui, à l'instar de la recherche et de la formation, participe au développement, à l'attractivité et la notoriété du canton. La culture génère des postes de travail et a un impact économique direct et indirect.

4.1. Consolider l'offre culturelle et donner diverses impulsions

En quinze ans, le dispositif d'encouragement de l'Etat a été amélioré et renforcé, afin de répondre aux besoins et aux nouveaux enjeux de ce domaine. Ces dernières années, les demandes des acteurs culturels ont augmenté (en particulier quant aux montants requis). Vu les budgets disponibles, l'encouragement a dû être plus sélectif, afin de pouvoir soutenir les projets avec des moyens suffisants, en particulier dans les arts de la scène et la musique. Enfin, s'il est important de soutenir dans la durée les acteurs culturels en place, il est tout autant stratégique que la relève artistique puisse elle aussi être encouragée.

Les autorités publiques doivent mieux collaborer pour relever les défis, et la coordination cantonale entre les autorités publiques chargées de l'encouragement de la culture se renforce, en respectant leurs responsabilités et missions spécifiques et en garantissant la diversité culturelle. A titre d'exemple, les résultats des Assises «Culture 2030» de l'agglomération fribourgeoise, présentés en 2015, font l'objet d'une réflexion entre les mandants (Ville, Agglomération, Coriolis Infrastructures). La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport participe au groupe de suivi de ces Assises afin d'y analyser en particulier les thèmes touchant à la création artistique et, le cas échéant, de prendre les mesures idoines dans une perspective à long terme et à l'échelle cantonale.

4.2. Culture: investir dans cinq domaines stratégiques

Au vu des enjeux et des défis posés dans le domaine culturel, le Conseil d'Etat souhaite mener d'une part une politique de consolidation des acquis et, d'autre part, donner plusieurs impulsions dans des domaines stratégiques de l'encouragement de la culture. La culture étant aussi un enjeu social, économique, éducatif, touristique, le Conseil d'Etat entend renforcer la transversalité de ses politiques publiques, notamment dans les domaines de la formation, de l'innovation, du tourisme, de l'intégration, de la politique sociale et des politiques de jeunesse, et encourager les collaborations entre les partenaires concernés, en particulier les milieux touristiques.

Vu le contexte financier actuel et les possibilités d'évolution du budget de la culture au cours des prochaines années, le Conseil d'Etat souhaite faire face aux enjeux les plus importants signalés plus haut et mener une politique de soutien à la culture dans cinq domaines stratégiques:

A. Créer, faire connaître et diffuser: optimiser le dispositif d'encouragement de la culture et d'aide à la création, renforcer la mobilité et la diffusion

1. L'aide sélective à la création doit se renforcer dans plusieurs domaines artistiques, notamment afin de faire face à l'augmentation des coûts de production et de maintenir la qualité professionnelle et la compétitivité des projets artistiques fribourgeois. Dans les arts de la scène, le dispositif doit renforcer les capacités de production, notamment pour la résidence artistique. Le dispositif d'encouragement doit être revu dans les arts visuels et numériques, et mieux répondre aux besoins actuels dans plusieurs champs d'expression en développement.
2. La relève artistique est forte et mobile. Il est important que le canton puisse la garder ou l'attirer en donnant aux jeunes artistes professionnels des moyens pour créer et ainsi renouveler l'offre culturelle; la problématique, plus générale, de la plus grande mobilité des artistes et la circulation des œuvres doit être abordée, notamment en terme de collaboration intercantonale, de soutien à la diffusion, etc.
3. Dans les subventions, il convient de veiller à ce que les conditions salariales des artistes et des acteurs culturels salariés ou indépendants, qui restent précaires, puissent en particulier intégrer une prévoyance sociale, suivant les recommandations émises récemment à l'échelle nationale.

B. *Innover:* faire mieux interagir arts et économie créative, renforcer l'impact économique de la culture

4. Le potentiel de développement de projets artistiques dans le cadre d'une économie créative devrait faire l'objet d'une étude, afin d'identifier et évaluer des projets innovants, de nouvelles modalités d'encouragement public-privé. Ce travail est à mener en collaboration avec la Direction de l'économie et de l'emploi, le service de promotion économique, les écoles professionnelles et les hautes écoles ainsi que les entreprises et start-ups. Le parc d'innovation de *Bluefactory* est une opportunité à saisir. Dans la même perspective, le lien entre culture, attractivité économique et tourisme peut être renforcé.

C. *Une culture en partage:* une culture au profit du bien-être et de la cohésion sociale

5. Il y a lieu d'élargir les publics intéressés et de faciliter l'accès à la culture et son partage. En particulier, la sensibilisation des enfants et des jeunes à la culture doit être améliorée. Le Conseil d'Etat a décidé en 2016 de renforcer le programme Culture & Ecole ces cinq prochaines années. Ce programme bénéficiera progressivement aux 40 000 élèves des onze niveaux HarmoS.
6. Dans le même contexte, il y a lieu de consolider les mesures d'accès et la sensibilisation à la culture dans les institutions culturelles, notamment envers les familles, les jeunes, les aînés, les personnes défavorisées et les nouveaux habitants. Les infrastructures, technologies et ressources en médiation et participation culturelles doivent y être renforcées.
7. La culture peut mieux contribuer au développement de projets dans les domaines de politique sociale, de santé, d'intégration et de jeunesse en particulier. Il s'agit aussi de renforcer l'interaction professionnel-amateur et la participation culturelle, ainsi que de développer l'écosystème culturel fribourgeois (voir 1.1) dans de nouvelles disciplines artistiques.
8. En collaboration avec les collectivités publiques et si possible avec des partenaires privés, il y aurait lieu d'améliorer l'information sur l'offre culturelle dans le canton, tant dans une perspective de promotion que d'accès et de sensibilisation aux activités culturelles.

D. *Trois projets-phare* pour les institutions culturelles cantonales, mieux coordonnées dans la sauvegarde du patrimoine fribourgeois

9. Le maintien et si possible l'amélioration des budgets de fonctionnement des institutions culturelles est crucial pour que ces dernières puissent continuer à remplir leur mission, et puissent notamment faire face aux nombreux défis posés actuellement à la sauvegarde du patrimoine, notamment religieux. Le Groupe Patrimoine, qui rassemble les institutions cantonales concernées, renforcera une approche coordonnée de la sauvegarde patrimoniale. Trois grands projets d'investissement modifieront durablement le paysage culturel fribourgeois:

a) l'extension de la BCU offrira à la population une bibliothèque moderne avec un espace de formation et de lecture publique, l'accès aux fonds patrimoniaux ainsi que diverses prestations culturelles;
b) la délocalisation du MHN dans le quartier des Arsenaux améliorera sensiblement l'accueil du public, la valorisation des collections, tout en permettant au musée de se développer en adéquation avec l'évolution culturelle, sociale et environnementale;
c) Le futur centre de stockage interinstitutionnel cantonal (SIC) améliorera sensiblement la gestion et la qualité du stockage des biens patrimoniaux.

10. La qualité des conditions d'enseignement ainsi que l'accès et la sensibilisation à la musique peuvent encore s'améliorer dans les districts par une réorganisation territoriale progressive du Conservatoire, qui créera des pôles régionaux d'enseignement, en concertation avec les communes.
11. En fonction des opportunités, l'Etat examinera, selon leur pertinence culturelle et leur dimension cantonale, sa participation à des projets d'infrastructures culturelles fondées par des tiers.

E. *Fribourg, un territoire de cultures:* favoriser le rayonnement de la culture fribourgeoise et renforcer la coordination entre les acteurs culturels

12. Le rayonnement de la culture fribourgeoise peut être renforcé par le développement de mesures de collaboration intercantonale, en particulier en faveur d'une meilleure circulation des projets et des publics. Le bilinguisme de la culture est une spécificité fribourgeoise à promouvoir entre les régions linguistiques, tant dans le canton qu'à l'échelle fédérale et internationale.
13. La Direction ICS et son Service de la culture poursuivront les démarches visant à rencontrer régulièrement et à favoriser la collaboration entre les autorités publiques chargées de l'encouragement de la culture, afin notamment de faciliter les démarches des requérants.
14. Le Service de la culture poursuivra ses initiatives visant à renforcer la mise en réseau et la coopération des acteurs culturels au niveau cantonal, comme il l'a fait par exemple en 2016 pour les musées et la médiation culturelle.

5. Budget annuel et Fonds de la culture

De 2014 à 2017, les subventions en faveur de la création artistique ont pu être maintenues à 3 950 000 francs. L'augmentation prévue au dernier plan financier de 50 000 francs par an n'a pas pu être tenue en raison des mesures d'économies décidées en 2013. A l'avenir, l'Etat entend aussi mener une politique budgétaire réaliste tout en maintenant un volume de subventionnement élevé en faveur de la culture. Les mesures qu'il entend développer sont les suivantes:

1. Dans le plan financier 2018–2021 en cours d'élaboration, le Conseil d'Etat étudie comment il peut donner suite aux besoins de financement de l'aide à la création (au sens de la LAC) liés aux 14 mesures présentées ci-dessus. En outre, le programme Culture & Ecole, projet prioritaire de la prochaine législature, passera comme annoncé d'un budget total annuel estimé à 885 000 francs en 2017 à 1 380 000 francs en 2020 et 2021. La part financière de l'Etat augmentera respectivement de 225 000 francs en 2016 à 335 000 en 2017 puis à 385 000 francs en 2018 et 400 000 francs en 2020 et 2021, le financement complémentaire étant assuré par la participation des classes ainsi que les partenariats conclus avec la BCF, les TPF et la Loterie Romande.
2. Après une période de plafonnement, les ressources des institutions culturelles du canton devraient être renforcées pour faire face aux besoins urgents de sauvegarde et de valorisation du patrimoine, ainsi que pour renforcer l'accès et la sensibilisation à la culture.
3. Les trois grands projets d'investissement prévus ont fait (SIC) ou feront (extension BCU, délocalisation MHN) l'objet de demandes de crédits d'engagement au cours des prochaines années auprès du Grand Conseil, pour un montant total d'investissement de l'ordre de 150 millions de francs. La réorganisation territoriale du Conservatoire aura également un impact financier à porter conjointement par l'Etat et les communes. Les modalités de financement sont à l'étude, selon les projets déposés par les communes.
4. Selon l'article 12 de la loi sur les affaires culturelles (LAC), les subventions à la culture peuvent être financées soit par le budget ordinaire de l'Etat, soit par le Fonds cantonal de la culture. Ce fonds existe mais il ne permet actuellement pas de financer des projets spécifiques. Il suffirait dès lors de l'alimenter pour remplir les intentions des postulants. Le Conseil d'Etat analysera la possibilité, selon la situation des comptes annuels, d'alimenter ce fonds au cours des prochaines années, en affectant une partie des éventuels excédents des exercices comptables à venir, et fera, le cas échéant, une proposition au Grand Conseil. Il souhaite cependant que le Fonds de la culture soit utilisé pour des projets d'investissement et de développement ciblés, en lien avec les défis relevés ci-dessus, par exemple pour des projets alliant culture, science et innovation, économie et société.

6. Conclusion

Le Conseil d'Etat reconnaît toute l'importance d'encourager la richesse et la diversité culturelle chères à notre canton. Quant à l'accès à la culture, il s'agit un défi tant culturel que politique et social.

Ces dernières années, malgré les mesures d'économies décidées en 2013, les subventions en faveur de la culture ont pu être maintenues. Au vu des enjeux et des défis posés dans le domaine culturel, le Conseil d'Etat souhaite mener à l'avenir, d'une part, une politique de consolidation des acquis et, d'autre part, donner, en fonction des ressources financières disponibles, plusieurs impulsions dans cinq domaines stratégiques de l'encouragement de la création artistique, de l'accès et de la sensibilisation à la culture:

> *Créer, faire connaître et diffuser:* optimiser le dispositif d'encouragement de la culture et d'aide à la création, renforcer la mobilité et la diffusion;
> *Innover:* faire mieux interagir arts et économie créative, renforcer l'impact économique de la culture;
> *Une culture en partage:* une culture au profit du bien-être et de la cohésion sociale;
> *Trois projets-phare* pour les institutions culturelles cantonales, mieux coordonnées dans la sauvegarde du patrimoine fribourgeois;
> *Fribourg, un territoire de cultures:* favoriser le rayonnement de la culture fribourgeoise et renforcer la coordination entre les acteurs culturels.

La culture est aussi un enjeu social, économique, touristique. C'est pourquoi le Conseil d'Etat entend renforcer la transversalité de ses politiques publiques, notamment dans les domaines de la formation, du tourisme, de l'intégration, des politiques de jeunesse et de l'innovation.

A l'avenir aussi, l'Etat entend mener une politique budgétaire réaliste et maintenir un volume de subventionnement élevé en faveur de la culture. Sur la base des priorités présentées ci-dessus, il souhaite améliorer le dispositif d'encouragement actuel, renforcer le budget du Service de la culture et étudier la possibilité de réalimenter le Fonds cantonal de la culture au cours des prochaines années, en fonction des disponibilités existantes.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

Bericht 2017-DICS-33 30. Mai 2017

—

des Staatsrats an den Grosse Rat zum Postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Kantonale Subventionen für die Kultur

1. Bestandsaufnahme der Kultur im Kanton Freiburg **18**
1.1. Amateure und Profis: die Freiburger Kulturlandschaft 18
1.2. Kulturförderung: Die jeweiligen Rollen des Kantons und der Gemeinden 18
1.3. Professionelles Kulturangebot 19

2. Entwicklung der Kulturfinanzierung durch die öffentliche Hand **21**
2.1. Entwicklung der Kulturförderung durch die Gemeinden 2000–2014 22
2.2. Entwicklung der kantonalen Kulturförderung 2000–2016 24
2.3. Entwicklung der Unterstützung der Loterie Romande 2000–2016 26

3. Fünf hauptsächliche Herausforderungen **27**
3.1. Eine starke regionale Stellung, aber Schwächen bei der Mobilität des Publikums und der Werke 27
3.2. Ein konsolidiertes künstlerisches Angebot, aber mit einer noch anfälligen Professionalisierung 28
3.3. «Kunst ist gut für die Wirtschaft»: Innovation und Kreativwirtschaft 28
3.4. Ein gutes Angebot, aber ein noch nicht gleichberechtigter Zugang zur Kultur 29
3.5. Staatliche Finanzierung: In die Kultur investieren 29

4. Prioritäten des Staatsrats 2017–2021 im Kulturbereich **29**
4.1. Das kulturelle Angebot konsolidieren und Impulse geben 30
4.2. Kultur: In vier strategische Bereiche investieren 30

5. Jahresbudget und Kulturfonds **32**

6. Schlussbemerkungen **32**

Nach einem historischen Rückblick auf die kulturellen Entwicklungen seit 2001 verlangen die beiden Mitunterzeichner mit ihrem am 20. Februar 2015 eingereichten und begründeten Postulat (Datum des Postulats Solange Berset/Isabelle Chassot) vom Staatsrat, dass «*angesichts des nicht gebrauchten Vermögens des Kantons die Möglichkeit geprüft werde, den Betrag, der jährlich für das kulturelle Schaffen gewährt wird, spürbar zu erhöhen, dass konkret ein kantonaler Fonds zur Subventionierung des beruflichen künstlerischen Schaffens im Kanton ins Leben gerufen wird, dass ein namhafter Anfangsbetrag eingezahlt und die jährliche Speisung spürbar erhöht wird, um die ganze Freiburger Kultur zu unterstützen*».

Auf Antrag des Staatsrats nahm der Grosse Rat dieses Postulat am 8. September 2015 mit 70 Ja gegen 14 Nein und 2 Enthaltungen an und beauftragte den Staatsrat, einen Bericht zu erarbeiten. Der Staatsrat ersuchte im August 2016 für diesen Bericht eine sechsmonatige Fristverlängerung, um seine Überlegungen in die Ausarbeitung des Regierungsprogramms für die Legislaturperiode 2017–2021 einfliessen zu lassen.

Dieser Bericht möchte die Frage nach der Förderung des Kulturschaffens vor dem allgemeineren Hintergrund der kulturellen Entwicklung im Kanton Freiburg behandeln. Daher schildert er zunächst die Entwicklung des Kulturschaffens im Kanton in den vergangenen fünfzehn Jahren. Er zeigt auf, wie sich die Kulturfinanzierung durch die öffentliche Hand entwickelt hat, und beschreibt dann konkret die Entwicklung, die Voraussetzungen und die Auswirkungen der Finanzierung des Kulturschaffens durch den Staat (seine vorrangige Aufgabe). Dann zieht der Staatsrat Bilanz und

beschreibt die wichtigsten Herausforderungen, die sich in diesem Bereich stellen. Anschliessend listet er die Prioritäten auf, die er im kulturellen Bereich setzen möchte. Zudem prüft er unter Berücksichtigung des gegenwärtigen finanziellen Umfelds die Entwicklungsmöglichkeiten des Kulturbudgets in den kommenden Jahren. Auf dieser Grundlage nimmt er schliesslich Stellung zu den im Postulat formulierten Anliegen.

1. Bestandsaufnahme der Kultur im Kanton Freiburg

1.1. Amateure und Profis: die Freiburger Kulturlandschaft

In den vergangenen Jahrzehnten hat sich das Kulturleben in Freiburg dank einem quantitativ und qualitativ stetig ansteigenden kulturellen Angebot stark dynamisiert. Eine Freiburger Besonderheit ist der rege Austausch zwischen Amateuren und professionellen Kunstschaffenden, die man aber nicht gegeneinander aufwiegen, sondern vielmehr als sich ergänzend sehen sollte. Viele kulturelle Gesellschaften und Vereine werden zudem von professionellen Kulturschaffenden begleitet, was sich langfristig günstig auf ihre Entwicklung und ihre künstlerische Qualität auswirkt (Theater, Musik usw.).

Dies zeigt sich an der Instrumental- und Choralmusik, einem Bereich, in dem der Kanton Freiburg besonders hervorsticht. Zu verdanken ist dies vor allem einer starken Tradition, einer klugen Partnerschaft zwischen Amateuren und professionellen Kunstschaffenden, einer starken und langfristigen Förderung der Ausbildung durch die öffentlichen Behörden und einer vorteilhaften «Kulturlandschaft» für das Musizieren (Dachverbände, Musikgesellschaften und Musikcorps, Chöre und Blaskapellen von Dörfern, Jugendlichen, Schulen, Eliten usw.). Neben der ordentlichen Finanzhilfe, die der Staat den kantonalen Dachverbänden gewährt, können Gesellschaften oder Vereine dank der staatlichen Schaffensbeiträge professionelle Kulturschaffende anstellen, um kulturelle Projekte zu entwickeln. Denn zahlreiche Projekte, die von gemeinnützigen Vereinen eingereicht werden, umfassen einen professionellen Teil und können somit gestützt auf die entsprechenden gesetzlichen Grundlagen unterstützt werden. Und obschon das freiwillige Engagement, vor allem in den lokalen Vereinen, nachzulassen scheint, entstehen vielerlei neue Formen der kulturellen Partizipation.

Zudem wurden in den vergangenen Jahren mit der Unterstützung des Staates (Inventar und Dokumentation, Projekt «Lebendige Traditionen in Bildern» usw.) besonders die lebendigen Traditionen aufgewertet und neu belegt. Die Freiburger Kultur bleibt somit weiterhin gut verankert.

1.2. Kulturförderung: Die jeweiligen Rollen des Kantons und der Gemeinden

Auch wenn das künstlerische und kulturelle Schaffen in erster Linie privater Natur ist, kann es ohne subsidiäre Unterstützung durch die öffentliche Hand nicht realisiert werden. Dies gilt sowohl in der Schweiz wie auch im Ausland. Wenn ein Schaffensprojekt die Möglichkeit der Eigenfinanzierung hat oder kommerziellen Zwecken dient, greift der Staat natürlich nicht ein oder übernimmt nur die Defizitgarantie. Und schliesslich knüpfen die Sponsoren ihre Beiträge in der Regel an die Bedingung, dass die öffentliche Hand sich an den Projekten beteiligt und finanzielle Unterstützung leistet.

Gemäss dem Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (KAG; SGF 480.1) von 1991 sind die «*kulturellen Aktivitäten und der Schutz des kulturellen Erbes (...) in erster Linie Angelegenheit der Privatpersonen. Die Gemeinden und der Staat haben dabei die Aufgabe, entsprechend den ihnen vom Gesetz überbundenen Verantwortlichkeiten unterstützend zu wirken und selber Initiativen zu entwickeln.*» (KAG, Art. 2). Das KAG verteilt die Rollen wie folgt: Der Staat Freiburg betätigt sich hauptsächlich auf dem Gebiet des Kulturschaffens, wogegen die Gemeinden (und Gemeindeverbände) sich hauptsächlich auf dem Gebiet der kulturellen Veranstaltungen einsetzen.

Übersicht der Rollenverteilung

Rollenverteilung zwischen Kanton, Gemeindeverbänden und Gemeinden im Bereich der Kulturförderung im Kanton Freiburg

	Rolle des Kantons	Rolle der Gemeindeverbände	Rolle der Gemeinden
Grundsätze im kantonalen Gesetz	Der Kanton setzt sich für die Kulturförderung ein, wobei er hauptsächlich auf dem Gebiet des Kulturschaffens tätig ist (= Herstellung kultureller Produktionen). Der Kanton unterstützt kulturelle Veranstaltungen subsidiär.	Der Oberamtmann unterstützt die Förderung kultureller Veranstaltungen in seinem Bezirk und setzt sich für die Zusammenarbeit unter den Gemeinden ein. Bei der Durchführung regionaler Projekte arbeiten benachbarte Gemeinden eng zusammen.	Die Gemeinde beteiligt sich an der Kulturförderung, in erster Linie durch die Unterstützung kultureller Veranstaltungen (= Verbreitung kultureller Produktionen). Die Gemeinde unterstützt das Kulturschaffen subsidiär.
Prioritär	Der Kanton unterstützt das professionelle Kulturschaffen unter der Voraussetzung, dass die betreffende(n) Gebietskörperschaft(en) einen direkten oder indirekten finanziellen Beitrag leistet(n). (Mit einem indirekten finanziellen Beitrag ist die Gewährung einer Subvention an den Ort des Kulturschaffens gemeint.	Die Gemeindeverbände unterstützen professionelle Kulturveranstalter von anerkannter regionaler Bedeutung. Sie unterstützen professionelle kulturelle Veranstaltungsorte von anerkannter regionaler Bedeutung. Sie beteiligen sich über die Veranstalter und Veranstaltungsstätten an den Betriebs- und Produktionskosten professioneller Ensembles.	Die Gemeinde unterstützt das nicht-professionelle (oder Amateur-) Kunstschaffen auf ihrem Gebiet. Sie unterstützt örtliche kulturelle Einrichtungen wie Bibliotheken, Ludotheken, Freizeitzentren usw. Sie unterstützt örtliche Vereinigungen, darunter Blasmusiken und Musikgesellschaften, Theatergruppen und Laienchöre usw.
Subsidiär	Der Kanton kann Veranstaltungen unterstützen, sofern sie eine überregionale Ausstrahlung haben.	Die Gemeindeverbände können sich subsidiär zum Kanton an den Organisationskosten professioneller Ensembles beteiligen, die ihre Werke an einem Ort von regionaler Bedeutung aufführen, sofern dieses Schauspiel nicht Teil des ordentlichen Programms der Veranstaltungsstätte ist.	Die Gemeinde kann professionelle kulturelle Veranstalter oder Veranstaltungsstätten auf ihrem Gebiet unterstützen. Sie kann sich an den Kosten professioneller Kulturproduktionen beteiligten, z. B. wenn es sich um eine Premiere handelt, die auf ihrem Gebiet stattfindet.

Durch die subsidiären Zuständigkeiten erlaubt diese Verteilung eine gute Verankerung der Kultur, wobei der Staat die prioritäre Aufgabe der Förderung des professionellen Kulturschaffens behält. Denn diese Rolle könnte von den Gemeinden des Kantons Freiburg nicht erfüllt werden. Dieses Modell hat sich bewährt, aber damit die Investitionen in die Kultur möglichst wirksam sind, braucht es eine bessere Koordination zwischen den öffentlichen Behörden.

Das Engagement für die Kulturförderung reicht über die Kantonsgrenzen hinaus und verschiedene Massnahmen wurden gebündelt (auf Westschweizer Ebene etwa die Finanzhilfe für die Mobilität von Bühnenaufführungen, Kinoförderung, Förderung zeitgenössischer Musik). Auch die Zusammenarbeit unter den Kantonen sowie mit dem Bund und den Schweizer Städten verstärkt sich zunehmend. Ferner wurden mehrere Vereinbarungen zur internationalen Zusammenarbeit unterzeichnet.

Mit dem Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten von 1991 (KAG) erhält das Amt für Kultur der EKSD die Rahmenbedingungen, die es ihm erlauben, eine breite Palette von Fördermassnahmen anzubieten, die hauptsächlich zur Unterstützung des professionellen Kulturschaffens dienen. Das Ausführungsreglement (KAR) legt den Umfang, die Bedingungen und die Modalitäten der Subventionierung fest, während die von der EKSD erlassenen Richtlinien dieses Dispositiv ergänzen und genauer erläutern.

Gegenwärtig betätigt sich der Staat durch Schaffensbeiträge sowie Beiträge an die Verbreitung, Animation und Vermittlung. Zu seinem Angebot gehören folgende Hauptförderinstrumente: Ordentliche Subventionen, ausserordentliche Subventionen, punktueller Schaffensbeitrag, Mehrjahres-Schaffensbeitrag, Künstlerateliers und Stipendien für das Kunstschaffen. Auf dem Internetportal des Amtes für Kultur wird das gesamte Angebot detailliert präsentiert.

1.3. Professionelles Kulturangebot

In den nachfolgenden Abschnitten wird die gegenwärtige Situation der Kultur im Kanton Freiburg beschrieben; ausführlicher behandelt wird dabei das sogenannte professionelle Kulturschaffen und Kulturangebot, dessen Förderung zu den prioritären Aufgaben des Staates gehört.

1.3.1. Kulturelle Institutionen, Schutz und Aufwertung des Kulturerbes

Das Museumsangebot ist über das gesamte Freiburger Kantonsgebiet verteilt und bietet eine grosse Vielfalt. Die kulturellen Institutionen des Kantons (Museum für Kunst und Geschichte, Naturhistorisches Museum, Kantons- und Universitätsbibliothek, Staatsarchiv, Schloss Greyerz), das Amt für Kulturgüter und das Amt für Archäologie, die regionalen Museen (Greyerzer Museum, Sensler Museum, Murtner Museum, Museum von Charmey) sowie eine Reihe thematischer Museen oder Kulturzentren (Espace Tinguely-Niki de Saint Phalle, Vitrocentre/Vitromusée von Romont, Römermuseum Vallon, Tapetenmuseum Mézières, Gutenbergmuseum, Bibel und Orient Museum, Marionettenmuseum, Pfahlbaudorf Gletterens, Cantorama Jaun usw.) spielen eine wichtige Rolle für die Erhaltung des Kulturerbes und dessen Aufwertung (Sammlungen, Ausstellungen, Veröffentlichungen usw.).

Die meisten dieser Institutionen, die von Gemeinde- und/oder Kantonsbehörden sowie mit privaten Mitteln (*Loterie Romande*, einige Eigenmittel und Sponsoren usw.) finanziert und häufig von einer Vereinigung von Freunden oder engagierten Freiwilligen unterstützt werden, setzen sich derzeit für die immer anspruchsvollere Aufgabe der Pflege des kulturellen Erbes ein. Ihre Mittel sind jedoch beschränkt und blieben in der Regel seit vielen Jahren auf dem gleichen Stand, obschon sie immer mehr Aufgaben und professionelle Anforderungen erfüllen müssen. Im Übrigen hat der Staat diese Institutionen kürzlich eingeladen und ermuntert, sich stärker zu vernetzen und vermehrt zusammenzuarbeiten. Bei den kulturellen Institutionen, die sich für die Bewahrung des Kulturerbes einsetzen, möchte der Staat in den kommenden Jahren drei vorrangige Projekte durchführen: Der Ausbau der Kantons- und Universitätsbibliothek, die Verlegung des Naturhistorischen Museums und die Schaffung eines Lagers für Kulturgüter für sämtliche betroffenen kantonalen Institutionen und Dienste.

1.3.2. Musik

Freiburg kann stolz sein auf seine erstklassige Musikausbildung: Diese wird am Konservatorium und rund vierzig dezentralen Unterrichtsorten angeboten; zudem besteht eine berufsvorbereitende Ausbildung von hohem Niveau und für die Berufsbildung eine erfolgreiche Zusammenarbeit mit den Kantonen Waadt und Wallis, mit denen der Kanton Freiburg die Musikhochschule HEMU gegründet hat. Der Staat unterstützt zudem mit dem Förderprogramm Sport–Kunst–Ausbildung (SKA) die Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe 2, die ihr Studium weiterführen und sich dabei gleichzeitig intensiv der Musik, dem Theater oder dem Tanz widmen möchten. Dieses Freiburger Modell hat sich bewährt und ist national wie auch international anerkannt. Es ist pyramidenförmig aufgebaut, ausgehend vom volkstümlichen Musizieren mit der Unterstützung der Grundausbildung bis hin zur Talentförderung und zum professionellen Unterricht.

Im Kanton besteht ein breites Angebot an klassischer Musik mit einer Vielzahl von Festivals und Kulturprogrammen (Oper, symphonische Musik, Orgel, geistliche Musik, alte Musik, Klavier, Gitarre, stilübergreifende Musik usw.). Daneben gibt es noch zahlreiche musikalische Einzelprojekte. In den vergangenen Jahren hat sich zudem das *Freiburger Kammerorchester* mit seinem Kulturprogramm und seinen zahlreichen Begleitungen von Chören auf dem gesamten Gebiet des Kantons Freiburg erfreulich entwickelt. Neben dem professionellen Chor *Orlando* sind in den letzten beiden Jahrzehnten mehrere Elite-Ensembles entstanden. Auch die zeitgenössische Musik ist gut vertreten, insbesondere mit fünf bedeutenden Konzertlokalen (*La Spirale, Ebullition, Nouveau Monde, Fri-Son und Bad Bonn*) sowie mit grösseren und kleineren Festivals, die vorwiegend im Sommer stattfinden (Freiburg, Bulle, Estavayer-le-Lac usw.).

Die kantonale Unterstützung spielt für die Finanzierung des Kulturschaffens eine wesentliche Rolle. Bei Veranstaltungen, die über den lokalen Rahmen hinausgehen, ergänzt sie die finanzielle Unterstützung durch die Gemeinden. Auch leistet die *Loterie Romande* über die Vereinbarung mit dem Staat eine bedeutende finanzielle Unterstützung für die Kulturprogramme der Konzertlokale und der regelmässigen Festivals. Diese verschiedenen Finanzhilfen sind in den letzten Jahren stabil geblieben, wohingegen die Produktions- und Programmkosten gestiegen sind.

1.3.3. Bühnenkunst

Bei der Bühnenkunst (Theater, Tanz, Marionetten, Performance) ist das Angebot in den vergangenen zwanzig Jahren stark gestiegen, vor allem dank der Kulturprogramme der regionalen (*Equilibre & Nuithonie, CO2, Bicubic, Univers@lle, Podium*) oder (inter-)kommunalen Vorführsäle (*La Prillaz* und *L'Azimut* in Estavayer-le-Lac, *Kultur im Beaulieu* in Murten, *La Tuffière* in Corpataux, *L'Arbanel* in Treyvaux, *La Lizière* in Sâles usw), in denen während der Saison jeweils zahlreiche Vorführungen gezeigt werden, die in der Regel sehr gut besucht sind. Die Performancekunst des Festivals Belluard Bollwerk International geniesst heute national wie international einen guten Ruf.

Das *Centre dramatique fribourgeois du Théâtre des Osses* hat sich zu einem Eckpfeiler des Theaterschaffens in der Romandie entwickelt; seine professionellen Theatergruppe ist national wie auch international bekannt und anerkannt. Etwa ein Dutzend Freiburger Theater- und Tanzgruppen, die ihre Produktionen in unterschiedlichem Rhythmus kreieren (die meisten im Schnitt zwischen 12 und 18 Monaten), profitieren

mehrheitlich von Beiträgen für Schaffensprojekte der Stiftung *Equilibre-Nuithonie*.

Auch wenn die Gemeinden für die Betriebskosten der Vorführsäle aufkommen müssen (mit Unterstützung der *Loterie Romande*), ist die Unterstützung des Staates (ergänzt mit der Unterstützung durch *die Loterie Romande*) unerlässlich, um die professionelle dieser kulturellen Projekte zu gewährleisten. Auch in diesem Bereich sind diese verschiedenen Finanzhilfen in den letzten Jahren stabil geblieben, wohingegen die Produktionskosten tendenziell steigen.

Die Tanz- und Theaterausbildung wird auf vorberuflicher Stufe am Konservatorium in Freiburg angeboten, bevor dann den Wechsel an die schweizerischen Hochschulen der Künste erfolgt (Notabene: Der Kanton Freiburg war eng an der Schaffung der Westschweizer Hochschule für Schauspielkunst *La Manufacture* beteiligt). SKA-Förderprogramm: siehe Ziffer 1.3.2.

1.3.4. Literatur und öffentliche Bibliotheken

Das Angebot der Kantons- und Universitätsbibliothek und ihrer 39 universitären und assoziierten Bibliotheken wird monatlich von über 20 000 Personen genutzt. Die KUB leitet auch ein Netzwerk öffentlicher Bibliotheken. Zudem bestehen im Kanton verschiedene Archiv- und Schulbibliotheken. Es wurde eine Unterstützung für die Weiterbildung der Bibliothekarinnen und Bibliothekare eingeführt. Mehrere weitere Initiativen soll das Bibliotheksangebot gefördert werden, so vor allem in den kommunalen Freizeit- und Jugendzentren, bei Kindern, Jugendlichen oder bestimmten Kulturgemeinschaften. Erwähnt sei hier auch die *Alliance française*, die seit 40 Jahren Literaturveranstaltungen organisiert, sowie die von den Freiburger Hochschulen in diesem Bereich angebotenen kulturellen Aktivitäten.

Der Freiburger Schriftstellerverein (Société fribourgeoise des écrivains) zählt etwa 70 Mitglieder und im Kanton sind zudem mehrere Verlage tätig. Die staatliche Förderung der Literatur erfolgt hauptsächlich in Form von Beiträgen an das literarische Schaffen und an die Herausgabe eines Buches. Gemeinsame Fördermassnahmen auf Westschweizer oder Schweizer Ebene sind in Planung, sowohl für die Verlage, für Sammlungen wie auch für die Förderung des Lesens.

1.3.5. Bildende Kunst und Film

Der Dachverband *Visarte*, Sektion Freiburg, vereint mit seinen 60 Mitgliedern einen grossen Teil der bildenden Freiburger Künstlerinnen und Künstlern. Im Kanton existieren einige private Kunstgalerien und die kantonalen oder regionalen Museen stellen regelmässig Freiburger Künstlerinnen und Künstler aus. In jüngster Zeit sind mehrere Projekte entstanden (*Fondation APcD, Wallriss*), die sich stärker der explorativen und performativen Kunst widmen. Mit ihrem speziellen Programm geniesst die Kunsthalle *Fri-Art* einen bedeutenden nationalen und internationalen Ruf. Einer der Höhepunkte des Jahres ist sicherlich das Internationale Filmfestival Freiburg FIFF, das mit rund 45 000 Eintritten eines der grössten Festivals der Schweiz ist. Die Ausbildung in der bildenden Kunst wird in Freiburg als Vorstufe zur Fachhochschule an der Berufsfachschule für Gestaltung Eikon angeboten.

Der Staat unterstützt die klassische bildende Kunst über seinen Fonds für den Werkkauf, durch die Fotografische Ermittlung (alle zwei Jahre), durch einen Beitrag an die Herausgabe eines Ausstellungskatalogs, durch Künstlerateliers oder Mobilitätsstipendien, durch das Kulturprozent (Kunst am Bau bei Neubauten) sowie durch das Ausstellungsprogramm des *MAHF/Espace Tinguely Niki de Saint Phalle*. Er beteiligt sich auch an der Finanzierung des Westschweizer Stiftung *Cinéforom* zur Filmförderung und unterstützt das FIFF.

Bei der Förderung der bildenden Kunst gilt es noch einige Lücken zu füllen: Es braucht mehr Ausstellungs- und Präsentationsmöglichkeiten für das Freiburgische Kunstschaffen, zudem sollten neuen Wege für die Beteiligung an der Finanzierung von spezielleren modernen Kunstrichtungen (Innovation und Kreativwirtschaft, digitale Kunst, Installation oder Performance) gefunden werden.

2. Entwicklung der Kulturfinanzierung durch die öffentliche Hand

Dieses Kapitel informiert über die Kulturförderung im weiten Sinne, die ausser der Unterstützung des Kunstschaffens auch den Schutz und die Aufwertung des Kulturerbes, die kulturellen staatlichen Institutionen, usw. beinhaltet. Dies entspricht dem Rahmen, den das Bundesamt für Statistik (BFS)[1] festgelegt hat, um eine Gesamtansicht der von der öffentlichen Hand für die Kultur eingesetzten Mittel zu erhalten.

Im 2013, dem letzten Referenzjahr der BFS-Statistiken, haben der Bund, die Kantone und die Gemeinden insgesamt 2724 Millionen Franken für die Kultur ausgegeben, das entspricht 1,7% der Gesamtausgaben der öffentlichen Hand (0,43% des BIP). Die öffentliche Hand hat im Schnitt 337 Franken pro Kopf für die Kultur aufgewendet[2], 171 Franken davon entfallen auf die Gemeinden (50,7%), 129 Franken auf die Kantone, einschliesslich der Lottogesellschaften (38,3%), und 37 Franken auf den Bund (11,0%)[3].

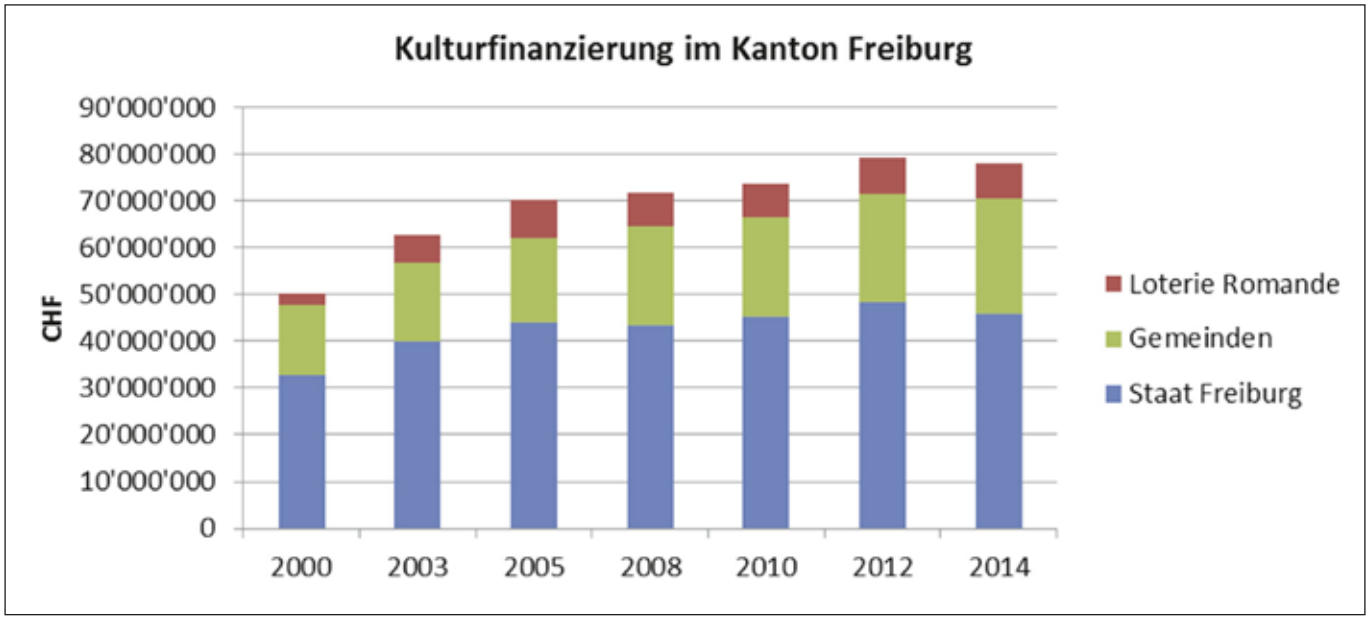
[1] Im Abschnitt «Kultur» behandelt das BFS die Finanzierung der Kultur durch die Gemeinden, die Kantone (mit Beiträgen aus den Lotterien) und den Bund. Die Ausgaben werden dabei in acht Bereiche unterteilt: «Allgemeine Kulturförderung», «Konzert und Theater», «Bibliotheken», «Museen und bildende Kunst», «Denkmalpflege und Heimatschutz», «Massenmedien», «Film und Kino» und «Forschung und Entwicklung in Kultur und Medien».

[2] Zum Vergleich: Die Ausgaben für die Bildung, den Verkehr und die Telekommunikation sowie das Gesundheitswesen beliefen sich im Jahr 2013 in der Schweiz auf 4376 Franken, 2087 Franken respektive 1699 Franken pro Einwohner/in.

[3] Taschenstatistik Kultur in der Schweiz, Bundesamt für Kultur, 2016, Publikation basierend auf den BFS-Statistiken.

Gemäss diesen Statistiken lag der Kanton Freiburg im Jahr 2013 mit 251 Franken pro Einwohner/in an zwölfter Stelle. Diese Stellung in der Rangfolge ist jedoch in den letzten Jahren gesunken, dies sowohl in absoluten wie auch in relativen Zahlen (10. Rang im 2012 mit 277 Franken pro Kopf; 9. Rang im 2011 mit 293 Franken pro Kopf).

Abbildung 1: Kulturfinanzierung im Kanton Freiburg von 2000 bis 2014 (Kanton, Gemeinden und Loterie Romande Freiburg)



Gemäss dieser kantonalen Statistik verzeichneten die Finanzmittel der öffentlichen Hand für die Kultur (einschliesslich der Mittel der *Loterie Romande*) – d. h. für die Kulturförderung, die Denkmalpflege und den Heimatschutz – in den Jahren 2000 bis 2010 einen Zuwachs von 46,5%. Anschliessend nahm diese Finanzierung bis 2014 um weitere 5,9% zu.

2.1. Entwicklung der Kulturförderung durch die Gemeinden 2000–2014

Die Freiburger Gemeindeverbände haben in den vergangenen zwanzig Jahren mit Fördermitteln und der Finanzhilfe des Staates (über 12 Millionen seit 1999) ein Netzwerk moderner Kultureinrichtungen aufgebaut. Für die Betriebsbudgets dieser Einrichtungen müssen die betroffenen Gemeinden heute einen erheblichen Aufwand leisten. Zudem kommen die Gemeinden für 49% des Budgets der Musikausbildung am Konservatorium auf (2016: 6,78 Millionen Franken). Mehrere Gemeinden finanzieren Museen und öffentliche Bibliotheken, die ebenfalls bedeutende Kostenfaktoren darstellen.

Zur Beantwortung dieses Postulats wurde eine Erhebung zur Kulturfinanzierung durch die Freiburger Gemeinden durchgeführt. Im Zeitraum 2000–2014 wurden sieben Jahre untersucht. Da die Rechnungsführungspraktiken nicht immer einheitlich sind, nahm das Amt für Kultur in Absprache mit dem Amt für Gemeinden verschiedene Anpassungen vor, besonders um Gemeindezusammenschlüsse zu berücksichtigen. Es wurden nur die laufenden Rechnungen analysiert. Die Investitionsrechnungen, insbesondere für Bauten und Gebäuderenovierungen, wurden nicht berücksichtigt.

Auch wenn diese Ergebnisse mit Vorsicht zu deuten sind (so tragen sie beispielsweise der Inflation nicht Rechnung), so kann man daraus doch mehrere Schlüsse ziehen:

> Die Kulturausgaben der Freiburger Gemeinden sind in fünfzehn Jahren um 65% gestiegen, nämlich von 14 776 208 Franken im 2000 auf 24 490 715 Franken im 2014, wohingegen die Freiburger Wohnbevölkerung im gleichen Zeitraum einen Zuwachs von 28% verzeichnet hat.

> Der Anteil der für die Kultur bestimmten Gemeindeausgaben stieg von 1,43% im 2000 auf 1,62% im 2014, verzeichnete also in diesem Zeitraum eine Zunahme von 13%.

> Gaben die Gemeinden im Jahr 2000 63 Franken pro Kopf für die Kultur aus, so waren es 2014 80 Franken pro Kopf, was einem Anstieg von 15% entspricht.

> Betrachtet man die verschiedenen Ausgabenbereiche für die Kultur, so stellt man fest, dass die Gemeindesubventionen an private Institutionen (Kulturprojekte und Kulturträger, z. B. Vereine, Bibliotheken, Veranstaltungen usw.) im Untersuchungszeitraum gesunken sind, wohingegen die sich aus Gemeindeübereinkünften ergebenden Ausgaben sich mehr als verdreifacht haben, was die finanziellen Auswirkungen der Schaffung von Kulturprogrammen in den regionalen Veranstaltungssälen verdeutlicht. Der Gemeindeanteil an der Finanzierung des Konservatoriums hat in diesem Zeitraum um 38% zugenommen, wogegen sich die «anderen» Ausgaben fast verdreifacht haben.

> Die Freiburger Gemeinden geben im Schnitt 80 Franken pro Einwohner/in für die Kultur aus. Die städtischen oder am Stadtrand gelegenen Gemeinen zahlen mehr als ländliche Gemeinden und haben ihre Ausgaben gebündelt. Im Jahr 2014 entfielen 67% der Gemeindeausgaben für die Kultur auf die Freiburger Agglomeration und die Bezirkshauptorte, wohingegen ihr Anteil an der Bevölkerung 43% ausmacht. Somit gaben sie im Schnitt 124 Franken pro Einwohner/in für die Kultur aus, die ländlichen Gemeinden im Durchschnitt hingegen nur 46 Franken.

> In Allgemeinen hatten die Gemeindezusammenschlüsse keine höheren Kulturausgaben zur Folge.

Abbildung 2: Kulturfinanzierung durch die Freiburger Gemeinden 2000–2014[1]

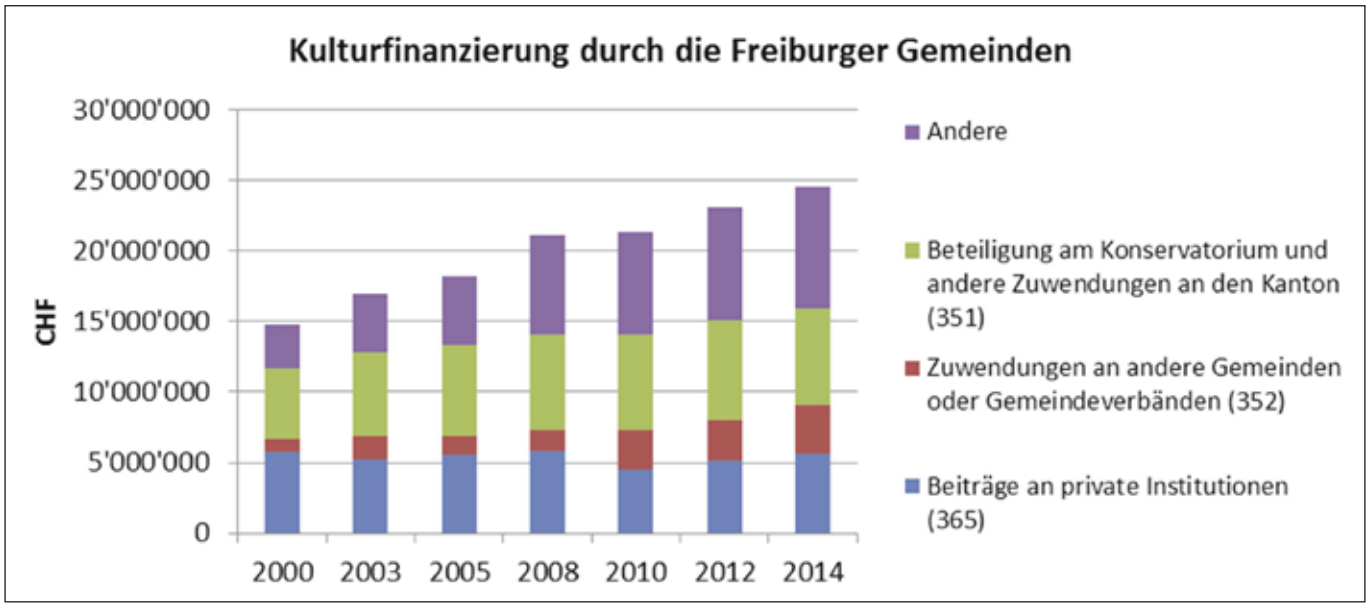
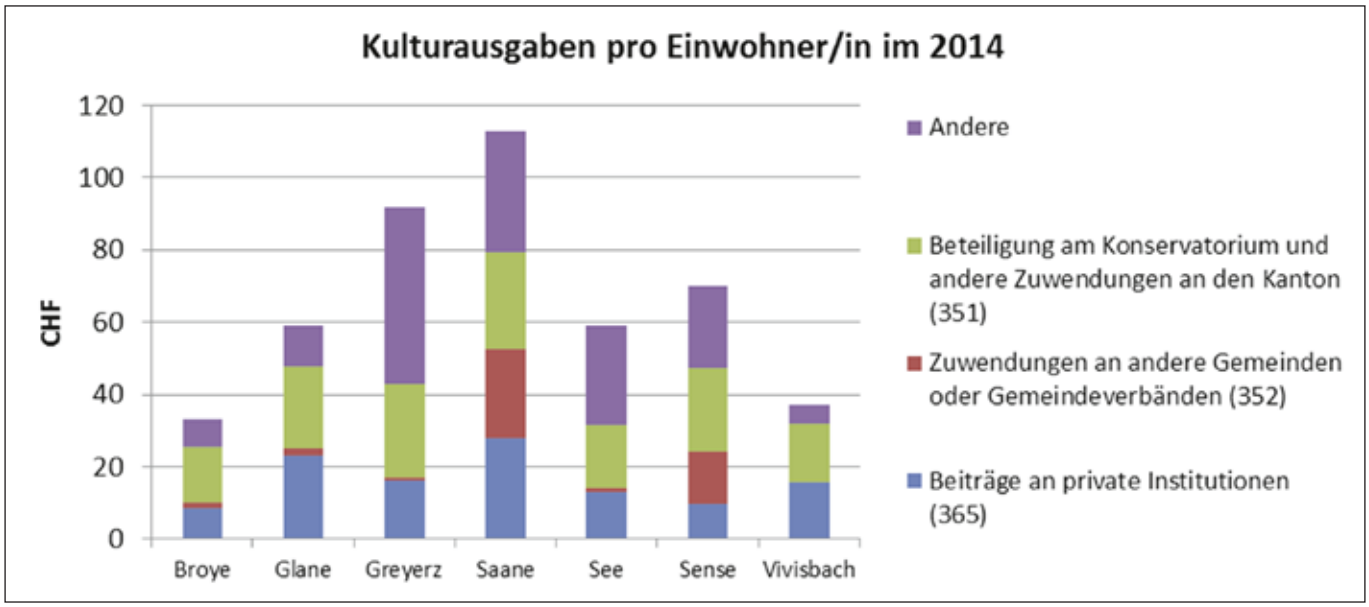
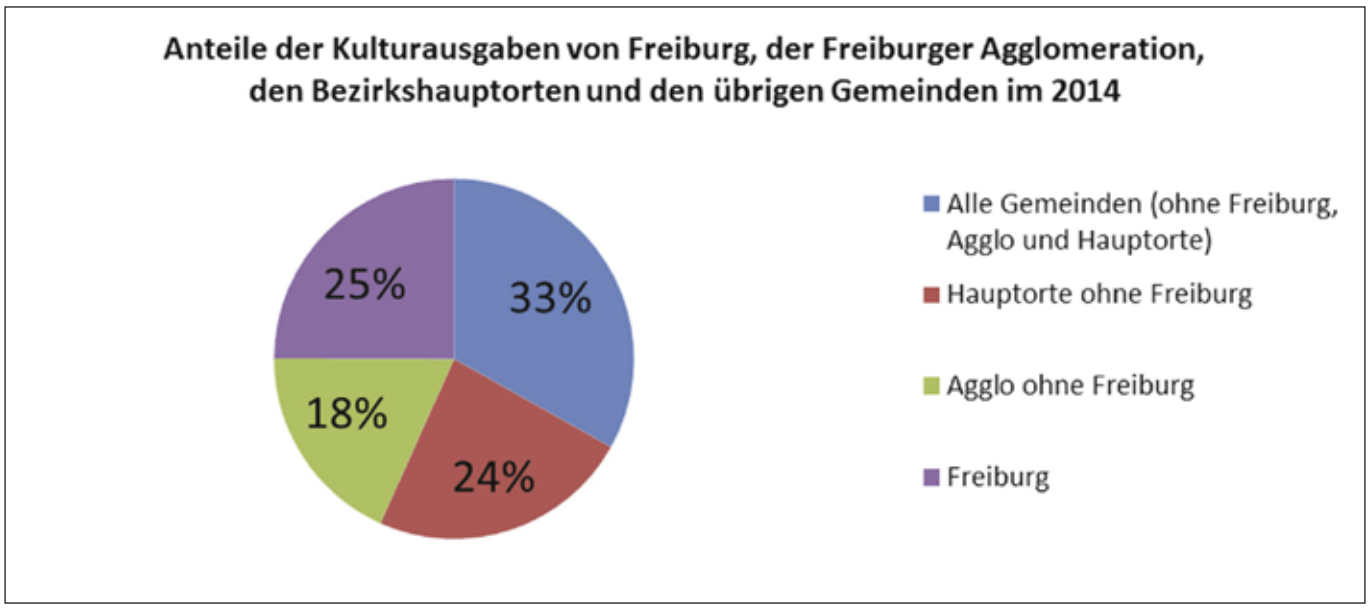


Abbildung 3: Kulturausgaben pro Einwohner/in im 2014



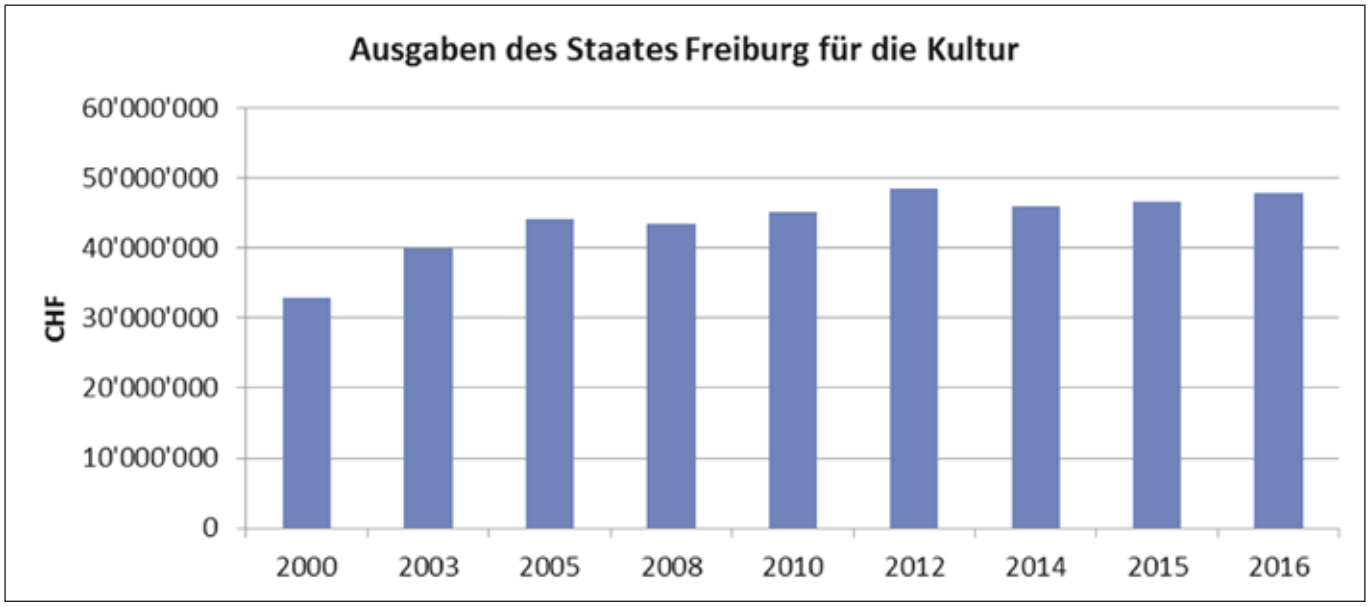
[1] Die Kostenstelle 351 betrifft in Wesentlichen die Beteiligung der Gemeinden am Konservatorium; er beinhaltet aber auch weitere Ausgaben für die musikalische Ausbildung.

Abbildung 4: Anteile der Kulturausgaben von Freiburg, der Freiburger Agglomeration, den Bezirkshauptorten und den übrigen Gemeinden im 2014



2.2. Entwicklung der kantonalen Kulturförderung 2000–2016

Abbildung 5: Ausgaben des Staates Freiburg für die Kultur 2000–2016



> Die Kulturausgaben des Staates Freiburg (Kulturförderung des Amtes für Kultur, Denkmalpflege und Heimatschutz[1]) sind von 2000 bis 2005 stark gestiegen (+ 34%), nahmen dann weiterhin zu (+ 10,2%) und erreichten 2012 einen Stand von 48 496 707 Franken, bevor sie dann bis 2016 um 1,4% auf 47 829 517 Franken sanken;

> Betrachtet man die Ausgaben für die Kulturförderung ohne Denkmalpflege und Heimatschutz, so stiegen diese zwischen 2000 und 2005 stark an (+ 58,3%), sanken dann aber bis 2012 um 4,9% auf 28 316 183 Franken, und bis 2016 um weitere 1,8% auf 27 830 350 Franken;

> 2014 gab der Staat 151 Franken pro Einwohner/in für die Kultur aus, 8% mehr als 2000 (139 Franken);

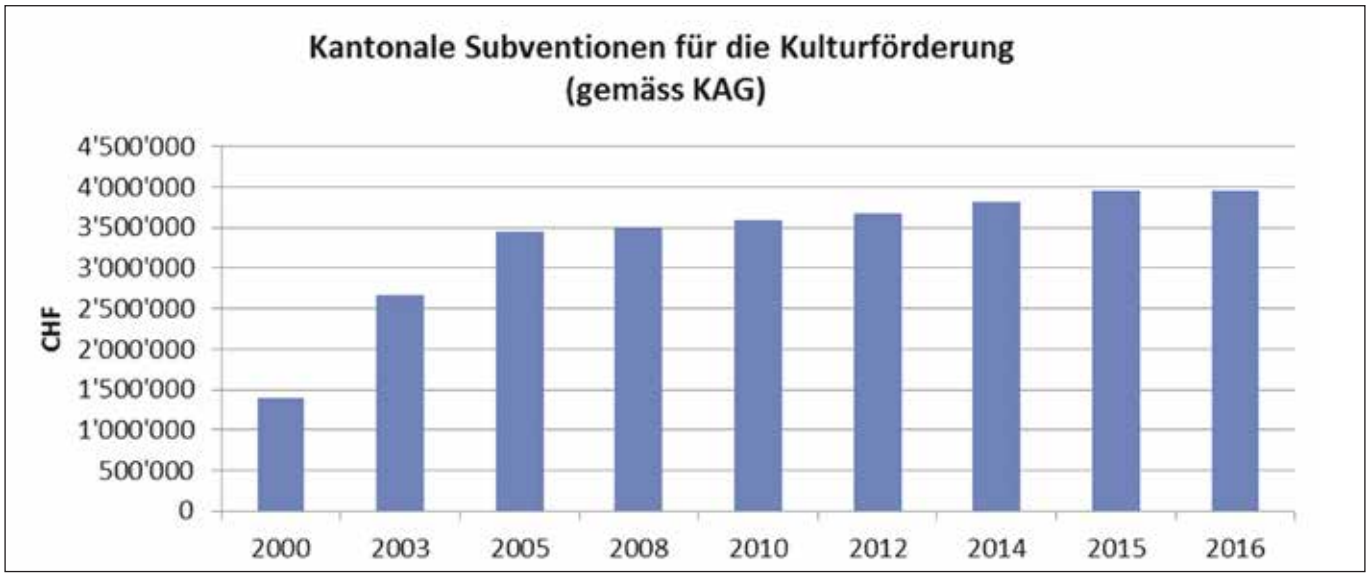
> Der Anteil am gesamten Staatsbudget für die Kultur betrug während der vergangenen zwei Jahrzehnte ungefähr 1,5%.

[1] Die betreffenden kulturellen Institutionen und kantonalen Ämter sind folgende: KA, KGA, AAFR, KUB, StAF, KF, MAHF, MHN.

2.2.1. Kulturförderung (im Sinne des KAG)

Dieser Abschnitt konzentriert sich auf die kantonalen Subventionen im Bereich der Kulturförderung gemäss KAG. Diese Subventionen unterstützen im Wesentlichen die Arbeit von Freiburger Kulturschaffenden.

Abbildung 6: Kantonale Subventionen für die Kulturförderung (gemäss KAG) 2000–2016

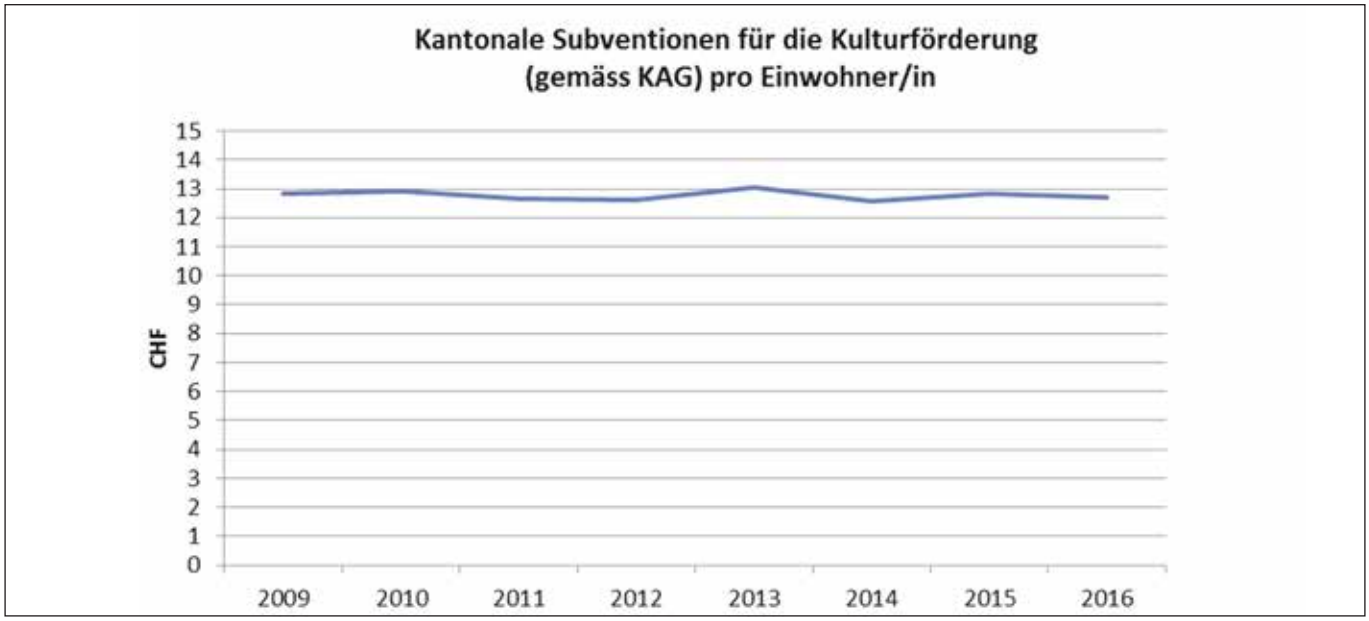


> Das Budget der Kulturförderung gemäss KAG entsprach im Jahr 2016 8,3% der gesamten kantonalen Kulturausgaben.

Rechnungsjahr	2000 in Fr.	2005 in Fr.	2010 in Fr.	2016 in Fr.
Beträge	1 396 781.–	3 459 925.–	3 600 294.–	3 953 797.–

> Nach dem Postulat S. Berset/I. Chassot vom Mai 2001 wurden die Beträge, die für die Kulturförderung gewährt werden, kräftig erhöht und erreichten 2005 einen deutlich höheren Stand. Dank dieser starken Mittelaufstockung konnten den wichtigsten beruflichen Kunstschaffenden und Akteuren des Kantons Mehrjahres-Schaffensbeiträge ausgerichtet werden. Seit 2005 nahmen die finanziellen Mittel des Kantons durchschnittlich um ein Prozent pro Jahr zu; das für diesen Bereich gewährte Budget ist jedoch in den vergangenen vier Jahren gleich geblieben (3 950 000 Franken von 2014 bis 2017).

Abbildung 7: Kantonale Subventionen für die Kulturförderung (gemäss KAG) pro Einwohner/in 2009–2016



> Im Vergleich zur Bevölkerungszunahme ist die Kulturförderung seit 2009 stabil geblieben (12,81 Franken pro Einwohner im Jahr 2009 und 12,70 Franken im Jahr 2016).

Gemäss der letzten Staatsrechnung (2016) investierte der Staat 3 953 797 Franken in die Kulturförderung und unterstützte über 200 kulturelle Projekte; diese teilen sich wie folgt auf:

> Mehrjahres-Schaffensbeiträge (2 190 000 Franken oder 55%)
> punktuelle Schaffensbeiträge (1 213 262 Franken oder 31%)
> ausserordentliche Subventionen (378 532 Franken oder 10%)
> ordentliche Subventionen (172 003 Franken oder 4%)

Diese Aufteilung ist relativ stabil, ebenso wie die Verteilung nach kulturellem Bereich: Theater (47,1%), kulturelle Festivals und Veranstaltungen (7,5%), Musik (20,3%), Tanz (9,4%), bildende Kunst (9,6%), Literatur (3,7%), Film, Video (2,4%). 83% der Beiträge gingen an Schaffensprojekte und 17% an Projekte zur Kulturvermittlung.

2.2.2. Voraussetzungen und Verfahren für eine zweckmässige und wirksame Subventionsvergabe

Bei der letzten Prüfung der Subventionen (Februar 2016) wurde festgestellt, dass die im KAG vorgesehene Aufgabenverteilung immer noch zufriedenstellend ist und dass die Ziele und Formen der staatlichen Kulturförderung weiterhin ihren Zweck erfüllen. Die heutige Verteilung der verfügbaren Mittel entspricht den Zielen des KAG, wonach über 80% des Budgets für das Kunstschaffen reserviert sind. In den Jahren 2010 bis 2014 ist dieser Anteil im Vergleich zu den ausserordentlichen Subventionen an die Kulturvermittlung leicht gestiegen, eine Entwicklung, die zeigt, dass sich die Vergabepolitik auf die Kernaufgabe des Staates konzentriert.

Die vom Staat bereitgestellten Mittel haben eine erfreuliche Wirkung. So stellt man zum Beispiel fest, dass die Kulturschaffenden, die in den vergangenen Jahren die meisten Subventionsbeiträge erhalten haben, im Kanton wie auch ausserhalb des Kantons ein grösseres Publikum verzeichnen konnten. Manchmal sind ihre Aktivitäten ausserhalb des Kantons sogar ebenso bedeutend wie jene, die sie im Kanton ausüben. Dieses Ergebnis ist der regelmässigen und selektiven Beihilfe durch den Staat zu verdanken, ebenso den Zielen, die dieser ihnen gesetzt hat, insbesondere bei den Mehrjahres-Schaffensbeiträgen. Wichtig ist jedoch, dass sich die Kunstszene erneuert und auch dem künstlerischen Nachwuchs die Möglichkeit geboten wird, eine Unterstützung zu erhalten. Es gilt daher, ein Gleichgewicht zwischen etablierter Kunstszene und künstlerischem Nachwuchs zu gewährleisten.

Verschiedene Kostenkontrollen bei den Budgets und Jahresrechnungen haben erbracht, dass die Hauptbegünstigten der für die Bühnenkunst gewährten Finanzhilfen ihre Finanzierungsquellen mit Drittmitteln aus anderen Kantonen oder sogar aus anderen Ländern aufstocken konnten, dies vor allem dank Koproduktionen. Die Hebelwirkung der kantonalen Beteiligung scheint also zu funktionieren. Allerdings sind die Schaffens- und Produktionskosten in den vergangenen Jahren gestiegen und folglich auch die Beträge, welche die Kulturschaffenden vom Staat erhoffen. Vermag die Beteiligung des Staates an den Projekten dieser Entwicklung nicht zu folgen, so könnte in den kommenden Jahren die professionelle Qualität darunter leiden.

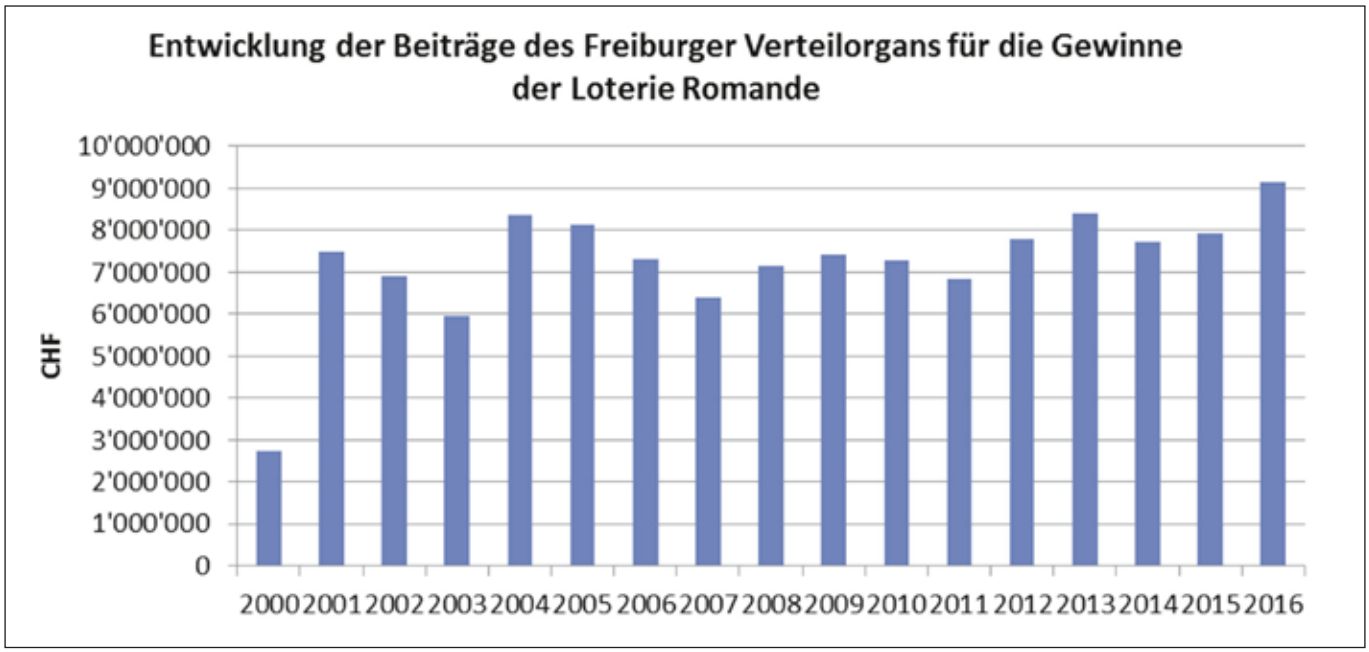
Auch wenn die Vergabebedingungen und Modalitäten der Beiträge des Staates an die Kultur zweckmässig, wirksam, kohärent und effizient sind, muss das Amt für Kultur Sorge tragen, dass die angebotenen Förderinstrumente der Entwicklung der künstlerischen Ausdrucksformen entsprechen. Um die Wirkung dieser Subventionen zu verbessern, sollten zudem auch der Kreis der interessierten Zielpersonen und der Zugang zur Kultur erweitert werden.

2.3. Entwicklung der Unterstützung der Loterie Romande 2000–2016

In den vergangen zwei Jahrzehnten spielte die *Loterie Romande* in der Kulturförderung eine Schlüsselrolle. Sie ergänzt subsidiär die Mittel der öffentlichen Hand oder unterstützt Projekte, die nicht in den Aufgabenbereich des Staates fallen. Die *Loterie Romande* leistet insbesondere Unterstützung für die Durchführung der Kulturprogramme in den regionalen Veranstaltungssälen sowie der Festivals. Hinzu kommen noch die Unterstützung von professionellen und Amateurprojekten in der Bühnenkunst und der Musik, die Unterstützung der Musik- und Kunstausbildung sowie der Beitrag zur Förderung des Zugangs zur Kultur und der Kultursensibilisierung.

> Die vom kantonalen Verteilorgan gewährten Beiträge an die Kultur (d. h. die Hälfte der Mittel) sind von 2 746 876 Franken im Jahr 2000 auf 7 722 008 Franken im 2014 gestiegen (das sind 52% der gesamten Mittel), was einer Zunahme von 281% entspricht. In den vergangen zehn Jahren haben sich diese Beiträge nicht weiter verändert.
> Im 2014 gab die *Loterie Romande* für die Kultur im Kanton Freiburg 25 Franken pro Einwohner/in aus.

Abbildung 8: Entwicklung der Beiträge des Freiburger Verteilorgans für die Gewinne der Loterie Romande[1]



3. Fünf hauptsächliche Herausforderungen

Gestützt

- auf die Aufgaben des Staates in der Kulturförderung gemäss KISG und KAG sowie den geltenden Verordnungen und Richtlinien,
- auf die oben beschriebenen Resultate aus der Lagebeurteilung zur Kultur, mit einer Vergleichsanalyse auf kantonaler- und Bundesebene,
- auf die Prüfung der vom Amt für Kultur und der kantonalen Kommission für kulturelle Angelegenheiten behandelten Gesuche,
- auf die Analyse der Bedürfnisse der kulturellen Institutionen,
- auf die zahlreichen Befragungen, die das Amt für Kultur bei den kulturellen Hauptakteuren und den betroffenen Staatsstellen durchgeführt hat,
- auf die Resultate der Kulturkonferenz der Region Freiburg und deren Empfehlungen,
- sowie auf verschiedene Studien oder Strategien, die auf nationaler Ebene oder von anderen Kantonen (insbesondere Wallis, Bern oder Aargau) ausgearbeitet worden sind,

und mit Blick auf die Kontinuität der im Bereich der Kulturförderung in den vergangenen Jahren in einem schwierigen finanzhaushaltlichen Umfeld getroffenen Entscheide, wie den Ausbau der selektiven Förderung für das Theaterschaffen, die Mehrjahres-Schaffensbeiträge (seit 2003, jeweils für drei Jahre), das Mobilitätsstipendium für das künstlerische Schaffen (seit 2015), den Ausbau der Förderung des zeitgenössischen Musikschaffens (2017), die Investitionsprojekte (KUB, SIC, MHN 2014–2017) oder das Kulturvermittlungsprogramm Kultur & Schule (2016), hat der Staatsrat für die kommenden Jahre im Kulturbereich fünf wesentliche Herausforderungen ausmachen können.

3.1. Eine starke regionale Stellung, aber Schwächen bei der Mobilität des Publikums und der Werke

In den vergangenen zwanzig Jahren ist es dem Kanton Freiburg gelungen, sein Kulturangebot auf regionaler Ebene und in einigen Bereichen auch auf nationaler und internationaler Ebene zu konsolidieren. Der Kanton präsentiert sich heute als starke zweisprachige Kulturregion, die zwischen den grossen Schweizer Metropolen liegt. Diese bilden die Anziehungspole, wobei sich die Kunstschaffenden wie auch das Publikum als immer mobiler und anspruchsvoller erweisen. Die Kultur zieht auch Interessierte aus anderen Kantonen an und macht Freiburg durch verschiedene erstklassige Angebote (Kulturerbe, kulturelle Institutionen, Saisonprogramme, Festivals usw.) oder durch die Präsentation von freiburgischen Kulturprojekten und kulturellen Werken in der Schweiz und im Ausland national und international bekannt. So war die Kultur beispielsweise im ersten Halbjahr 2016 in den sozialen Medien der am meisten erfasste Bereich für den Kanton Freiburg, dies noch vor dem Sport, der Wirtschaft und der Politik. Die Konkurrenz ist jedoch stark und die grossen urbanen Zentren der Schweiz investieren in die Kultur. Angesichts dessen ist es wichtig, dass der Kanton Freiburg seine kulturelle Identität pflegt, seine Stellung verstärkt und in die künstlerischen Bereiche, in denen er Vorteile hat oder sich auszeichnen kann, investiert.

[1] 2016: ein Beitrag von 800 000 Franken zugunsten der Institution «Maison des Artistes» erklärt weitgehend den Unterschied zu den vorangehenden Jahren.

Das kulturelle Leben ist eine wesentliche Bereicherung für das soziale Leben und die Gesellschaft. Die lokalen Vereine bieten ein reichhaltiges Angebot. Das Netzwerk der Museen, die Kulturstätten und die Kulturprogramme und Festivals sind gut über das gesamte Kantonsgebiet verteilt. Die daraus resultierende Bürgernähe muss beibehalten und verstärkt werden, auch wenn sich aus historischen Gründen ein grosser Teil des professionellen Kulturschaffens auf die Hauptstadt konzentriert; seine Verbreitung in den Bezirken ist somit wichtig, damit alle Freiburgerinnen und Freiburger davon profitieren können. Die Förderinstrumente müssen entsprechend angepasst werden, um einen besseren Austausch auf regionaler und nationaler Ebene zu ermöglichen.

3.2. Ein konsolidiertes künstlerisches Angebot, aber mit einer noch anfälligen Professionalisierung

Nimmt man die Entwicklung der kantonalen Subventionen als Indikator, so hat die Zahl der von der Kommission für kulturelle Angelegenheiten behandelten Gesuche von 2002 (155) bis 2015 (202) zugenommen. Auch ohne genaue statistische Angaben vorlegen zu können, lässt sich feststellen, dass in den vergangenen Jahren die Budgets der Kulturprojekte deutlich gestiegen sind. Diese Entwicklung hängt damit zusammen, dass sie die vom Publikum erwartete Qualität gewährleisten und wettbewerbsfähig bleiben müssen, um sich gegenüber der Konkurrenz zu behaupten. Weitere Gründe sind die allgemeine Professionalisierung und die Produktionskosten (Künstler/innen, Gastaufenthalt, Management und Kommunikation usw.). Viele professionelle Angebote sind in erheblichem Masse auf das Engagement von Freiwilligen angewiesen, damit sie realisiert werden können (vor allem für die Saisonprogramme und Festivals). Diese Situation ist sicherlich ein Vorteil für die kulturelle Partizipation, resultiert aber auch aus der schwachen finanziellen Grundlage, auf der zahlreiche Freiburger Kulturprojekte beruhen. Mehr als ein Freiburger Kulturanbieter steht hier «an einem Scheideweg» und es sind neue Modelle gefragt.

Auch wenn die künstlerische Ausbildung der jungen Freiburgerinnen und Freiburger allgemein gut ausgebaut ist (mit Studiengängen in den Künsten auf berufsvorbereitender und auf Tertiärstufe), bleiben die Bedingungen für die Künstlerinnen und Künstler unsicher, sowohl um im Kunstschaffen zu debütieren wie auch um sich darin zu etablieren: Der Umstand, dass in den vergangenen beiden Jahrzehnten der Schwerpunkt auf die Professionalisierung des künstlerischen und kulturellen Bereichs in Freiburg gelegt wurde, hat die Qualität der künstlerischen Projekte sicherlich verbessert und für ein gutes professionelles Niveau gesorgt. Die meisten Künstlerinnen und Künstler widmen sich ihrer Kunst in Teilzeit und üben daneben noch einen Beruf aus, der häufig ähnliche Kompetenzen voraussetzt (neue Technologien, Grafik, Design, Unterricht, soziokulturelle Arbeit, Therapie, Öffentlichkeitsarbeit usw.). In der Bühnenkunst wurden beispielsweise seit der Eröffnung von Nuithonie (2005) über 100 Freiburger Werke aufgeführt, doch die Mehrheit der rund ein Dutzend anerkannter Theater- und Tanzgruppen bringen nicht genügend regelmässig Produktionen auf die Bühne, um die nötige professionellen Stabilität kontinuierlich zu gewährleisten. In der zeitgenössischen Musik, der bildenden Kunst und der Literatur ist die Situation ähnlich. Die Lohnbedingungen der Künstlerinnen und Künstler sind prekär, ganz zu schweigen von ihrer sozialen Sicherheit, wie eine auf nationaler Ebene in Auftrag gegebene Studie kürzlich aufgezeigt hat[1]. Die selektive Vergabe der Fördermittel in den vergangen Jahren hat Wirkung gezeigt, doch ohne eine merkliche Erhöhung der Schaffensbeiträge des Staates, die in den vergangenen Jahren stabil geblieben sind (siehe Abbildung 6), und eine Anpassung der Fördermassnahmen wird es nicht möglich sein, die in den beiden Jahrzehnten unternommenen Bemühungen zu verstetigen.

Es ist von entscheidender Bedeutung, dass der Kanton Freiburg für den professionellen künstlerischen Nachwuchs attraktiv bleibt: Viele junge Künstlerinnen und Künstle schliessen die Hochschulen für Kunst ab und der Kanton muss die Besten unter ihnen unterstützen und ihnen Gelegenheit geben, sich künstlerisch zu betätigen und so das kulturelle Angebot schrittweise zu erneuern.

3.3. «Kunst ist gut für die Wirtschaft»: Innovation und Kreativwirtschaft

Der kulturelle Bereich hat eine grosse direkte und indirekte volkswirtschaftliche Bedeutung: Er schafft Arbeitsplätze, begünstigt Innovationen, fördert den Tourismus und stärkt das Ansehen des Kantons. Als Beispiele seien das *Théâtre des Osses* genannt, das sich für seine Produktionen auf ein Netzwerk von rund hundert Berufen und Dienstleistungen stützt, sowie das Internationale Filmfestival Freiburg (FIFF), dessen wirtschaftlicher Einfluss auf 4,5 Millionen Franken veranschlagt wird (bei einem Budget von 2,2 Millionen Franken). Man könnte dies noch mit vielen anderen Kulturanbietern veranschaulichen. Es gibt zwar bisher keine diesbezügliche Studie für den Kanton Freiburg, doch nach der Schätzung des Bundesamtes für Kultur (BAK) waren über 10% der Betriebe und 5% aller Beschäftigten in der Schweiz in der Kultur- und Kreativwirtschaft beschäftigt[2]. Die volkswirtschaftliche Bedeutung von kulturellen Veranstaltungen wird in der Regel von den Fachleuten auf mindestens 1,5 bis 2 geschätzt (Verhältnis Wirkung/Budget).

Das Aufkommen der Kreativwirtschaft lädt dazu ein, die Bereiche der Innovation und der kreativen Kultur breiter

[1] Handlungsempfehlungen der Städtekonferenz Kultur (SKK) zur sozialen Sicherheit von Kunst- und Kulturschaffenden, Oktober 2016. Sie beruhen auf den Ergebnissen einer im 2015 von der SKK und der Konferenz der kantonalen Kulturbeauftragten (KBK) in Auftrag gegebenen Studie.

[2] Taschenstatistik Kultur in der Schweiz, Bundesamt für Kultur, 2016.

und ganzheitlicher zu betrachten. Die Kulturbotschaft 2016–2020[1] des Bundes bekräftigt die Notwendigkeit, die Zusammenarbeit zwischen den Akteuren der Kultur, der Wirtschaft und der Wissenschaft zu verbessern, um mit innovativen Projekten einen Mehrwert zu schaffen. Der «Cluster» der Kulturbetriebe und Kreativunternehmen besteht überwiegend aus kleinen und unabhängigen Einheiten. Um dieses Potenzial zu nutzen, sollte der Kanton Freiburg auf Zusammenarbeit angelegte Kulturprojekte in Verbindung mit Innovationen und der Kreativwirtschaft fördern. Dieses Konzept, insbesondere in der digitalen Kunst, kann in Zusammenarbeit mit den KMU und den Hochschulen entwickelt werden, etwa am Standort der *BlueFactory*. Damit könnte der Kanton für junge Talente noch attraktiver gemacht werden und gleichzeitig würde dies seine Wirtschaft und sein innovatives Image stärken.

3.4. Ein gutes Angebot, aber ein noch nicht gleichberechtigter Zugang zur Kultur

Das kulturelle Angebot in Freiburg setzt auf Qualität und Vielfalt und hat damit nach und nach ein grosses und anspruchsvolles Publikum gewinnen können. Ein Beleg dafür sind die von der Freiburger Bevölkerung wie auch von Personen ausserhalb des Kantons gut besuchten Kulturprogramme und Festivals auf dem gesamten Kantonsgebiet. Doch auch wenn die kulturelle Bilanz positiv ausfällt, so muss man feststellen, dass der Zugang zur Kultur noch grosse Schwächen aufweist. Das Kulturverhalten hängt von sozialen, Bildungs-, geografischen und wirtschaftlichen Faktoren ab. Es gibt weiterhin zahlreiche Personen, die die Freiburger Kulturangebote nicht nutzen. Dieses Phänomen tritt nicht nur in unserem Kanton auf, sondern stellt eine Herausforderung dar, die der Bundesrat in seiner Kulturbotschaft 2016–2020 zu den Prioritäten zählt. Der Kanton erlebt einen starken sozialen und demografischen Wandel, der sich insbesondere in Freiburg bemerkbar macht. Die weiter oben erwähnte günstige Entwicklung im musikalischen Bereich (1.1) sollte auch in anderen künstlerischen Bereichen gefördert werden.

Die Kultur stärkt die sozialen Beziehungen, festigt das Gefühl der Zusammengehörigkeit und bringt eine Lebensqualität mit sich, welche die Attraktivität des Kantons erhöht. In diesen unsicheren Zeiten, geprägt von Wirtschaftskrisen, Migrationsströmen und politischen Wirren, stärkt die kulturelle Teilhabe den sozialen Zusammenhalt. Sie begünstigt die Bildung, fördert das kritische Denken und die Offenheit gegenüber anderen und stärkt den sozialen Austausch, die Achtung und das gegenseitige Verständnis. Daher sollte vor allem der Zugang junger Menschen zum Kulturangebot verbessert werden; hier hat die Schule eine Schlüsselrolle zu übernehmen. Mit den sozialpädagogischen Projekten und Aktivitäten zur Kulturvermittlung wird dieser Zugang begünstigt und die Kultursensibilisierung gestärkt. Zudem sollte auch die Information über das kulturelle Angebot auf Kantonsebene verbessert werden. Und schliesslich hilft die Kultur auch, soziale Ausgrenzung und Armut zu bekämpfen. Wie man sieht, ist eine miteinander gelebte Kultur eine kulturelle wie auch politische und soziale Herausforderung.

3.5. Staatliche Finanzierung: In die Kultur investieren

Die positive Entwicklung des kulturellen Angebots in Freiburg ist in erster Linie auf das Engagement der kulturellen Akteure sowie auf eine langfristig angelegte Förderpolitik der öffentlichen Hand zurückzuführen. Dank den Bemühungen, insbesondere finanzieller Art, von Gemeindebehörden, interkommunalen und kantonalen Behörden ist im gesamten Kanton ein attraktives und vielfältiges Kulturangebot entstanden.

Den finanziellen Schwierigkeiten und den strukturellen Sparmassnahmen zum Trotz konnten in den vergangenen Jahren mehrere wichtige Investitionsentscheide getroffen und die staatlichen Budgets für die Förderung des Kunstschaffens beibehalten werden. Dasselbe trifft auch für die Betriebsbudgets der kulturellen Institutionen zu.

In den kommenden Jahren müssen diese Anstrengungen sowohl auf kommunaler wie auf kantonaler Ebene weitergeführt und noch verstärkt werden. Bei der Finanzierung sind die Beiträge der öffentlichen Hand für die Entwicklung professioneller künstlerischer Projekte nicht nur unverzichtbar, sondern auch eine Voraussetzung für das Finden anderer Finanzierungsquellen, da sie eine Hebelwirkung haben. Angesichts des steigenden Bedarfs der Kulturakteure zeigen die weiter oben dargelegten Schwächen und Herausforderungen, wie wichtig eine stärkere Finanzhilfe der öffentlichen Hand wäre, dies sowohl für das Kunstschaffen wie auch für den Zugang zur Kultur.

4. Prioritäten des Staatsrats 2017–2021 im Kulturbereich

In einer Zeit, in welcher der Kanton einen raschen sozialen und demografischen Wandel durchlebt, stärkt die Kultur den sozialen Zusammenhalt und das Zusammengehörigkeitsgefühl und trägt so zur Lebensqualität bei. Kultur ist auch ein Innovationsmotor, der ebenso wie die Forschung und die Bildung einen Beitrag leistet zur Entwicklung, Attraktivität und Bekanntheit des Kantons. Die Kultur schafft Arbeitsplätze und hat direkte und indirekte wirtschaftliche Auswirkungen.

[1] Botschaft zur Förderung der Kultur in den Jahren 2016–2020.

4.1. Das kulturelle Angebot konsolidieren und Impulse geben

In den letzten fünfzehn Jahren wurden die Fördermassnahmen des Staates verbessert und erweitert, um den Bedürfnissen und neuen Herausforderungen in diesem Bereich gerecht zu werden. Die Gesuche von Kulturanbietern sind in den vergangenen Jahren gestiegen (insbesondere was die beantragten Beträge betrifft). Angesichts der verfügbaren Budgetmittel erfolgte die Förderung selektiver, damit die Projekte mit ausreichenden Mitteln unterstützt werden konnten, vor allem bei der Bühnenkunst und der Musik. Zwar ist es wichtig, die etablierten Kulturanbieter langfristig zu unterstützen, doch sollte daneben auch der künstlerische Nachwuchs gefördert werden.

Die öffentlichen Behörden müssen besser zusammenarbeiten, um die anstehenden Aufgaben zu bewältigen; die kantonale Koordination zwischen den mit der Kulturförderung beauftragten Behörden wird verstärkt, wobei ihre jeweiligen Zuständigkeiten und besonderen Aufgaben berücksichtigt werden und die kulturelle Vielfalt gewährleistet wird. Ein Beispiel: Die im Jahr 2015 präsentierten Ergebnisse der Konsultativkonferenz zur Kultur («Assises de la Culture 2030» in der Region Freiburg werden derzeit unter den beteiligten Kulturträgerinstitutionen (Stadt, Agglomeration, Coriolis Infrastrukturen) beraten. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport wirkt in der Arbeitsgruppe dieser Konsultativkonferenz mit, um vor allem die das Kunstschaffen betreffenden Themen zu analysieren und allenfalls auf Kantonsebene geeignete langfristig angelegte Massnahmen zu ergreifen.

4.2. Kultur: In vier strategische Bereiche investieren

In Anbetracht der Fragen und Herausforderungen, die sich im kulturellen Bereich stellen, möchte der Staatsrat einerseits das bisher Erreichte konsolidieren und andererseits Impulse in strategischen Bereichen der Kulturförderung geben. Da die Kultur auch in sozialer, wirtschaftlicher, bildungspolitischer und touristischer Hinsicht von Bedeutung ist, setzt der Staatsrat vermehrt auf eine bereichsübergreifende öffentliche Politik, insbesondere in den Bereichen der Bildung, der Innovation, des Tourismus, der Sozialpolitik sowie der Kinder- und Jugendpolitik. Dabei will er auch die Zusammenarbeit zwischen den betroffenen Partnern fördern; dies gilt insbesondere für den Tourismus.

Im gegenwärtigen finanziellen Umfeld und angesichts der Entwicklungsmöglichkeiten des Kulturbudgets in den kommenden Jahren möchte der Staatsrat die oben dargelegten wichtigsten Herausforderungen angehen und seine Kulturförderpolitik auf fünf strategische Bereiche ausrichten:

A. Schaffen, bekanntmachen und verbreiten: Die Kulturfördermassnahmen und Schaffensbeiträge optimieren, den Austausch und die Verbreitung verstärken

1. Das Instrument der selektiven Schaffensbeiträge sollte in mehreren künstlerischen Bereichen verstärkt werden, vor allem um mit den steigenden Produktionskosten mitzuhalten sowie die professionelle Qualität und die Konkurrenzfähigkeit der Freiburgischen Kulturprojekte zu gewährleisten. In der Bühnenkunst sollen die Massnahmen die Produktionskapazitäten erhöhen, insbesondere für die Gastaufenthalte von Kulturschaffenden. Im Bereich der bildenden und der digitalen Kunst sollten die Fördermassnahmen überarbeitet werden, damit sie den heutigen Bedürfnissen in den sich entwickelnden Ausdrucksbereichen besser entsprechen.
2. Der künstlerische Nachwuchs ist stark und mobil. Wichtig ist, dass der Kanton ihn behalten oder Nachwuchs anziehen kann, indem er professionellen jungen Kunstschaffenden Mittel fürs Kulturschaffen gibt und so das kulturelle Angebot erneuert wird. Auch muss das allgemeinere Problem der stärkeren Mobilität von Künstlerinnen und Künstlern sowie der Verbreitung von Kunstwerken angegangen werden, vor allem im Rahmen der interkantonalen Zusammenarbeit und der Förderung der Verbreitung von Kunstwerken, usw.
3. Bei den Subventionen sollte darauf geachtet werden, dass die – weiterhin prekären – Lohnbedingungen der angestellten oder freischaffenden Kunstschaffenden und Kulturanbieter eine Sozialvorsorge vorsehen, dies gemäss den kürzlich auf nationaler Ebene herausgegebenen Empfehlungen.

B. *Innovativ sein:* Kunst und Kreativwirtschaft sollten besser interagieren, den wirtschaftlichen Einfluss der Kultur stärken

4. Es sollte eine Studie zum Entwicklungspotenzial von Kunstprojekten im Rahmen einer Kreativwirtschaft erstellt werden, um innovative Projekte und neue Formen der öffentlich-privaten Förderung zu erkennen und zu beurteilen. Diese Arbeit sollte in Zusammenarbeit mit der Volkswirtschaftsdirektion, der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg, den Berufsfachschulen und den Hochschulen sowie den Unternehmen und Start-ups durchgeführt werden. Der Technologie- und Innovationspark *BlueFACTORY* bietet dazu eine gute Gelegenheit. Zudem kann auch die Wechselbeziehungen zwischen Kultur, attraktivem Wirtschaftsstandort und Tourismus gestärkt werden.

C. *Eine Kultur im Austausch:* Eine Kultur für das soziale Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt

5. Der Kreis der interessierten Zielpersonen und der Zugang zur Kultur sowie der kulturelle Austausch sollten erweitert werden. Dabei gilt es insbesondere, die Kultursensibilisierung von Kindern und Jugendlichen zu verbessern. Der Staatsrat hat 2016 beschlossen, das Programm Kultur & Schule in den fünf kommenden Jahren zu verstärken. Nach und nach werden die 40 000 Schülerinnen und Schüler der 11 HarmoS-Schuljahre von diesem Angebot profitieren können.
6. Im diesem Zusammenhang sollten die Massnahmen zur Kulturvermittlung und Kultursensibilisierung in den kulturellen Institutionen konsolidiert werden, insbesondere für Familien, junge und betagte Menschen, sozial benachteiligte sowie neu zugezogene Menschen. Die Infrastrukturen, die Technologien und die Ressourcen in der Kulturvermittlung und kulturellen Teilhabe sollten ausgebaut werden.
7. Die Kultur kann stärker zur Entwicklung von Projekten beitragen, insbesondere in den Bereichen der Sozialpolitik, der Gesundheit, der Integration und der Jugend. Auch gilt es, den Austausch zwischen professionellen und nichtprofessionellen Kulturschaffenden sowie die kulturelle Teilhabe zu verstärken und die Freiburger Kulturlandschaft (siehe Ziffer 1.1) in neuen künstlerischen Bereichen zu entwickeln.
8. In Zusammenarbeit mit den lokalen und regionalen Gemeinwesen und nach Möglichkeit mit privaten Partnern sollte besser über das kulturelle Angebot im Kanton informiert werden; zum einen, um Werbung zu machen, aber auch um den Zugang zu kulturellen Aktivitäten zu verbessern und die Kultursensibilisierung zu fördern.

D. *Drei Modellprojekte* für die kantonalen kulturellen Institutionen, besser koordiniert zum Schutz des Freiburger Kulturerbes

9. Die Betriebsbudgets der kulturellen Institutionen sollten beibehalten oder nach Möglichkeit erhöht werden, da dies von entscheidender Bedeutung ist, damit sie ihren Auftrag erfüllen und insbesondere die zahlreichen heutigen Aufgaben im Zusammenhang mit der Bewahrung des Kulturerbes, insbesondere des religiösen, bewältigen können. Die «Groupe Patrimoine», welche die betreffenden kantonalen Institutionen vereint, wird zur besseren Koordination in den Massnahmen zum Schutz des Kulturerbes beitragen.

   Drei grosse Investitionsvorhaben werden die Freiburger Kulturlandschaft nachhaltig verändern:
   a) Mit dem Ausbau der Kantons- und Universitätsbibliothek wird eine moderne Bibliothek entstehen, die der Bevölkerung einen öffentlichen Studier- und Leseraum, den Zugang zu den Beständen an Kulturgütern und verschiedene kulturelle Leistungen anbieten wird.
   b) Nach der Verlegung des MHN ins Areal des ehemaligen Zeughauses wird dieses Museum für Besucherinnen und Besucher einen deutlich besseren Empfang bieten können und die Sammlungen werden besser zu Geltung gebracht. Zudem kann sich das Museum in Einklang mit dem kulturellen und gesellschaftlichen Wandel und der sich verändernden Umwelt weiterentwickeln.
   c) Das künftige interinstitutionelle kantonale Lager für Kulturgüter (SIC) wird eine deutlich bessere Verwaltung und Lagerung der Kulturgüter erlauben.

10. Die Qualität der Unterrichtsbedingungen sowie der Zugang zur Musik und die entsprechende Sensibilisierung können in den Bezirken durch eine schrittweise räumliche Neuorganisation des Konservatoriums noch verbessert werden; geplant ist dabei die Schaffung regionaler Unterrichtszentren in Absprache mit den Gemeinden.
11. Der Staat wird nach Möglichkeit eine Beteiligung an von Dritten getragenen kulturellen Infrastrukturvorhaben prüfen, je nachdem wie kulturell relevant und wie bedeutend für den Kanton diese sind.

E. *Freiburg, ein Kulturraum:* Die Ausstrahlung der Freiburger Kultur fördern und die Koordination unter den Kulturanbietern verbessern

12. Die Ausstrahlung der Freiburger Kultur kann durch Massnahmen zur interkantonalen Zusammenarbeit verbessert werden; insbesondere für einen besseren Austausch der Projekte und stärkere Mobilität der Zielpersonen. Die Zweisprachigkeit im kulturellen Bereich ist eine Besonderheit Freiburgs, die es in den Sprachregionen zu fördern gilt, sowohl im Kanton wie auch auf Bundes- und auf internationaler Ebene.
13. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport und ihr Amt für Kultur werden die Bemühungen weiterführen, um die Zusammenarbeit zwischen den mit der Kulturförderung betrauten öffentlichen Stellen zu fördern und regelmässige Treffen zu pflegen. So sollen unter anderem die Gesuchsverfahren vereinfacht werden.
14. Das Amt für Kultur wird sich weiter dafür einsetzen, die Kulturanbieter auf kantonaler Ebene besser zu vernetzen und deren Zusammenarbeit zu fördern, wie es dies zum Beispiel im Jahr 2016 für die Museen und die Kulturvermittlung getan hat.

5. Jahresbudget und Kulturfonds

Von 2014 bis 2017 konnten die Subventionen für die Kulturförderung auf jährlich 3 950 000 Franken beibehalten werden. Die im letzten Finanzplan angestrebte Erhöhung von jährlich 50 000 Franken konnte wegen den 2013 beschlossenen Sparmassnahmen nicht umgesetzt werden. Der Staat will auch in Zukunft eine realistische Haushaltspolitik führen und weiterhin ein hohes Subventionsvolumen für die Kultur vorsehen. Der Staatsrat will folgende Massnahmen ergreifen:

1. Für den Finanzplan 2018–2021 prüft der Staatsrat, wie er den mit den oben beschriebenen 14 Massnahmen verbundenen finanziellen Bedürfnissen für die Kulturförderung (im Sinne des KAG) nachkommen kann. Zudem wird das Jahresbudget des Programms Kultur & Schule, ein prioritäres Projekt der nächsten Legislaturperiode, wie angekündigt von schätzungsweise rund 885 000 Franken im 2017 auf 1 380 000 Franken im 2020 und im 2021 erhöht. Der finanzielle Anteil des Staates wird von 225 000 Franken im 2016 auf 335 000 im 2017, dann auf 385 000 Franken im 2018 und schliesslich auf 400 000 Franken im 2020 und 2021 steigen; die Restfinanzierung wird durch die Teilnahme der Schulklassen sowie durch die Partnerschaften mit der Freiburger Kantonalbank, den Freiburgischen Verkehrsbetrieben und der *Loterie Romande* gewährleistet.
2. Nach einer Zeit der Plafonierung sollten die Mittel der kulturellen Institutionen des Kantons erhöht werden, um den dringenden Bedarf nach Erhaltung und Aufwertung des Kulturerbes zu erfüllen und den Zugang zur Kultur sowie die Kultursensibilisierung zu fördern.
3. Für die drei geplanten grossen Investitionsprojekte wurden bereits (SIC) oder werden in den kommenden Jahren noch (Ausbau KUB, Verlegung MHN) dem Grossen Rat Verpflichtungskredite in Höhe von insgesamt rund 150 Millionen Franken beantragt. Die territoriale Neuordnung des Konservatoriums wird ebenfalls finanzielle Folgekosten haben, die vom Staat und von den Gemeinden gemeinsam getragen werden müssen. Die Finanzierungsmodalitäten werden derzeit geprüft, entsprechend der von den Gemeinden eingereichten Entwürfe.
4. Gemäss Artikel 12 des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) können die Subventionen entweder über den Staatsvoranschlag oder den kantonalen Kulturfonds finanziert werden. Dieser Fonds besteht zwar, es können daraus aber keine spezifischen Projekte finanziert werden. Es würde demnach genügen, diesen Fonds zu füllen, um die Anliegen der Postulanten zu erfüllen. Der Staatsrat möchte dem Grossen Rat in den kommenden Jahren vorschlagen, diesen Fonds mit der Zuweisung eines Teils der allfälligen Überschüsse der kommenden Rechnungsjahre aufzustocken. Er wünscht jedoch, dass der Kulturfonds für Investitionsvorhaben und bestimmte Entwicklungsprojekte in Zusammenhang mit den oben erläuterten Herausforderungen verwendet wird, so zum Beispiel für Projekte, die Kultur, Wissenschaft und Innovation, Wirtschaft und Gesellschaft verbinden.

6. Schlussbemerkungen

Der Staatsrat anerkennt, wie wichtig es ist, den kulturellen Reichtum und die kulturelle Vielfalt unseres Kantons zu fördern. Der Zugang zur Kultur ist eine kulturelle wie auch politische und soziale Herausforderung.

In den vergangenen Jahren konnten die Subventionen für die Kultur trotz der im 2013 beschlossenen Sparmassnahmen beibehalten werden. In Anbetracht der Fragen und Herausforderungen, die sich im kulturellen Bereich stellen, möchte der Staatsrat künftig einerseits das bisher Erreichte konsolidieren und andererseits nach Massgabe der verfügbaren finanziellen Mittel Impulse in fünf strategischen Bereichen der Förderung des Kunstschaffens, des Zugangs zur Kultur und der Kultursensibilisierung geben.

> *Schaffen, bekanntmachen und verbreiten:* Die Kulturfördermassnahmen und Schaffensbeiträge optimieren, den Austausch und die Verbreitung verstärken
> *Erneuern* Kunst und Kreativwirtschaft sollten besser interagieren, den wirtschaftlichen Einfluss der Kultur stärken
> *Eine Kultur im Austausch:* Eine Kultur für das soziale Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt
> *Drei Modellprojekte* für die kantonalen kulturellen Institutionen, bessere koordiniert zum Schutz des Freiburger Kulturerbes
> *Freiburg, ein Kulturraum:* Die Ausstrahlung der Freiburger Kultur fördern und die Koordination unter den Kulturanbietern verbessern

Da die Kultur auch in sozialer, wirtschaftlicher, bildungspolitischer und touristischer Hinsicht von Bedeutung ist, setzt der Staatsrat vermehrt auf eine bereichsübergreifende öffentliche Politik, insbesondere in den Bereichen der Bildung, der Innovation, des Tourismus, der Sozialpolitik sowie der Kinder- und Jugendpolitik.

Der Staat will auch in Zukunft eine realistische Haushaltspolitik führen und weiterhin ein hohes Subventionsvolumen für die Kultur vorsehen. Gestützt auf die oben dargelegten Prioritäten möchte er in den kommenden Jahren die gegenwärtigen Fördermassnahmen verbessern, das Budget des Amts für Kultur erhöhen und den kantonalen Kulturfonds auffüllen, dies je nach den verfügbaren Mitteln.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

Message 2015-DFIN-30 22 août 2017

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur l'impôt sur les successions et les donations

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD; RSF 635.2.1). Après une présentation du cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, les articles particuliers sont commentés.

1. Origine du projet

Le 16 juin 2015, dans le cadre de son pouvoir organisationnel et à des fins de rationalisation de l'administration cantonale, le Conseil d'Etat a décidé d'intégrer le Service des impôts sur les successions et les donations (SISD) au Service cantonal des contributions (SCC). Cette intégration a impliqué la transformation du SISD en un secteur du SCC et le transfert (sans suppression) des postes de travail (au total 2.6 EPT) à cette autorité, le poste de chef-fe de service ayant été converti en un poste de chef-fe de secteur SCC. Concrètement, le SISD est devenu le nouveau secteur «Impôt sur les successions et donations» du SCC (*abréviation: secteur SCC-ISD*), rattaché à la section «Coordination et support». Cette intégration a pris effet le 1er janvier 2016.

Depuis lors, toutes les tâches liées au prélèvement de l'impôt sur les successions et les donations et des centimes additionnels communaux ressortissent au SCC. Le recouvrement (encaissement) de l'impôt, qui relevait jusqu'alors de la compétence du Service financier cantonal, lui incombe désormais également.

Afin de parfaire cette intégration, le Conseil d'Etat, soucieux d'adapter les procédures fiscales de la LISD à celles prévues par la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1), propose de transférer au SCC les compétences dévolues actuellement à la Direction des finances (DFIN) en ce qui concerne le traitement des réclamations, des cas d'exonération et des contraventions.

2. Eléments et nécessité de la modification

2.1. Les réclamations

Les articles 29 al. 2 let. a et 41 al. 1 LISD confèrent à la DFIN la compétence de statuer sur les réclamations à l'encontre des bordereaux d'impôt sur les successions et les donations (décisions de taxation) établis par le SCC. Il s'agit là d'une voie de droit préalable au recours au Tribunal cantonal et permettant un contrôle interne portant sur l'application de la loi dans un cas concret. Cette compétence de la DFIN, qui tire son origine de l'ancienne loi du 4 mai 1934 sur les droits d'enregistrement, constitue une exception à la règle prévalant en droit fiscal, qui veut que la procédure de réclamation soit menée par l'autorité même qui a rendu la décision querellée. Le maintien de cette exception ne se justifie plus compte tenu de la nouvelle structure organisationnelle mise en place pour l'impôt sur les successions et les donations. En effet, pour tous les impôts qu'il prélève (par ex. impôts sur le revenu/la fortune, impôts sur le bénéfice/le capital, impôt sur les gains immobiliers), le SCC est l'autorité de réclamation (art. 174 al. 2 LICD). Il paraît donc logique, par mimétisme et par souci d'harmoniser les voies de droit de l'ensemble des impôts prélevés par le SCC, de lui attribuer également la compétence de traiter les réclamations en matière d'impôt sur les successions et les donations.

Par ailleurs, le maintien de la compétence de la DFIN ne s'impose pas en raison des particularités de la matière. Au contraire, la taxation de l'impôt sur les successions et les donations est largement dépendante des règles prévalant en matière d'impôts directs, telles que celles permettant de fixer l'assiette fiscale (cf. par ex. art. 12 LISD: base de calcul des immeubles donnée par la valeur fiscale fixée en application de la LICD). Le transfert de compétence au SCC tombe donc sous le sens. Il permettra au surplus de régler de manière simple et rapide les «cas bagatelles».

2.2. Les cas d'exonération

Les cas d'exonération de l'impôt sur les successions et les donations sont spécifiquement et limitativement énumérés à l'article 8 LISD. La grande majorité de ces cas d'exonération sont déjà du ressort du SCC en sa qualité d'autorité de taxation (art. 30 al. 2 LISD).

Seuls les cas visés aux lettres a à c de l'article 8 al. 2 LISD relèvent, en première instance décisionnelle, de la compétence de la DFIN (art. 29 al. 2 let. b LISD).

La *lettre a* prévoit l'exonération de l'impôt sur les successions et les donations pour les personnes morales qui bénéficient de l'exonération fiscale selon l'article 97 al. 1 let. g et h LICD en raison des buts de service public, d'utilité publique ou cultuel qu'elles poursuivent. En d'autres termes, pour les personnes morales poursuivant un tel but, les conditions mises à l'exonération de l'impôt sur les successions et les donations sont en tous points identiques à celles mises à l'exonération des impôts directs (impôts sur le bénéfice/le capital) qui ressortit au SCC. Dès lors, pour éviter les «doublons» et assurer une application uniforme, il s'impose de confier la tâche de traiter ces cas d'exonération à une seule et même autorité. Comme le SCC est déjà compétent pour traiter ce genre d'exonération sous l'angle des impôts directs, il se justifie de lui attribuer cette tâche. Cette solution correspond du reste à celle instaurée par les autorités concernées, les exonérations fiscales pour but de service public, d'utilité publique ou cultuel étant en pratique d'abord traités par le SCC. Elle coïncide par ailleurs avec celle retenue par la majorité des autres cantons.

Quant aux normes d'exonération prévues aux *lettres b* (cas d'exonération des institutions de prévoyance professionnelle) et *c* (cas d'exonération des entreprises de personnes et des personnes morales lors de restructurations), leur mise en œuvre ne nécessite pas la prise d'une décision formelle d'exonération. Ces normes d'exonération sont au demeurant le pendant des articles 97 al. 1 let. e LICD respectivement 20 al. 1 et 103 al. 1 et 4 LICD en ce qui concerne les impôts directs. Leur mise en œuvre par le SCC ne pose donc pas de difficultés particulières.

2.3. Les contraventions

L'article 29 al. 3 LISD prévoit que la DFIN est compétente pour prononcer les amendes prévues par la loi pour les contraventions (art. 60 à 67 LISD) et pour dénoncer au juge pénal ordinaire les cas d'infraction visés à l'article 68 al. 1 LISD (usage de faux). Or, ces contraventions correspondent pour l'essentiel à celles prévues par la LICD s'agissant des impôts directs et qui sont de la compétence du SCC (art. 219 al. 2 et 227 LICD). De plus, les procédures pénales sont souvent étroitement liées, par exemple en cas de dissimulation ou distraction de biens successoraux dans une procédure d'inventaire (art. 65 LISD et 223 LICD). Il paraît dès lors judicieux d'étendre la compétence du SCC, qui dispose d'un secteur rompu à ce genre d'affaires (Inspection fiscale), aux contraventions prévues par la LISD. L'efficacité et la coordination des procédures pénales ne pourront qu'en être renforcées.

3. Conséquences du projet

Le projet n'aura pas de conséquences financières, ni d'implications en matière de personnel. En particulier, les cas d'exonération attribués au SCC (*supra*, ch. 2.2) n'impliqueront pas de charge de travail supplémentaire, dans la mesure où ces cas sont déjà traités par le SCC sous l'angle des impôts directs et que les décisions sont en principe déjà prises en collaboration avec le secteur SCC-ISD. Quant à la charge de travail supplémentaire occasionnée par le traitement des réclamations (*supra*, ch. 2.1) et des contraventions (*supra*, ch. 2.3), elle pourra être absorbée par les ressources existantes du SCC.

Le projet n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat–communes, ni sur le développement durable. Il ne soulève pas de difficultés s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

4. Commentaire des articles modifiés

Articles 27 et 28 titre médian

L'article 27 qui énonce les autorités d'application de la LISD a perdu son utilité du fait de la nouvelle répartition des compétences. Il peut être abrogé par mesure de simplification. Son abrogation n'a aucune incidence matérielle.

Le titre médian de l'article 28 est adapté en conséquence.

Articles 29, 30, 31, 40, 41 al. 1 et 2, 50 al. 1, 51 al. 1, 54 al. 1, 67 et 69 al. 1

Les modifications proposées concrétisent le transfert des compétences de la DFIN au SCC en ce qui concerne le traitement des réclamations, des cas d'exonération prévus à l'article 8 al. 2 let. a à c LISD et des contraventions. Elles tiennent également compte du fait que la taxation et le recouvrement (encaissement) de l'impôt sur les successions et les donations sont désormais réunis sous la seule autorité du SCC.

La compétence de la DFIN pour se prononcer sur les cas de remise de l'impôt sur les successions et les donations est néanmoins maintenue. Elle concorde avec le régime applicable en matière d'impôts directs (art. 213b al. 1 LICD). Quant à la compétence de la DFIN de statuer sur les cas de privilège fiscal (art. 9 LISD), elle ne constitue pas une attribution nouvelle. Elle a été ajoutée à l'article 29 à des fins didactiques.

Article 37 al. 2

Cette disposition, qui prévoit que les autorités compétentes en matière d'impôts cantonaux directs (SCC) communiquent sur demande ou spontanément les éléments nécessaires à l'application de la LISD, a perdu toute portée, le SCC étant désormais l'autorité de taxation de l'impôt sur les successions et les donations. Elle peut donc être abrogée.

5. Droit transitoire (art. 2 du projet)

Le droit transitoire est inspiré par la volonté de permettre un passage rapide au nouveau système, tout en veillant à ne pas surcharger le SCC, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, par les affaires qui n'ont pas été liquidées par la DFIN. Ces considérations conduisent à maintenir les compétences de la DFIN pour la liquidation des affaires pendantes et à ne transférer au SCC que les dossiers pour lesquels la procédure a été ouverte après l'entrée en vigueur de la présente loi. Le SCC sera donc notamment compétent pour trancher les réclamations déposées après l'entrée en vigueur du nouveau droit, même si le délai de réclamation a commencé à courir avant cette date.

Botschaft 2015-DFIN-30 22. August 2017

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG; SGF 635.2.1). Nach einem Überblick über Sinn und Zweck dieser Vorlage werden die einzelnen Artikel kommentiert.

1. Ausgangslage

Am 16. Juni 2015 beschloss der Staatsrat kraft seiner organisatorischen Befugnisse das Amt für Erbschafts- und Schenkungssteuern (ESSA) aus Gründen der Rationalisierung der Kantonsverwaltung in die Kantonale Steuerverwaltung (KSTV) zu integrieren. Dabei wurde das ESSA in einen Sektor der KSTV umgewandelt und die Stellen (insgesamt 2,6 VZÄ) ohne Stellenabschaffung entsprechend umgelegt, wobei die Funktion Dienstchef/in zur Funktion Sektorchef/in KSTV wurde. Konkret ist das ESSA zum neuen Sektor «Erbschafts- und Schenkungssteuer» der KSTV geworden (*abgekürzt: Sektor KSTV-ESS*), angeschlossen an die Sektion «Koordination und Support». Diese Integration wurde auf den 1. Januar 2016 vollzogen.

Seitdem sind alle Aufgaben hinsichtlich Erhebung der Erbschafts- und Schenkungssteuern sowie der Gemeinde-Zusatzabgaben Sache der KSTV, einschliesslich des Steuerbezugs (Inkasso), für den bisher der Kantonale Finanzdienst zuständig war.

Der Staatsrat will für eine gelungene Integration auch die steuerrechtlichen Verfahren des ESchG an diejenigen nach dem Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1) anpassen und schlägt deshalb vor, die gegenwärtigen Befugnisse der Finanzdirektion (FIND) in Bezug auf die Behandlung der Einsprachen, der Steuerbefreiungsfälle und der Zuwiderhandlungen auf die KSTV zu übertragen.

2. Bestandteile und Erfordernis der Gesetzesänderung

2.1. Einsprachen

Die Artikel 29 Abs. 2 Bst. a und 41 Abs. 1 ESchG verleihen der FIND die Befugnis, über Einsprachen gegen die von der KSTV ausgestellten Erbschafts- und Schenkungssteuerrechnungen zu entscheiden (Veranlagungsverfügungen). Es geht dabei um ein Rechtsmittel, das vor der Beschwerde an das Kantonsgericht zum Zug kommt und eine interne Kontrolle punkto Gesetzesvollzug in einem konkreten Fall ermöglicht. Diese Befugnis der FIND, die ihren Ursprung im alten Gesetz vom 4. Mai 1934 betreffend die Einregistrierungsgebühren hat, bildet eine Ausnahme von der steuerrechtlichen Regel, wonach das Einspracheverfahren von der verfügenden Behörde selber geführt wird. Ein Festhalten an dieser Ausnahme ist mit dem neuen Organisationsaufbau für die Erbschafts- und Schenkungssteuern nicht mehr gerechtfertigt. So ist die KSTV für alle von ihr erhobenen Steuern (z. B. Einkommens-/Vermögenssteuern, Gewinn-/Kapitalsteuern, Grundstückgewinnsteuern) Einsprachebehörde (Art. 174 Abs. 2 DStG). Folgerichtig soll im Bestreben um Gleichbehandlung und Harmonisierung des Rechtswegs für die gesamten von der KSTV erhobenen Steuern der KSTV auch die Befugnis erteilt werden, über Einsprachen im Bereich der Erbschafts- und Schenkungssteuern zu entscheiden.

Auch die Besonderheiten dieser Rechtsmaterie stellen keine Notwendigkeit dafür dar, dass die FIND dafür zuständig belieben müsste. Die Veranlagung der Erbschafts- und Schenkungssteuer ist ganz im Gegenteil weitgehend von den Vorschriften für die direkten Steuern abhängig, wie etwa den Regeln zur Bestimmung der Steuerbemessungsgrundlage (s. z. B. Art. 12 EschG: Die Bemessungsgrundlage für die Grundstücke ist der in Anwendung des DStG festgesetzte Steuerwert). Die Kompetenzdelegation an die KSTV macht also Sinn, und überdies können «Bagatellfälle» einfacher und rascher geregelt werden.

2.2. Steuerbefreiungen

Die Fälle, die von der Erbschafts- und Schenkungssteuer befreit sind, sind in Artikel 8 ESchG einzeln und abschliessend aufgeführt. Für die meisten dieser Steuerbefreiungsfälle ist schon jetzt die KSTV als Veranlagungsbehörde (Art. 30 Abs. 2 EschG) zuständig.

Lediglich für die Fälle nach Artikel 8 Abs. 2 Bst. a–c ESchG ist in erster Entscheidinstanz die FIND zuständig (Art. 29 Abs. 2 Bst. b ESchG).

Nach *Buchstabe a* werden die juristischen Personen, die nach Artikel 97 Abs. 1 Bst. g und h DStG aufgrund der öffentlichen, gemeinnützigen oder Kultuszwecke, die sie verfolgen, von der Steuer befreit sind, von der Erbschafts- und Schenkungssteuer befreit. Mit anderen Worten sind die Voraussetzungen für eine Befreiung von den Erbschafts- und Schenkungssteuern für die juristischen Personen, die einen solchen Zweck verfolgen, genau gleich wie für die Befreiung von den direkten Steuern (Gewinn-/Kapitalsteuer), für die die KSTV zuständig ist. Um Doppelspurigkeiten zu vermeiden und eine einheitliche Rechtsanwendung zu gewährleisten drängt es sich auf, die Bearbeitung dieser Steuerbefreiungsfälle einer einzelnen Behörde zu übergeben. Da die KSTV bereits für die Bearbeitung solcher Steuerbefreiungsfälle für die direkte Steuer zuständig ist, ist es gerechtfertigt, ihr diese Aufgabe zu übertragen. Dies entspricht im Übrigen auch der von den betroffenen Behörden gewählten Lösung, da die Steuerbefreiungen wegen Verfolgung öffentlicher, gemeinnütziger oder von Kultuszwecken in der Praxis zuerst von der KSTV bearbeitet werden. So wird es auch in den meisten anderen Kantonen gehandhabt.

Was die Steuerbefreiungsnormen nach *Buchstabe b* (Steuerbefreiung der Einrichtungen der beruflichen Vorsorge) und *c* (Steuerbefreiung der Personenunternehmungen und juristischen Personen bei Umstrukturierung) betrifft, so braucht es für ihre Umsetzung keinen formellen Steuerbefreiungsentscheid. Sie finden übrigens ihre Entsprechung in den Artikeln 97 Abs. 1 Bst. e DStG bzw. 20 Abs. 1 und 103 Abs. 1 und 4 DStG für die direkten Steuern. Ihre Umsetzung durch die KSTV ist also unproblematisch.

2.3. Übertretungen

Nach Artikel 29 Abs. 3 verfügt die FIND die im Gesetz für Übertretungen vorgesehenen Bussen (Art. 60–67 ESchG) und zeigt der ordentlichen Strafrichterin oder dem ordentlichen Strafrichter die Vergehen nach Artikel 68 Abs. 1 an (Gebrauch falscher Urkunden). Diese Übertretungen decken sich in der Hauptsache auch mit denjenigen nach DStG für die direkten Steuern überein, für die die KSTV zuständig ist (Art. 219 Abs. 2 und 227 DStG). Überdies sind die Strafverfahren oft eng miteinander verknüpft, beispielsweise im Fall der Verheimlichung oder Beiseiteschaffung von Nachlasswerten im Inventarverfahren (Art. 65 ESchG und 223 DStG). Es ist somit sinnvoll, die Befugnis der KSTV, die über einen dafür spezialisierten Sektor verfügt (Steuerinspektorat), auf die im ESchG vorgesehenen Übertretungen auszudehnen. Dies kann sich nur positiv auf die Wirksamkeit und die Koordination der Strafverfahren auswirken.

3. Auswirkungen des Entwurfs

Der Gesetzesentwurf hat weder finanzielle noch personelle Auswirkungen. Insbesondere werden die der KSTV zugeteilten Steuerbefreiungsfälle (*supra*, Ziff. 2.2) insofern mit keinem Mehraufwand verbunden sein, als die KSTV diese Fälle bereits hinsichtlich der direkten Steuern bearbeitet und die Entscheide im Prinzip bereits in Zusammenarbeit mit dem Sektor KSTV-ESS gefällt werden. Der Mehraufwand für die Bearbeitung der Einsprachen (*supra*, Ziff. 2.1) und Übertretungen (*supra*, Ziff. 2.3) kann mit dem vorhandenen Personal der KSTV bewältigt werden.

Der Entwurf wirkt sich weder auf die Aufgabenteilung Staat-Gemeinden noch auf die nachhaltige Entwicklung aus, und er ist auch hinsichtlich Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität unproblematisch.

4. Kommentar der geänderten Artikel

Artikel 27 und 28 Artikelüberschrift

Artikel 27, der die Vollzugsbehörden des ESchG nennt, ist aufgrund der neuen Kompetenzaufteilung gegenstandslos geworden und kann der Einfachheit halber aufgehoben werden, was keinerlei materialrechtliche Auswirkung hat.

Die Artikelüberschrift von Artikel 28 wird dementsprechend angepasst.

Artikel 29, 30, 31, 40, 41 Abs. 1 und 2, 50 Abs. 1, 51 Abs. 1, 54 Abs. 1, 67 und 69 Abs. 1

Die vorgeschlagenen Änderungen konkretisieren die Kompetenzübertragung von der FIND auf die KSTV für die Bearbeitung der Einsprachen, der Steuerbefreiungsfälle nach Artikel 8 Abs. 2 Bst. a–c ESchG und der Übertretungen. Sie tragen weiter dem Umstand Rechnung, dass Veranlagung und Steuerbezug (Inkasso) der Erbschafts- und Schenkungssteuern künftig bei der KSTV erfolgen.

Die FIND entscheidet aber weiterhin über die Gesuche um Erlass der Erbschafts- und Schenkungssteuer, wie dies auch bei der direkten Steuer der Fall ist (Art. 213b Abs. 1 DStG). Die Befugnis der FIND, über die Steuererleichterungen entscheiden zu können (Art. 9 ESchG), ist nicht neu. Sie wurde aus didaktischen Gründen in Artikel 29 aufgenommen.

Artikel 37 Abs. 2

Diese Bestimmung, wonach die für die direkten Kantonssteuern zuständige Behörde (KSTV) auf Ersuchen oder von sich aus die für die Anwendung des ESchG erforderlichen Elemente mitteilt, ist gegenstandslos geworden, da die KSTV künftig selber die Veranlagungsbehörde für die Erbschafts- und Schenkungssteuer ist. Sie kann somit aufgehoben werden.

5. Übergangsrecht (Art. 2 des Entwurfs)

Mit dem Übergangsrecht soll ein möglichst rascher Wechsel zum neuen System möglich sein, ohne die KSTV ab Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes mit bei der FIND noch hängigen Fällen zu überlasten. So werden die Befugnisse der FIND für die Erledigung der hängigen Fälle aufrecht erhalten, und nur diejenigen Fälle gehen an die KSTV über, in denen die Eröffnung des Verfahrens nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes erfolgte. Es wird so namentlich Sache der KSTV sein, über Einsprachen zu entscheiden, die nach Inkrafttreten des neuen Rechts eingereicht worden sind, auch wenn die Einsprachefrist vorher zu laufen begonnen hat.

Loi

du

modifiant la loi sur l'impôt sur les successions et les donations

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2015-DFIN-30 du Conseil d'Etat du 22 août 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (RSF 635.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 27

Abrogé

Art. 28 titre médian

Conseil d'Etat

Art. 29 Direction

[1] La Direction chargée de l'impôt sur les successions et les donations (ci-après: la Direction) veille à une application uniforme de la présente loi; elle donne les instructions nécessaires aux organes administratifs chargés de l'appliquer et peut procéder à des contrôles.

[2] Elle statue sur les cas de remise prévus à l'article 56 ainsi que sur les cas de privilège fiscal visés par l'article 9.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2015-DFIN-30 des Staatsrats vom 22. August 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (SGF 635.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 27

Aufgehoben

Art. 28 Artikelüberschrift

Staatsrat

Art. 29 Direktion

[1] Die für die Erbschafts- und Schenkungssteuern zuständige Direktion (die Direktion) sorgt für den einheitlichen Vollzug dieses Gesetzes. Sie erteilt den mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragten Verwaltungsorganen die nötigen Weisungen und kann Kontrollen durchführen.

[2] Sie entscheidet über den Erlass der Steuern in den Fällen nach Artikel 56 sowie über die Steuererleichterungen in den Fällen nach Artikel 9.

Art. 30 Service

[1] Le Service compétent en matière d'impôt sur les successions et les donations (ci-après: le Service) est l'autorité de taxation et de rappel pour l'impôt et les centimes additionnels.

[2] Il statue:

a) sur les réclamations dans les cas prévus par la présente loi;

b) sur les cas d'exonération prévus à l'article 8;

c) sur les demandes en restitution de l'indu.

[3] Il prononce les amendes prévues par la présente loi pour les contraventions et dénonce au ou à la juge pénal-e ordinaire les cas d'infraction visés à l'article 68 al. 1.

[4] Il recouvre et comptabilise l'impôt, les centimes additionnels, les intérêts moratoires et les amendes.

[5] Il prélève, pour l'Etat, une commission d'encaissement calculée sur le capital des centimes additionnels dus et dont le taux est fixé par le Conseil d'Etat.

[6] Il est compétent pour accorder un sursis ou autoriser un versement par acomptes et pour requérir l'inscription de l'hypothèque légale.

Art. 31

Abrogé

Art. 37 al. 2

Abrogé

Art. 40

Abrogé

Art. 41 al. 1 et 2

[1] *Remplacer les mots* «à la Direction» *par* «au Service».

[2] *Remplacer la référence* «article 8 al. 2 let. a à c» *par* «article 8».

Art. 30 Amt

[1] Das für die Erbschafts- und Schenkungssteuer zuständige Amt (das Amt) ist Veranlagungs- und Nachsteuerbehörde für die Steuer und die Zusatzabgabe.

[2] Es entscheidet:

a) über die Einsprachen in den von diesem Gesetz vorgesehenen Fällen;

b) über die Befreiung von der Steuerpflicht in den Fällen nach Artikel 8;

c) über die Rückerstattungsgesuche.

[3] Es verfügt die in diesem Gesetz für Übertretungen vorgesehenen Bussen und zeigt der ordentlichen Strafrichterin oder dem ordentlichen Strafrichter die Vergehen nach Artikel 68 Abs. 1 an.

[4] Es zieht die Steuer, die Zusatzabgabe, die Verzugszinsen und die Bussen ein und führt darüber Buch.

[5] Es erhebt für den Staat eine Inkassoprovision, die auf dem Betrag der geschuldeten Zusatzabgabe zu einem vom Staatsrat festgesetzten Satz berechnet wird.

[6] Es ist für die Gewährung einer Stundung oder die Bewilligung von Ratenzahlungen sowie die Grundbuchanmeldung des gesetzlichen Grundpfands zuständig.

Art. 31

Aufgehoben

Art. 37 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 40

Aufgehoben

Art. 41 Abs. 1 und 2

[1] *Den Ausdruck* «bei der Direktion» *durch* «beim Amt» *ersetzen*.

[2] *Den Ausdruck* «Artikel 8 Abs. 2 Bst. a–c» *durch* «Artikel 8» *ersetzen*.

Art. 50 al. 1

Remplacer les mots «au service chargé de l'encaissement» *par* «au Service».

Art. 51 al. 1

Remplacer les mots «le service chargé de l'encaissement» *par* «le Service».

Art. 54 al. 1

[1] Si le paiement, dans le délai prévu, de l'impôt, des centimes additionnels ou de l'amende doit avoir pour le débiteur ou la débitrice des conséquences particulièrement dures, le Service peut accorder, sur demande motivée, un sursis ou la possibilité d'effectuer un versement par acomptes. L'intérêt moratoire reste dû.

Art. 67

[1] *Remplacer les mots* «La Direction» *par* «Le Service».

[2] *Remplacer le mot* «Elle» *par* «Il».

[3] *Remplacer le mot* «Elle» *par* «Il».

Art. 69 al. 1 *(ne concerne que le texte français)*

Remplacer les mots «du juge pénal ordinaire» *par* «du ou de la juge pénal-e ordinaire».

Art. 2

[1] La Direction reste compétente pour statuer sur les réclamations et les demandes d'exonération qui ont été déposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Elle reste également compétente pour mener les procédures pénales ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3

[1] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 50 Abs. 1

Den Ausdruck «an den mit dem Inkasso beauftragten Dienst» *durch* «an das Amt» *ersetzen*.

Art. 51 Abs. 1

Den Ausdruck «der mit dem Inkasso beauftragte Dienst» *durch* «das Amt» *ersetzen*.

Art. 54 Abs. 1

[1] Ist die fristgerechte Bezahlung der Steuer, der Zusatzabgabe oder der Busse für die Schuldnerin oder den Schuldner mit einer besonderen Härte verbunden, so kann das Amt auf begründetes Gesuch hin eine Stundung oder Ratenzahlungen gewähren. Die Verzugszinsen bleiben geschuldet.

Art. 67

[1] *Den Ausdruck* «Die Direktion» *durch* «Das Amt» *ersetzen*.

[2] *Den Ausdruck* «Sie» *durch* «Es» *ersetzen*.

[3] *Den Ausdruck* «Sie» *durch* «Es» *ersetzen*.

Art. 69 Abs. 1

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 2

[1] Die Direktion entscheidet weiterhin über die Einsprachen und die Gesuche um Befreiung von der Steuerpflicht, die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes eingereicht wurden.

[2] Sie leitet auch weiterhin die Strafverfahren, die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes eröffnet wurden.

Art. 3

[1] Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

[2] Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL **2015-DFIN-30**

Projet de loi :
Modification de la loi sur l'impôt sur les successions et les donations

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-008

Présidence : Julia Senti

Membres : Sylvia Baiutti, Solange Berset, Simon Bischof, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Adrian Brügger, Hubert Dafflon, Francine Defferrard, Philippe Demierre, Jean-Pierre Doutaz, Fritz Glauser

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 9 voix sans opposition ni abstention (2 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie II (débat organisé).

Le 26 septembre 2017

Anhang

GROSSER RAT **2015-DFIN-30**

Gesetzsentwurf:
Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-008

Präsidium : Julia Senti

Mitglieder : Sylvia Baiutti, Solange Berset, Simon Bischof, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Adrian Brügger, Hubert Dafflon, Francine Defferrard, Philippe Demierre, Jean-Pierre Doutaz, Fritz Glauser

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 9 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie II (organisierte Debatte) behandelt wird.

Den 26. September 2017

Message 2017-DFIN-33 22 août 2017

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur les impôts communaux

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur les impôts communaux. Après une brève introduction, ce message explique les motifs, l'étendue et les conséquences de la révision. Il commente également les dispositions modifiées.

1. Introduction

La présente révision vise à adapter la législation cantonale à la modification apportée dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts des cantons et des communes (LHID; RS 642.14), modification qui vise à aménager un nouveau seuil d'imposition pour les personnes morales qui poursuivent un but idéal.

La présente révision permet en outre de mettre en œuvre la motion Badoud-Losey «Abolition des fonctions dirigeantes», acceptée par le Grand Conseil le 4 octobre 2016 et de procéder aux adaptations de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1) rendues nécessaires par une jurisprudence de la cour fiscale du canton de Fribourg. Dans le contexte de la mise en œuvre de deux mesures structurelles et d'économie, le projet prévoit en outre une extension du droit d'utiliser les données du contrôle des habitant-e-s à des fins d'investigations fiscales. Enfin, le projet réaménage les dispositions portant sur les émoluments.

2. Motion traitée

Par motion déposée le 5 février 2016 et développée le 24 mars 2016 (GC 2016-GC-11), les députés Antoinette Badoud et Michel Losey ont demandé une modification de l'article 9 de la loi sur les impôts communaux (LICo; RSF 632.1) de manière à ce que la LICo ne prévoie plus de répartition intercommunale entre la commune de domicile et la commune du lieu d'établissement de la société du produit de l'impôt des personnes qui exercent une fonction dirigeante. Le Conseil d'Etat a proposé le rejet de la motion dans sa prise de position du 23 août 2016, estimant que la réglementation actuelle méritait d'être maintenue[1]. Le Grand Conseil a toutefois adopté la motion par 52 voix contre 44 (4 abstentions) le 4 octobre 2016[2].

Le présent avant-projet met en œuvre la motion précitée.

3. Consultation

3.1. Contenu de l'avant-projet

L'avant-projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur les impôts communaux correspondait dans une large mesure au présent projet. Il prévoyait en outre une disposition visant à tenir compte d'une jurisprudence du Tribunal cantonal portant sur la détermination de la valeur fiscale des immeubles en construction par le biais d'une modification de l'article 54 al. 1 LICD. Pour ces derniers, le Service cantonal des contributions (SCC) détermine jusqu'à présent la valeur fiscale selon la même méthode que pour les immeubles habitables, conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat concernant l'imposition des immeubles non agricoles et à la formule suivante: (valeur vénale + [2 x valeur de rendement]) ÷ 3. Pour les immeubles en construction, les investissements engagés à la fin de la période fiscale constituaient la valeur de rendement. Le Tribunal cantonal a été amené à se prononcer sur cette manière de déterminer la valeur fiscale. Il a confirmé qu'il y a lieu de tenir compte d'une valeur de rendement «potentielle» pour la détermination de la valeur fiscale d'un immeuble en construction. Il a toutefois considéré que la méthode appliquée par le SCC exclut «de fait» la prise en compte d'une véritable valeur de rendement. Enfin, il a critiqué le fait que, dans le cas d'espèce, la valeur fiscale des immeubles en construction s'avérait a posteriori plus élevée que la valeur fiscale à la fin des travaux.

Sur la base de cet arrêt, la DFIN a examiné différentes variantes qui permettraient de tenir compte d'une valeur de rendement «potentielle» de l'immeuble en construction. L'avant-projet retenait finalement une variante pragmatique et sans lourdeur administrative pour les contribuables et l'administration. Pour ces situations particulières, la DFIN proposait de retenir une méthode forfaitaire qui ne tienne pas compte de la valeur de rendement de l'immeuble. Pour ce faire elle proposait d'adapter l'article 54 LICD selon la teneur

[1] *BGC* 2016 p. 2905.

[2] *BGC* 2016 p. 2519.

de l'article 14 al. 1 LHID. Selon ce dernier article, il «peut» être tenu compte d'une valeur de rendement pour la détermination de la valeur fiscale des immeubles non agricoles. La DFIN proposait de modifier également l'arrêté concernant l'imposition des immeubles non agricoles de manière à ce que la valeur fiscale des immeubles en construction de la fortune privée soit déterminée selon une formule se rapprochant de celle applicable aux immeubles de la fortune commerciale sans rendement.

3.2. Procédure

L'avant-projet de loi a fait l'objet d'une consultation restreinte au sens de l'article 31 du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL; RSF 122.0.21) entre le 11 avril et le 1er juin 2017.

3.3. Résultat de la consultation et suivi

Aucun participant à la consultation n'a manifesté d'opposition contre l'avant-projet.

Tant le Tribunal cantonal que l'Association des communes fribourgeoises (ACF) et l'OREF ont critiqué la modification de l'article 54 al. 1 LICD (valeur fiscale des immeubles non agricoles). Sans cadre clair et strict, ils craignent des dérapages liés à la formulation plus souple de la disposition et une extension des cas dans lesquels il sera renoncé à tenir compte de la valeur de rendement. L'OREF propose ainsi de régler expressément le traitement fiscal des immeubles en construction dans la LICD. Les critiques formulées sont pertinentes. Régler expressément la détermination de la valeur fiscale des immeubles en construction dans la LICD accorderait toutefois une importance disproportionnée à ce cas de figure. Dès lors, cette disposition a été retirée du projet. La valeur fiscale des immeubles en construction sera déterminée de la même manière que celle des terrains à bâtir.

L'ACF souhaite en outre que le SCC tienne compte de la collaboration des communes qui mettent à disposition les données nécessaires au registre du contrôle des habitants lors de la fixation de l'émolument qu'il perçoit auprès des communes pour lesquelles il encaisse l'impôt et pour l'impôt à la source qu'il prélève également pour elles. Elle demande également à ce que le tarif des émoluments lui soit soumis pour approbation. Dans ce contexte il faut rappeler que les dispositions proposées aux articles 75 al. 2, 87 al. 2 et 218a LICD visent uniquement à assainir le cadre juridique et à régler la pratique en vigueur; aucune augmentation des émoluments de perception n'est prévue. Il n'est toutefois pas non plus prévu de réduire cet émolument, étant donné qu'aucune tâche complémentaire n'est exigée de la part des communes. La tenue et la mise à jour du registre du contrôle des habitants citées dans la prise de position relèvent des obligations légales prévues dans la législation sur le contrôle des habitants; la tenue de ce registre est obligatoire indépendamment des besoins du SCC. Il paraît enfin disproportionné d'obtenir l'approbation de l'ACF pour toute modification du tarif des émoluments. Toutefois il va de soi que toute modification de l'émolument de perception (à la hausse ou à la baisse) sera motivée et pourra être discutée avec l'ACF, respectivement avec les communes concernées.

S'agissant du système de prolongation des délais, Expert Suisse met en discussion la possibilité d'un système de quotas (pour les mandataires) et souhaiterait en outre que l'émolument soit perçu auprès des contribuables. Compte tenu du système prévu (voir ch. 4.3), il n'apparaît pas nécessaire d'introduire un système de quotas. La question de la perception de l'émolument auprès du ou de la contribuable ou de son ou sa mandataire ne fait pas l'unanimité entre les mandataires; il ne se justifie dès lors pas de revoir le projet sur ce point.

4. Modifications proposées

4.1. Adaptation au droit fédéral

Selon l'article 71 de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11) et l'article 113 al. 3 LICD, le bénéfice généré par les associations, fondations et autres personnes morales qui n'atteint pas 5000 francs est exonéré de l'impôt (limite ou seuil d'imposition). En droit cantonal ces mêmes personnes sont exonérées de l'impôt sur le capital pour autant que ce dernier soit inférieur à 100 000 francs. Les personnes morales qui poursuivent un but d'utilité publique ou de service public sont quant à elles exonérées de l'impôt en vertu de l'article 56 LIFD. En 2014, le canton de Fribourg comptait 1073 associations, fondations et autres personnes morales (annoncées au SCC). Parmi elles, 915 ne paient pas d'impôt sur le bénéfice et 453 ne paient pas d'impôt sur le capital.

Faisant suite à une motion qui demandait l'exonération totale ou jusqu'à un certain montant des associations qui consacrent exclusivement leurs revenus et patrimoine à des buts idéaux, le parlement a modifié la LIFD et la LHID dans le but d'exonérer de l'impôt les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux pour autant que leurs bénéfices n'excèdent pas 20 000 francs. La mise en œuvre de cette motion est prévue dans un nouvel article 66a LIFD qui augmente la limite d'imposition pour les personnes morales concernées. La LHID prescrit une disposition analogue (art. 26a LHID) en laissant toutefois aux cantons la compétence de fixer la limite d'imposition. Ces modifications entreront en vigueur le 1er janvier 2018. Le projet met en œuvre cette modification dans la LICD.

Le Conseil d'Etat propose de retenir le même seuil d'imposition que dans la LIFD pour l'impôt cantonal sur le bénéfice, soit 20 000 francs. Il propose également de relever le seuil d'imposition pour l'impôt sur le capital à 200 000 francs afin de ne pas annihiler l'objectif poursuivi par la mesure pro-

posée au niveau de l'impôt sur le bénéfice (l'encouragement des personnes morales qui poursuivent un but louable sans pour autant pouvoir bénéficier d'une exonération fiscale). La révision prévue imposera aux autorités fiscales de déterminer ce que l'on entend par «personne morale poursuivant un but idéal», cette notion n'ayant pas été définie dans le droit fédéral. Compte tenu de la nature des associations et fondations implantées dans le canton de Fribourg, on peut partir de l'idée que la majorité d'entre elles pourront bénéficier de la nouvelle réglementation; elle concernera notamment les associations sportives ou musicales locales.

4.2. Suppression de la fonction dirigeante dans la LICo

Sur la base de l'article 9 al. 4 LICo, le produit de l'impôt des personnes qui exercent une fonction dirigeante dans une commune du canton et qui habitent dans une autre commune du canton doit être réparti par moitié entre ces deux communes. Conformément à la motion 2016-GC-11, l'article 9 LICo doit être modifié de manière à supprimer cette répartition. En vertu de la nouvelle réglementation, la totalité du revenu provenant de la fonction dirigeante sera donc imposée dans la commune de domicile.

Cette révision ne remet toutefois pas en question la jurisprudence fédérale portant sur la répartition intercantonale de l'impôt pour les personnes qui exercent une fonction dirigeante. Pour le détail à ce sujet, il est renvoyé aux explications données par le Conseil d'Etat dans sa réponse à la motion.

4.3. Délais pour la prolongation du délai de dépôt de la déclaration d'impôt

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures structurelles et d'économie, le canton de Fribourg a introduit un système payant de prolongation des délais pour le dépôt de la déclaration d'impôts des personnes physiques à partir du 1er janvier 2015. Les contribuables ont la possibilité de requérir jusqu'à quatre prolongations de délais moyennant un émolument de 20 francs pour chacun des délais. Le système se concrétise par l'envoi aux contribuables d'un bulletin de versement avec la déclaration d'impôt puis de rappels-sommations munis de bulletins de versement. Ce système a récemment été critiqué dans plusieurs arrêts de principe de la Cour fiscale (notamment 607 2016 38 ou 607 2016 28).

Le Tribunal cantonal estime d'abord qu'une sommation couplée à un système de perception d'émoluments est contraire à loi. Dès lors, les sommations envoyées par le SCC pour non-dépôt de la déclaration d'impôt sont viciées. Le SCC a déjà adapté ses processus pour la période de taxation 2016, de manière à ce que ses sommations soient conformes au droit.

Le Tribunal cantonal considère en outre que le régime des délais mis en œuvre est contraire aux dispositions de l'article 150 LICD qui prévoit la possibilité d'obtenir au maximum deux prolongations de délais (fixés par l'autorité) s'il existe des motifs sérieux. L'avant-projet apporte les modifications législatives nécessaires afin d'asseoir la pratique du SCC. La prolongation pour le dépôt de la déclaration d'impôt sera réglée dans un article séparé.

4.4. Utilisation des données du contrôle des habitants

Sur la base de l'article 137 LICD et de l'article 16a de la loi sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1), le SCC dispose d'un accès étendu aux données des registres des habitant-e-s pour la tenue et la mise à jour du registre des contribuables ainsi que pour la vérification de l'exactitude des données du registre.

Dans le cadre des mesures structurelles et d'économie, le Conseil d'Etat a chargé le SCC de la mise en œuvre de plusieurs mesures, notamment le renforcement de l'investigation fiscale et le contrôle du domicile fiscal. Pour le renforcement de l'investigation fiscale, le message du Conseil d'Etat du 3 septembre 2013[1] relève que les méthodes d'investigation fiscale doivent évoluer avec les moyens technologiques actuels. Il précise qu'il est essentiel d'intensifier les échanges d'informations entre les services de l'Etat, de manière à ce que le SCC dispose automatiquement d'un grand nombre de renseignements dans les dossiers des contribuables au moment de la taxation. La dématérialisation des dossiers du SCC devait contribuer à l'amélioration de l'investigation fiscale (ch. 5.3.1.1 let. b). S'agissant du domicile fiscal, le Conseil d'Etat proposait que le SCC – avec la collaboration des communes – mette sur pied une cellule ad hoc pour contrôler les personnes physiques qui résident dans le canton tout en ayant leur domicile fiscal dans un autre canton.

Depuis, le SCC a initié la dématérialisation des dossiers fiscaux des contribuables personnes physiques: depuis 2015, les déclarations fiscales peuvent être déposées par voie électronique, les certificats de salaire sont transmis directement par l'employeur-e et peuvent être comparés aux données fournies par le ou la contribuable. Les dossiers papiers existants seront numérisés à moyen terme. Pour le domicile fiscal, la collaboration avec les communes a permis de rendre 114 décisions en matière de domicile fiscal depuis 2014.

Compte tenu de l'expérience acquise depuis 2014, il s'avère que tant l'investigation fiscale que le contrôle du domicile fiscal pourraient être améliorés et simplifiés par un recoupement entre les données du contrôle des habitant-e-s et celles du SCC. Le recoupement de ces données pourrait mettre en lumière des incohérences entre les deux bases de données (personne annoncée au contrôle des habitant-e-s mais non contribuable dans le canton) facilitant ainsi l'identification

[1] *BGC* 2013 p. 1571.

de cas de soustraction ou de contribuables à assujettir dans le canton. Afin de pouvoir utiliser les données du contrôle des habitant-e-s aux fins précitées, une base légale formelle doit le prévoir. L'avant-projet prévoit les dispositions pertinentes.

4.5. Réglementation des émoluments

Les bases légales actuelles permettent la perception d'un émolument (frais de procédure) dans le cadre de la procédure de taxation (art. 155). De telles dispositions n'existent en revanche pas dans le cadre de la perception de l'impôt. A l'avenir un émolument devrait également pouvoir être perçu en cas de comportement abusif des contribuables durant la procédure de perception de l'impôt. C'est en particulier le cas lorsque le ou la contribuable, malgré de multiples interpellations du SCC, continue à verser les montants d'impôt dus sur un compte erroné. Or, la correction de ces paiements doit être effectuée de manière manuelle et prend du temps qui pourrait être utilisé de manière plus efficiente.

Enfin, la disposition légifère la pratique actuelle en précisant que le SCC peut prélever un émolument lorsqu'il perçoit l'impôt pour d'autres collectivités. Aujourd'hui, cet émolument est notamment prévu dans les conventions de perception que de nombreuses communes ont conclu avec le SCC.

5. Commentaire des dispositions proposées

5.1. LICD

Art. 75 al. 2 et 87 al. 2

Ces dispositions n'apportent aucune modification mais ne font que préciser la pratique en vigueur: pour l'imposition à la source, l'employeur-e verse le montant d'impôt au SCC qui le répartit entre les collectivités publiques concernées.

Art. 108a (nouveau) et 120a

Ces deux nouveaux articles règlent les seuils d'imposition pour les personnes morales qui poursuivent un but idéal, à savoir 20 000 francs pour l'impôt sur le bénéfice et 200 000 francs pour l'impôt sur le capital (voir ch. 3.1). Il ne s'agit pas d'un montant exonéré mais d'un seuil d'imposition: si une personne morale dépasse ces seuils, elle est imposable sur la totalité du bénéfice et/ou du capital. Il semble utile de rappeler que les dons qui seraient effectués en faveur de ces personnes morales ne sont pas déductibles du revenu.

Art. 137 al. 3

Le nouvel alinéa précise le droit en vigueur en ce sens que le SCC pourra utiliser les données du contrôle des habitant-e-s pour vérifier l'exhaustivité du registre des contribuables et à des fins d'investigation fiscale. Le recoupement des données permettra de travailler de manière plus efficace et efficiente (voir ch. 3.5).

Art. 155 et 218a

L'article 155 en vigueur permet de faire supporter les frais des mesures d'instruction permettant une taxation complète et exacte au ou à la contribuable lorsque ces frais ont été rendus nécessaires par un manquement coupable des obligations de procédure. Cette possibilité devrait pouvoir être étendue à la procédure de perception.

La nouvelle disposition prévoit en outre expressément la compétence de prélever des émoluments lorsque le SCC perçoit les impôts pour d'autres collectivités publiques.

Comme aujourd'hui l'élaboration du tarif des émoluments relève du Conseil d'Etat.

Art. 150 et 157

Les modifications proposées permettent de tenir compte de la récente jurisprudence du Tribunal cantonal en matière de prolongation du délai de dépôt de la déclaration d'impôt.

Selon l'avant-projet, l'article 150 règle les dispositions générales en matière de délais, conformément au droit actuel. La prolongation du délai pour le dépôt de la déclaration d'impôt sera quant à elle réglée à l'article 157 LICD. Toutes les prolongations de délai seront payantes. Le ou la contribuable pourra choisir de payer un montant de 20 francs par prolongation (soit 80 francs au maximum) ou de déposer une demande de prolongation de délai pour des motifs sérieux. Dans ce dernier cas, le SCC examinera la demande et percevra un émolument pour le traitement de la demande. Le paiement d'un émolument est motivé par le fait que les contribuables obtiennent le report de l'exécution de leurs obligations légales (dépôt de la déclaration d'impôt au sens de l'art. 157 al. 1). Pour les contribuables qui optent pour l'obtention d'un délai moyennant paiement d'un émolument, le montant de ce dernier est fonction du nombre de prolongations demandées afin de dissuader les contribuables de reporter trop longtemps l'exécution de leurs obligations légales. Les fiduciaires devront quant à elles remettre la liste des clients dont elles remplissent la déclaration d'impôt au SCC, en début d'année de taxation. Comme aujourd'hui, l'émolument sera calculé au début de l'année suivante. En revanche, le SCC ne tiendra plus compte de la date de dépôt de chacune des déclarations fiscales concernées pour la détermination du montant de l'émolument. Il percevra un émolument de 20 francs pour chaque déclaration déposée après le délai autorisé. Cette solution correspond, avec quelques nuances, à celle appliquée dans plusieurs cantons. Il sera renoncé à la perception d'un émolument dans les cas de restitution du délai de dépôt de la déclaration d'impôt.

Le montant de l'émolument sera fixé dans le tarif des émoluments du SCC.

5.2. Loi sur les impôts communaux

Art. 9 al. 4

En réponse à la motion Badoud-Losey, la référence à la fonction dirigeante est supprimée (voir ch. 3.2).

6. Incidences financières de la révision pour l'Etat

La fixation d'un seuil d'imposition pour l'impôt sur le bénéfice à 20 000 francs pour les personnes morales qui poursuivent un but idéal entraînera des pertes de recettes fiscales minimes de l'ordre de 15 000 francs. Pour l'impôt sur le capital, la fixation du seuil d'imposition à 200 000 francs devrait entraîner des pertes de recettes fiscales de l'ordre de 43 000 francs.

La suppression de la répartition de l'impôt en cas de fonctions dirigeantes n'entraînera pas de conséquences fiscales pour l'Etat.

L'extension des droits d'utilisation des données du contrôle des habitant-e-s simplifiera le contrôle du domicile fiscal et améliorera les outils d'investigation fiscale. Ce faisant, cette révision devrait générer des recettes fiscales supplémentaires qu'il n'est cependant pas possible de chiffrer (sachant toutefois que la collaboration avec les communes a permis des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de 700 000 francs sur deux ans).

Les modifications proposées en matière de perception des émoluments devraient générer des recettes supplémentaires minimes: l'objectif de la modification n'est pas de générer des recettes supplémentaires mais d'inciter les contribuables «récalcitrants» à effectuer leurs paiements correctement. Les modifications prévues dans le système de prolongation des délais de dépôt de la déclaration d'impôt entraîneront des diminutions de recettes de l'ordre de 140 000 francs, partant de l'idée que les demandes de délais adressées au SCC pour un motif sérieux resteront limitées.

7. Autres conséquences

La réglementation visant à étendre l'utilisation des données du contrôle des habitant-e-s pour le contrôle du domicile fiscal permettra d'optimiser et d'accélérer la procédure.

La perception d'émolument en cas de comportement abusif du ou de la contribuable lors de la procédure de perception devrait avoir un effet dissuasif sur les personnes concernées et éviter ainsi de nombreuses opérations manuelles fastidieuses.

La modification de la LICo se traduira par une modification des parts respectives de la commune de domicile et de la commune du lieu de travail au produit de l'impôt des personnes exerçant une fonction dirigeante. Bien entendu, seules les communes concernées seraient touchées. Selon les simulations du SCC, la suppression proposée diminuera la cote de 14 communes et augmentera la cote de 31 communes.

8. Constitutionnalité et compatibilité au droit fédéral

La présente révision vise à adapter le droit cantonal aux modifications de la LHID, conformément au mandat d'harmonisation prévu à l'article 129 Cst. Elle prévoit en outre les modifications législatives rendues nécessaires par les récentes jurisprudences de la cour fiscale.

9. Développement durable

La présente révision n'entraîne pas de conséquences identifiables sur le développement durable.

Botschaft 2017-DFIN-33 22. August 2017

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern. Nach einer kurzen Einleitung werden in dieser Botschaft die Gründe, die Tragweite und die Folgen der Revision erläutert. Sie enthält ebenfalls einen Kommentar der geänderten Bestimmungen.

1. Einleitung

Mit dieser Revision soll das kantonale Recht an die Änderung des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG; SR 642.14) angepasst werden, mit der für die juristischen Personen mit ideeller Zwecksetzung eine neue Freigrenze eingeführt wird.

Im Zuge dieser Revision wird weiter die vom Grossen Rat am 4. Oktober 2016 angenommene Motion Badoud/Losey GC-2016–11 «Aufhebung der leitenden Stellung» umgesetzt, und es können die aufgrund eines Urteils des Steuergerichtshofs des Kantons Freiburg notwendig gewordenen Anpassungen des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1) vorgenommen werden. Im Rahmen der Umsetzung von zwei Struktur- und Sparmassnahmen sieht der Entwurf sodann eine breitere Nutzung der Daten der Einwohnerkontrolle zu Steuerprüfungszwecken vor, und es werden auch die Bestimmungen über die Gebühren überarbeitet.

2. Behandelte Motion

Mit einer am 5. Februar 2016 eingereichten und am 24. März 2016 begründeten Motion M 2016-GC-11 verlangten Grossrätin Antoinette Badoud und Grossrat Michel Losey eine Änderung von Artikel 9 des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1) dahingehend, dass das GStG für Personen in leitender Stellung keine interkommunale Steuerausscheidung des Steuerertrags zwischen der Wohnsitzgemeinde und dem Sitz des Unternehmens mehr vorsieht. Der Staatsrat war für die Beibehaltung der geltenden Regelung und hatte in seiner Stellungnahme vom 23. August 2016 die Ablehnung dieser Motion beantragt.[1] Der Grosse Rat nahm die Motion am 4. Oktober 2016 dennoch mit 52 zu 44 Stimmen (4 Enthaltungen) an.[2]

Mit diesem Vorentwurf wird diese Motion nun umgesetzt.

3. Vernehmlassung

3.1. Vernehmlassungsentwurf

Der in die Vernehmlassung geschickte Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern war in weiten Teilen mit dem vorliegenden Entwurf identisch. Er enthielt zudem noch eine Bestimmung, mit der der kantonsgerichtlichen Rechtsprechung bezüglich der Bestimmung des Steuerwerts der sich im Bau befindlichen Grundstücke mit einer Änderung von Artikel 54 Abs. 1 DStG entsprochen werden sollte. Für solche Liegenschaften bestimmt die KSTV bis jetzt den Steuerwert nach derselben Methode wie für die bezugsbereiten Liegenschaften, und zwar gemäss dem Staatsratsbeschluss über die Besteuerung nichtlandwirtschaftlicher Liegenschaften und nach folgender Formel: (Verkehrswert + [2 x Ertragswert]) ÷ 3. Für die im Bau befindlichen Grundstücke wurden die bis Ende der Steuerperiode getätigten Investitionen als Ertragswert herangezogen. Das Kantonsgericht musste über diese Art der Steuerwertbestimmung befinden. Es bestätigte, dass für die Steuerwertbestimmung eines sich im Bau befindlichen Grundstücks ein «potenzieller» Ertragswert zu berücksichtigen ist, vertrat aber die Auffassung, dass mit der von der KSTV angewendeten Methode die Berücksichtigung eines wirklichen Ertragswerts «faktisch» ausgeschlossen wird. Weiter bemängelte es, dass sich im fraglichen Fall der Steuerwert der im Bau befindlichen Grundstücke im Nachhinein als höher herausstellte als der Steuerwert nach Abschluss der Bauarbeiten.

Ausgehend von diesem Urteil prüfte die Finanzdirektion verschiedene Varianten, mit denen sich ein «potenzieller» Ertragswert des sich im Bau befindlichen Grundstücks berücksichtigen liesse. Der Vorentwurf enthielt schliesslich eine pragmatische Variante ohne administrative Hürden für die Steuerpflichtigen und die Verwaltung. Die Finanzdirektion schlug nämlich vor, für diese Spezialfälle eine

[1] *TGR* 2016 S. 2906.

[2] *TGR* 2016, S. 2519.

vom Ertragswert des Grundstücks abgekoppelte Pauschalmethode anzuwenden und dazu Artikel 54 DStG an den Wortlaut von Artikel 14 Abs. 1 StHG anzupassen, wonach der Ertragswert bei der Bestimmung des Steuerwerts nichtlandwirtschaftlicher Grundstücke angemessen berücksichtigt werden «kann». Die Finanzdirektion schlug auch vor, den Beschluss über die Besteuerung nichtlandwirtschaftlicher Liegenschaften dahingehend anzupassen, dass der Steuerwert sich im Bau befindlicher Liegenschaften des Privatvermögens nach einer ähnlichen Formel wie für die zum Geschäftsvermögen gehörende Liegenschaften ohne Ertrag bestimmt wird.

3.2. Vernehmlassungsverfahren

Vom 11. April bis 1. Juni 2017 wurde eine eingeschränkte Vernehmlassung gemäss Artikel 31 des Reglements vom 24. Mai 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse (AER; SGF 122.0.21) durchgeführt.

3.3. Vernehmlassungsergebnisse und weiteres Vorgehen

Kein Vernehmlassungsteilnehmer stand dem Vorentwurf ablehnend gegenüber.

Sowohl vom Kantonsgericht als auch vom Freiburger Gemeinde Verband (FGV) und vom OREF kam Kritik zur Änderung von Artikel 54 Abs. 1 DStG (Steuerwert der nichtlandwirtschaftlichen Grundstücke). Sie befürchten, dass das Ganze ohne klar definierten strikten Rahmen aufgrund der offeneren Formulierung ausser Kontrolle geraten könnte und dass es mehr Fälle ohne Berücksichtigung des Ertragswerts geben wird. Der OREF schlägt somit vor, die steuerliche Behandlung der sich im Bau befindlichen Grundstücke ausdrücklich im DStG zu regeln. Die vorgebrachten Kritiken sind berechtigt, es wäre aber unverhältnismässig, die Bestimmung der Steuerwerts der sich im Bau befindlichen Grundstücke ausdrücklich im DStG zu regeln. Daher wurde diese Bestimmung aus dem Entwurf entfernt. Der Steuerwert der sich im Bau befindlichen Grundstücke wird gleich bestimmt wie der Steuerwert von Bauland.

Der FGV möchte ausserdem, dass die KSTV bei der Festsetzung der Gebühr, die sie bei denjenigen Gemeinden erhebt, für die sie die Steuer und ebenfalls die Quellensteuer bezieht, der Zusammenarbeit der Gemeinden Rechnung trägt, die die für die Einwohnerkontrolle notwendigen Daten zur Verfügung stellen. Er will auch, dass ihm der Gebührentarif zur Genehmigung unterbreitet wird. Es sei darauf hingewiesen, dass mit den vorgeschlagenen Bestimmungen in den Artikeln 75 Abs. 2, 87 Abs. 2 und 218a DStG lediglich der rechtliche Rahmen konsolidiert und die geltende Praxis verankert werden sollen und keine Gebührenerhöhung vorgesehen ist. Es ist allerdings auch keine Gebührensenkung geplant, da von den Gemeinden auch keine zusätzlichen Aufgaben verlangt werden. Bei der in der Stellungnahme angesprochenen Führung und Nachführung des Einwohnerregisters handelt es sich um in der Gesetzgebung über die Einwohnerkontrolle verankerte Pflichten; die Registerführung ist unabhängig von den Bedürfnissen der KSTV obligatorisch. Es scheint auch unverhältnismässig, jede Gebührentarifänderung vom FGV genehmigen lassen zu müssen. Selbstverständlich wird aber jede Gebührenanpassung für den Steuerbezug (nach unten und oben) begründet und mit dem FGV beziehungsweise den betroffenen Gemeinden diskutiert werden können.

Was die Fristerstreckung für die Abgabe der Steuererklärung betrifft, so stellt die Expert Suisse ein Quotensystem zur Diskussion (für die Vertreter) und regt an, die Gebühr bei den Steuerpflichtigen zu erheben. In Anbetracht des geplanten Systems (s. Ziff. 4.3) scheint ein Quotensystem nicht erforderlich. In der Frage, ob die Gebühr bei der steuerpflichtigen Person oder ihrer Vertreterin oder ihrem Vertreter erhoben werden soll, waren sich die Treuhänder nicht einig, und somit drängt sich keine dementsprechende Änderung des Entwurfs auf.

4. Beantragte Änderungen

4.1. Anpassung ans Bundesrecht

Nach Artikel 71 des Gesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG; SR 642.11) und Artikel 113 Abs. 3 DStG wird der Gewinn von Vereinen, Stiftungen und übrigen juristischen Personen unter 5000 Franken nicht besteuert (Freigrenze). Nach kantonalem Recht sind diese juristischen Personen mit einem Kapital unter 100 000 Franken von der Kapitalsteuer befreit. Die juristischen Personen mit gemeinnützigem oder öffentlichem Zweck werden ihrerseits nach Artikel 56 DBG von der Steuer befreit. 2014 zählte der Kanton Freiburg 1073 der KSTV gemeldete Vereine, Stiftungen und andere juristische Personen. 915 von ihnen zahlen keine Gewinnsteuer und 453 keine Kapitalsteuer.

Das Bundesparlament hat das DBG und das StHG dahingehend geändert, dass die Gewinne von juristischen Personen mit ideellen Zecken nicht besteuert werden, sofern sie unter 20 000 Franken liegen, und leistete damit einer Motion Folge, die für Vereine mit ideeller Zwecksetzung, die ihre Gewinne und ihr Kapital ausschliesslich diesen Zwecken widmen, die vollumfängliche oder teilweise Steuerbefreiung verlangte. Umgesetzt wird diese Motion mit einem neuen Artikel 66a DBG, der die Freigrenze für die betreffenden juristischen Personen heraufsetzt. Das StHG schreibt eine analoge Bestimmung vor (Art. 26a StHG), überlässt die Festsetzung der Freigrenze jedoch den Kantonen. Diese Änderungen treten am 1. Januar 2018 in Kraft, und der Gesetzesentwurf setzt diese Änderung im DStG um.

Der Staatsrat befürwortet für die kantonale Gewinnsteuer dieselbe Freigrenze wie im DBG, also 20 000 Franken. Er schlägt auch vor, die Freigrenze bei der Kapitalsteuer auf 200 000 Franken anzuheben, um das mit der Massnahme bei der Gewinnbesteuerung verfolgte Ziel (Förderung der juristischen Personen mit ideeller Zwecksetzung, aber ohne Steuerbefreiung) nicht zu untergraben. Im Rahmen dieser Revision müssen die Steuerbehörden definieren, was unter «juristischer Person mit ideellen Zwecken» zu verstehen ist, da dieser Begriff im Bundesrecht nicht bestimmt wurde. Angesichts der Art der Vereine und Stiftungen im Kanton Freiburg kann man davon ausgehen, dass die Mehrheit unter ihnen von der neuen Regelung profitieren kann; sie wird namentlich ortsansässige Sport- und Musikvereine betreffen.

4.2. Aufhebung der leitenden Stellung im GStG

Nach Artikel 9 Abs. 4 GStG muss die jährliche Steuer einer steuerpflichtigen Person, die ausserhalb der Wohngemeinde eine selbstständige Erwerbstätigkeit ausübt oder eine leitende Stellung in einem Unternehmen bekleidet, je zur Hälfte auf die Wohngemeinde und die Gemeinde verteilt werden, in der die Tätigkeit ausgeübt wird. Entsprechend der Motion 2016-GC-11 muss Artikel 9 GStG dahingehend geändert werden, dass diese Steuerausscheidung aufgehoben wird. Nach der neuen Regelung wird also das gesamte Erwerbseinkommen, das eine Person in leitender Stelle erzielt, in der Wohnsitzgemeinde besteuert.

Die bundesgerichtliche Rechtsprechung über die interkantonale Steuerausscheidung für Personen in leitender Stellung wird durch diese Revision hingegen nicht tangiert. Einzelheiten dazu können den diesbezüglichen Erläuterungen des Staatsrats in seiner Antwort auf die Motion entnommen werden.

4.3. Fristerstreckung für die Abgabe der Steuererklärung

Im Rahmen der Umsetzung der Struktur- und Sparmassnahmen führte der Kanton Freiburg ab 1. Januar 2015 ein kostenpflichtiges Fristerstreckungsverfahren für die Abgabe der Steuererklärungen der natürlichen Personen ein. Die steuerpflichtigen Personen können gegen eine Gebühr von jeweils 20 Franken die Abgabefrist bis zu vier Mal verlängern. Konkret erhalten die steuerpflichtigen Personen zusammen mit der Steuererklärung, die sie ausfüllen müssen, ein Einzahlungsschein und dann die Mahnungen mit Einzahlungsschein. Dieses Vorgehen wurde jüngst in verschiedenen Grundsatzentscheiden des Steuergerichtshofs (namentlich 607 2016 38 bzw. 607 2016 28) gerügt.

Das Kantonsgericht ist erstens der Auffassung, dass eine an ein Gebührensystem geknüpfte Mahnung dem Gesetz zuwiderläuft. Demnach sind die von der KSTV wegen Nichteinreichen der Steuererklärung verschickten Mahnungen rechtsunwirksam. Die KSTV hat ihre Verfahren für die Veranlagungsperiode 2016 bereits so angepasst, dass ihre Mahnungen rechtskonform sind.

Weiter läuft das eingeführte Fristensystem gemäss Kantonsgericht den Bestimmungen von Artikel 150 DStG zuwider, wonach maximal zwei (von der Steuerbehörde festgelegte) Fristverlängerungen gewährt werden können, sofern zureichende Gründe vorliegen. Der Vorentwurf enthält die für die Neuausrichtung der Praxis der KSTV notwendigen gesetzlichen Anpassungen. Die Verlängerung für die Abgabe der Steuererklärung wird in einem separaten Artikel geregelt.

4.4. Nutzung der Daten der Einwohnerkontrolle

Basierend auf Artikel 137 DStG und Artikel 16a des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21) hat die KSTV einen erweiterten Zugriff auf die Daten des Einwohnerregister zur Führung und Nachführung des Registers der steuerpflichtigen Personen sowie zur Prüfung der Richtigkeit der Registerdaten.

Im Rahmen der Struktur- und Sparmassnahmen hat der Staatsrat die KSTV mit der Umsetzung mehrerer Massnahmen betraut, namentlich der Durchführung vermehrter Steuerkontrollen und der Kontrolle des steuerlichen Wohnsitzes. Die Botschaft des Staatsrats vom 3. September 2013 hält dazu fest, dass die Steuerprüfungsmethoden angesichts der verfügbaren technischen Mittel weiterentwickelt werden müssen.[1] Sie führt aus, dass es ganz wesentlich ist, den Informationsaustausch zwischen den Dienststellen des Staates zu intensivieren, so dass die KSTV bei der Steuerveranlagung automatisch schon über sehr viele Angaben in den Steuerdossiers verfügt. Die Digitalisierung der Dossiers der KSTV dürfte zur Verbesserung der Steuerprüfung beitragen (s. Ziff. 5.3.1.1. Bst. b). Bezüglich Kontrolle des steuerlichen Wohnsitzes schlug der Staatsrat vor, dass die KSTV – in Zusammenarbeit mit den Gemeinden – eine Ad-hoc-Stelle einsetzen soll, um die natürlichen Personen zu kontrollieren, die sich im Kanton aufhalten, ihren steuerlichen Wohnsitz jedoch in einem anderen Kanton haben.

Seither hat die KSTV die Dematerialisierung der Steuerdossiers der natürlichen Personen eingeleitet: Seit 2015 können die Steuererklärungen elektronisch eingereicht werden, und die Lohnausweise werden direkt vom Arbeitgeber übermittelt und können mit den Angaben der steuerpflichtigen Person verglichen werden. Die vorhandenen Dossiers in Papierform werden mittelfristig digitalisiert. In Bezug auf den steuerlichen Wohnsitz konnten in Zusammenarbeit mit den

[1] *TGR* 2013 S. 1658.

Gemeinden seit 2014 114 Verfügungen über das Steuerdomizil erlassen werden.

Die seit 2014 gemachten Erfahrungen zeigen, dass sich mit einem Vergleich der Daten der Einwohnkontrolle mit denjenigen der KSTV sowohl die Steuerprüfungen als auch die Kontrolle des steuerlichen Wohnsitzes verbessern und vereinfachen liessen. Der Abgleich dieser Daten könnte Inkohärenzen zwischen den beiden Datenbanken zutage fördern (bei der Einwohnerkontrolle gemeldete Personen, die aber im Kanton keine Steuern zahlen), so dass sich Fälle von Steuerhinterziehung oder Personen, die im Kanton steuerpflichtig sein müssten, leichter erkennen lassen. Damit die Daten der Einwohnerkontrolle zu diesen Zwecken genutzt werden können, braucht es eine entsprechende gesetzliche Grundlage, und der Vorentwurf enthält die einschlägigen Bestimmungen.

4.5. Gebührenregelung

Mit den geltenden Rechtsgrundlagen kann im Veranlagungsverfahren eine Gebühr (Verfahrenskosten) erhoben werden (Art. 155). Für den Steuerbezug hingegen gibt es keine solchen Bestimmungen. In Zukunft sollte es auch möglich sein, bei missbräuchlichem Verhalten der steuerpflichtigen Person im Steuerbezugsverfahren eine Gebühr zu erheben. Ein solches Verhalten ist etwa insbesondere dann gegeben, wenn die steuerpflichtige Person die geschuldeten Steuerbeträge auf ein falsches Konto einzahlt, obwohl sie von der KSTV mehrmals auf diesen Irrtum hingewiesen wurde. Solche Einzahlungen müssen manuell berichtigt werden, was Zeit beansprucht, die besser eingesetzt werden könnte.

Schliesslich wird in dieser Bestimmung auch die geltende Praxis gesetzlich verankert, wonach die KSTV für den Steuerbezug für andere Gemeinwesen eine Gebühr erheben kann. Heute ist diese Gebühr namentlich in den Vereinbarungen über den Steuerbezug enthalten, die zahlreiche Gemeinden mit der KSTV abgeschlossen haben.

5. Kommentar der Bestimmungen

5.1. DStG

Art. 75 Abs. 2 und 87 Abs. 2

Diese Bestimmungen enthalten keine Änderungen, sondern präzisieren lediglich die geltende Praxis: Bei der Quellenbesteuerung zahlt der Arbeitgeber der geschuldeten Betrag an die KSTV, die ihn dann unter den betroffenen Gemeinweisen aufteilt.

Art. 108a (neu) und 120a

Diese zwei neuen Artikel regeln die Freigrenze für die juristischen Personen mit ideellem Zweck, die für die Gewinnsteuer bei 20 000 Franken und für die Kapitalsteuer bei 200 000 Franken liegt (s. Ziff. 3.1). Es handelt sich nicht um einen Steuerfreibetrag, sondern um eine Freigrenze. Überschreitet eine juristische Person diese Grenzen, wird sie auf dem gesamten Gewinn/Kapital besteuert. Spenden an solche juristischen Personen können übrigens nicht vom Einkommen abgezogen werden.

Art. 137 Abs. 3

Mit dem neuen Absatz wird das geltende Recht dahingehend präzisiert, dass die KSTV die Daten der Einwohnerkontrolle zur Prüfung der Vollständigkeit des Registers der steuerpflichtigen Personen und zu Steuerprüfungszwecken nutzen kann. Mit dem Datenabgleich kann effizienter und wirksamer gearbeitet werden (s. Ziff. 3.5).

Art. 155 und 218a

Mit dem geltenden Artikel 155 lassen sich die Kosten für Untersuchungsmassnahmen im Hinblick auf eine vollständige und genaue Veranlagung auf die steuerpflichtige Person abwälzen, sofern diese Kosten aufgrund einer schuldhaften Verletzung der Verfahrenspflichten entstanden sind. Diese Möglichkeit sollte auch auf das Steuerbezugsverfahren ausgeweitet werden können.

Die neue Bestimmung sieht ausserdem ausdrücklich vor, dass die KSTV Gebühren erheben kann, wenn sie die Steuern für andere Gemeinwesen bezieht.

Wie bereits heute ist der Gebührentarif Sache des Staatsrats.

Art. 150 und 157

Mit den vorgeschlagenen Änderungen soll der jüngsten Rechtsprechung des Kantonsgerichts bezüglich Firsterstreckung für die Abgabe der Steuererklärung Rechnung getragen werden.

Gemäss Vorentwurf regelt Artikel 150 die allgemeinen Bestimmungen punkto Fristen gemäss geltendem Recht. Die Fristerstreckung für die Abgabe der Steuererklärung wird ihrerseits in Artikel 157 DStG geregelt. Sämtliche Fristerstreckungen sind kostenpflichtig. Die steuerpflichtige Person wird wählen können, ob sie einen Betrag von 20 Franken pro Fristerstreckung bezahlt (d. h. maximal 80 Franken), oder ob sie ein zureichend begründetes Fristerstreckungsgesuch einreichen will. In letzterem Fall wird die KSTV das Gesuch prüfen und dafür eine Bearbeitungsgebühr erheben. Die Zahlung einer Gebühr rechtfertigt sich dadurch, dass die steuerpflichtigen Personen einen Aufschub ihrer gesetz-

lichen Pflichten erlangen (Abgabe der Steuererklärung im Sinne von Art. 157 Abs. 1). Für Steuerpflichtige, die sich für eine Fristerstreckung via Bezahlung einer Gebühr entscheiden, hängt die Höhe der Gebühr von der Anzahl der beantragten Verlängerungen ab, um die Steuerpflichtigen möglichst davon abzuhalten, die Erfüllung ihrer gesetzlichen Pflichten allzu lange hinauszuzögern. Die Treuhandfirmen ihrerseits müssen zu Beginn des Veranlagungsjahrs die Liste mit den Kunden, deren Steuererklärung sie ausfüllen, bei der KSTV einreichen. Wie heute wird die Gebühr am Anfang des folgenden Jahres berechnet. Hingegen wird die KSTV das Datum, an dem jede einzelne Steuererklärung eingereicht wurde, für die Berechnung der Gebühr nicht mehr berücksichtigen. Sie wird für jede nach der amtlichen Frist eingereichte Steuererklärung eine Gebühr von 20 Franken erheben. Diese Lösung entspricht mit geringfügigen Abweichungen dem Vorgehen verschiedener anderer Kantone. Bei Wiederherstellung der Abgabefrist für die Steuererklärung wird keine Gebühr erhoben.

Die Höhe der Gebühr wird im Gebührentarif der KSTV festgesetzt.

5.2. Gesetz über die Gemeindesteuern

Art. 9 Abs. 4

Der Motion Badoud/Losey wird mit der Aufhebung des Verweises auf die leitende Stellung Folge geleistet (s. Ziff. 3.2).

6. Finanzielle Auswirkungen für den Staat

Die Freigrenze von 20 000 Franken für die Gewinnbesteuerung der juristischen Personen mit ideellem Zweck wird minime Einnahmeneinbussen im Umfang von 15 000 Franken nach sich ziehen. Bei der Kapitalsteuer dürfte die Festsetzung der Freigrenze bei 200 000 Franken zu Einnahmeneinbussen von rund 43 000 Franken führen.

Die wegfallende Steuerausscheidung für Personen in leitender Stellung hat keine finanziellen Auswirkungen für den Staat.

Die Ausweitung des Rechts zur Nutzung der Daten der Einwohnerkontrolle wird die Kontrolle des steuerlichen Wohnsitzes und die Steuerprüfungen vereinfachen. Dies dürfte Mehreinnahmen zur Folge haben, die sich allerdings nicht beziffern lassen (wobei aber dank der Zusammenarbeit mit den Gemeinden in zwei Jahren Steuermehreinnahmen von rund 700 000 Franken generiert werden konnten).

Bei den vorgeschlagenen Änderungen bei der Gebührenerhebung ist mit geringfügigen Mehreinnahmen zu rechnen. Sinn und Zweck sind hier nicht Mehreinnahmen, sondern die «renitenten» Steuerpflichtigen sollen dazu gebracht werden, ihre Zahlungen korrekt zu leisten. Die Anpassungen im Fristerstreckungssystem für die Abgabe der Steuererklärung dürften zur einer Einnahmeneinbusse von etwa 140 000 Franken führen, wenn man davon ausgeht, dass sich die bei der KSTV aus zureichenden Gründen eingereichten Fristerstreckungsgesuche zahlenmässig im Rahmen halten werden.

7. Weitere Folgen

Mit der Ausweitung der Nutzung der Daten der Einwohnerkontrolle für die Kontrolle des steuerlichen Wohnsitzes lässt sich das Verfahren optimieren und beschleunigen.

Die Erhebung von Gebühren bei missbräuchlichem Verhalten steuerpflichtiger Personen sollte eine abschreckende Wirkung auf die betreffenden Personen ausüben, und es sollten sich dadurch zeitaufwändige manuelle Berichtigungen vermeiden lassen.

Die Anpassung des GStG führt für die betroffenen Gemeinden zu einer anderen Verteilung der Steuer der Personen in leitender Stellung unter Wohn- und Arbeitsgemeinde. Nach den Simulationen der KSTV wird die vorgeschlagenen Aufhebung in 14 Gemeinden eine Steuerbetragssenkung und in 31 Gemeinden eine Steuerbetragserhöhung zur Folge haben.

8. Verfassungsmässigkeit und Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht

Mit dieser Revision soll das kantonale Recht an die Änderung des StHG angepasst werden, entsprechend dem Harmonisierungsauftrag gemäss Artikel 129 BV. Ausserdem enthält sie aufgrund der jüngsten Rechtsprechung des Steuergerichtshofs notwendig gewordene Gesetzesanpassungen.

9. Nachhaltige Entwicklung

Diese Gesetzesrevision hat keine erkennbaren Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung.

Loi

du

modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur les impôts communaux

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2017-DFIN-33 du Conseil d'Etat du 22 août 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Modifications
a) Impôts cantonaux directs

La loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (RSF 631.1) est modifiée comme il suit:

Art. 75 al. 2 (nouveau)

[2] Le Service cantonal des contributions répartit le montant payé par le débiteur de la prestation imposable au canton, à la commune et à la paroisse, après déduction de l'impôt fédéral direct.

Art. 87 al. 2 (nouveau)

[2] Le Service cantonal des contributions répartit le montant payé par le débiteur de la prestation imposable au canton, à la commune et à la paroisse, après déduction de l'impôt fédéral direct.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2017-DFIN-33 des Staatsrats vom 22. August 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderung bisherigen Rechts
a) Direkte Kantonssteuern

Das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (SGF 631.1) wird wie folgt geändert:

Art. 75 Abs. 2 (neu)

[2] Die Kantonale Steuerverwaltung teilt den vom Schuldner der steuerbaren Leistung bezahlten Betrag nach Abzug der direkten Bundessteuer unter Kanton, Gemeinde und Pfarrei beziehungsweise Kirchgemeinde auf.

Art. 87 Abs. 2 (neu)

[2] Die Kantonale Steuerverwaltung teilt den vom Schuldner der steuerbaren Leistung bezahlten Betrag nach Abzug der direkten Bundessteuer unter Kanton, Gemeinde und Pfarrei beziehungsweise Kirchgemeinde auf.

Art. 108a (nouveau) i[bis]) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

Sont exonérés de l'impôt les bénéfices des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à condition qu'ils n'excèdent pas 20 000 francs et qu'ils soient affectés exclusivement et irrévocablement à ces buts.

Art. 120a (nouveau) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

Est exonéré de l'impôt le capital des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à condition qu'il n'excède pas 200 000 francs et qu'il soit affecté exclusivement et irrévocablement à ces buts.

Art. 137 al. 3 (nouveau)

[3] Dans le cadre des attributions prévues aux alinéas 1 et 2, le Service cantonal des contributions interconnecte les données provenant du registre du contrôle des habitants avec les données de son registre des contribuables par procédure d'appel, par le biais de la plate-forme informatique cantonale prévue à l'article 16 de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants. Cet appariement peut être effectué à des fins de vérification de l'exhaustivité du registre des contribuables ainsi qu'à des fins d'investigation fiscale.

Art. 150 al. 2, 3[e] phr. (nouvelle)

[2] (…). L'article 157 al. 3[bis] et 4 est applicable pour la prolongation du délai de dépôt de la déclaration d'impôt.

Art. 155

Abrogé

Art. 157 al. 3[bis] (nouveau)

[3bis] Le délai imparti pour le dépôt de la déclaration d'impôt peut être prolongé contre paiement d'un émolument, aux conditions fixées à l'article 150 al. 2, 1[re] phr. Le contribuable peut également, contre paiement d'un émolument, obtenir jusqu'à quatre prolongations de délai. Dans ce cas, le montant de l'émolument est fixé en fonction du nombre de délais demandés.

Art. 108a (neu) i[bis]) Juristische Personen mit ideellen Zwecken

Gewinne von juristischen Personen mit ideellen Zwecken werden nicht besteuert, sofern sie 20 000 Franken nicht übersteigen und ausschliesslich und unwiderruflich diesen Zwecken gewidmet sind.

Art. 120a (neu) Juristische Personen mit ideellen Zwecken

Kapital von juristischen Personen mit ideellen Zwecken wird nicht besteuert, sofern es 200 000 Franken nicht übersteigt und ausschliesslich und unwiderruflich diesen Zwecken gewidmet ist.

Art. 137 Abs. 3 (neu)

[3] Im Rahmen der Befugnisse nach den Absätzen 1 und 2 kann die Kantonale Steuerverwaltung die Daten der kantonalen Informatikplattform des Einwohnerregisters nach Artikel 16 des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle im Abrufverfahren mit den Daten ihres Steuerregisters abgleichen. Dieser Abgleich kann zur Prüfung der Vollständigkeit des Steuerregisters sowie zu Steuerprüfungszwecken erfolgen.

Art. 150 Abs. 2, 3. Satz (neu)

[2] (…). Artikel 157 Abs. 3[bis] und 4 gilt ausserdem für die Fristerstreckung für das Einreichen der Steuererklärung.

Art. 155

Aufgehoben

Art. 157 Abs. 3[bis] (neu)

[3bis] Die Frist für das Einreichen der Steuererklärung kann gegen Bezahlung einer Gebühr unter den Voraussetzungen nach Artikel 150 Abs. 2, 1. Satz, verlängert werden. Der steuerpflichtigen Person können gegen Bezahlung einer Gebühr auch bis zu vier Fristerstreckungen gewährt werden. In diesem Fall richtet sich die Gebührenhöhe nach der Anzahl der beantragten Fristerstreckungen.

Insertion d'un nouveau chapitre après l'article 218

CHAPITRE 11
Emoluments

Art. 218a

[1] Le contribuable qui sollicite une prestation doit en principe en supporter les frais.

[2] Le contribuable, ou toute autre personne astreinte à fournir des renseignements, supporte également les frais:

a) qu'il a provoqués par un comportement téméraire, abusif, coupable ou inutile;

b) qui excèdent le cadre ordinaire de la procédure.

[3] Le Service cantonal des contributions perçoit en outre un émolument lorsqu'il perçoit des impôts pour les communes et les paroisses.

[4] Le Conseil d'Etat arrête le tarif des émoluments perçu par le Service cantonal des contributions.

[5] Les frais de procédure sont au surplus régis par le code de procédure et de juridiction administrative (CPJA).

Art. 2 b) Impôts communaux

La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 4

[4] Si un contribuable exerce, en dehors de sa commune de domicile, une activité lucrative indépendante, le revenu de cette activité est attribué, pour la répartition de l'impôt annuel, par moitié à la commune de domicile et à celle(s) où s'exerce cette activité.

Art. 3 Referendum et entrée en vigueur

[1] La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

[2] Elle entre en vigueur le 1er janvier 2018.

Einfügen eines neuen Kapitels nach Artikel 218

11. KAPITEL
Gebühren

Art. 218a

[1] Die steuerpflichtige Person, die eine Dienstleistung beansprucht, trägt grundsätzlich die Kosten dafür.

[2] Die steuerpflichtige Person oder jede andere zur Auskunft verpflichtete Person trägt ebenfalls die Kosten:

a) die sie durch mutwilliges, missbräuchliches, schuldhaftes oder grundloses Verhalten verursacht hat,

b) die den ordentlichen Verfahrensrahmen sprengen.

[3] Die Kantonale Steuerverwaltung erhebt überdies eine Gebühr für den Bezug der Gemeinde- und der Kirchensteuern.

[4] Der Staatsrat legt den Gebührentarif der Kantonalen Steuerverwaltung fest.

[5] Die Verfahrenskosten sind im Übrigen im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) geregelt.

Art. 2 b) Gemeindesteuern

Das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 4

[4] Übt eine steuerpflichtige Person ausserhalb der Wohngemeinde eine selbstständige Erwerbstätigkeit aus, so wird die Steuer auf dem Erwerbseinkommen aus dieser Tätigkeit für die Verteilung der jährlichen Steuer je zur Hälfte auf die Wohngemeinde und die Gemeinde verteilt, in der die Tätigkeit ausgeübt wird.

Art. 3 Referendum und Inkrafttreten

[1] Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

[2] Es tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL **2017-DFIN-33**

Projet de loi :
Modification de la loi sur les impôts cantonaux directs et de la loi sur les impôts communaux

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-009

Présidence : David Bonny

Membres : Adrian Brügger, Romain Collaud, Hubert Dafflon, Philippe Demierre, Gaétan Emonet, Christine Jakob, Christa Mutter, Benoît Piller, André Schoenenweid, Dominique Zamofing

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 11 voix sans opposition ni abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 27 septembre 2017

Anhang

GROSSER RAT **2017-DFIN-33**

Gesetzsentwurf:
Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Gemeindesteuern

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-009

Präsidium : David Bonny

Mitglieder : Adrian Brügger, Romain Collaud, Hubert Dafflon, Philippe Demierre, Gaétan Emonet, Christine Jakob, Christa Mutter, Benoît Piller, André Schoenenweid, Dominique Zamofing

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 27. September 2017

Rapport 2017-CE-139 27 juin 2017

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-114 de la Commission des finances et de gestion (CFG) – Communication de l'administration cantonale: quels coûts pour quel contenu?

Le rapport que nous avons l'honneur de vous soumettre comprend les points suivants:

1. Introduction	**1**
2. Les ressources	**1**
3. Un concept sur le fond?	**2**
4. Coût et évaluation des campagnes de promotion	**2**
5. Conclusion	**4**

1. Introduction

La nouvelle Constitution cantonale, concrétisée dans la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf) entrée en vigueur le 1er janvier 2011, a profondément modifié les pratiques en matière d'information à l'Etat de Fribourg. L'information active fait désormais partie intégrante de l'activité politique, et l'administration cantonale intègre cette composante dans ses activités quotidiennes et sur l'ensemble du cycle de vie des projets qu'elle conduit. Outre la LInf, de nombreux autres textes légaux accordent une place prépondérante à l'information et à la communication, principalement dans les domaines de la prévention et de la promotion.

Le Conseil d'Etat dresse ci-après le bilan des activités déployées à l'Etat de Fribourg depuis 2010, notamment les bénéfices de l'application du principe de transparence de l'activité de l'administration. Le rapport éclaire notamment l'organisation mise en place depuis l'entrée en vigueur de la LInf: correspondants et correspondantes en matière d'information et autres postes assumant des charges d'information, ressources affectées à cette tâche, règles en matière d'information (forme et contenu). Il esquisse également les perspectives d'avenir dans ce domaine.

2. Les ressources

Conformément aux informations que la Chancellerie d'Etat a transmises à la Commission des finances et de gestion en juillet 2015[1], la mise en œuvre de l'article 15 al. 1 LInf se traduit aujourd'hui, pour l'ensemble des Directions, la Chancellerie et les entités autonomes, par 12,2 EPT de «correspondants en matière d'information», selon la terminologie de l'OInf.

La masse salariale de ces 12,2 EPT est estimée sur la base d'un salaire moyen en classe 24 palier 10, ce qui correspond à un traitement de base (y compris 13e salaire) estimatif pour les 12,2 EPT de 1 464 234 francs, soit 12,2 x 120 019 francs (salaire annuel en classe 24/10).

A relever que la fonction de correspondant ou correspondante en matière d'information n'existe pas en tant que telle dans les classes de fonction de l'Etat. Selon les responsabilités qui leur sont attribuées, les titulaires sont, pour la plupart, classés soit dans la catégorie «collaborateur scientifique universitaire», soit dans la catégorie «conseiller scientifique, économique, voire même juridique». Cela correspond à une fourchette allant de la classe 20 à la classe 28, soit un salaire mensuel pouvant varier entre 6400 et 12 600 francs (x 13), en fonction des responsabilités, de l'expérience, de l'âge et des autres tâches exercées en sus.

La masse salariale dédiée aux correspondants et correspondantes en information inclut les coûts d'actualisation des sites Internet et de gestion des réseaux sociaux. Alors que, selon les comparatifs intercantonaux, le canton de Fribourg est reconnu pour être relativement précurseur dans le domaine des réseaux sociaux, aucun poste supplémentaire n'a été créé depuis que l'Etat communique également par ce canal. Les pages doivent être actualisées, mais cette activité reste raisonnable eu égard aux incidences positives qui en découlent:

[1] Courrier de la Chancellerie d'Etat adressé le 10 juillet 2015 aux membres de la Commission des finances et de gestion.

ces outils permettent notamment de dialoguer avec la population et de réagir rapidement en cas de crise.

Depuis l'entrée en vigueur de la LInf, 2 EPT ont été créés, à savoir 0,7 EPT à la DAEC, 0,5 EPT à la DFIN, 0,3 à la DIAF et 0,5 au RFSM. Au niveau de la masse salariale, ces postes créés depuis l'entrée en vigueur de la LInf représentent quelque 240 038 francs, 2 x 120 019 francs.

A la base, selon l'alinéa 2 de l'article 7 OInf, les correspondants et correspondantes en matière d'information exercent les tâches suivantes:

a) ils organisent et mettent en place un système d'information du public sur les activités de leur Direction et gèrent le site Internet de cette dernière;
b) ils veillent à la coordination générale des activités menées dans le domaine de l'information du public par les unités administratives relevant de leur Direction, et exercent sur ces activités la surveillance requise par les articles 60 et 61 LOCEA;
c) ils assurent la coordination avec la Chancellerie ainsi que, au besoin, avec les autres Directions.

Ils exercent en outre les tâches qui leur sont dévolues en matière de droit d'accès aux documents.

Cependant, ce cahier des charges diffère selon les tâches et les fonctions définies. Ainsi, à titre d'exemple, les correspondant et correspondantes en matière d'information à la DSJ, à la DSAS et à la DFIN occupent également la fonction de secrétaire général-e adjoint-e. La plupart des correspondants et correspondantes en matière d'information sont engagés en tant que «conseillers ou conseillères scientifiques», mais leur cahier des charges diffère effectivement en fonction des besoins propres à chaque Direction ou service.

3. Un concept sur le fond?

Le Conseil d'Etat ne partage pas l'avis de la CFG, lorsqu'elle estime qu'un concept de communication sur le fond fait défaut. Depuis sa création, le Bureau de l'information (BdI) joue le rôle d'organe de conseil et de coordination. Créé en 2006, il a rapidement élaboré des règles en matière d'information sur les activités du Conseil d'Etat et de l'administration du canton de Fribourg[1]. Ce document visait, pour la première fois, à expliciter et concrétiser les règles en matière d'information sur les affaires du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale, à préciser, au sein de l'administration cantonale, les rôles et les attributions de chacun et chacune en terme d'information et à évaluer les moyens à mettre en œuvre.

Après quelques années d'expérience, le BdI a mis à jour et affiné ce document, publié sous la forme de Directives relatives à l'information et à la communication (Dirlnf)[2]. Celles-ci complètent les dispositions de la législation cantonale relatives à l'information sur les affaires du Conseil d'Etat et de l'administration et précisent les rôles et attributions en matière d'information. En plus de la communication des informations aux médias et du contenu des sites Internet, les Dirlnf font référence au Guide pratique d'utilisation des médias sociaux, établi en parallèle, et précisent l'utilisation d'images dans la communication. Dans leurs annexes, elles précisent encore les principes généraux qui régissent l'établissement d'un plan de communication, la rédaction d'un communiqué de presse et l'organisation d'une conférence ou d'un point presse et développent une charte rédactionnelle concernant les sites Internet de l'Etat.

Le Conseil d'Etat estime que le dispositif mis en place non seulement répond à ses besoins mais a en plus l'avantage de laisser une certaine marge de manœuvre aux Directions dans leur manière de communiquer, ce qui est important à ses yeux afin de satisfaire au mieux aux exigences spécifiques des différents domaines d'activité de l'Etat. Les Directions ont d'ailleurs toute liberté pour élaborer leur propre concept de communication interne, qui doit naturellement s'inscrire dans les règles générales imposées par le Conseil d'Etat. Ces règles générales sont présentées et expliquées lors de formation qui sont régulièrement organisées par le BdI pour les cadres de l'Etat et rappelées, au besoin, par les correspondants et correspondantes en matière d'information dans les Directions.

Le Conseil d'Etat ne partage pas non plus l'avis de la postulante, lorsqu'elle avance que, depuis l'arrivée des correspondants et correspondantes en matière de communication, les conseillers et conseillères d'Etat se dispensent quelquefois de répondre en première ligne dans des situations qui l'exigeraient. Les médias fribourgeois reconnaissent régulièrement la facilité d'accès des membres du Gouvernement dans le canton de Fribourg.

4. Coût et évaluation des campagnes de promotion

Le tableau annexé au présent rapport récapitule, dans l'ordre protocolaire, les principales campagnes ou projets mis sur pied depuis le 1er janvier 2010. Il est à relever que le nombre et le coût diffèrent fortement entre les Directions, et ce pour diverses raisons.

Si la **DICS** n'a lancé aucune campagne de promotion à proprement parler, elle se montre en revanche très active dans les programmes de prévention déployés par le Service du sport, via le bureau Santé à l'école. D'autres actions de promotion de la santé et de prévention au sens large impliquant plusieurs Directions (DICS-DEE-DIAF-DSAS-DSJ) sont

[1] Approuvées par le Conseil d'Etat le 5 juin 2007.

[2] Approuvées par le Conseil d'Etat le 28 avril 2015.

régulièrement organisées, notamment auprès des enfants et des jeunes, en coordination avec diverses associations et institutions. En outre, la DICS répond aux nombreuses sollicitations des médias toujours friands de sujets en rapport avec l'école.

Entre 2013 et 2015, la **DSJ** a mené, par le biais de «La Famille Kolly», une campagne de communication globale alliant web, réseaux sociaux, affichage et marketing direct. Elle se montre également très active sur le front de la prévention et de la communication, essentiellement en raison de l'activité du secteur Communication et prévention de la Police cantonale. Comme son nom l'indique, ce secteur est effectivement appelé à mener de nombreuses campagnes; la liste détaillée dans le tableau en témoigne.

De son côté, la **DIAF** n'a mené aucune campagne de communication en dehors du marketing habituel des vins de l'Etat (site Internet et mailing).

La **DEE** a lancé un seul grand programme de communication, à savoir la Campagne OFF visant à la réduction de la consommation d'électricité. Parallèlement, elle a mené des campagnes de sensibilisation visant à stimuler l'assainissement des bâtiments et la sortie des énergies fossiles ou à promouvoir les entreprises fribourgeoises.

A part les projets mentionnés par le BEF et l'HFR ci-dessous, la **DSAS** n'organise pas de «campagne» de communication sur le plan cantonal. En matière de stratégie de promotion et de prévention de la santé par exemple, les grands thèmes qui préoccupent le canton (alcool, tabac, santé mentale, etc.) font l'objet de campagnes nationales, menées par les organismes nationaux chargés de la coordination des thèmes de santé publique, pour garantir une couverture des informations transmises sur le plan national. Elles sont reprises sur le plan cantonal par les institutions ou associations mandatées par la DSAS, en collaboration avec d'autres associations fribourgeoises ou d'autres Directions de l'Etat.

La DSAS a toutefois traité deux sujets qui, même s'il s'agit de campagnes nationale (pauvreté) ou intercantonale (proches aidants), revêtent un caractère particulier en raison de leur envergure.

La **DFIN**, pour sa part, a mené une grande campagne, baptisée FriTax, visant à promouvoir le dépôt électronique de la déclaration d'impôt.

A l'image de la DSJ avec son secteur Communication et prévention, la **DAEC** est très active en matière de programmes de prévention à travers l'activité de l'un de ses services, à savoir celui de l'environnement.

Enfin, la **CHA**, comme le souligne la postulante, a mené plusieurs grands projets dans le domaine du marketing, notamment toutes les mesures liées aux relations publiques mises sur pied dans le cadre des relations extérieures. Ainsi, le Conseil d'Etat a organisé en décembre 2016, en collaboration avec les député-e-s fédéraux du canton, une fête de la Saint-Nicolas, au cœur du Palais fédéral, et cela pour la quatrième fois après 2004, 2010 et 2013. Saint Nicolas était aussi accompagné d'une dizaine de personnalités fribourgeoises issues de la société civile. Quelque 350 personnes, dont un grand nombre de parlementaires fédéraux et les conseillers fédéraux Sommaruga, Maurer et Berset, ont participé à cette soirée qui est toujours très appréciée et attendue. Cette manifestation facilite le réseautage sur le plan fédéral et permet de faire connaître plus amplement certains aspects du canton de Fribourg – par exemple sa culture et ses spécialités culinaires concoctées par l'Association pour la promotion des produits du terroir du Pays de Fribourg – et plusieurs prestataires cantonaux. Le budget pour cette manifestation était de 45 000 francs.

Le canton de Fribourg entretient également des liens étroits avec les hauts fonctionnaires proches de Fribourg qui travaillent auprès de la Confédération ou des ex-régies fédérales (CFF, Poste, Swisscom, …). Chaque année depuis 2004, une manifestation conviviale est organisée dans différentes régions du canton, qui permet aussi de présenter une prestation culturelle ou sportive. Le budget pour ce genre de manifestation oscille entre 10 000 et 15 000 francs.

La CHA s'est aussi vu confier la conduite opérationnelle de la campagne «Fribourg, le bonheur en plus», lancée fin 2013, avec pour objectif de promouvoir le canton en renforçant sa présence à l'extérieur, de dynamiser et moderniser l'image de Fribourg et de mettre en réseau et coordonner le travail des différents acteurs de l'image cantonale (http://fribourg.ch/fr/). Financée paritairement à 50% par l'Etat et à 50% par des partenaires privés, cette campagne marketing a vu son mandat initial renouvelé pour trois ans (2017–2019), la détermination des 13 partenaires de développer la plate-forme d'échanges et la volonté de continuer à promouvoir l'image du canton de Fribourg ayant fait l'unanimité.

Egalement au chapitre de l'image, l'Etat de Fribourg s'est doté d'une nouvelle identité visuelle, qui s'est très largement imposée dans les Directions et services de l'Etat (www.fr.ch/iv). Lancé en 2008 sous la responsabilité de la CHA, le projet a officiellement pris fin en 2013. Au final, les coûts pour l'ensemble du projet sont estimés à quelque 800 000 francs, un montant à mettre en balance avec les économies engendrées par l'uniformisation de l'identité visuelle de l'Etat de Fribourg, grâce à la disparition des très nombreux logos existants jusqu'ici, ainsi qu'avec les économies d'échelle en termes de commandes de papier et de matériel ou de mandats confiés à des agences de communication. Rien que pour le Service d'achat du matériel et des imprimés, l'économie se monte à plusieurs dizaines de milliers de francs chaque année. A cela s'ajoutent également les économies de temps et

d'énergie, impossibles à chiffrer, réalisées depuis que la nouvelle identité visuelle s'est imposée dans tous les services.

5. Conclusion

Le Conseil d'Etat tire un bilan très positif de la politique de communication menée depuis l'entrée en vigueur de la LInf. L'image du canton s'est clairement modernisée, notamment grâce à des projets comme le renouvellement de l'identité visuelle de l'Etat de Fribourg ou «Fribourg le bonheur en plus». Mais il faut toujours avoir à l'esprit qu'une image positive se construit lentement et qu'elle peut vite être détruite si l'on n'y prend pas garde; l'attention particulière prêtée par l'ensemble des acteurs de l'Etat à l'information est une bonne prévention dans ce domaine.

Le climat qui règne dans les relations entre le Conseil d'Etat – ou l'administration cantonale – et les médias est positif. En témoignent les différentes échanges par exemple à l'occasion de la rencontre annuelle de début d'année entre les journalistes et la Conférence des responsables de l'information, lors des repas réguliers entre les représentants des médias et les membres du Conseil d'Etat ou encore lors du cours annuel sur la communication donné par le Bdl, impliquant plusieurs journalistes, dont le président d'Impressum Fribourg, sans oublier toutes les campagnes, menées par de nombreux acteurs de l'Etat, qui sont faites dans le cadre de la prévention.

Le Conseil d'Etat estime que l'information fait aujourd'hui partie intégrante de l'activité politique et de la vie quotidienne des citoyens et citoyennes et que Fribourg ne saurait rester en retrait dans ce domaine-là. Tenant compte des expériences réalisées depuis le 1er janvier 2011, il n'entend pas apporter de modification majeure à sa politique d'information et de communication, ni en termes de ressources, ni en termes de moyens. Il demeurera néanmoins toujours attentif à ce que le climat globalement positif qui règne actuellement perdure et que l'image du canton s'améliore encore par le biais de nouveaux projets.

ANNEXE

Principales campagnes ou projets mis sur pied depuis le 1er janvier 2010

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DSJ	Famille Kolly	Prévention générale en matière de sécurité de proximité, sur le thème «La sécurité, ça commence avec vous!»	–	B2013: 109 000 B2014: 140 000 B2015: 70 000	Il s'agit d'une initiative du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, validée par le Conseil d'Etat tant au niveau du concept général qu'au niveau budgétaire dans le cadre des budgets 2013, 2014 et 2015 de l'Etat.	14.06.2013 31.07.2015	Cette campagne a été menée sur le long terme et sous différentes formes: épisodes de la série «La famille Kolly» diffusés sur divers canaux (Internet, transports publics, cinémas, …), actions de prévention sur le terrain en partenariat avec la Police cantonale, présence lors de fêtes populaires (rencontres de jeunesse, …), habillage d'un bus régional TPF durant près d'une année, flyers et affichettes, développement de différents partenariats ponctuels (TPF, associations de commerçants, …). De ce fait, la campagne a gagné une notoriété certaine dans la population, et le message général de la campagne («En adoptant les bons comportements dans des situations données, on améliore sa sécurité et la sécurité collective») a été bien compris.
DSJ/Pol cant	Action ANGEL	Prévention des vols à la tire (action reconduite chaque année en décembre)	–	4 800.–	EM Pol cant	23.03.2011 reconduite de 2012 à 2016	Action bien perçue par la population, sentiment de sécurité renforcé par la présence d'agents en uniforme
DSJ/Pol cant	SERA	Prévention des cambriolages commis au crépuscule (reconduite chaque année lors du passage à l'heure d'hiver)	–	10 600.–	EM Pol cant	01.11.2012 reconduite chaque année	Sensibilisation des citoyens sur les mesures réduisant le risque d'effraction Baisse significative des cambriolages constatée.
DSJ/Pol cant	Ne pensez pas qu'aux vacances!	Prévention des cambriolages commis durant l'été	–	5 500.–	EM Pol cant	01.07–31.08.2014 01.07–31.08.2015	Sensibilisation des citoyens sur les mesures réduisant le risque d'effraction
DSJ/Pol cant	Journée nationale de lutte contre les cambriolages	Prévention des cambriolages	–	2 000.–	Pol cant	31.10.2016	Sensibilisation des citoyens sur les mesures réduisant le risque d'effraction

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DSJ/Pol cant	Mesure les CONséquences	Sensibilisation des jeunes aux problèmes de consommation de drogue, de *littering* et de dommages à la propriété	CP LStup	2 500.–	Pol cant	2014 date de fin non définie	Orientée vers les cycles du niveau secondaire/EPAI, la campagne est relancée annuellement. Situation partiellement sous contrôle (campagne adaptée par la CCPS/«*Prévenir et réagir*»)
DSJ/Pol cant	Stop Violence	Diminuer les problèmes de récurrence au niveau de la violence entre jeunes	LPol LACP CP	Privé – donateurs	Préfet de la Gruyère Pol cant	2002 date de fin non définie	Diminution de la violence entre jeunes dans le district – création de partenariats et implications dans des campagnes de prévention – organisation d'activités
DSJ/Pol cant	Groupe «Qualité de vie en Glâne»	Amélioration de la compréhension entre générations – meilleure cohabitation	–	Privé – donateurs	Préfet de la Glâne Commune de Romont Pol cant Direction du CO	2008 date de fin non définie	Campagnes de prévention – séances d'information – campagnes d'occupation rémunérée pour des jeunes coachés par des professionnels de l'éducation
DSJ/Pol cant	«Franky Slow Down»	L'ange Franky slow down doit motiver les jeunes conducteurs et les motards de tout âge à adapter leur vitesse aux conditions de la route, du trafic, de la visibilité et de leurs propres capacités.	–	60 000.–	Polci + validation EMG	2010	Avec 25% d'accidents dus à la vitesse en moins, cette action de prévention peut être qualifiée de réussie. Aucun conducteur de voiture, de bus ou de camion n'a été tué durant l'action.
DSJ/Pol cant	Action «Merci»	Remercier les conducteurs se comportant correctement dans le trafic en leur remettant une plaque de chocolat	–	2 400.– 1 700.–	Polci + validation EMG	07.04.2010 et le 13.04.2011	Action bienvenue auprès des usagers de la route se voyant remettre la plaque de chocolat
DSJ/Pol cant	«Ressens la vitesse, mais pas sur nos routes»	Entrer en contact avec les motards par le biais d'une action préventive Diminuer les accidents graves de la circulation	–	51 000.– 46 500.–	Polci + validation EMG	17/18.05.2011 10/11.05.2012	Avec 27% de motards blessés et décédés en moins, au 31.08.2011, l'action peut être qualifiée de succès, sans compter les nombreux contacts positifs établis.
DSJ/Pol cant	1 jour sans victime	Accroître, par une information directe, le nombre de jours sans victimes d'accident dans le canton	–	39 000.–	Polci + validation EMG	2013	Période record: 12.02. 08h20 – 18.02. 14h15, soit 6 jours et 05h55
DSJ/Pol cant	Reste cool et partage la route	Inciter les usagers à respecter les règles élémentaires et à faire preuve d'égard mutuel	–	26 500.–	Polci + validation EMG	20.05–01.11.2015 reconduite en 2016	Action suivie médiatiquement sur le plan régional. Forte visibilité. Nombreux contacts établis, notamment lors des Slow Up. Action reprise par la Police cantonale VS

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DSJ/Pol cant	Je conduis – tu conduis	Remise d'un porte-clefs aux usagers de la route, les incitant à ne pas conduire sous l'effet de l'alcool	–	~ 26 000.–	Polci + validation EMG	01.10 – 31.12.2016	En cours
DSJ/Pol cant	See You	Rappeler à l'ensemble des usagers, et en particulier aux plus faibles, l'importance de la visibilité dans la circulation	–	~ 28 500.–	Polci + validation EMG	08.10 – 30.11.2016	Lancement officiel lors de la Foire de Fribourg
DEE	Campagne OFF	Réduction de la consommation d'électricité	Loi sur l'énergie	1 000 000.–	Conseil d'Etat	Octobre 2013 – Décembre 2015	Toutes les mesures engagées. Taux de pénétration excellent (> 70%). Résultat très positif. Objectif atteint
DEE/SdE	Programme Bâtiments	Stimuler l'assainissement des bâtiments et la sortie des énergies fossiles	Loi sur l'énergie	50 000.–	Conseil d'Etat	En cours	–
DEE/SdE	Lancement Certificat énergétique cantonal des bâtiments	Information des professionnels et des propriétaires sur l'obligation de réaliser le CECB	Loi sur l'énergie	50 000.–	SdE	2013–2014	Diffusion de documents, interventions lors de conférences, présences lors de manifestations (par ex. Foire de Fribourg)
DEE/RCS	Obtention du label du bilinguisme	Certifier les qualités bilingues du service	–	2 000.–	DEE/RCS	Septembre 2014	Diffusion dans la presse et sur les réseaux sociaux
DEE/RCS	Mesure InsertH	Création d'emplois protégés en entreprises	–	2 000.–	DEE/RCS Pro Infirmis	Février 2016	Très bonne diffusion médiatique et, à ce jour, 40 000 vues et 1000 likes sur Facebook pour le portrait de Victor Costa, un jeune travailleur au Registre du commerce
PromFR/DEE	Réalisation magazine FNF	Promotion des entreprises fribourgeoises	Association FNF	200 000.– (EtatFR: 45 000.–)	DEE/PromFR	Chaque année depuis 2001	Tirage de 5000 exemplaires. Version online en progression. Nombreux retours positifs. Participe à l'image dynamique du canton FR
PromFR	Prix à l'innovation	Promotion des entreprises fribourgeoises Plates-formes pour les firmes les plus innovantes du canton	Règlement Prix à l'innovation	150 000.– (EtatFR: 75 000 BCF: 75 000.–)	DEE/PromFR BCF	Tous les deux ans depuis 1991	Excellent retour pour l'image des entreprises

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
SPE	20 ans des ORP	Promouvoir et dynamiser l'image des ORP et du SPE auprès de ses publics Faire mieux connaître les prestations du SPE auprès de ces mêmes publics	LES LACI	13 313.– pour le canton (financement par le SECO, aucuns frais pour le canton)	SECO/DEE/SPE	Année 2016	13 événements externes (Petits déjeuners employeurs, Job dating, expo photo, débat Radio Fribourg, etc.) réalisés durant l'année. 244 employeurs ont participé à ces événements. Très bon retours de la part des employeurs, des bénéficiaires de l'assurance-chômage et des médias.
DEE/SStat	300 000 Fribourgeois	Sensibiliser à la croissance démographique à travers les différentes composantes (santé, migration, naissance, vieillissement)	Loi sur la statistique	25 000.–	SStat/DEE	Octobre 2014	Bons retours notamment dans la presse. Plus personne n'ignore la question démographique du canton de Fribourg.
DEE/SStat	Journées suisses de la statistique	Favoriser la coordination intercantonale et avec la Confédération en matière de statistique publique, de recherche et industrielle	–	80 000.– (Etat FR: 10 000.–)	SStat/DEE/OFS	Août 2011	Retours dans la presse, reconnaissance pour le canton qui avait pu imposer ses thèmes
DSAS	Le BEF, soutenu par la Commission de l'égalité et de la famille, a lancé sous le titre de campagne **«Elections et égalité»** des événements de promotion de l'égalité dans la politique: > 16 septembre 2015: une Conférence de presse où les candidates au Conseil national ont présenté un thème de politique nationale; > 1er octobre 2016: une matinée de conférence et un après-midi d'atelier sur les (en)jeux de pouvoir (pour les femmes) en politique.	Ces démarches ont pour buts de donner de la visibilité à la thématique de l'égalité en politique ainsi que de mettre l'accent sur les femmes qui s'engagent et tirer des leçons de leurs expériences et compétences. Il s'agit en effet d'encourager les femmes, les partis politiques et l'électorat à aller de l'avant et de favoriser l'égalité en politique.	Loi instituant un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille Cst. cant. art. 9 al. 2) Cst. féd. (art. 8 al. 3)	Pour la communication spécifiquement, les démarches ont été menées à l'interne sur les ressources (temps de travail) du BEF. 800 francs de travail de graphisme	Ces démarches entrent dans les tâches courantes du BEF; elles ont été présentées à la Directrice SAS qui assure, lors des deux démarches, l'ouverture de la manifestation.	De septembre 2015 à octobre 2016	Notons que le premier événement (septembre 2015) a été salué par les candidates qui ont beaucoup valorisé la possibilité de pouvoir se présenter à la presse. Par ailleurs, plusieurs médias ont relayé cette manifestation, voire thématisé la question de l'égalité en politique par un article d'approfondissement ou une émission de radio.

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DSAS	Hôpital fribourgeois Campagne de promotion (externe) «Domino»	Informer la population de la mission, de la vision et des valeurs de l'hôpital fribourgeois (HFR) Créer un sentiment d'appartenance avec son hôpital, renforcer le côté humain, retrouver la confiance	–	64 000.–	HFR: Conseil de direction	Début: juin 2015 Fin: à la fin de 2016 (certaines mesures continueront d'être déployées au-delà de ce délai, par exemple l'introduction d'un slogan)	De manière générale, la campagne a reçu de bons échos spontanés de la part de collaborateurs de l'HFR. Un sondage effectué en juin 2016 sous forme d'interviews réalisées auprès de patients/visiteurs sur tous les sites hospitaliers (non représentatifs) a montré des résultats très positifs. Il en est notamment ressorti que le message a été bien perçu et apprécié (exemples de réponses: «Le patient se trouve au centre de l'attention», «Les illustrations dégagent une chaleur humaine», «Les illustrations expriment la compétence professionnelle, mais aussi l'encadrement humain»). La campagne elle-même a aussi été bien perçue.
DSAS	Proches aidants avec, en point de mire, la Journée des proches aidants (30 octobre)	Participation à la campagne intercantonale (cantons romands) visant à reconnaître l'importance des proches aidants dans la société et à faire connaître les prestations disponibles dans les cantons pour les soutenir. L'événement clé de la campagne est la journée du 30 octobre mais le sujet est repris durant l'année.	LInf	28 000.– La campagne existe depuis plusieurs années sur VD et GE. Un travail de fond, incluant le concept graphique de base, a donc déjà été réalisé et a bénéficié aux autres participants. VD a en outre assumé divers coûts la première année et l'implication des autres cantons depuis 2015 a permis à Fribourg de bénéficier d'un projet dont les coûts étaient bien plus bas que s'il avait mis en place le concept lui-même et d'une présence médiatique plus large.	DSAS	Chaque année depuis 2015, événements autour de la journée. Le sujet est traité toute l'année en intégrant la question des proches aidants dans les communications de la DSAS et via un site Internet spécifique.	Joli succès avec des événements organisés sur l'ensemble du territoire cantonal (conférences, portes ouvertes, projections de films, …) La collaboration intercantonale a été essentielle pour la mise en œuvre de la journée. La thématique a été largement reprise dans tous les médias régionaux, permettant de faire connaître le terme de «proche aidant» et de commencer à l'ancrer dans le vocabulaire commun. Les associations et organisations présentes ont donné dans l'ensemble des retours très positifs. Les informations essentielles sur les offres de soutien aux proches aidants ont été relayées via un site Internet et des publications ad hoc.

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DSAS	Pauvreté et exposition itinérante «Si Jamais»	L'année 2010 a été décrétée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans ce cadre, la DSAS fait venir à Fribourg-Centre du 4 au 16 octobre une exposition intitulée «Si Jamais», mise sur pied par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et déjà montrée dans plusieurs villes de Suisse. Son but est de sensibiliser le grand public aux thématiques liées à la pauvreté et à l'exclusion. La venue de cette exposition a également été l'occasion de présenter un état des lieux des différentes mesures prises dans les Directions dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et d'informer sur les soutiens existant dans le canton.	LInf	35 000.–	DSAS	De septembre à octobre 2010	L'exposition a attiré quantité de personnes, dont beaucoup de jeunes (visite des écoles). Les institutions et associations (La Tuile, Le Tremplin, Fri-Santé, Banc public, Lire et Ecrire, Pro Senectute, Caritas, La Croix-Rouge fribourgeoise, Pro Juventute) étaient satisfaites de l'intérêt suscité par leurs prestations et du nombre de visites. Les événements organisés en parallèle à l'exposition – cycle de conférences et café scientifique – ont attiré plus de 150 personnes.
DFIN	FriTax	Promouvoir le dépôt électronique de la déclaration d'impôt. Objectif: 70 000 à 80 000 contribuables utilisent le dépôt électronique Inciter à l'utilisation du logiciel FriTax avec ou sans dépôt électronique. Augmentation souhaitée de 5% Moderniser l'image de l'administration et du canton	ROF 2014_099 du 10 décembre 2014	100 000.–	DFIN	Conférence de presse le 07.01.2015 Le site FriTax.ch est toujours actif au 07.07.2016 ainsi que le tutoriel vidéo.	En 2015, le site Internet du Service cantonal des contributions (y compris le site Fritax.ch) a enregistré une augmentation de 88 227 sessions par rapport à 2014, passant de 317 173 à 405 400. Par ailleurs, le nombre de pages visitées a augmenté de plus de 1,1 million. Cette augmentation se répartit surtout sur les premiers mois de l'année (simultanément à la campagne de promotion). 61 458 contribuables ont utilisé le dépôt électronique pour l'année fiscale 2014. La moitié des utilisateurs FriTax ont ainsi opté pour le dépôt électronique. Augmentation de 15% de l'utilisation du logiciel FriTax (avec ou sans dépôt électronique). 123 000 contribuables l'ont utilisé.

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DAEC	Forum déchets	Bulletin d'information romand sur la diminution et la gestion des déchets	–	Fondation Pusch, avec le soutien des cantons romands et sponsoring. Pour Fribourg, 2 000 francs par année	SEn	Depuis 1995	Le bulletin est envoyé à toutes les communes fribourgeoises pour les tenir au courant des dernières informations dans le domaine des déchets, expériences d'autres communes, etc.
DAEC	Coup de balai	Sensibiliser contre le *littering*	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	Environ 15 000 francs par année (matériel mis à la disposition des communes participantes, gants, affiches, site Internet)	SEn en accord avec la DAEC	Chaque année depuis 2005	Entre 30 et 40 communes participent chaque année au Coup de balai. Sensibilisation des jeunes au problème du *littering*. Moins de déchets dans les communes participantes
DAEC	energie-environnement.ch	Sensibiliser et motiver le grand public Responsabiliser le grand public sur son comportement Aider le grand public à faire les bons choix	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	225 000 francs par année financés par les cantons de BE, GE, JU, FR, NE, VD et VSs, dont quelque 30 000 pour le canton de Fribourg (22 000 francs pour la plate-forme et les campagnes sur le budget du SdE, le reste pour la traduction (moitié SdE, moitié SEn). VS, BE et FR financent la traduction du site et des campagnes.	SdE et SEn en accord avec la DAEC et la DEE	Depuis 2005	Quelque 500 000 visites annuelles sur le site Internet www.energie-environnement.ch, la plate-forme d'information des services de l'énergie et de l'environnement des cantons romands et de Berne De nombreuses campagnes organisées, notamment pour les écoles
DAEC	25 ans du Service de l'environnement	Organiser différentes activités dans les districts pour montrer les défis à relever ensemble pour continuer à préserver nos ressources et notre environnement	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	25 000 francs (+ participation de l'Université de Fribourg)	SEn en accord avec la DAEC et le CE	2010	Manifestation dans chaque district du canton durant les mois de mai et juin, série d'affiches au format mondial, diapositives diffusées durant tout le mois de septembre dans les cinémas, café scientifique organisé le 25 novembre 2010 par la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg en collaboration avec le SEn

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DAEC	20 ans de l'ordonnance fédérale sur la protection contre les accidents majeurs dans le canton de Fribourg	Faire le point avec les entreprises assujetties, les communes, les préfectures et les aménagistes	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	11 500 francs (+ participation du Club Environnement Energie Sécurité)	SEn en accord avec la DAEC	2011	Séance d'information le 17 novembre 2011 à l'Espace Nuithonie, en collaboration avec le «Club Environnement Energie Sécurité». Environ 200 participants
DAEC	«airCHeck»	Livrer en temps réel des données sur la qualité de l'air en Suisse et dans les cantons	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	Application financée par les cantons. Pour Fribourg, 1 800 francs pour le développement de l'application, puis 700 francs par année	SEn	Depuis 2012	Application smartphone «airCHeck» en collaboration avec la Ligue suisse contre le cancer et la Ligue pulmonaire suisse
DAEC	De l'air!	Réduire le pic de pollution aux particules fines	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	16 000 francs Cette action a également été financée par le SMo et l'OCN	DAEC sur la proposition du SEn	2013	Le canton de Fribourg avec l'Office de la circulation et de la navigation (OCN) a lancé une action promotionnelle en faveur des transports publics. L'opération n'a pas été reconduite lors des pics de pollution à cause du faible nombre d'abonnements achetés.
DAEC	Le SEn vous transmet la clé de l'information	Informer les architectes, ingénieurs et communes sur les bases légales dans le domaine de l'eau	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	11 000.–	SEn	2013	Réalisation d'une clé USB qui contient un fichier PDF avec des liens vers les nouvelles aides à l'exécution, notices d'information et formulaires qui aideront les architectes, ingénieurs et communes à appliquer les bases légales en vigueur en matière d'évacuation des eaux des biens-fonds
DAEC	www.manifestation-verte.ch	Fournir une information concentrée et pratique, destinée à ancrer tout événement dans la durabilité et le respect de l'environnement	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	Contribution financière des cantons de FR, GE et VD, des villes de Lausanne, Neuchâtel et Nyon, ainsi que de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Swiss Olympic. Pour Fribourg, contribution unique de 2 500 francs	SEn	Depuis 2014	La plate-forme www.manifestation-verte.ch a été lancée en Suisse romande le 12 mai 2014. Une information a été envoyée à tous les publics-cibles concernés.

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DAEC	Ma commune sans herbicides	Inciter les communes à ne plus utiliser d'herbicides	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	18 000.– pour les panneaux et les logos 13 '000.– pour les cours (le SEn a pris en charge la moitié du prix du cours, le reste a été payé par les communes)	SEn	2014–2015	48 communes ont participé aux cours sur l'entretien avantageux et écologique des bordures de routes et des espaces verts que le SANU a organisés en partenariat avec le SEn.
DAEC	fribourg-climat.ch	Protection du climat: 100 citoyens et citoyennes supplémentaires s'engagent chaque année à agir pour le climat.	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	118 000.–	DAEC	2014–2018	357 personnes se sont engagées en faveur du climat sur le site Internet.
DAEC	Portes ouvertes à la station de mesures de Pérolles	Présenter la nouvelle station de mesure de la qualité de l'air de Pérolles aux habitants du quartier	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	700.–	SEn	2015	Portes ouvertes à la station de mesures de la qualité de l'air de Pérolles, en partenariat avec l'association de quartier Une cinquantaine de participants
DAEC	Année internationale du sol. Plusieurs manifestations dont: > Mesures de protection des sols sur les chantiers: chances et difficultés sur le terrain	Echanger des expériences entre les différents acteurs de la protection des sols	Droit fédéral (art. 10e LPE; art. 50 LEaux) Droit cantonal (art. 38 LCEaux; art. 8 LGD) Convention d'Aarhus	6 400.– sur le budget du SEn Pour les autres manifestations, voir IAG, SAgri	Groupe de coordination pour la protection des sols Ecole d'ingénieurs	2015	Table ronde dans le cadre de l'année internationale des sols, mercredi 18 novembre 2015, à l'aula de l'IAG Environ 80 participants
DAEC	Gestes durables au travail	Sensibiliser les employé-e-s de l'Etat aux gestes quotidiens du développement durable	Constitution, Stratégie DD du canton de Fribourg	2 000.– pour un mandat d'illustration à A. Dousse, étudiant de l'EIKON	CE pour la stratégie DD DAEC pour le mandat	Campagne lancée en mars 2015 et achevée en décembre 2015	14 gestes durables illustrés et expliqués ont été envoyés en 4 fois à tous les employé-e-s de l'Etat, y compris enseignants et administration HFR.
DAEC	Réseau ferroviaire régional: la vision du canton de Fribourg – Rapport de l'espace de planification PRODES 2030	Informer sur les projets d'offre transmis par le canton à l'OFT dans le cadre de l'établissement de PRODES 2030	–	8 758.05 par le SMo (honoraires PROMODAL) et 5 787.90 par la DAEC (impression)	DAEC	Novembre 2014 – Mars 2015	Brochures imprimées dans les deux langues (mars 2015)

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
DAEC	Promotion du guide «Aménagement régional»	Informer de la parution d'un guide consacré à l'aménagement régional	–	3 177.80 pour la réalisation et l'impression du flyer (SeCA)	DAEC	Lancée en 2012 et terminée en 2013	Flyers imprimés dans les deux langues
DAEC	Territoire 2030	Informer la population des modifications LATeC (plus-value et outils de gestion de la zone à bâtir)	Révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)	69 940.– (SeCA)	DAEC	Lancée en 2014 et terminée en 2015	Brochure Territoire 2030 et organisation de 7 soirées d'information dans les districts
CHA	Nouvelle identité visuelle de l'Etat de Fribourg	La création d'une nouvelle identité visuelle et d'une charte graphique est l'occasion de rappeler la raison d'être de l'administration cantonale fribourgeoise auprès des citoyens et citoyennes fribourgeois. Elle permet l'identification sans équivoque des prestations de l'Etat. Une identité visuelle unifiée est également un moyen de réduire des coûts, chaque entité pouvant ensuite épargner les frais de mise en place et d'entretien de la charte graphique.	–	Les coûts pour l'ensemble du projet sont estimés à environ 800 000 francs, qui comprennent le changement de la signalétique extérieure des bâtiments, non prévu au départ, qui vise à offrir une meilleure visibilité aux services de l'Etat au profit du citoyen, et qui a fait l'objet d'une décision particulière du CE, étant donné qu'aucun concept global ne régissait jusqu'alors cette question.	Conseil d'Etat	Lancé en 2008 sous la responsabilité de la Chancellerie d'Etat, le projet a officiellement pris fin en 2013.	Les résultats de l'implémentation de cette nouvelle identité visuelle sont très positifs. Les montants dépensés sont à mettre en balance avec les économies engendrées, grâce à la disparition des très nombreux logos existants jusqu'ici, ainsi qu'avec les économies d'échelle en termes de commandes de papier et de matériel ou de mandats confiés à des entreprises de communication. Rien que pour le Service d´achat du matériel et des imprimés, l'économie se monte à plusieurs dizaines de milliers de francs chaque année. A cela s'ajoutent également les économies de temps et d'énergie, impossibles à chiffrer, réalisées depuis que la nouvelle identité visuelle s'est imposée dans tous les services.
CHA	Mesures de relations publiques prises dans le cadre des Relations extérieures (ex: Saint-Nicolas à Berne, manifestations avec les hauts fonctionnaires proches de Fribourg qui travaillent auprès de la Confédération ou des exrégies fédérales)	Promouvoir le canton en renforçant sa présence à l'extérieur, particulièrement auprès de la Berne fédérale	Constitution cantonale Art. 5 Relations extérieures [1] Le canton de Fribourg collabore avec la Confédération et les autres cantons ainsi qu'avec les organisations régionales, nationales et internationales. [2] Il favorise la collaboration intercantonale et interrégionale. Art. 114[e] Relations extérieures [1] Le Conseil d'Etat représente le canton.	Entre 20 000 et 45 000 francs sont inscrits chaque année dans le budget du CE, selon le type de manifestations.	Conseil d'Etat	Opérations lancées depuis 2004 et renouvelées chaque année, voire tous les trois ans pour la Saint-Nicolas au Palais fédéral	Le bilan est positif: la manifestation Saint-Nicolas est attendue et remarquée par les parlementaires fédéraux et les hauts représentants de la Confédération, dont certains membres du Conseil fédéral. La rencontre annuelle avec les hauts fonctionnaires proches de Fribourg a permis de créer un réseau profitable à l'ensemble des Directions de l'Etat pour les affaires courantes.

Entité responsable	Titre de la campagne	Objectifs/critères	Bases légales	Financement Fr.	Autorité de décision	Lancée le… Fin prévue le…	Bilan/Résultats
CHA	«Fribourg, le bonheur en plus» «Freiburg macht glücklich»	Promouvoir le canton en renforçant sa présence à l'extérieur Dynamiser et moderniser l'image de Fribourg en développant une image qui corresponde aux réalités actuelles Donner envie de connaître le canton, de venir s'y former, d'y passer des vacances ou des loisirs, de s'y installer comme entrepreneurs ou particuliers Mettre en réseau et coordonner le travail des différents acteurs de l'image cantonale	Législature 2007–2011 (Défi no 5 Renforcer notre économie et positionner notre canton) Législature 2012–2016 (Défi no 6 Cultiver l'identité fribourgeoise et optimiser le fonctionnement des institutions)	Financée paritairement entre l'Etat (50%) et les partenaires privés (50%), soit la BCF, l'ECAB, Groupe E, les TPF, la CCIF, la FPE, l'UPCF, l'Association fribourgeoise des hôteliers, Fribourg-Hôtels, GastroFribourg, l'Union fribourgeoise du tourisme, l'Association pour la promotion des produits du terroir du Pays de Fribourg) 2014–2016: budget max. 800 000 francs Financement 2014: 656 668 francs Financement 2015–2016: 657 000 francs Coût total pour l'Etat durant la période 2014–2016: 985 334 francs 2017–2019: 430 000 francs par an, dont 215 000 francs à la charge de l'Etat	L'association a été créée à la suite du constat que Fribourg souffre d'un déficit d'image. Le Conseil d'Etat a tenu à ce que la démarche soit menée en commun avec tous les «acteurs» de l'image du canton de Fribourg Le Conseil d'Etat a confié la conduite opérationnelle du projet à la Chancellerie d'Etat Concernant la conduite politique du projet et la responsabilité du PPP, elle est assurée par le Directeur ou la Directrice de l'économie, au titre de responsable politique des relations extérieures.	Lancée le 5 décembre 2013 Mandat renouvelé le 25 mai 2016 Mandat renouvelé jusqu'au 31 décembre 2019 Poursuite au-delà de 2019 en fonction des décisions des partenaires Quelques projets phares: > 2015: Swiss Economic Forum, Gordon Bennett, … > 2016: Fête fédérale de lutte, Tinguely2016, > 2017: Gordon Bennett > 2018: Marché-concours Saignelégier > 2019: probablement Fête des vignerons	Bilan positif après les trois premières années, qui ont permis la mise en place des outils de la campagne Renouvellement du mandat pour trois ans (2017–2019): la détermination des 13 partenaires de développer la plateforme d'échanges créée autour de la campagne de notoriété et la volonté de continuer à promouvoir l'image du canton de Fribourg ont fait l'unanimité.

Bericht 2017-CE-139 27. Juni 2017

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2015-GC-114 der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission (FGK) – Kommunikation der Kantonsverwaltung – Was ist der Preis für welchen Inhalt?

Der Bericht, den wir Ihnen vorlegen, besteht aus folgenden Punkten:

1. Einleitung	**16**
2. Ressourcen	**16**
3. Ein inhaltliches Konzept?	**17**
4. Kosten und Beurteilung der Werbekampagnen	**17**
5. Schlussfolgerung	**19**

1. Einleitung

Die neue Kantonsverfassung und das Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten (InfoG), das am 1. Januar 2011 in Kraft getreten ist, haben die Praktiken bei der Information des Staates Freiburg grundlegend geändert. Die aktive Information ist nun fester Bestandteil der politischen Tätigkeit, und die Kantonsverwaltung integriert diesen Bestandteil in ihrer täglichen Tätigkeit und über den ganzen Zyklus der Projekte, die sie durchführt, hinweg. Neben dem InfoG räumen weitere Gesetzestexte der Information und der Kommunikation einen wichtigen Platz ein, namentlich in den Bereichen der Prävention und der Förderung.

Der Staatsrat erstellt im Folgenden die Bilanz der Tätigkeit beim Staat Freiburg seit 2010, namentlich des Gewinns aufgrund des Transparenzprinzips bei der Tätigkeit der Verwaltung. Der Bericht erläutert namentlich die Organisation, die seit dem Inkrafttreten des InfoG geschaffen wurde: Ansprechpersonen für die Information und weitere Stellen, die Informationsaufträge wahrnehmen, die Ressourcen, die für diese Aufgabe aufgewendet werden, Vorschriften für die Information (Form und Inhalt). Er entwirft auch Zukunftsperspektiven auf diesem Gebiet.

2. Ressourcen

Gemäss den Informationen, welche die Staatskanzlei im Juli 2015 der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt hat[1], führte die Umsetzung von Artikel 15 Abs. 1 InfoG bis heute zur Schaffung von 12,2 VZÄ für «Ansprechpersonen für die Information», gemäss Terminologie der InfoV, in den Direktionen, der Staatskanzlei und den selbständigen Einheiten.

Die Lohnsumme dieser 12,2 VZÄ wird auf der Grundlage eines mittleren Gehalts in der Klasse 24 Stufe 10 geschätzt, was für diese 12,2 VZÄ einem Grundgehalt (einschliesslich 13. Monatslohns) von schätzungsweise 1 464 234 Franken oder 12,2 x 120 019 Franken (Jahresgehalt in der Klasse 24/10) entspricht.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Funktion Ansprechperson für die Information als solche in den Funktionsklassen des Staates nicht existiert. Entsprechend der Verantwortung, die ihnen zugewiesen wird, sind die Stelleninhaberinnen und -inhaber grösstenteils in den Funktionen «wissenschaftliche Mitarbeiterin/wissenschaftlicher Mitarbeiter HS» und «wirtschaftswissenschaftliche oder juristische Beraterin/wirtschaftswissenschaftlicher oder juristischer Berater» eingereiht. Das entspricht einer Spanne von der Klasse 20 bis zur Klasse 28 oder einem Monatsgehalt von 6400 bis 12 600 Franken (x 13), je nach Verantwortung, Erfahrung, Alter und zusätzlich wahrgenommenen Aufgaben.

Die Lohnsumme für die Ansprechpersonen für Information schliesst die Kosten für die Nachführung der Websites und die Verwaltung der Social Media ein. Obwohl der Kanton Freiburg gemäss Vergleichen zwischen den Kantonen einigermassen als Vorreiter im Bereich Social Media anerkannt wird, wurde keine zusätzliche Stelle geschaffen, seit der Staat auch über diesen Kanal kommuniziert. Die Seiten müssen

[1] Schreiben der Staatskanzlei vom 10. Juli 2015 an die Mitglieder der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

nachgeführt werden, aber diese Tätigkeit bleibt in einem vernünftigen Rahmen angesichts der positiven Auswirkungen, die sie hat: Dank diesen Werkzeugen sind ein Dialog mit der Bevölkerung und eine schnelle Reaktion im Krisenfall möglich.

Seit das InfoG in Kraft getreten ist, wurden 2 VZÄ geschaffen, nämlich 0,7 VZÄ bei der RUBD, 0,5 VZÄ bei der FIND, 0,3 bei der ILFD und 0,5 beim FPN. Bei der Lohnsumme entsprechen diese Stellen, die nach dem Inkrafttreten des InfoG geschaffen wurden, rund 240 038 Franken, 2 x 120 019 Franken.

Grundsätzlich nehmen die Ansprechpersonen für die Information gemäss Art. 7 Abs. 2 InfoV folgende Aufgaben wahr:

a) Sie organisieren und schaffen ein System zur Information der Öffentlichkeit über die Tätigkeit der betreffenden Direktion und verwalten die Website der Direktion.
b) Sie sorgen für die allgemeine Koordination auf dem Gebiet der Information der Öffentlichkeit zwischen den Verwaltungseinheiten, die der Direktion angehören, und üben über diese Einheiten die Aufsicht nach den Artikeln 60 und 61 SVOG aus.
c) Sie gewährleisten die Koordination mit der Staatskanzlei und wenn nötig mit den übrigen Direktionen.

Ausserdem nehmen sie die Aufgaben wahr, die ihnen beim Zugang zu den Dokumenten übertragen werden.

Dieses Pflichtenheft fällt jedoch je nach Aufgaben und Funktionen, die darin festgehalten werden, verschieden aus. Beispielsweise haben die Ansprechperson für die Information bei der SJD, der GSD und der FIND auch die Funktion der stellvertretenden Generalsekretärin oder des stellvertretenden Generalsekretärs inne. Die meisten Ansprechpersonen für die Information werden als «wissenschaftliche Beraterin/wissenschaftlicher Berater» angestellt, aber ihr Pflichtenheft ist je nach Bedarf der Direktion oder des Amts ganz verschieden.

3. Ein inhaltliches Konzept?

Der Staatsrat teilt die Ansicht der FGK nicht, wenn sie meint, dass ein inhaltliches Konzept fehle. Das Büro für Information (BfI) spielt seit seiner Schaffung die Rolle eines Beratungs- und Koordinationsorgans. Es wurde 2006 geschaffen und erarbeitete rasch Vorschriften über die Information über die Tätigkeit des Staatsrats und der Verwaltung des Kantons Freiburg[1]. Mit diesem Dokument sollten zum ersten Mal die Regeln für die Information über die Geschäfte des Staatsrats und der Kantonsverwaltung erläutert und konkretisiert, die Rolle und die Zuständigkeit jeder Person bei der Kantonsverwaltung im Bereich der Information genau festgelegt und die einzusetzenden Mittel beurteilt werden.

Nach einigen Jahren Erfahrung hat das BfI dieses Dokument nachgeführt und verfeinert und in Form einer Richtlinie über die Information und die Kommunikation (InfoRL) veröffentlicht[2]. Sie vervollständigt die Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung über die Information über die Angelegenheiten des Staatsrats und der Verwaltung und legt die Rollen und die Zuständigkeit im Bereich der Information genau fest. Ausser auf die Kommunikation und die Information für die Medien verweist es auch auf den praktischen Leitfaden zur Nutzung der Social Media, der gleichzeitig erstellt wurde, und legt genau fest, wie Bilder in der Kommunikation verwendet werden sollen. In den Anhängen wird in der InfoRL genau erläutert, wie ein Kommunikationsplan erstellt, eine Medienmitteilung verfasst und eine Medienkonferenz oder eine Medienorientierung organisiert werden sollen; ausserdem enthalten sie eine Redaktionscharta für die Websites des Staates.

Der Staatsrat ist der Meinung, dass das so geschaffene Dispositiv nicht nur seinen Bedürfnissen entspricht, sondern ausserdem den Vorteil hat, dass es den Direktionen bei der Art, wie sie kommunizieren wollen, einen gewissen Spielraum lässt, was in seinen Augen wichtig ist, weil es so am besten den besonderen Bedürfnissen der verschiedenen Tätigkeitsbereiche des Staates entspricht. Den Direktionen steht es ausserdem frei, ihr eigenes internes Kommunikationskonzept zu erarbeiten; dieses muss natürlich die allgemeinen Vorschriften, die der Staatsrat aufgestellt hat, beachten. Diese allgemeinen Vorschriften werden bei der Ausbildung, die das BfI regelmässig für die Kader des Staates organisiert, vorgestellt und erläutert; wenn nötig weisen die Ansprechpersonen für die Information in den Direktionen darauf hin.

Der Staatsrat teilt auch die Ansicht der Postulantin nicht, wonach die Staatsrätinnen und Staatsräte in Situationen, in denen das erforderlich wäre, manchmal davon absehen, in erster Linie Verantwortung zu übernehmen, seit es die Ansprechpersonen für die Information gibt. Die Freiburger Medien betonen regelmässig, wie einfach der Zugang zu den Regierungsmitgliedern im Kanton Freiburg ist.

4. Kosten und Beurteilung der Werbekampagnen

In der Tabelle im Anhang werden in protokollarischer Reihenfolge der Direktionen die wichtigsten Kampagnen und Projekte, die seit dem 1. Januar 2010 durchgeführt wurden, zusammengefasst. Es sei darauf hingewiesen, dass die Zahl und die Kosten von Direktion zu Direktion stark schwanken; das hat folgende Gründe.

[1] Vom Staatsrat genehmigt am 5. Juni 2007

[2] Vom Staatsrat genehmigt am 28. April 2015

Obwohl die **EKSD** keine eigentliche Werbekampagne lanciert hat, ist sie sehr aktiv bei den Präventionsprogrammen, die das Amt für Sport über das Büro Gesundheit in der Schule durchführt. Regelmässig werden weitere Aktionen zur Gesundheitsförderung und zur Prävention, an denen mehrere Direktionen (EKSD-VWD-ILFD-GSD-SJD) beteiligt sind, organisiert, namentlich bei Kindern und Jugendlichen; diese Aktionen werden mit verschiedenen Vereinen und Einrichtungen koordiniert. Die EKSD kommt hingegen den zahlreichen Ersuchen der Medien, die gern über Themen im Zusammenhang mit der Schule berichten, nach.

Die **SJD** führte von 2013 bis 2015 über «die Familie Kolly» eine umfassende Kommunikationskampagne, die das Internet, soziale Netzwerke, Plakate und Direktmarketing einschloss, durch. Sie war auch sehr aktiv bei der Prävention und der Kommunikation, insbesondere aufgrund der Tätigkeit des Sektors Kommunikation und Prävention der Kantonspolizei. Wie bereits aus dem Namen hervorgeht, muss dieser Sektor zahlreiche Kampagnen durchführen; das zeigt auch die ausführliche Liste in der Tabelle.

Die **ILFD** ihrerseits hat neben dem üblichen Marketing für die Staatsweine (Website und Mailing) keine Kommunikationskampagne durchgeführt.

Die **VWD** lancierte nur ein Kommunikationsprogramm, nämlich die OFF-Kampagne, mit der das Stromsparen gefördert werden sollte. Gleichzeitig führte sie weitere Sensibilisierungskampagnen zur Förderung der Gebäudesanierungen, zum Ausstieg aus den fossilen Energien und zur Förderung der Freiburger Unternehmen durch.

Neben den Projekten, die im Folgenden vom GFB und vom HFR erwähnt werden, organisiert die **GSD** aber keine «Kommunikationskampagne» auf Kantonsebene. Bei der Strategie zur Gesundheitsförderung und -prävention beispielsweise sind die grossen Themen, die den Kanton beschäftigen (Alkohol, Tabak, geistige Gesundheit), Gegenstand von Kampagnen auf nationaler Ebene; diese werden von nationalen Organen, die mit der Koordination der Gesundheitsthemen beauftragt sind, durchgeführt, um sicherzustellen, dass die Informationen das ganze Land abdecken. Sie werden auf Kantonsebene von Institutionen oder Vereinen, die von der GSD beauftragt werden, in Zusammenarbeit mit weiteren Freiburger Vereinigungen und weiteren Direktionen des Staates übernommen.

Die GSD wies aber auf zwei Themen hin, bei denen es sich zwar um nationale (Armut) oder interkantonale (pflegende Angehörige) Kampagnen geht, die aber aufgrund ihres Umfangs Besonderheiten aufweisen.

Die **FIND** führte ihrerseits eine grosse Kampagne mit dem Namen FriTax durch, um für das elektronische Einreichen der Steuererklärung zu werben.

Wie die SJD mit ihrem Sektor Kommunikation und Prävention ist die **RUBD** sehr aktiv bei Präventionsprogrammen aufgrund der Tätigkeit eines Sektors, nämlich des Amtes für Umwelt.

Schliesslich führte die **SK**, wie die Postulantin unterstreicht, mehrere grosse Projekte im Bereich des Marketing, namentlich die Massnahmen in Zusammenhang mit den Public Relations, die im Rahmen der Aussenbeziehungen geschaffen wurden, durch. Der Staatsrat organisierte im Dezember 2016 in Zusammenarbeit mit den Vertreterinnen und Vertretern des Kantons in der Bundesversammlung ein St. Nikolaus-Fest mitten im Bundeshaus. Es war dies bereits der vierte Anlass dieser Art nach 2004, 2010 und 2013. Der Heilige Nikolaus wurde auch von rund 10 Freiburger Persönlichkeiten aus der Bürgergesellschaft begleitet. Rund 350 Personen, darunter zahlreiche Bundesparlamentarierinnen und -parlamentarier sowie Bundesrätin Sommaruga und die Bundesräte Maurer und Berset nahmen an dieser Abendveranstaltung teil, die immer sehr geschätzt und erwartet wird. Diese Veranstaltung erleichtert das Networking auf Bundesebene und ermöglicht bessere Kenntnisse einiger Aspekte des Kantons Freiburg, beispielsweise der kulinarischen Spezialitäten, die von der Vereinigung zur Förderung der Produkte aus dem Freiburgerland zusammen mit mehreren kantonalen Dienstleistungserbringern zubereitet wurden. Das Budget für diese Veranstaltung betrug 45 000 Franken.

Der Kanton Freiburg unterhält auch enge Verbindungen zu den hohen Beamten, die Freiburg nahestehen und beim Bund oder bei den ehemaligen Regiebetrieben des Bundes (SBB, Post, Swisscom, ...) arbeiten. Seit 2004 wird jedes Jahr jeweils in einem anderen Kantonsteil eine gemütliche Veranstaltung organisiert, an der auch eine kulturelle oder sportliche Leistung vorgestellt wird. Das Budget für diese Art Veranstaltung beträgt 10 000 bis 15 000 Franken.

Der SK wurde auch die operationelle Leitung der Kampagne «Freiburg macht glücklich» anvertraut, die Ende 2013 mit dem Ziel lanciert wurde, mit einer verstärkten Präsenz ausserhalb des Kantons für Freiburg zu werben, das Image von Freiburg moderner und dynamischer zu gestalten und die Arbeit der verschiedenen Akteure des Kantonsimages zu vernetzen und zu koordinieren (http://fribourg.ch/). Diese Marketingkampagne wird paritätisch zu 50% vom Staat und zu 50% von privaten Partnern finanziert, und ihr ursprüngliches Mandat wurde um 3 Jahre (2017–2018) verlängert. Dabei beschlossen die 13 Partner einstimmig, die Plattform zum Austausch zu entwickeln und das Image des Kantons Freiburg zu fördern.

Unter das Kapitel Image fällt auch, dass sich der Staat Freiburg ein neues Corporate Design gegeben hat, das sich in den Direktionen und Ämtern des Staates weitgehend durchgesetzt hat (http://www.fr.ch/iv/de/pub/index.cfm). Das Projekt wurde 2008 unter der Verantwortung der SK lanciert

und 2013 offiziell beendet. Die Kosten für das ganze Projekt werden schlussendlich auf ungefähr 800 000 Franken geschätzt; dieser Betrag muss im Zusammenhang mit den Einsparungen, die sich aus der Vereinheitlichung des Corporate Designs des Staates dank dem Wegfallen der bisher bestehenden zahlreichen Logos ergeben, und dem Skaleneffekt bei den Bestellungen von Papier und Material oder den Mandaten an Kommunikationsagenturen gesehen werden. Allein für das Amt für Drucksachen und Material beträgt die Einsparung mehrere zehntausend Franken im Jahr. Dazu kommen die Einsparungen an Zeit und Energie, die man unmöglich beziffern kann und die realisiert werden, seit sich das neue Corporate Design in allen Ämtern durchgesetzt hat.

5. Schlussfolgerung

Der Staatsrat zieht eine äusserst positive Bilanz der Kommunikationspolitik, die betrieben wird, seit das InfoG in Kraft getreten ist. Das Image des Kantons wurde moderner, namentlich dank Projekten wie der Erneuerung des Corporate Designs des Staates Freiburg oder «Freiburg macht glücklich». Man muss sich aber bewusst sein, dass ein positives Image langsam aufgebaut wird und rasch zerstört werden kann, wenn man nicht achtgibt. Die besondere Aufmerksamkeit, die alle Akteure des Staates der Information widmen, ist eine gute Vorbeugung in diesem Bereich.

Zwischen dem Staatsrat – beziehungsweise der Kantonsverwaltung – und den Medien herrscht ein positives Klima. Davon zeugen der Austausch beispielsweise bei der Begegnung zwischen den Medienschaffenden und der Konferenz der Ansprechpersonen für die Information zu Beginn jedes Jahres, bei den regelmässigen Essen der Mitglieder des Staatsrats mit den Vertreterinnen und Vertretern der Medien oder beim jährlichen Kommunikationskurs, der vom BfI gegeben wird und an dem mehrere Medienschaffende, darunter der Präsident von Impressum Freiburg teilnehmen. Von den Kampagnen im Rahmen der Prävention, die von zahlreichen Akteuren des Staates durchgeführt werden, nicht zu sprechen.

Der Staatsrat ist der Meinung, dass die Information heute integrierender Teil der politischen Tätigkeit und des täglichen Lebens der Bürgerinnen und Bürger ist und dass Freiburg in diesem Bereich nicht zurückbleiben darf. Angesichts der Erfahrungen, die er seit dem 1. Januar 2011 gemacht hat, gedenkt er keine grössere Änderungen an seiner Informations- und Kommunikationspolitik anzubringen, weder bei den Ressourcen noch bei den Mitteln. Er achtet aber weiterhin darauf, dass dieses positive allgemeine Klima, das derzeit herrscht, andauert und dass sich das Image des Kantons dank neuen Projekten weiter verbessert.

ANHANG

Wichtigste Kampagnen und Projekte, die seit dem 1. Januar 2010 durchgeführt wurden

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
SJD	Familie Kolly	Allgemeine Prävention im Bereich der Sicherheit in der Umgebung zum Thema «Unsere Sicherheit beginnt mit Dir!»	–	V2013: 109 000.00 V2014: 140 000.00 V2015: 70 000	Es handelt sich um eine Initiative des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, die vom Staatsrat sowohl als Gesamtkonzept als auch auf der Ebene des Voranschlags im Rahmen der Voranschläge 2013, 2014 und 2015 des Staates genehmigt wurde.	14.06.2013 31.07.2015	Diese Kampagne wurde langfristig und in verschiedenen Formen durchgeführt: Episoden der Serie «Die Familie Kolly» wurden auf verschiedenen Kanälen (Internet, öffentlicher Verkehr, Kinos ...) verbreitet, in Partnerschaft mit der Kantonspolizei fanden Aktionen vor Ort statt, man zeigte Präsenz an Volksfesten (Jugendtreffen ...), während fast eines Jahres wurde ein Regionalbus der tpf zum Werbeträger umfunktioniert, Flyer und kleine Plakate wurden verteilt, verschiedene punktuelle Partnerschaften (tpf, Gewerbevereine ...) wurden entwickelt. Dadurch erlangte die Kampagne bei der Bevölkerung eine gewisse Bekanntheit, und die allgemeine Botschaft («Durch richtiges Verhalten in gewissen Situationen verbessert man die eigene und die allgemeine Sicherheit») kam gut herüber.
SJD/Pol	Aktion ANGEL	Prävention der Entreissdiebstähle (wird jedes Jahr im Dezember wiederholt)	–	4 800.–	Stab Pol	23.03.2011 wiederholt von 2012 bis 2016	Die Aktion wird von der Bevölkerung gut aufgenommen, das Sicherheitsgefühl wird durch die Präsenz von Beamten in Uniform verstärkt.
SJD/Pol	SERA	Prävention der Einbrüche zur Dämmerungszeit (wird jedes Jahr beim Übergang zur Winterzeit wiederholt)	–	10 600.–	Stab Pol	01.11.2012 wird jedes Jahr wiederholt	Sensibilisierung der Bürgerinnen und Bürger für Massnahmen zur Verminderung der Einbruchsgefahr. Es wurde ein bedeutender Rückgang der Einbruchdiebstähle festgestellt.
SJD/Pol	Denken Sie nicht nur an die Ferien!	Prävention der Einbruchdiebstähle während des Sommers	–	5 500.–	Stab Pol	01.07.–31.08.2014 01.07–31.08.2015	Sensibilisierung der Bürgerinnen und Bürger für Massnahmen zur Verminderung der Einbruchsgefahr.
SJD/Pol	Nationaler Tag des Einbruchsschutzes	Prävention der Einbruchdiebstähle	–	2 000.–	Pol	31.10.2016	Sensibilisierung der Bürgerinnen und Bürger für Massnahmen zur Verminderung der Einbruchsgefahr.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
SJD/Pol	Was für ein BLÖDsinn	Sensibilisierung der Jugendlichen für Drogenprobleme, Littering und Sachbeschädigung	StGB BetmG	2 500.–	Pol	2014–???	Kampagne richtet sich an die Sekundarstufe/GIBS und wird jährlich wiederholt. Die Situation ist teilweise unter Kontrolle (die Kampagne wurde vom KRPS/ «*Vorbeugen und reagieren*» angepasst).
SJD/Pol	Stopp Gewalt	Verminderung der Probleme des Rückfalls bei der Gewalt unter Jugendlichen	PolG EGStGB StGB	Privat – Spender	Oberamtmann des Greyerzbezirks Pol	2002 Schlussdatum noch nicht festgelegt	Verminderung der Gewalt unter Jugendlichen im Bezirk – Schaffung von Partnerschaften und Beteiligung an Präventionskampagnen – Organisation von Tätigkeit
SJD/Pol	Gruppe «Lebensqualität im Glanebezirk»	Vermehrtes Verständnis zwischen den Generationen – besseres Zusammenleben	–	Privat – Spender	Oberamtmann des Glanebezirks Gemeinde Romont Pol Direktion der OS	2008 Schlussdatum noch nicht festgelegt	Präventionskampagnen – Informationssitzungen – bezahlte Beschäftigung für Jugendliche, die von Erziehungsfachleuten gecoacht werden
SJD/Pol	«Franky Slow Down»	Der Engel Franky Slow Down soll die jungen Automobilistinnen und -mobilisten und Motorradfahrerinnen und -fahrer jeden Alters dazu anregen, die Geschwindigkeit den Strassenverhältnissen, dem Verkehr, der Sicht und den eigenen Fähigkeiten anzupassen.	–	60 000.–	Verkehrspol + Validierung GSt	2010	Mit 25% weniger Unfälle wegen Geschwindigkeit kann diese Kampagne als Erfolg betrachtet werden. Während der Aktion wurde kein Automobilist, Bus- oder Lastwagenfahrer getötet.
SJD/Pol	Aktion «Dankeschön»	Den Automobilistinnen und Automobilisten, die sich im Verkehr korrekt verhalten, mit einer Tafel Schokolade danken.	–	2 400.– 1 700.–	Verkehrspol + Validierung GSt	07.04.2010 und 13.04.2011	Die Aktion stiess bei den Verkehrsteilnehmerinnen und -teilnehmern, denen die Schokolade überreicht wurde, auf ein positives Echo.
SJD/Pol	«Spüre die Geschwindigkeit, aber nicht auf unseren Strassen»	– Über eine Präventionstätigkeit mit den Motorradfahrerinnen und -fahrern in Kontakt treten – Die Zahl der schweren Verkehrsunfälle vermindern	–	51 000.– 46 500.–	Verkehrspol + Validierung GSt	17/18.05.2011 10/11.05.2012	Mit 27% weniger verletzten oder getöteten Motorradfahrerinnen und -fahrern am 31.08.2011 kann die Aktion als Erfolg betrachtet werden; dazu kommen die zahlreichen positiven Kontakte.
SJD/Pol	1 Tag ohne Opfer	Mit direkter Information die Zahl der Tage ohne Unfallopfer im Kanton erhöhen.	–	39 000.–	Verkehrspol + Validierung GSt	2013	Rekord: 12.02. 08.20 Uhr – 18.02. 14.15 Uhr oder 6 Tage und 05 Std. 55 Min.
SJD/Pol	Bleib cool und teile die Strasse	Die Verkehrsteilnehmer dazu anregen, die grundlegenden Regeln zu beachten und aufeinander Rücksicht zu nehmen.	–	26 500.–	Verkehrspol + Validierung GSt	20.05 bis 01.11.2015 2016 wiederholt	Die Aktion wurde auf regionaler Ebene von den Medien verfolgt. Grosse Sichtbarkeit. Zahlreiche Kontakte, namentlich an den Slow Ups. Die Aktion wurde von der Kapo VS übernommen.

Verant-wortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grund-lagen	Finanzierung Fr.	Entscheid-behörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
SJD/Pol	Ich fahre? Du fährst?	Abgabe eines Schlüsselanhängers an die Verkehrsteilnehmer, um sie dazu anzuregen, sich nicht unter Alkoholeinfluss an das Steuer zu setzen.	–	~ 26 000.–	Verkehrspol + Validierung GSt	01.10 bis 31.12.2016	läuft noch
SJD/Pol	See You	Alle Verkehrsteilnehmerinnen und -teilnehmer und namentlich die verletzlichsten darauf hinweisen, wie wichtig es ist, gesehen zu werden.	–	~ 28 500.–	Verkehrspol + Validierung GSt	08.10 bis 30.11.2016	Offizielle Lancierung an der Freiburger Messe
VWD	OFF-Kampagne	Stromsparen	Energiegesetz	1 000 000.–	Staatsrat	Oktober 2013 – Dezember 2015	Alle getroffenen Massnahmen. Ausgezeichnete Durchdringung (> 70%). Äusserst positives Ergebnis. Ziel erreicht.
VWD/AfE	Gebäudeprogramm	Die Gebäudesanierungen und den Ausstieg aus den fossilen Energien fördern	Energiegesetz	50 000.–	Staatsrat	läuft noch	–
VWD/AfE	Lancierung Gebäude-energieausweis der Kantone	Information der Fachleute und der Eigentümer über die Pflicht, den GEAK zu erstellen	Energiegesetz	50 000.–	AfE	2013–2014	Verbreitung von Dokumenten, Auftritte an Konferenzen, Anwesenheit an Veranstaltungen (z. B. Freiburger Messe)
VWD/HRA	Verleihung des Labels der Zweisprachigkeit	Die Zweisprachigkeit des Amtes zertifizieren	–	2 000.–	VWD/HRA	September 2014	Verbreitung in den Medien und in den sozialen Netzwerken
VWD/HRA	Massnahme InsertH	Schaffung von geschützten Arbeitsplätzen im Unternehmen	–	2 000.–	VWD/HRA Pro Infirmis	Februar 2016	Sehr gute Verbreitung in den Medien und bis jetzt 40 000 Views und 1000 Likes auf Facebook für das Porträt von Victor Costa, einem Jugendlichen, der beim Handelsregister arbeitet
WIF/VWD	Realisierung der Zeitschrift FNF	Förderung der Freiburger Unternehmen	Verein FNF	200 000.– (Staat FR: 45 000.–)	VWD/WIF	Jedes Jahr seit 2001	Auflage von 5000 Exemplaren. Online-Version legt zu Zahlreiche positive Echos. Wirkt am dynamischen Image des Kantons FR mit
WIF	Innovationspreis	Förderung der Freiburger Unternehmen. Plattformen für die innovativsten Firmen des Kantons	Reglement Innovationspreis	150 000.– (Staat FR: 75 000 FKB: 75 000.–)	VWD/WIF FKB	Alle zwei Jahre seit 1991	Ausgezeichnetes Echo für das Image der Unternehmen

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
AMA	20 Jahre RAV	Das Image der RAV und des AMA beim Zielpublikum fördern. Die Leistungen des AMA bei diesem Publikum besser bekannt machen.	AVG/AVIG	13 313.– für den Kanton (Finanzierung durch das SECO, keine Kosten für den Kanton)	SECO/VWD/AMA	Jahr 2016	13 auswärtige Veranstaltungen (Arbeitgeberfrühstück, Job Dating, Fotoausstellung, Debatte auf Radio Freiburg usw.) während des Jahres. 244 Arbeitgeber haben an diesen Veranstaltungen teilgenommen. Sehr gutes Echo von den Arbeitgebern, den Bezügern von Taggeldern der Arbeitslosenversicherung und den Medien.
VWD/StatA	300 000 Freiburger	Über die verschiedenen Bestandteile (Gesundheit, Migration, Geburt, Altern) für das Bevölkerungswachstum sensibilisieren	Gesetz über die kantonale Statistik	25 000.–	StatA/VWD	Oktober 2014	Gutes Echo, namentlich in den Medien. Es gibt niemanden mehr, der die Demografieprobleme des Kantons Freiburg nicht kennt.
VWD/StatA	Schweizer Statistiktage	Die Koordination zwischen den Kantonen und mit dem Bund bei der öffentlichen Statistik, der Forschung und der Industrie fördern	–	80 000.– (Staat FR: 10 000.–)	StatA/VWD/BFS	August 2011	Echo in den Medien/Anerkennung für den Kanton, der es verstand, seine Themen durchzusetzen.
GSD	Das GFB lancierte mit der Unterstützung der Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen unter dem Kampagnennamen **«Wahlen und Gleichstellung»** Veranstaltungen zur Förderung der Gleichstellung in der Politik: 16. September 2015: eine Medienkonferenz, an der die Nationalratskandidatinnen ein Thema aus der nationalen Politik vorgestellt haben; und am 1. Oktober 2016: einen Vormittag mit Vorträgen und ein Nachmittag mit Workshops über Machtspiele und was (für die Frauen) in der Politik auf dem Spiel steht.	Mit diesen Schritten sollen das Thema der Gleichstellung in der Politik sichtbar gemacht sowie der Blick auf die Frauen, die sich engagieren, gerichtet und Lehren aus ihren Erfahrungen und Kompetenzen gezogen werden. Es geht darum, die Frauen, die politischen Parteien und die Wählerinnen und Wähler zu ermutigen, vorwärts zu machen und die Gleichstellung in der Politik zu fördern.	Gesetz vom 6. November 2003 über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen KV (Art. 9 Abs. 2) BV (Art. 8 Abs. 3)	Für die besondere Kommunikation wurden intern Schritte bei den Ressourcen (Arbeitszeit) des GFB unternommen. 800 Franken Grafikarbeit	Diese Schritte gehören zu den normalen Aufgaben des GFB und wurden der Vorsteherin der GSD unterbreitet; diese sicherte – bei beiden Schritten – die Eröffnung der Veranstaltung zu.	Von September 2015 bis Oktober 2016	Die erste Veranstaltung (September 2015) wurde von den Kandidatinnen begrüsst; diese schätzten die Möglichkeit, sich den Medien vorzustellen, sehr. Ausserdem haben mehrere Medien über diese Veranstaltung berichtet oder die Frage der Gleichstellung in der Politik zum Thema eines Hintergrundartikels oder einer Radiosendung gemacht.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
GSD	freiburger spital (externe) Werbekampagne «Domino»	Die Bevölkerung über den Auftrag, die Vision und die Werte des freiburger spitals (HFR) informieren Ein Gefühl der Verbundenheit mit dem eigenen Spital schaffen, die menschliche Seite verstärken, wieder Vertrauen schöpfen	–	64 000.–	HFR: Direktionsrat	Beginn: Juni 2015 Ende: Ende 2016 (einige Massnahmen gehen weiter über diese Frist hinaus, zum Beispiel die Einführung eines Slogans)	Im Allgemeinen erhielt die Kampagne spontan ein gutes Echo von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des HFR. Eine (nicht repräsentative) Umfrage im Juni 2016 in Form von Interviews, die bei den Patientinnen und Patienten/Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern an allen Spitalstandorten durchgeführt wurde, zeigte sehr positive Ergebnisse. Unter anderem zeigte es sich, dass die Botschaft gut ankam und geschätzt wurde (Beispiele von Antworten: «Der Patient steht im Zentrum der Aufmerksamkeit», «Von den Illustrationen geht eine menschliche Wärme aus», «Die Illustrationen drücken die berufliche Kompetenz, aber auch die menschliche Betreuung aus»). Die Kampagne selbst wurde auch gut aufgenommen.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
GSD	Pflegende Angehörige mit dem Ziel des Tages der pflegenden Angehörigen (30. Oktober)	Mitwirkung an der interkantonalen Kampagne (Westschweizer Kantone), um anzuerkennen, welche Bedeutung die pflegenden Angehörigen für die Gesellschaft haben, und um die Leistungen, die in den Kantonen zur Verfügung stehen, um sie zu unterstützen, bekanntzumachen. Die Schlüsselveranstaltung der Kampagne ist der Tag des 30. Oktober, aber das Thema wird das ganze Jahr hindurch aufgegriffen.	InfoG	28 000.– Die Kampagne existiert seit mehreren Jahren in den Kantonen VD und GE. Ein Teil der Arbeit, einschliesslich des grafischen Grundkonzepts, wurde deshalb schon von diesen Kantonen geleistet, und die übrigen Teilnehmer konnten davon profitieren. Der Kanton VD hat ausserdem im ersten Jahr verschiedene Kosten übernommen, und dank der Involvierung der übrigen Kantone seit 2015 konnte der Kanton Freiburg von einem Projekt, dessen Kosten viel niedriger waren, als wenn er das Konzept selbst geschaffen hätte, und einer grösseren Medienpräsenz profitieren.	GSD	Jedes Jahr seit 2015 Veranstaltungen zum Tag. Das Thema wird das ganze Jahr hindurch behandelt und die Problematik der pflegenden Angehörigen über eine besondere Website in die Kommunikation der GSD aufgenommen.	Der erste Tag der pflegenden Angehörigen, der vom Kanton Freiburg mit Veranstaltungen im ganzen Kantonsgebiet (Vorträge, offene Türen, Filmvorführungen ...) organisiert wurde, war ein Erfolg. Die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen war wesentlich für die Gestaltung des Tages. Die Thematik wurde in allen regionalen Medien breit aufgenommen, so dass der Ausdruck «pflegender Angehöriger» bekannt und im allgemeinen Vokabular aufgenommen wurde. Die anwesenden Vereine und Organisationen haben insgesamt ein positives Echo gegeben. Die wesentlichen Informationen über die Angebote zur Unterstützung der pflegenden Angehörigen wurden über eine Website und spezielle Veröffentlichungen verbreitet.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
GSD	Armut und Wanderausstellung Im Fall	Das Jahr 2010 wurde zum europäischen Jahr der Bekämpfung der Armut und der sozialen Ausgrenzung ernannt. In diesem Rahmen liess die GSD vom 4. bis 16. Oktober eine Ausstellung mit dem Namen «Im Fall» ins Fribourg Centre kommen; diese Ausstellung wurde von der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) geschaffen und schon in mehreren Städten in der Schweiz gezeigt. Ihr Ziel besteht darin, die breite Öffentlichkeit für die Thematik der Armut und der Ausgrenzung zu sensibilisieren. Diese Ausstellung war auch die Gelegenheit, eine Bilanz der verschiedenen Massnahmen, die in den Direktionen im Bereich des Kampfs gegen die Armut getroffen werden, zu ziehen und über die bestehenden Unterstützungen im Kanton zu informieren.	InfoG	35 000.–	GSD	Von September bis Oktober 2010	Die Ausstellung zog viele Personen an, darunter zahlreiche Jugendliche (Besuch von Schulen). Die Institutionen und Vereine (La Tuile, le Tremplin, Fri-Santé, Banc public, Lesen und Schreiben, Pro Senectute, Caritas, Freiburgisches Rotes Kreuz, Pro Juventute, Soziale Anlaufstelle) waren zufrieden mit dem Interesse an ihren Leistungen und der Zahl der Besuche, und die Veranstaltungen, die gleichzeitig zur Ausstellung organisiert wurden – Vortragsreihe und Wissenschaftscafé – haben über 150 Personen angezogen.

Verant-wortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grund-lagen	Finanzierung Fr.	Entscheid-behörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
FIND	FRItax	Das elektronische Einreichen der Steuererklärung fördern. Ziel: 70 000 –80 000 Steuerpflichtige reichen die Steuererklärung elektronisch ein. Einen Anreiz geben, die Software FriTax mit oder ohne elektroni-sches Einreichen zu verwenden. Gewünschte Zunahme von 5%. Das Image der Verwaltung und des Kantons modernisieren.	ASF 2014_099 vom 10. Dezember 2014	100 000.–	FIND	Medienkonferenz am 07.01.2015 Die Website FriTax.ch und das Video-Tutorial sind am 07.07.2016 immer noch aktiv.	2015 erzielte die Website der Kantonalen Steuerverwaltung (einschliesslich der Website Fri-tax.ch) eine Zunahme um 88 227 Sessionen gegenüber 2014, die Zahl nahm von 317 173 auf 405 400 zu. Ausserdem nahm die Zahl der besuchten Seiten um mehr als 1,1 Million zu. Diese Zunahme verteilt sich vor allem auf die ersten Monate des Jahres (gleichzeitig mit der Werbekam-pagne). 61 458 Steuerpflichtige reichten die Steuererklärung für das Steu-erjahr 2014 elektronisch ein. Die Hälfte der Userinnen und User von FriTax haben also das elekt-ronische Einreichen gewählt. Zunahme der Verwendung der Software FriTax um 15% (mit oder ohne elektronisches Einrei-chen). 123 000 Steuerpflichtige haben sie benützt.
RUBD	Forum déchets	Westschweizer Informations-bulletin über die Abfallvermin-de-rung und -bewirtschaftung	–	Stiftung Pusch, mit Unterstützung der Westschweizer Kantone und Spon-soring. Für Freiburg 2000 Franken pro Jahr	AfU	Seit 1995	Das Bulletin wird allen Freiburger Gemeinden geschickt, um sie über die neusten Informationen im Abfallbereich, über die Erfah-rungen anderer Gemeinden usw. auf dem Laufenden zu halten.
RUBD	Frühjahrsputz	Gegen das Littering sensibilisieren	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	Ca. 15 000 Franken im Jahr (Material, das den Teilneh-mergemeinden zur Verfügung gestellt wird, Handschuhe, Plakate, Website)	AfU im Einverständnis mit der RUBD	Jedes Jahr seit 2005	Jedes Jahr nehmen 30 bis 40 Gemeinden am Frühjahrs-putz teil. Sensibilisierung der Jugendlichen für das Problem des Litterings. Weniger Abfälle in den Teilnehmergemeinden

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
RUBD	Energie-Umwelt.ch	Die breite Öffentlichkeit sensibilisieren und motivieren Der breiten Öffentlichkeit die Verantwortung für ihr Verhalten bewusst machen Der breiten Öffentlichkeit helfen, die richtige Wahl zu treffen	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	225 000 Franken im Jahr, die von den Kantonen Bern, Genf, Jura, Freiburg, Neuenburg, Waadt und Wallis finanziert werden, davon gehen rund 30 000 zulasten des Kantons Freiburg (22 000 Franken für die Plattform und Kampagnen auf das Budget AfE, der Rest für die Übersetzung (Hälfte AfE, Hälfte AfU). VS, BE und FR finanzieren die Übersetzung der Website und der Kampagnen.	AfE und AfU im Einverständnis mit der RUBD und der VWD	Seit 2005	Rund 500 000 Besuche pro Jahr auf der Website www.Energie-Umwelt.ch, der Informationsplattform der Ämter für Energie und Umwelt der Westschweizer Kantone und Berns. Zahlreiche Kampagnen, namentlich für die Schulen
RUBD	25 Jahre Amt für Umwelt	Organisation verschiedener Aktivitäten in den Bezirken, um die Herausforderungen, die gemeinsam angenommen werden müssen, um weiterhin unsere Ressourcen und unsere Umwelt zu schützen, zu zeigen.	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	25 000 Franken (+ Beteiligung der Universität Freiburg)	AfU im Einverständnis mit der RUBD und dem SR	2010	Veranstaltung in jedem Bezirk des Kantons in den Monaten Mai und Juni, Plakatserie im Weltformat, Dias in den Kinos während des ganzen Monats September, wissenschaftliches Café, das am 25. November 2010 von der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät in Zusammenarbeit mit dem AfU organisiert wurde.
RUBD	20 Jahre Bundesverordnung über den Schutz vor Störfällen im Kanton Freiburg	Bilanz ziehen mit den unterstellten Unternehmen, den Gemeinden, den Oberämtern und den Planern	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	11 500 Franken (+ Beteiligung des Clubs Umwelt, Energie Sicherheit)	AfU im Einverständnis mit der RUBD	2011	Informationssitzung am 17. November 2011 im Espace Nuithonie, in Zusammenarbeit mit dem «Club Umwelt Energie Sicherheit». Ungefähr 200 Teilnehmende
RUBD	«airCHeck»	In Echtzeit die Angaben zur Luftqualität in der Schweiz und in den Kantonen liefern	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	Die Applikation wird von den Kantonen finanziert. Für Freiburg, 1800 Franken für die Entwicklung der Applikation, dann 700 Franken im Jahr.	AfU	Seit 2012	Smartphone-Applikation «airCHeck» in Zusammenarbeit mit der Schweizerischen Krebsliga und der Schweizerischen Lungenliga.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
RUBD	Luft!	Die Verschmutzungsspitze bei den Feinpartikeln vermindern	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	16 000 Franken Diese Aktion wurde auch vom MobA und vom ASS finanziert.	RUBD auf Vorschlag des AfU	2013	Der Kanton Freiburg hat zusammen mit dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASS) eine Werbekampagne für den öffentlichen Verkehr lanciert. Die Aktion wurde bei Verschmutzungsspitzen nicht weitergeführt, weil zu wenige Abonnements gekauft wurden.
RUBD	Das AfU übermittelt Ihnen den Schlüssel der Information	Die Architekten, Ingenieure und Gemeinden über die gesetzlichen Grundlagen im Gewässerbereich informieren	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	11 000.–	AfU	2013	Realisation eines USB-Sticks, der eine PDF-Datei mit den Links zu den neuen Ausführungshilfen, Informationsnotizen und Formularen, die den Architekten, Ingenieuren und Gemeinden helfen, die geltenden gesetzlichen Grundlagen bei der Grundstücksentwässerung anzuwenden, enthält.
RUBD	www.saubere-Veranstaltung.ch	Konzentrierte und praktische Information, um jede Veranstaltung nachhaltig und umweltschonend zu gestalten	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	Finanzieller Beitrag der Kantone Freiburg, Genf und Waadt, der Städte Lausanne, Neuenburg und Nyon sowie des Bundesamts für Umwelt (BAFU) und von Swiss Olympic. Für Freiburg, einmaliger Beitrag von 2500 Franken	AfU	Seit 2014	Die Plattform www.saubere-Veranstaltung.ch wurde in der Westschweiz am 12. Mai 2014 lanciert. Eine Information wurde an alle betroffenen Zielgruppen versandt.
RUBD	Gemeinde ohne Herbizide	Die Gemeinden dazu bringen, keine Herbizide mehr zu verwenden	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	18 000.– für Schilder und Logos 13 ,000.– für die Kurse (das AfU hat die Hälfte des Preises für den Kurs übernommen, der Rest wurde von den Gemeinden bezahlt)	AfU	2014–2015	48 Gemeinden haben an den Kursen zum günstigen und umweltfreundlichen Unterhalt der Strassenränder und der Grünflächen, welche die SANU in Partnerschaft mit dem AfU organisiert hat, teilgenommen.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
RUBD	freiburg-klima.ch	Klimaschutz. 100 zusätzliche Bürgerinnen und Bürger engagieren sich jedes Jahr, um für das Klima tätig zu werden.	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	118 000.–	RUBD	2014–2018	357 Personen haben sich auf der Website für das Klima engagiert.
RUBD	Offene Türen bei der Messstation Pérolles	Den Bewohnern des Quartiers die neue Station zur Messung der Luftqualität im Pérolles-Quartier vorstellen	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	700.–	AfU	2015	Offene Türen bei der Station zur Messung der Luftqualität im Pérolles-Quartier in Partnerschaft mit dem Quartierverein. Rund 50 Teilnehmer
RUBD	Internationales Jahr des Bodens Mehrere Veranstaltungen, u. a.: Bodenschutzmassnahmen auf den Baustellen: Chancen und Schwierigkeiten vor Ort	Erfahrungsaustausch zwischen den verschiedenen Akteuren des Bodenschutzes	Bundesrecht (USG Art. 10e; GSchG Art. 50) Kantonales Recht (GewG Art. 38; ABG Art. 8) Aarhus-Konvention	6400.– über das Budget des AfU Für die übrigen Veranstaltungen siehe LIG, LwA	Koordinationsgruppe für den Bodenschutz, Ingenieurschule Freiburg	2015	Runder Tisch im Rahmen des Internationalen Jahrs des Bodens, Mittwoch, 18. November 2015, in der Aula des LIG. Ungefähr 80 Teilnehmende
RUBD	Nachhaltiges Verhalten am Arbeitsplatz	Die Staatsangestellten für das tägliche Verhalten der nachhaltigen Entwicklung sensibilisieren	Verfassung, Nachhaltigkeitsstrategie des Kantons Freiburg	2000.– für einen Illustrationsauftrag an A. Dousse, Studierender bei EIKON	SR für die Nachhaltigkeitsstrategie, RUBD für den Auftrag	Die Kampagne wurde im März 2015 lanciert und ging im Dezember 2015 zu Ende	14 konkrete Empfehlung mit Illustrationen und Erklärungen wurden in 4 Durchgängen an alle Staatsangestellte, einschliesslich Lehrpersonen und Verwaltung des HFR, gesandt.
RUBD	Regionales Eisenbahnnetz: Die Vision für den Kanton Freiburg – Bericht der Planungsregion für den Zeithorizont STEP AS 2030	Information über die Angebotsprojekte, die der Kanton dem BAV im Rahmen der Erstellung von STEP AS 2030 übermittelt hat	–	8758.05 vom MobA (Honorare für PROMODAL) und 5787.90 von der RUBD (Druck)	RUBD	November 2014–März 2015	Gedruckte Broschüren in beiden Sprachen (März 2015)
RUBD	Werbung für die Arbeitshilfe «Regionalplanung»	Information über das Erscheinen einer Arbeitshilfe für die Regionalplanung	–	3177.80 für die Realisierung und den Druck des Flyers (BRPA)	RUBD	2012 lanciert und 2013 beendet	Gedruckte Flyer in beiden Sprachen
RUBD	Raum 2030	Information der Bevölkerung über die Änderungen des RPBG (Mehrwert und Instrumente zur Verwaltung der Bauzone)	Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung (RPG)	69 940.– (BRPA)	RUBD	2014 lanciert und 2015 beendet	Broschüre Raum 2030 und Organisation von 7 Informationsabenden in den Bezirken

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
SK	Neues Erscheinungsbild des Staates Freiburg	Die Schaffung eines neuen Corporate Design und einer Graphikcharta ist die Gelegenheit, die Freiburger Bürgerinnen und Bürger an die Daseinsberechtigung der Freiburger Kantonsverwaltung zu erinnern. Dank dem einheitlichen Corparate Design können die Leistungen des Staates klar identifiziert werden auch Kosten eingespart werden, da jede Einheit sich die Kosten für die Schaffung und den Unterhalt der Grafikcharta sparen kann.	–	Die Kosten für das ganze Projekt werden schlussendlich auf 800 000 Franken geschätzt; darin ist die Änderung der äusseren Beschriftung der Gebäude enthalten, die ursprünglich nicht vorgesehen war und mit der die Dienststellen des Staates für die Bürgerinnen und Bürger sichtbarer gemacht werden sollen. Dafür brauchte es einen besonderen Entscheid des Staatsrats, da dieses Problem in keinem Gesamtkonzept geregelt wurde.	Staatsrat	Das Projekt wurde 2008 unter der Verantwortung der Staatskanzlei lanciert und 2013 offiziell beendet.	Die Ergebnisse der Implementierung dieses neuen Corporate Design sind sehr positiv. Die ausgegebenen Beträge müssen im Verhältnis zu den Einsparungen, die möglich wurden, weil die äusserst zahlreichen bisher existierenden Logos verschwunden sind, sowie zu den Skalenerträgen bei den Bestellungen von Papier und Material und den Aufträgen, die an Kommunikationsagenturen vergeben werden, gesehen werden. Allein für das Amt für Drucksachen und Material beträgt die Einsparung mehrere zehntausend Franken im Jahr. Dazu kommen die Einsparungen an Zeit und Energie, die man unmöglich beziffern kann und die realisiert werden, seit sich das neue Corporate Design in allen Ämtern durchgesetzt hat.
SK	Public-Relations-Massnahmen im Rahmen der Aussenbeziehungen (Beispiele: St. Nikolaus in Bern, Veranstaltungen mit den Freiburg nahestehenden hohen Beamten, die beim Bund und den früheren Regiebetrieben des Bundes arbeiten ...).	Den Kanton fördern, indem seine Präsenz ausserhalb, namentlich in Bundesbern, verstärkt wird.	Kantonsverfassung Art. 5 Beziehungen nach aussen 1 Der Kanton Freiburg arbeitet mit Bund und Kantonen sowie mit regionalen, nationalen und internationalen Organisationen zusammen. 2 Er fördert die interkantonale und interregionale Zusammenarbeit. Art. 114 e) Beziehungen nach aussen 1 Der Staatsrat vertritt den Kanton.	Jedes Jahr werden je nach Art der Veranstaltung zwischen 20 000 und 45 000 Franken in den Voranschlag des SR eingetragen.	Staatsrat	Die Veranstaltungen werden seit 2004 jedes Jahr, beziehungsweise alle 3 Jahre für den St. Nikolaus im Bundeshaus, durchgeführt.	Die Bilanz fällt positiv aus: Die Veranstaltung zum St. Nikolaus wird von den Bundesparlamentarierinnen und Bundesparlamentariern und den obersten Vertreterinnen und Vertretern des Bundes, darunter einigen Mitgliedern des Bundesrats, erwartet und wahrgenommen. Mit den jährlichen Treffen mit den Freiburg nahestehenden hohen Beamtinnen und Beamten konnte ein Netzwerk geschaffen werden, von dem alle Direktionen des Staates für die laufenden Geschäfte profitieren.

Verantwortliche Einheit	Titel der Kampagne	Ziele/Kriterien	Gesetzliche Grundlagen	Finanzierung Fr.	Entscheidbehörde	Lancierungsdatum Voraussichtliches Ende	Bilanz/Ergebnisse
SK	«Fribourg, le bonheur en plus» «Freiburg macht glücklich»	Den Kanton fördern, indem seine Präsenz ausserhalb verstärkt wird. Mit einem Image, das der gegenwärtigen Wirklichkeit entspricht, das Image von Freiburg dynamischer und moderner machen. Lust wecken, den Kanton kennenzulernen; hier eine Ausbildung zu machen; hier Ferien und Freizeit zu verbringen; sich hier als Unternehmer oder Privatperson niederzulassen. Die Arbeit der verschiedenen Akteure des Kantonsimages vernetzen und koordinieren.	Legislaturperiode 2007–2011 (Herausforderung Nr. 5 Die Wirtschaft stärken und den Kanton positionieren) Legislaturperiode 2012–2016 (Herausforderung Nr. 6 Pflege der freiburgischen Identität und Optimierung der Institutionen)	Paritär finanziert (50% Staat; 50% private Partner) zwischen dem Staat und den privaten Partnern (FKB, KGV, Groupe E, tpf, HIKF, FPE, UPCF, Freiburger Hotelierverband, Fribourg-Hôtels, GastroFribourg, Freiburger Tourismusverband, Verein zur Förderung der Produkte aus dem Freiburgerland) 2014–2016: Voranschlag höchstens 800 000 Franken Finanzierung 2014: 656 668 Franken Finanzierung 2015–2016: 657 000 Franken Gesamtkosten für den Staat im Zeitraum 2014–2016: 985 334 Franken 2017–2019: 430 000 Franken im Jahr, davon 215 000 zulasten des Staates	Der Verein wurde aufgrund der Feststellung, dass Freiburg unter einem Imagedefizit leidet, gegründet. Der Staatsrat wollte, dass dieser Schritt gemeinsam mit allen «Akteuren» des Images des Kantons Freiburg durchgeführt wird. Der Staatsrat betraute die Staatskanzlei mit der operationellen Leitung des Projekts. Die politische Leitung und die Verantwortung der PPP werden von der Volkswirtschaftsdirektorin oder vom Volkswirtschaftsdirektor als politischer oder politischem Verantwortlichen für die Aussenbeziehungen sichergestellt.	Start des Projekts am 5. Dezember 2013 Das Mandat wurde am 25. Mai 2016 erneuert. Das Mandat wurde bis 31. Dezember 2019 erneuert. Fortsetzung über 2019 hinaus je nach Entscheiden der Partner Einige Hauptprojekte: 2015: Swiss Economic Forum, Gordon Bennett, … 2016: Eidgenössisches Schwingfest, Tinguely2016, 2017: Gordon Bennett 2018: Marché concours Saignelégier 2019: Wahrscheinlich Winzerfest	Die Bilanz nach drei Jahren, in denen die Werkzeuge für die Kampagne bereitgestellt werden konnten, fällt positiv aus. Erneuerung des Mandats für 3 Jahre (2017–2019): Die 13 Partner entschieden einstimmig, die Austauschplattform, die rund um die Kampagne zur Steigerung des Bekanntheitsgrads geschaffen wurde, zu entwickeln, und äusserten die Absicht, weiterhin das Image des Kantons Freiburg zu fördern.